

# L'aménagement des berges de la Chao Phraya : analyse du jeu d'acteur autour d'un projet urbain



Master 2 de Socio-Anthropologies Appliquées au Développement Local  
Université Lumière Lyon 2  
UFR d'Anthropologie, de Sociologie et de Sciences Politiques

Année 2017-2018

Mémoire réalisé par Thanawat Bremard

Tuteur de stage : François Molle  
Directeur de mémoire : Florian Charvolin  
Jury de soutenance : Olivier Givre

## Remerciements :

Je tiens tout d'abord à remercier l'IRD d'avoir financé mon stage et ma mission en Thaïlande, toute l'équipe du G-EAU pour l'accueil au sein du centre de recherche, particulièrement son directeur Olivier Barreteau, Christine Legrand pour toute l'aide logistique qu'elle m'a apporté et François Molle pour l'encadrement de la recherche. Je remercie également Marie et Brice, deux doctorants du G-EAU qui m'ont si gentiment reçu.

Je remercie aussi principalement l'Université Lumière Lyon 2 au sein de laquelle j'ai effectué ma formation universitaire depuis la License et actuellement mon Master de Socio-Anthropologies Appliquées au Développement Local, Florian Charvolin, mon directeur de mémoire, Loïc Bonneval, le directeur de formation, Alexis Laurent, l'aimable gestionnaire de scolarité et Béatrice Maurines qui est la première à m'avoir incité à suivre ce Master SADL.

Je remercie également le CSDS de m'avoir accueilli dans ses bureaux durant ma mission en Thaïlande et plus particulièrement Carl Middleton, Ajarn Keerati, Ajarn Jakkrit Sangkhamanee, Ajarn Naruemon et Oraphan Pratomlek.

Je tiens à remercier Clément et Benoît pour le soutien apporté durant la rédaction du mémoire, la promotion de SADL pour l'enquête collective, les sahaja yogis de Lyon, Bangkok et Montpellier avec qui j'ai médité hebdomadairement, Alexandre mon frère, mon père et ma mère qui m'ont guidé jusque-là. Un grand merci également à Dominique, Guillaume, Mathieu et Kevin pour les relectures apportées au mémoire.

Finalement je tiens à remercier tous les acteurs avec qui j'ai travaillé cette année : Pong et Antoine Lassus, Khun Yossapol, Khun Niramom, Pi Jan, Khun Pongswat, Pi Hansa, Pi Pakorn, Pi Pla de Pan Muang, Pi Athit de CODI, Pi Kae, Pi Num et Lung Rad de Ban Pune, Pa Tim de Wat Devaraj, Pi Eat de Mittakham 2, le président de communauté et Pa Sophi de Mittakham 1, Khun Nipon, Ajarn Mann, et Ajarn Kai.

## Avant-propos :

Ce mémoire est un travail au sein duquel j'ai suivi l'élaboration du projet d'aménagement des berges de la Chao Phraya ainsi que les intérêts qui ont gravité autour de celui-ci jusqu'en 2018. J'ai documenté l'analyse à partir du projet tel qu'il paraît publiquement dans les médias ainsi qu'à partir de points de vue d'*insiders* dans les coulisses de ce projet de développement urbain. J'espère que ce mémoire constituera une ressource accessible pour des personnes qui s'intéressent aux projets urbains dans Bangkok, à l'histoire des cours d'eau dans la capitale ainsi qu'au rapport qu'entretiennent les humains et les environnements dans une relation qui les redéfinissent sans cesse mutuellement.

Ce mémoire rend compte de certains débats polémiques, aussi bien de nature politique qu'environnementale. Quelques rumeurs et soupçons sont mentionnés. Je tiens à préciser que les propos pouvant porter atteinte à la réputation d'une personne contenu dans ce mémoire ne représentent aucunement mon opinion personnelle, les soupçons de corruption et les critiques ne sont mentionnés que dans le but d'étudier ce que ces propos provoquent socialement. Il ne s'agit donc nullement d'accusations ou de propos diffamatoires. A la demande de certains des acteurs que j'ai rencontrés, quelques noms ont été anonymisés via des formulations reflétant le statut ou la fonction de la personne. Aucuns des noms dans ce mémoire n'est un pseudonyme.

## Table des matières

Remerciements :.....	1
Avant-propos : .....	2
Table des matières.....	3
Introduction : .....	5
Présentation du stage, de la commande, du terrain et de la problématique .....	5
Cadrage théorique .....	7
Méthodologie.....	11
I : Avoir un projet urbain pour terrain d'enquête.....	13
A – Quand le cadre du stage pré-existe à la commande de stage :.....	13
1 – Les enjeux autour du mémoire de M2 SADL.....	13
2 – Environnement de travail et positionnalité personnelle .....	20
3 – La commande de stage à l'intersection d'un processus itératif et de la définition de ma posture de chercheur.....	28
B – De la petite histoire du projet à la Grande Histoire de la rivière :.....	34
1 – De la route à la promenade .....	34
2 – La Grande Histoire de l'aménagement des berges de la Chao Phraya .....	56
3 – Le sens de la hiérarchie en Thaïlande .....	64
II : Du problème de l'aménagement des rives de la Chao Phraya .....	69
A – Comment gouverner la Chao Phraya ?.....	69
1 – La rivière Chao Phraya, un bien du domaine public.....	69
2 – Aux interstices de l'ordre : les bidonvilles et les bords de rive.....	77
3 – La participation du public dans l'aménagement des berges de la Chao Phraya .....	86
B – Dialogue avec la société civile.....	100
1 – Les points de controverses.....	100
2 – Alternatives et contre-études de la part de FOR .....	108
3 – Le numérique comme support de controverse : l'interaction porteurs-contestataires.....	111
Partie III : La rivière et ses gens : quel jeu d'acteur sur le territoire métropolitain ? .....	120
A – Promenade comme catalyseur du jeu d'acteur préexistant à l'assemblage CPA .....	120
1 – Un territoire traversé par une idée : portraits des communautés .....	120
2 – La promenade comme créatrice d'opportunité.....	132
B – Porter le combat au-delà des berges :.....	137
1 – Le combat pour l'espace public .....	137
2 – La lutte politique au-delà du combat contre les porteurs du projet : .....	144

Conclusion : .....	149
Bibliographie .....	149
Annexe .....	156
Table des signes : .....	187
Lexique : .....	189

## Introduction :

### Présentation du stage, de la commande, du terrain et de la problématique

Le présent mémoire est le résultat d'une étude du projet de développement des berges de la Chao Phraya à Bangkok en Thaïlande. Cette étude a été menée au cours d'un stage de six mois à l'IRD au sein de l'UMR G-EAU entre février et août 2018, période durant laquelle un travail de terrain a été effectué durant une mission de trois mois en Thaïlande entre avril et juillet. Cette recherche a été financée par l'IRD et encadrée par François Molle. Florian Charvolin a dirigé ce mémoire réalisé dans le cadre d'un Master de Socio-Anthropologies Appliquées au Développement Local à l'Université Lumière Lyon 2.

Le but de cette recherche a été d'apporter un regard extérieur sur le jeu d'acteur et les conflits d'intérêts encastrés dans ce projet urbain afin de restituer sous forme d'une narration l'évolution du projet et les effets qu'il a eu sur la question de l'aménagement des berges de la rivière Chao Phraya. Ce récit est raconté à travers un angle d'analyse socio-anthropologique sur la façon dont un territoire se saisit d'un projet urbain. L'analyse est complétée par des apports historique, géographique et juridique.

J'ai adopté une posture de chercheur extérieur au contact des acteurs du terrain, mon but n'a donc pas été d'évaluer le projet en vue de promouvoir ou enrayer celui-ci mais d'en étudier le déroulement. Néanmoins, il convient de situer la recherche que j'ai produite dans son contexte. Mon entrée sur le terrain de recherche s'est faite par l'intermédiaire de Khun Pongkwan, celle-ci étant proche de l'ONG Friends of the River qui promeut la préservation de la rivière en demandant à la métropole de reconsidérer le projet, à la fois ses aspects techniques ainsi que son processus d'élaboration. Ainsi j'ai obtenu plus de facilité à rencontrer les acteurs opposés au projet mais j'ai tout de même réussi à étudier les autres points de vue par la rencontre des équipes d'étude du projet, des agents de la métropole qui accompagnent les habitants expulsés dans leur déménagement, des habitants riverains de la zone au sein de laquelle le projet est mené ainsi qu'une diversité d'architectes, urbanistes et chercheurs de différentes universités et institutions thaïlandaise.

La problématique de ce mémoire peut être ainsi formulée : dans quelle mesure le projet de développement des berges de la rivière Chao Phraya met en lumière les enjeux existants

autour de l'aménagement du territoire, habité par ses acteurs aux divers intérêts et stratégies, et comment amène-t-il le débat sur la question des espaces publics dans la métropole ?

Cette problématique vise à questionner la façon dont le développement de la rivière de la Chao Phraya et ses berges est saisi par les politiques publiques, les porteurs du projet, les riverains, les citoyens de Bangkok et les acteurs engagés de la société civile. Nous présenterons à travers trois parties des éléments de réponse à cette interrogation. Dans la première partie, nous nous intéresserons à la reformulation de la commande de stage, l'entrée sur le terrain, comment je me positionne en tant que chercheur et comment je suis positionné dans les rapports hiérarchiques par mon identité. Ensuite nous recontextualiserons comment la métropole de Bangkok confère au projet une dimension historique, celle d'une rivière qui a co-évolué avec ses habitants, ainsi qu'une dimension politique de par le sens de la hiérarchie omniprésent dans la culture thaïe.

Cette histoire nous amènera à déconstruire, en deuxième partie, des concepts fréquemment mobilisés dans les débats publics tels que les espaces publics, l'Etat souverain, les bidonvilles et l'envahissement des rives. Déconstruire ces termes nous permet de poser des questions de travail élémentaires : qu'est-ce que la Chao Phraya, comment est-elle définie juridiquement ? Comment et par qui est gouvernée la rivière et ses berges ? Nous interrogerons au sein de cette partie la façon dont les acteurs concernés parlent du projet, les prises de positions sur le sujet qui évoluent à travers les rencontres événementielles, les échanges et la production de savoirs autour des controverses soulevées par le projet.

Enfin, en dernière partie, le cas du projet de développement des berges de la Chao Phraya, proposé par le gouvernement et porté par la métropole de Bangkok, dont le plan phare est la construction d'une promenade sur 14 km de berges, nous permettra d'illustrer des dynamiques du territoire qui vont au-delà de la discussion sur le projet. Nous dresserons ainsi un portrait de trois communautés riveraines et la façon dont leur histoire, leur tenue du foncier et leurs relations de pouvoirs locales constituent autant de facteurs soumettant les acteurs à de multiples rationalités dans leur manière d'appréhender le projet urbain. De plus nous analyserons également comment le projet de la promenade a permis de faire émerger un plus grand débat porté par un public naissant sur la question de la patrimonialisation et des espaces publics. Nous décrirons également comment l'interaction avec le projet est éminemment empreinte d'une dimension politique.

## Cadrage théorique

« La socio-anthropologie du développement se focalise en particulier sur l'analyse des interactions entre acteurs sociaux relevant de cultures ou sous-cultures différentes. Elle procède à l'inventaire des contraintes respectives auxquelles les uns et les autres sont soumis, et au décryptage des stratégies que les acteurs déploient à l'intérieur de leurs marges de manœuvre. Elle décrit les représentations et systèmes de sens mobilisés par les groupes en interaction et étudie les dynamiques de transformation de ces représentations et systèmes de sens ». Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995 : 6) décrit ainsi cette branche disciplinaire issue des sciences sociales. Je m'identifie à ce courant de socio-anthropologie du développement dans les recherches que je mène. Olivier de Sardan (1995 : 10) met en avant par cette approche « l'étude empirique multi-dimensionnelle de groupes sociaux contemporains et de leurs interactions, dans une perspective diachronique, et combinant l'analyse des pratiques et celle de représentations ». Il se démarque par cette approche d'une sociologie quantitative et d'une ethnologie patrimonialiste ainsi que de l'essayisme en sciences sociales. Il s'agit plutôt de se focaliser sur le terrain en menant une analyse *in situ* des dynamiques d'interaction qu'ont les acteurs entre eux et le projet ainsi que le sens donné à cette dynamique. En effet ce courant s'inspire de la tradition anthropologique de Karl Polanyi (1983) qui analyse une société en postulant « l'enchâssement » (*embeddedness*) de l'économie dans la vie sociale.

La socio-anthropologie du changement social et du développement implique une perspective épistémologique particulière quant au regard méthodologique que nous appliquons au terrain. D'une part le courant s'inscrit dans un holisme méthodologique, qui prend en compte la multi-dimensionnalité des logiques qui se confrontent au processus de développement à partir d'une diversité d'acteurs (impliquant quelquefois des « rationalités collectives ») et les différents registres de la réalité sociale (économique, politique, social, idéologique, symbolique) sur lesquels elles se situent (Olivier de Sardan, 1995 : 49). L'holisme méthodologique est pensé en opposition à l'holisme idéologique qui considèrerait la société comme un tout homogène et cohérent, versant alors dans des analyses trop structuralistes et déterministes. D'autre part, la socio-anthropologie à laquelle nous nous référons, s'inscrit également dans un individualisme méthodologique mettant en évidence les stratégies, marge de manœuvre et agencéité des « consommateurs » du développement (Olivier de Sardan, 1995 : 50) sans verser dans une analyse strictement appliquée à la rationalité unique des acteurs selon une logique d'analyse néo-libérale qui verrait les acteurs comme cherchant maîtriser les zones

d'incertitudes (vocabulaire d'analyse de systèmes d'actions concrets) et maximiser les rapports moyens/fins (*Ibid*).

« On appellera 'configuration développementiste' cet univers largement cosmopolite d'experts, de bureaucrates, de responsables d'ONG, de chercheurs, de techniciens, de chefs de projets, d'agents de terrain, qui vivent en quelque sorte du développement des autres, et mobilisent ou gèrent à cet effet des ressources matérielles et symboliques considérables » (Olivier de Sardan, 1995 : 7). Ce qui nous intéresse dans le projet d'aménagement des berges de la Chao Phraya, François Molle et moi-même, c'est la gouvernance de la rivière de la Chao Phraya qui se donne à voir à travers cette « configuration développementiste ». En poursuivant la réflexion d'Olivier de Sardan (2001 et 1995), ce projet représente aux yeux de divers acteurs tantôt une ressource (pour les fonctionnaires de l'Etat qui obtiennent un financement public du cabinet ministériel), un marché (avec tous les contrats et appels d'offre en matière de construction, conception et évaluation) ou encore un enjeu polémique (quand à l'impact environnemental, l'impact économique sur les commerces locaux et l'impact social dû aux expropriations de certaines communautés).

Nous pouvons considérer cette configuration développementiste comme un assemblage. La façon dont je mobilise ce concept découle plutôt de l'assemblage theory telle qu'elle a été pensée par les philosophes Deleuze et Guattari (1987) et l'agencement, « assemblage » en anglais, au sujet duquel ils écrivent désigne le processus par lequel les entités d'un réseau contribuent par leurs connexions à l'attribution d'un sens au réseau dans son ensemble. Müller et Schurr (2016 : 217-218) argumentent que malgré les différences de courant philosophique, il demeure tout de même intéressant de rapprocher l'assemblage theory de l'actor-network theory (Latour, 2007). Les deux courants théoriques proposent des outils pour se saisir de la dynamique interactive d'un assemblage sans postuler l'existence à priori d'objet ou entité épistémologiquement exclusive. Latour défend ainsi l'intérêt de considérer des choses en tant qu'assemblage : « [Des] éléments hétérogènes peuvent se trouver recombinaison de façon inédite et donner lieu à de nouveaux assemblages, [il s'agit de] définir le social non comme un domaine spécifique, mais comme un mouvement très particulier de réassociation ou de réassemblage » (Latour, 2007 : 12-14).

Ce regard relationnel sur les réseaux de relations devrait nous être d'une grande utilité pour nous pencher sur des phénomènes comme la perception de l'Etat ou les reconfigurations identitaires qui émergent avec le projet de la promenade. Nous nous appuyons donc sur la

notion d'assemblage et de traduction<sup>1</sup> afin d'étudier la façon dont certains réseaux sont représentés par des porte-paroles. Au sujet de l'Etat, nous sommes en mesure de nous demander qui a l'autorité de parler en son nom ? C'est une question importante à poser dès lors que le projet de promenade sur la Chao Phraya est souvent mis en avant comme une politique de développement venant de l'Etat. Nous allons nous pencher sur cette configuration développementaliste en prêtant notre attention à la façon dont certains éléments du territoire : les digues en béton, le cours d'eau, les berges et les espaces publics riverains sont produits par l'imaginaire humain, les pratiques sociales ainsi que les systèmes de savoirs qui leurs sont liés (Boelens et al., 2016 : 2). Les infrastructures peuvent en effet être considérées en tant qu'une « archive de multiples niveaux de discours et pratiques superposées et s'inter-influençant »<sup>2</sup>. Christine Bichsel développe cette grille d'analyse à partir de l'ethnographie des infrastructures telles que promulguée par Susan Leigh Star (1999).

Alice Ingold a mené un questionnement similaire lorsqu'elle écrivait à propos de l'enterrement des canaux urbains à Milan dans les années 1930 et la transformation de ceux-ci en boulevards et leurs rives en trottoirs. Elle s'est intéressée à étudier un projet dans son ancrage historique en décrivant les « filiations le rattachant aux propositions antérieures des ingénieurs qui font alors figures de précurseurs » (Ingold, 2003 : 33), non pas en décrivant l'historique d'un projet comme héritage mais plutôt comme un processus d'appropriation. Le projet de promenade sur la Chao Phraya est également l'héritière de versions et visions antécédantes, mais le projet permet de voir comment les acteurs d'aujourd'hui recomposent les espaces que sont les berges à partir de ce qui existe et des nouveaux besoins.

Dernièrement, je tiens à préciser en guise de cadrage théorique que l'étude de ce projet urbain m'a confronté à la rencontre avec des acteurs du « bas », « les pauvres », « les dominés » (Nader, 1972 : 289) dans le jeu des relations de pouvoirs au sein de la configuration développementaliste. Malgré la forte dimension affective qui caractérise l'expulsion d'un territoire, je n'ai pas mené une recherche « pour » ces gens, ma perspective de recherche s'inscrit dans ce qu'Olivier de Sardan désigne sous le nom de « populisme cognitif et méthodologique » (1995 : 103). Il s'agit de rendre en compte des rationalités et représentations des groupes sociaux oubliés ou dominés, en considérant celles-ci simplement comme un champ

---

<sup>1</sup> « Exprimer dans son propre langage ce que les autres disent et veulent, c'est s'ériger en porte-parole » (Callon, 1986 : 204)

<sup>2</sup> « An archive which stores multiple overlaying, while interacting discourses and practices » (Bichsel, 2016 : 367)

de connaissance sans verser dans le populisme idéologique qui consiste en une « exaltation des vertus du peuple, vertus cognitives, politiques, morales, culturelles » (Olivier de Sardan, 1995 : 105). Laura Nader (1972) a soulevé la lacune dans la littérature anthropologique américaine concernant des recherches sur la classe moyenne et les classes supérieures. Selon elle, les anthropologues dépendent peut-être trop de la facilité relative que présente une ethnographie en immersion au sein des classes dominées ou sans pouvoir par rapport à une ethnographie des personnes aux pouvoirs. En prenant l'exemple d'un de ses élèves d'Anthropologie qui a été confronté à une entreprise à Washington qui ne voulait pas être étudiée, elle pose cette question « comment alors peuvent-ils [les élèves] effectuer une observation participante si l'entreprise ne les laisse pas franchir la porte, et s'ils ne peuvent pas faire de l'observation participante, comment peuvent-ils faire de l'anthropologie ? »<sup>3</sup>. Nader propose en éléments de réponse plusieurs pistes permettant d'étudier les cultures du « haut ». Il est possible de varier entre diverses méthodes d'entretiens (formel/informel et face-à-face/par téléphone). Mener une étude archivistique de documents permet de faire ressortir l'image que se donne une organisation, en étudiant les documents de relation publics, l'organisation et l'accomplissement du travail au sein de l'organisation, par l'étude de documents qui circulent en interne, ainsi que d'autres ressources d'analyse documentaire. S'appuyant sur l'expression de Marian Eaton, « l'analyse de soi » (1971), Nader propose également parmi ces pistes de considérer la pertinence d'une analyse réflexive de ce que l'entrée du chercheur en science sociale provoque sur le terrain, comment est-il perçu et comment s'adaptent les gens de l'organisation (Nader, 1972 : 308).

---

<sup>3</sup> « How could they participant-observe if the firm wouldn't let them in the door, and if they couldn't participant-observe, how could they do anthropology » (Nader, 1972 : 306).

## Méthodologie

Je vais présenter ici les méthodologies de recherche qui m'ont permis de de comprendre les marges de manœuvre, par la compréhension du cadre de l'aménagement des berges, des acteurs impliqués dans le projet de promenade ainsi que les conflits d'intérêts au sein de cette configuration développementiste.

J'ai eu l'occasion de mener plusieurs fois des observations en tant que participant dans une réunion de l'AGR, des architectes de l'ASA, des contestataires qui se sont retrouvé informellement dans un restaurant ainsi que d'une réunion de travail de CODI avec les habitants de Mittakham 1. J'ai également travaillé avec des données secondaires : divers rapports produits par FOR, des articles de presse, des dessins du projet par l'équipe d'Ajarn Kai de KMITL, des documents de l'ASA et la Siam Society, des comptes-rendus de réunions produits par les habitants de Ban Pune et Wat Devaraj, le site internet du projet, la page facebook de FOR, la page facebook de KMITL pour le projet, le TOR de 2015 du projet ainsi qu'un visionnage des plans du projet et de l'EIA au sein du département des travaux publics du BMA. J'ai retravaillé ces documents sur une cartographie d'acteur réalisée via FreeMind, une revue de presse sur Microsoft Word où j'ai gardé trace sur tout ce qui s'est dit médiatiquement sur le projet ainsi que sur une carte de Bangkok que je complétais au fur et à mesure que j'en apprenais sur le projet via le logiciel QGIS.

Le reste des données a été collecté par des prises de note sur un cahier ethnographique et enregistrement d'entretiens sur dictaphone qui ont été plus tard traduits, retranscrits et retravaillés. 23 des enregistrements sont des entretiens et les 4 autres correspondent à un parcours commenté à travers une communauté et des réunions. A plusieurs reprises, j'en ai beaucoup appris à partir d'échanges informels par téléphone, ces échanges ont été consignés à l'écrit dans le cahier ethnographique. La plus grosse partie des données primaires provient d'entretiens semi-directifs conduit avec les habitants de communautés (Mittakham1, Mittakham 2, Wat Devaraj, Ban Pune, Payab, Charan 72, Conception community), des professeurs d'université (Chulalongkorn, KMITL, Silpakorn et Sri Pathum), des membres d'ONG (FOR, River Assembly, AGR) et des personnes étudiant ou travaillant sur le projet (BMA et KMITL).

Voici les questions à aborder que j'avais préparé en amont pour les entretiens semi-directifs<sup>4</sup> :

Avec les habitants :

- Etablir l'histoire de la communauté, notamment relative à l'installation et l'implantation dans ce quartier
- Documenter l'histoire de la rivière Chao Phraya vue à travers les yeux de la communauté
- Se renseigner sur la tenue du foncier. Possèdent-ils des documents, quels sont les arrangements auquel ils procèdent en matière de logement ?
- Quels sont leurs arguments pour résister au projet ou à l'expropriation ? Est-ce que la contestation est partagée par tous ? Quels sont les points de vue alternatifs ?

Avec des habitants qui vont être expulsés :

- Les interroger sur l'évènement
- Sonder la dimension affective du déplacement : regrets, nostalgie, joie, excitation, indifférence ?
- Quêter leur opinion sur la possibilité que les terrains qu'ils ont cédés ne serviront finalement pas au projet ? Perçoivent-ils donc leur déplacement comme une contribution au projet ou une obligation par respect de la loi ?

Avec les acteurs de la société civile :

- Qu'est-ce qui les ont amenés à s'engager ? Etablir une trajectoire de leur engagement.
- Qu'attendent-ils du projet personnellement ?
- Tenter de discerner comment ce projet les ont changés. Que feront-ils hypothétiquement après que le projet soit du passé, qu'auront-ils appris de cette expérience ?

Avec les responsables du projet :

- Parlez-moi du projet (requête me permettant de voir comment ils présentent le projet à un nouvel arrivant). Quel intérêt ?
- Sonder leur degré d'interaction avec les contestataires et la communauté. S'il existe assez fortement, leur demander ce qu'ils font des retours négatifs sur le projet ?
- Personnellement souhaitez-vous ce projet ? Qu'en attendez-vous ?

---

<sup>4</sup> Voir l'annexe 12 « Les outils du chercheur » pour des exemples de grilles de question plus précises.

## I : Avoir un projet urbain pour terrain d'enquête

A – Quand le cadre du stage pré-existe à la commande de stage :

1 – Les enjeux autour du mémoire de M2 SADL

### *1.1 Continuité entre le M1 d'Anthropologie et le M2 de SADL*

Lors du M1 d'Anthropologie que j'ai effectué entre 2016 et 2017, je me suis intéressé à la conception et la perception de la sécheresse dans le Nord-Est de la Thaïlande. Je me suis notamment penché sur la façon dont les infrastructures hydrauliques, que sont par exemple les barrages et les canaux d'irrigation, façonnent la matérialité de la sécheresse et influent la façon de concevoir celle-ci. Le concept de sécheresse a été la première porte d'entrée sur mon précédent terrain qui m'a finalement fait travailler sur la matérialité et les représentations autour du concept d'inondation et de bon projet également. Mon tuteur de stage était Carl Middleton, directeur du Center for Social Development Studies (CSDS), un centre de recherche de l'université de Chulalongkorn. Avec Carl Middleton et le professeur Jakkrit Sangkhamanee, nous avons commencé à travailler sur un article résumant le résultat de cette recherche. Le travail s'est poursuivi avec le professeur Middleton cette année (2018) lors de mon séjour en Thaïlande, en vue d'une publication en fin d'année. Durant ma recherche en M1 je me suis donc penché sur plusieurs projets d'infrastructures hydrauliques, certains réalisés (le barrage de Rasi Salai et celui de Sirikit) et d'autres en cours d'étude (la vanne contre les inondations à Sri Song Rak et la première phase du projet de Khong-Loei-Chi-Mun). Les lieux de terrain de recherche ont été multiples : les provinces de Sisaket, d'Ubon Ratchathani et de Loei pour les séjours sur le terrain et Bangkok pour quelques entretiens et collecte de données dans les archives du Royal Irrigation Department (RID).

Ce sujet de recherche en M1 a façonné l'horizon de la direction que j'ai décidé de poursuivre en ce qui concerne mes études et mes travaux. Carl Middleton m'a fait découvrir la littérature anglo-saxonne autour des questions de la Political Ecology et l'Assemblage Theory, Ajarn<sup>5</sup> Sangkhamanee m'a fait découvrir les écrits de Star (1999) sur l'ethnographie des infrastructures, j'ai ainsi appris à lire et analyser un rapport sur un projet (termes de références,

---

<sup>5</sup> Ajarn, signifie en thai, « professeur ». Il s'agit d'une particule pronominale honorant le statut de la personne ainsi désignée.

étude de faisabilité ou étude d'impact environnementale). En plus de ces lectures, j'ai également découvert l'univers de la recherche académique par l'intermédiaire du stage en 2017, plus spécifiquement les réflexions et la méthodologie derrière la rédaction d'un article scientifique. C'est durant ce stage que j'ai commencé à envisager la possibilité de poursuivre dans le domaine de la recherche, notamment si l'opportunité d'effectuer une thèse venait à se présenter. Mon identité de chercheur a donc commencé à se cristalliser autour des questions environnementales, particulièrement celles liées à la gestion de l'eau en Thaïlande. À la fin du stage, Carl Middleton m'a donc présenté à François Molle, directeur de recherche de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'UMR Gestion de l'Eau, Acteurs et Usages (G-EAU), qui a une longue expérience de la gouvernance de l'eau en Thaïlande ayant beaucoup étudié le bassin de la Chao Phraya ainsi que les versions précédentes du projet Khong-Loei-Chi-Mun.

Durant la rédaction de mon mémoire de M1, je me suis donc rendu au G-EAU à Montpellier rencontrer François Molle. Il a pris connaissance de mes travaux effectués durant le M1 puis nous avons échangé sur nos intérêts de recherche communs. Etant donné qu'il considérait se réengager sur un terrain de recherche en Thaïlande, que je possède la double nationalité (franco-thaïlandaise) et que je suis trilingue (français, anglais, thai) ; tout cela constituait autant de facteurs qui ont contribué à créer une opportunité de travailler en collaboration. Il a donc proposé de m'encadrer en tant que directeur de thèse si l'occasion venait à se présenter. A ce moment, nous ne savions pas encore si j'allais travailler sur un terrain rural ou urbain. Entretemps, il m'a proposé de commencer à travailler ensemble dans le cadre du stage de M2 car il avait une source de financement pour un étudiant en Master<sup>6</sup>. Plusieurs pistes avaient été mentionnées, finalement le choix définitif a été celui d'étudier un projet d'aménagement des berges de la Chao Phraya qui prévoit parmi ses plans la construction d'une promenade le long de la rivière. Nous avons retenu ce projet comme étude de cas du stage de Master 2 suite à l'obtention d'une bourse doctorale portant sur Bangkok et ses problèmes liés à l'eau. Ainsi, l'étude de la Chao Phraya, qui est la rivière principale traversant la métropole de Bangkok<sup>7</sup>, est alors devenue une fortuite opportunité pour commencer à me familiariser avec mon futur terrain de thèse avec un an d'avance en rencontrant des acteurs

---

<sup>6</sup> Le financement devait provenir du projet DoUbT. Nous reviendrons plus en détail sur ce projet dans la partie suivante.

<sup>7</sup> La ville de Bangkok est gérée par une organisation administrative locale (LAO) qui se nomme Bangkok Metropolitan Administration (BMA).

dans la gestion urbaine de l'eau. Mon retour au CSDS suppose également une autre charge de travail : la reprise des données de l'an dernier pour rédiger un article scientifique avec Carl Middleton. Parallèlement, mes collègues du M2 SADL et moi avons tous travaillé sur une enquête collective en même temps que nos terrains de recherches et stages respectifs. Après avoir ainsi présenté les éléments de contextualisation il est plus facile de comprendre en quoi ce stage, de la même manière que ma thèse, est une opportunité permise, non pas, par une candidature, mais par mon réseau personnel.

### *1.2 Le financement du stage, quelles attentes des structures d'accueil ?*

J'ai donc travaillé cette année avec François Molle comme tuteur de stage tandis que Carl Middleton m'a apporté son soutien en m'hébergeant au sein du CSDS. Initialement mon stage devait être financé grâce au budget du projet DoUbT, projet s'intéressant aux deltas en Asie du Sud-Est dans lequel François Molle était engagé. Au départ, j'étais donc persuadé que mon mémoire devait s'inscrire dans le cahier des charges du projet DoUbT, j'ai donc étudié les 60 pages du dossier du projet en imaginant que les chercheurs associés au projet allaient être l'équivalent de mes commanditaires étant donné que mon salaire devait provenir d'eux. François Molle me recommandera plus tard de ne pas trop accorder d'attention à ce dossier car au final le cahier des charges est devenu une entité quasi fictive qui n'exerce aucune fonction de cadre pour les chercheurs de DoUbT. Aujourd'hui, c'est donc l'IRD qui gère ma gratification tandis que nous avons décidé d'employer le budget de DoUbT en tant que co-financement pour la première année doctorale. Mais qu'est-ce DoUbT au juste ?

DoUbT est l'acronyme pour un projet ainsi intitulé : « Delta's dealings with uncertainty: Multiple practices and knowledges of delta governance ». L'abstract décrit ainsi le projet : « [qui] propose de combiner deux champs d'investigation des sciences sociales, à savoir les études des sciences et techniques (STS) et l'anthropologie du développement, afin d'apporter un éclairage novateur sur les façons de conceptualiser et de gérer l'incertitude dans le secteur de la planification environnementale. Nous [effectuerons] des études de cas sur les deltas d'Asie du Sud et du Sud-est. [...] Ce projet se base sur un postulat principal, à savoir la reconnaissance de la multiplicité (des définitions) des deltas. En grande partie, les savoirs, les connaissances, et l'expertise mobilisés dans les pays du sud pour la gouvernance des deltas trouvent leur origine dans des communautés épistémiques qui sont ancrées dans les réseaux de la coopération et du développement international. [...] Nous proposons un éclairage novateur sur les dynamiques de production et de légitimation des savoirs et sur les processus qui leur confèrent autorité sur la scène internationale. Finalement, nous analysons en quoi et comment

les savoirs et approches ancrés dans ces réseaux internationaux s'hybrident avec les savoirs locaux et les pratiques de gouvernance »<sup>8</sup>. Il s'agit d'un projet financé par les ANR de la France, des Pays-bas, de l'Angleterre et du Japon qui réunit des chercheurs de divers horizons : l'IRD, les unités de recherches GRED, CIRAD, GREEN et G-EAU pour les français ; l'Université d'Amsterdam et l'UNESCO-IHE (Delft) pour les néerlandais ; l'University College London pour les anglais ; l'Université d'Osaka, de Tsukuba et de Kyoto pour les japonais.

A partir de là, pour une question d'éthique, les noms des pays ainsi que des personnes concernées par le projet DoUbT seront anonymisés car certaines informations partagées ici peuvent porter atteinte à la réputation des personnes concernées par le projet. Connaissant quelques chercheurs de divers pays impliqués dans le projet, je m'étais demandé : comment ont-ils été amené à travailler ensemble dans le cadre de DoUbT ? Marcus, membre d'équipe du pays 3<sup>9</sup>, me confiait que personne ne pensait qu'ils allaient obtenir le financement de ce projet, tant les ambitions demeuraient larges et indéfinies. Selon lui, tous les chercheurs participant au projet auraient obtenu l'équivalent d'une sorte de carte blanche pour mener les recherches tel que chacun le désirait, DoUbT faisant office de grand cadre de recherche sans réelles contraintes sur les contributions individuelles. En effet, j'apprends par Jean, un chercheur ne faisant pas partie des équipes mais qui suis le projet de loin, que lors de la réunion de commencement du projet, à laquelle il était présent, tous les chercheurs du projet se sont rencontrés pour mettre en place le cadre commun de la recherche. Cette réunion a résulté en une effusion de conceptualisations théoriques sans aboutir sur une planification de la démarche empirique à suivre, le cahier des charges effectif est resté très imprécis.

Le cahier des charges (CDC) présenté dans la demande de financement prévoyait des groupes de travail précis avec quatre ou cinq sous-groupes qui donnaient l'occasion aux différentes équipes nationales de se croiser. L'équipe japonaise travaillait par exemple tantôt avec l'équipe anglaise sur l'analyse et la cartographie des réseaux globaux de savoirs (groupe de travail 1.1) tantôt avec les français et les néerlandais sur les voyages post-coloniaux des ingénieurs experts (groupe de travail 2.2). Ce CDC original donnait à voir un programme

---

<sup>8</sup> Tous les détails mentionnés concernant DoUbT proviennent du dossier de bourse du projet.

<sup>9</sup> Les équipes de chercheurs de chaque pays sont ainsi constituées : un chercheur principal (Principal investigator) par pays, accompagné d'un coordinateur d'équipe (team coordinator) et ses membres d'équipes (team members), ceux-ci varient entre deux et quatre en fonction du pays.

ambitieux mais bien présenté. Toutefois, Jean me confiait qu'il s'inquiétait en réalité pour les chercheurs du projet DoUbT car la fin du projet approchant, à savoir décembre 2018, et les équipes reformées, le CDC n'a pas été respecté par la plupart des chercheurs. Bon nombre de ceux-ci se demandant encore ce qu'ils veulent faire au sein du projet. Lorsque j'ai questionné Jean sur la genèse de DoUbT afin de comprendre comment tous ces chercheurs en sont arrivés là, il me confiait que l'élément déclencheur était l'initiative de l'équipe du pays 1. Paul qui en est devenu le chercheur principal a réussi à obtenir un grand financement de l'ANR de son pays, ensuite c'est Charles, un collègue de Paul sur plusieurs projets récents, qui s'est occupé de réunir les chercheurs à l'internationale en mobilisant son réseau de contacts. Voilà une chose que je n'aurai pu deviner car curieusement le dossier de financement contenait très peu d'informations sur l'équipe du pays 1, nous avions simplement deux noms et absolument aucun détail sur le budget prévisionnel et le financement de ce dernier. Cela paraît d'autant plus étonnant que le projet met en jeu des sommes considérables, à savoir 4 658 583 € pour le pays 2, 449 052 € pour le pays 3 et 256 960 € pour le pays 4. C'est une chose que j'ai fait remarquer à Jean qui s'est alors rendu compte que lui non plus n'avait aucun document sur le financement et la composition de l'équipe du pays 1.

De la faible interaction que j'ai eu avec le projet DoUbT, j'ai conclu que le projet est devenu un assemblage qui enrôle des chercheurs, créer et renforce des relations par la mise à disposition d'opportunités. Il s'agit aussi bien d'opportunités de s'associer, pour les chercheurs, sur un travail commun en comblant la distance géographique que de rencontres entre chercheurs ou entre les idées. Malgré le fait que le groupe de travail 3, qui devait se focaliser sur le terrain pour fournir l'input empirique sur les pratiques contemporaines en matière de gouvernance de bassins hydrauliques, n'a finalement effectué que très peu de terrain, DoUbT a été pour plusieurs une occasion de rencontrer les personnes, c'est-à-dire les chercheurs, derrière les idées et théories dont nous avons connaissance par les articles. C'est par la rencontre effective, permise par l'allocation de budget de déplacement, que l'assemblage DoUbT a reconfiguré les relations entre les chercheurs, ce qui s'est manifesté par la réorganisation des groupes de travail.

Pour moi-même, le projet DoUbT a été une ressource : j'ai pu mentionner mon inscription dans ce projet (courant 2018) lors de ma candidature pour le Master 2, ensuite je l'ai cité en tant que financement (2018-2019) lors du dépôt de ma candidature pour la bourse doctorale et une deuxième fois lors de ma candidature dans une école d'hiver au Vietnam pour

des doctorants travaillant sur les cités deltaïques<sup>10</sup>. La façon de présenter ma relation avec le projet a donc évolué malgré le fait que François Molle restait mon seul lien avec le projet DoUbT car il était l'unique traducteur<sup>11</sup>, c'est-à-dire l'unique porte-parole de l'assemblage à mon égard et que sa recommandation à propos du projet n'a jamais changé, le projet était devenu pour lui quelque chose d'annexe pour le M2. Dès le départ, il m'a conseillé de n'accorder que très peu d'attention aux objectifs du projet. A mes yeux, il présente tout de même un intérêt théorique car la question des productions, circulations et hybridations des savoirs m'avait déjà intéressé lors de mon mémoire de Master 1. Toutefois, plutôt qu'une focale sur les connaissances produites qui gravitent autour du projet d'aménagement des berges, pour le mémoire de cette année j'ai opté pour une réflexion autour de la trajectoire du projet au sein des différents jeu d'acteurs.

J'ai donc fini par être stagiaire au sein de l'IRD dans l'UMR G-EAU en étant financé par l'IRD-même. Durant la période en France précédant la mission sur le terrain en Thaïlande, mon tuteur de stage m'a confié la mission de me familiariser avec le projet d'aménagement des berges de la Chao Phraya. Pour me mettre à jour de l'historique du projet, j'ai consulté le site des porteurs du projet<sup>12</sup> et remonté le fil des publications sur le groupe Facebook des contestataires principaux du projet. Afin de suivre son évolution, j'ai programmé des alertes sur Google Alerts afin d'être tenu informé de chaque publication dans la presse concernant celui-ci. En parallèle de ce travail, j'ai commencé quelques lectures conseillées par mon tuteur sur le bassin de la Chao Phraya ainsi qu'à prendre en main certains outils numériques avant l'entrée sur le terrain qui me serviront sur toute la durée de la thèse. J'ai donc appris à maîtriser Zotero pour le référencement bibliographique et le rangement de mes données plus généralement, Freemind pour les cartographies de configurations développementistes<sup>13</sup> et QGIS pour faire des cartes géographiques. Ce dernier outil est une grande découverte pour moi cette année, cela m'a notamment permis de spatialiser les analyses plus facilement et faire ressortir des conjectures dont je n'avais pas l'habitude d'établir auparavant. François Molle est

---

<sup>10</sup> Il s'agit de l'In Situ Graduate School proposé par l'International Institute for Asian Studies qui se tiendra à la ville de Ho Chi Minh.

<sup>11</sup> Je mobilise encore ici le terme de « traducteur » en me référant à la théorie de l'acteur-réseau.

<sup>12</sup> <http://chaophrayaforall.com>

<sup>13</sup> Formule empruntée à Jean-Pierre Olivier de Sardan. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce concept dans la partie « 2.1 Positionnalité ».

également venu à Bangkok durant le mois de Mai pour une dizaine de jours, temps durant lequel nous avons à la fois fait du terrain sur la question du projet mais c'était aussi un temps consacré à un autre sujet de recherche de mon tuteur : la réflexion autour de la loi sur l'eau en Thaïlande. J'ai assisté à quelques entretiens à ce propos, ça a été un travail mutuellement bénéfique pour mon tuteur et moi. Je l'aidais à faire des recherches sur les différentes versions du projet juridique tandis que ces entretiens m'ont permis, d'autre part, de me présenter auprès d'importants acteurs dans le domaine de la gestion de l'eau à Bangkok.

Le stage de Master 2 ainsi que la thèse dans un futur proche répond à des enjeux intéressants pour l'UMR G-EAU dans laquelle je suis actuellement stagiaire et futur doctorant. Le laboratoire comprend déjà plusieurs chercheurs qui travaillent en dehors de la France. Parmi eux, François Molle qui a développé une expertise sur la gouvernance des ressources en eau et la riziculture en Thaïlande. Le projet DoUbT a été pour lui une occasion de se réengager académiquement depuis 2016, date de début du projet, en Thaïlande, pays qu'il chérit aussi affectivement pour y avoir vécu une partie de sa vie, après plusieurs années passées au Sri Lanka et au Moyen-Orient. Son réengagement avec la Thaïlande se poursuivra avec ma thèse qui débutera en octobre 2018. Celle-ci se situe également dans la continuité des projets développés par l'IRD avec l'Université de Kasetsart, à Bangkok, dans les années 1990s et qui portait sur la gestion de l'eau et le changement agraire dans le delta du Chao Phraya. La thèse permettra également de développer une collaboration avec l'Université de Chulalongkorn, avec laquelle l'IRD a et a eu d'étroites relations en sciences sociales. Tandis que de la part de CSDS, depuis l'an dernier déjà, la possibilité d'accueillir des chercheurs ou étudiants étrangers permet de constituer un dossier solide pour la candidature du centre de recherche en tant que centre d'excellence (Center of Excellence) de l'Université de Chulalongkorn. Ceci s'inscrit dans la continuité du CSDS qui tente de se réaffirmer en centre de recherche dynamique, car le centre a été créé il y a plus de 30 ans, dissolu aux alentours de 2006, puis « ressuscité », comme le disent mes collègues au CSDS, depuis seulement 5 ans.

## 2 – Environnement de travail et positionnalité personnelle

### *2.1 Les centre de recherche G-EAU et CSDS comme espace de vie et de travail*

Le G-EAU, membre de l'Institut Montpellierain de l'Eau et de l'Environnement, l'UMR se trouve à proximité de l'Irstea, d'Agropolis et de l'IRD à Montpellier. En effet, l'UMR accueille 70 chercheurs et ingénieurs ainsi qu'une cinquantaine de doctorants et postdoctorants de l'Irstea, de l'IRD, du CIRAD, de Montpellier SupAgro et d'AgroParisTech. Le nombre actuel de membre du laboratoire est 143. Le directeur de l'UMR est Olivier Barreteau de l'Irstea. Le projet Hydropolis prévoit de bâtir juste à côté de l'UMR un pôle qui regrouperait tous les acteurs locaux travaillant sur la question de l'eau. Il s'agit également d'un lieu de rencontre intéressant car en plus des chercheurs, ingénieurs, doctorants et stagiaires, les bureaux de l'UMR accueillent également des entreprises partenaires et des jeunes entreprises en création qui travaillent sur la gestion intégrée de l'eau. Avec ces axes de recherche communs « Eaux, territoires et sociétés », « Fonctionnement et gestion des services de l'eau » et « Pratiques et usages de l'eau », ce sont de nombreux domaines disciplinaires qui se côtoient dans l'enceinte de l'UMR : Sciences et Technologies, Sciences de la Vie et de l'Environnement et Sciences Humaines et Sociales.

Malgré la forte image interdisciplinaire mise en avant par le laboratoire via son site web, ses offres de stages ou de financement et plus généralement tout document de communication où le laboratoire est présenté, cette interdisciplinarité existe encore fortement qu'informellement. L'interdisciplinarité telle que je l'ai observée se produit encore qu'au travers de la rencontre de personnes qui viennent avec leur propre bagage disciplinaire pour travailler ensemble sur un projet. Cela ne se manifeste pas encore tellement dans les formations proposées par l'UMR, il s'agit souvent d'approfondissement pour des personnes déjà familière avec une discipline, mis à part les formations ponctuelles pour les outils de système d'information géographique, de mise à niveau en informatique ou celles portant sur les logiciels de référencement bibliographique. Nous pouvons découvrir les outils et les approches d'autres disciplines lors de présentations de travaux, mais celles restent très ponctuelles. Les moments formels de rencontres interdisciplinaires dont j'ai le plus entendu parler sont les « vendredis découvertes » où des membres du laboratoire partagent leurs recherches. Il est possible de rester dans son bureau, produire sa recherche, ne rencontrer personne et donc au final ne rien découvrir de la diversité des profils autour de nous dans l'UMR. Les espaces de sociabilité sont généralement limités aux moments partagés avec des personnes qui nous sont connues, il y a

peu de moments voués à l'intégration d'un nouveau membre dans la structure. Fort heureusement, pour les doctorants et les stagiaires, depuis quelques mois s'est mise en place une tradition informelle : celle du déjeuner collectif à 12h45. Selon plusieurs membres de l'UMR, moi-même compris, ce sont dans ces moments-là que se produit réellement la rencontre avec les diverses autres disciplines.

En effectuant mon stage au G-EAU et en étant accueilli par le CSDS cette année, je permets une connexion de l'IRD avec le CSDS car auparavant l'IRD a travaillé avec d'autres laboratoires de l'université de Chulalongkorn. Revenir au CSDS en tant que stagiaire de l'IRD présente une subtile différence avec l'expérience de travail que j'en ai eu en 2017. L'an dernier, je proposais souvent un coup de main au centre de recherche, car il me semblait devoir agir ainsi en tant que stagiaire ; les coups de main étaient souvent refusés car tout le monde me laissait travailler avec Carl Middleton et n'osait pas me solliciter pour d'autres tâches. Tandis que cette année je bénéficie simplement du bureau partagé et des conseils des chercheurs du centre sans mener une recherche avec eux, mais j'ai renoué les relations avec les contacts du centre à un point où l'on y hésitait plus à me solliciter amicalement. Je me suis retrouvé à aider à déménager du mobilier, préparer une salle pour accueillir un séminaire et prendre rendez-vous avec les contacts d'un terrain de recherche de Carl Middleton et Orapan Pratomlek alors que ces deux-là se trouvaient à l'étranger. J'ai également participé au séminaire KNOTS (Fostering multi-lateral Knowledge Networks Of Transdisciplinary Studies to tackle global challenges) qui a consisté en un moment de partage et de réflexion sur la façon de mener des recherches transdisciplinaires et enseigner la transdisciplinarité au sein d'un cursus universitaire. Le CSDS avait déjà accueilli en 2017 l'équipe de chercheurs internationales participant au projet KNOTS, j'ai ainsi pu retrouver des chercheurs qui sont revenu en 2018. Parmi eux, j'ai pu revoir des sociologues de Ho Chi Minh City, un réseau de contact que j'aurai l'occasion de solliciter à nouveau lors de mon séminaire au Vietnam sur les cités deltaïques en décembre 2018.

Le travail à cheval entre l'IRD et le CSDS m'a permis de trouver un juste équilibre au niveau de la méthodologie de recherche. D'une part j'apprends beaucoup de Carl Middleton et Jakkrit Sangkhamanee sur la rigueur intellectuelle que demande une revue de littérature sur un sujet et d'autre part François Molle me rappelle qu'au-delà des habitudes de questionnements façonnées par les frontières disciplinaires un terrain a toujours beaucoup à dire au travers de différents moyens (des archives, des cartes, des vidéos, des échanges sur un forum internet, des personnes dont nous pouvons encore ignorer ce qu'elles peuvent apporter à notre réflexion).

Caroline Hervé exprime mieux ce que j'ai ressenti cette année par cette phrase : « [le chercheur] doit accepter l'étiollement progressif de son appareillage théorique et méthodologique (contrainte des institutions académiques ou financières de la recherche) face à la nature mouvante et insaisissable de la réalité » (Hervé, 2010 : 8).

### 2.1 Positionnalité

« Vous êtes constamment en interaction avec d'autres personnes, et en train d'évaluer à quel rang vous êtes, et à quel rang ils sont. Vous le faites à tout moment, par exemple : comment s'adresser à une personne, faut-il employer un marqueur de politesse ou non, à quel point faut-il être courtois avec une personne, jusqu'où vous devez vous incliner lorsque vous passez devant quelqu'un. Tout le monde le fait automatiquement et ils n'y pensent pas vraiment »<sup>14</sup>, tel est le témoignage des informateurs de Sophornvay Vorng dans son livre *A Meeting of Masks* (Vorng, 2017 : 50). Inspecter son positionnement et sa positionnalité en tant que chercheur est devenu une habitude pour les chercheurs en sciences sociales, je vais donc me livrer à cet exercice dans cette partie en analysant ma position dans le contexte culturel thaïlandais.

La positionnalité est un concept qui a d'abord émergé au sein des travaux de Robert David Sack (1974) et Fred Hirsch (1976) en Géographie. Il s'agit de prendre en compte la façon dont nous nous positionnons vis-à-vis des acteurs du terrain ainsi que du cadre de la recherche. Kim England conçoit le « travail de terrain en tant que processus dialogique au sein duquel la situation de recherche est structurée à la fois par le chercheur et la personne sur qui est menée la recherche » (England, 1994 : 247). En tant que chercheur nous possédons tous une biographie et des affinités méthodologiques et théoriques, de plus nous sommes positionnés en fonction de notre genre, notre âge, notre ethnicité, notre classe sociale ; toutes ces caractéristiques constituent autant de facteurs qui peuvent inhiber ou permettre certaines méthodes de recherche et points de vue sur le terrain (Hastrup, 1992). La subjectivité du travail de recherche a depuis longtemps remplacé le mythe de la posture neutre et la production d'un savoir objectif, notamment en sciences sociales. Mon propos n'est pas de réitérer ici ces débats mais plutôt de situer les savoirs que j'ai produit cette année en fonction du contexte des interactions sociales

---

<sup>14</sup> « You're constantly interacting with other people, and gauging what level you are, and what level they are. You're doing it all the time, like how to address a person, like whether you need need the politeness marker, or not, how courteous you have to be to them, how low you have to bow when you walk in front of someone. Everyone does it automatically, and they don't think about it » (Vorng, 2017 : 50).

qui ont eu lieu sur le terrain. Quel est donc mon identité de chercheur ? Je suis un jeune homme de 23 ans, franco-thaïlandais, formé à la sociologie et l'anthropologie dans une université en France, ayant déjà travaillé dans un centre de recherche à l'université de Chulalongkorn. Voyons maintenant ce que cela implique sur mon terrain de recherche.

Le fait d'étudier à l'étranger informe mes interlocuteurs sur le milieu dont je proviens. Généralement cela peut laisser entendre que ma famille est suffisamment aisée pour m'envoyer faire des études à l'étranger ou alors que je suis suffisamment éduqué et intelligent pour avoir obtenu une bourse d'études. *Muang nok* est le terme généralement employé pour se référer à l'étranger, toutefois lorsqu'un thaï parle du Laos, du Myanmar, du Vietnam ou du Cambodge, il n'emploiera pas ce terme<sup>15</sup> (cf. le mot « *farang* » dans le lexique). Les pays de l'Afrique sont généralement également exclus de ce que regroupe ce terme. Il s'agit d'une distinction que nous retrouvons dans le Code du travail en Thaïlande également. Le salaire minimum pour les ressortissants de pays européens occidentaux, de l'Australie, du Canada, du Japon et des Etats-Unis est de 50 000 bahts par mois<sup>16</sup>. Tandis que le salaire minimum pour les ressortissants de pays du continent africain, du Cambodge, du Myanmar, du Laos et du Vietnam est de 25 000 bahts par mois<sup>17</sup>. Ainsi les personnes à qui je leur apprends que j'étudie en France imaginent souvent de suite que j'ai un haut niveau d'éducation et que je dois être en situation financière aisée. La reconnaissance du niveau d'éducation est une clé qui me permet quelques fois d'obtenir la légitimité de discuter avec des acteurs haut placés dans la hiérarchie d'une agence gouvernementale. Tandis que pour la situation financière il m'arrive de rappeler à mes interlocuteurs que j'étudie dans une université publique de province en France pour cultiver la proximité avec mes eux en réduisant la barrière des classes, car étudier à *muang nok* laisse généralement entendre qu'il s'agit d'un institut prestigieux, généralement privé, dans une capitale.

Moi-même j'ai projeté certaines idées préconçues sur les personnes que j'ai rencontrées, notamment pour les riverains qui habitent des logements précaires. Je les pensais

---

<sup>15</sup> En ce qui concerne les stigmates sociaux, les ressortissants du Laos, du Myanmar, du Vietnam (un peu moins que les trois autres pays) et du Cambodge viennent en Thaïlande pour avoir un meilleur niveau de vie. Les étrangers de ces pays ne bénéficient donc pas des présupposés prestigieux que l'on peut accorder à quelqu'un qui viendrait de *muang nok*. L'adjectif *lao*, « laosien », par exemple, peut même parfois être employé familièrement pour se moquer de l'aspect arriéré d'une personne.

<sup>16</sup> Ce qui correspond à 1 317 euros selon le taux de change en août 2018.

<sup>17</sup> Ce qui correspond à 658 euros selon le taux de change en août 2018.

très locaux dans leur ancrage au territoire sans soupçonner à quel point le degré de mobilité dans leur vie pouvait être élevé. J'ai été surpris de trouver dans les communautés<sup>18</sup> de Ban Pune et Wat Devaraj des personnes ayant des enfants qui vivent à l'étranger en Europe, je ne m'attendais pas à cela venant de la part d'un *lung*<sup>19</sup> marchand de pain sur les quais. Dans plusieurs communautés, les habitants originels qui sont installés depuis plusieurs générations sont moins nombreux que je l'avais anticipé. En effet, dans Ban Pune la plupart des locataires viennent de contrées rurales dans le Nord-Est de la Thaïlande et à Mittakham 2, il y a des groupes qui viennent aussi bien du Sud que du Nord-Est. Leur vie se limite moins au quartier que je ne l'avais imaginé également, les marchands qui se déplacent avec leur charrette vont des fois vendre en dehors de leur quartier en prenant le bateau avec leur charrette, de même que les traiteurs de Devaraj se rendent dans tout Bangkok et des fois en provinces pour organiser des banquets.

Le fait d'être métissé franco-thaï influence aussi la perception que les gens ont de moi. En thaï, nous désignons les métis par le terme *luk khrueng* (« ลูกครึ่ง », littéralement « enfant de moitié »), encore une fois, ce terme ne renvoie généralement pas aux métis du Laos, du Cambodge ou du Myanmar. C'est un trait que l'on reconnaît à mon faciès. Ainsi un métis se fait facilement repérer dans la rue, l'on m'a même pris pour un touriste perdu lorsque je me rendais à un rendez-vous dans Talad Noy, un quartier chinois bordant la Chao Phraya au Sud de Bangkok. Certains acteurs que j'ai rencontrés apprécient le fait que j'ai un terrain de recherche en Thaïlande malgré le fait que j'étudie en France, ils appréhendent cela comme une vocation de ma part de revenir au pays pour participer au développement ici avec mon éducation. Lorsqu'un vieux marchand dans la communauté de Charan 72 me confie, quand je l'interroge sur le projet d'aménagement des berges, « [qu']au départ je ne savais pas d'où vous venez, avec qui vous êtes affilié, mais lorsque j'ai appris que vous étiez un métis français, ça m'a rassuré, je n'avais plus d'inquiétudes », j'apprends donc également qu'un métis européen

---

<sup>18</sup> Notons que le mot communauté dans ce mémoire n'est pas employé pour désigner une communauté reliée par une idéologie, une ethnicité ou d'autres traits communs. La communauté est simplement une entité administrative faisant référence à un groupe humain habitant un même territoire et dont l'existence en tant que communauté est enregistré au district (à la mairie). Il est vrai qu'au moment de l'enregistrement une communauté est généralement identifiée par un trait qui la caractérise, mais je fais cette précision car avec le temps, les communautés évoluent ne s'identifie plus forcément à l'identité qu'elles avaient lors de l'enregistrement de la communauté. Par exemple, *Ban Yuan* (« la maison *yuan* », dont l'adjectif *yuan* renvoie à une ethnie vietnamienne) dans le quartier de Samsen, ne comprend plus beaucoup de famille *yuan* en son sein.

<sup>19</sup> Particule pronominale, cf. lexique.

n'est pas un malfaiteur dont il faut s'inquiéter. Mon identité française m'a également été une ressource pour rencontrer le réseau de chercheurs qui se côtoient à l'Alliance française. Lors d'une soirée organisée à l'occasion de la publication du dernier volume de l'IRASEC (Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine), j'ai donc pu rencontrer des chercheurs de l'IRD et de l'IRASEC qui m'ont introduit à quelques architectes qui parlent français. Comme nous le verrons dans les prochaines parties, les architectes sont des personnes avec qui j'ai beaucoup travaillé durant cette année.

Le fait d'avoir effectué mon stage de M1 dans un centre de recherche à Chulalongkorn est un fait qui me valorise encore aujourd'hui. L'université de Chulalongkorn bénéficie d'une réputation prestigieuse, c'est le Roi Rama V qui a fondé en 1899 le lieu en tant qu'école pour les pages et serviteurs civiles au palais royal de Bangkok. En 1917, l'école est devenue une université nationale, le premier institut d'éducation supérieure en Thaïlande<sup>20</sup>. Mentionner que je travaille à Chulalongkorn permet de faciliter certaines prises de contact avec des fonctionnaires de l'Etat ainsi que de légitimer ma requête d'entretien ou d'accès à des informations. En revanche, lorsque je précise que j'étudie en sociologie et anthropologie, les réactions commencent à être plus nuancées. La mention de ces disciplines sert, en certain cas, de tampon/passeport validant une certaine conscience des thématiques liées à la participation, aux multiples rationalités, au travail de terrain qualitatif. Cela a été le cas lors de mon entretien avec Ajarn Marc et Pi<sup>21</sup> Jan<sup>22</sup>. En d'autres circonstances, notamment lorsque je rencontre des porteurs de grands projets d'infrastructures, la mention de ces disciplines inspirent des fois une méfiance de la part de ces acteurs car les anthropologues sont réputés pour toujours se ranger du côté des contestataires et de la société civile, chose moins habituelle chez un étudiant ingénieur par exemple. Que cela inspire une attitude de méfiance ou de confiance, les personnes qui connaissent la Sociologie ou l'Anthropologie reconnaissent qu'un chercheur de cette discipline possède une certaine affinité avec le travail de terrain<sup>23</sup>. Cela est parfois valorisé car

---

<sup>20</sup> Source : <http://www.chula.ac.th/en/about/history>

<sup>21</sup> Particule pronominale, cf. lexique.

<sup>22</sup> Il s'agit ici du surnom des personnes, certains thaïs portent un surnom occidental comme Ajarn Marc, mais il s'agit plus généralement d'un nom commun monosyllabique. Il est très commun d'utiliser les surnoms, même dans les milieux professionnels, à tel point que pour certains des acteurs rencontrés je ne connais que leur surnom et pas leur vrai nom. Par exemple, même le Premier ministre actuel, Prayuth Chan-o-cha, est souvent désigné dans les médias sous le surnom de Lung Tu.

<sup>23</sup> En Thaïlande, nous trouvons généralement la Sociologie et l'Anthropologie dans le même département universitaire. Ainsi les représentations qu'ont les gens de ces disciplines sont généralement fluides, excepté de

le chercheur reste terre-à-terre en faisant de la recherche appliquée en opposition aux *nak wicha keun*, l'équivalent en français d'une « grosse tête »<sup>24</sup>. Ce dernier terme est un reproche que j'ai entendu être plusieurs fois formulé à l'égard d'un politicien ou d'un ingénieur qui est déconnecté de la réalité du terrain.

Dernièrement, mon âge a également beaucoup influencé mon entrée sur le terrain. Le fait d'avoir 23 ans a fait de moi un cadet aux yeux de quasiment tous les acteurs que j'ai rencontrés à l'exception de Nong Maysa, une étudiante qui a contribué à l'étude du projet mené par le King Mongkut's Institute of Technology Ladkrabang (KMITL), pour qui j'étais un aîné. Pour certains le fait que je sois étudiant me place en situation de demandeur et eux en possesseur du savoir qui m'intéresse, ils me demandent alors généralement ce qu'ils peuvent m'apporter ou m'apprendre afin que je puisse rédiger mon rapport, Khun<sup>25</sup> Wichai me l'a ainsi demandé explicitement au cours d'un entretien. Tandis qu'au cours du premier entretien avec les architectes de Pan Muang, ils m'ont donné l'impression que j'avais tout à apprendre d'eux malgré toutes les recherches que j'ai pu faire en amont de l'arrivée à Bangkok. J'ai notamment ressenti cela car ils m'ont demandé combien de pages devait faire mon mémoire, combien de temps j'avais pour le faire puis ont directement déclaré que trois mois c'était trop court pour apprendre à connaître les communautés, que je n'aurais peut-être même pas le temps de prendre rendez-vous avec les acteurs clés. Une part des architectes qui ont monté le bureau d'étude Pan Muang a été formé à l'Institut des Arts Arsom Silp là où ils ont acquis leur méthodologie participative pour travailler avec les communautés. Ainsi ils ont considéré mon travail comme étant de l'anthropologie à la va-vite comparé à la connaissance qu'eux ont du territoire depuis plusieurs années d'ethnographie et de travail avec les communautés de Bangkok. Il m'a donc fallu percer à travers l'image de jeune cadet étudiant qu'ils s'étaient faite de moi avant d'avoir leur attention<sup>26</sup>.

---

certaines personnes qui vont considérer que les sociologues font de l'anthropologie sociale et culturelle tandis que les anthropologues font un travail d'archéologie.

<sup>24</sup> *Nak wicha keun* est une formule moqueuse qui est une forme altérée du nom *nak wicha karn* (« นักวิชาการ », littéralement « celui qui maîtrise le domaine »). Ce dernier désigne un chercheur académique ou un expert. Tandis que le terme *Nak wicha keun* (« นักวิชาเกิน ») se traduit littéralement par « celui qui maîtrise trop », impliquant donc qu'il n'est plus compréhensible par autrui et déconnecté de la réalité.

<sup>25</sup> Particule pronominale, cf. lexique.

<sup>26</sup> J'emploie ici le mot « attention » non seulement pour désigner l'intérêt qu'ils ont dans la conversation mais également une attention qui se voyait être absente dans le comportement corporel, les trois architectes

Tandis qu'après des fonctionnaires du département des travaux publics<sup>27</sup> à la métropole, j'ai dû feindre d'être néophyte à un certain degré concernant les critiques adressées au projet pour ne pas paraître trop suspicieux et critique vis-à-vis du projet mais en même temps me montrer assez informé vis-à-vis du projet pour éviter qu'ils s'expriment en langue de bois comme s'ils présentaient le sujet à une personne lambda. Je voulais éviter les discours usuels, ce que Jean-Pierre Olivier de Sardan appelle le langage-projet qui est « utilisé dans un certain nombre d'occasions caractéristiques : dans les documents écrits propres au projet, lors de réunions de l'organisation-projet, au cours des sessions de formations de ses agents, mais aussi dans les contacts entre les cadres du projet et d'autres acteurs de la configuration développementiste » (Olivier de Sardan, 1995 : 166-167). Je voulais éviter d'avoir affaire à des paroles récitées, privilégiant la possibilité d'avoir une réelle discussion où les agents de la métropole que je rencontre expriment leur pensée avec leurs propres mots. C'est au bout de 19 minutes d'entretien que Khun Hansa me lance : « Tu en sais quand même beaucoup pour un cadet ». Lorsque je l'appelle pour convenir d'un deuxième rendez-vous afin d'avoir accès à des documents plus détaillés sur les aspects techniques du projet que ce qu'elle m'avait donné à la fin du premier entretien, elle dit alors au téléphone « Tu viens avec les mêmes interrogations que Ajarn Daeng<sup>28</sup> [...] c'est juste que c'est le genre d'info que demandent les contestataires, du coup peut-être qu'à force [d'avoir épuisé les moyens habituels] ils envoient des cadets comme toi ». J'ai mis en avant que je me positionnais comme chercheur extérieur par rapport à ce projet et que mon employeur, l'IRD, était sans agenda vis-à-vis de ce projet.

---

présents au bureau ce jour-là avaient leurs nez plongés dans leurs planches et leurs dossiers au début de l'entretien pendant qu'ils me parlaient.

<sup>27</sup> Le département des travaux publics se dit en thaï *Krom Yotha*. Ils sont souvent désignés simplement par le mot *Yotha*.

<sup>28</sup> Un professeur d'architecture faisant partie de l'Association of Siamese Architects (ASA) qui, nous le verrons dans les prochaines parties, constitue un réseau important d'échange autour de la contestation du projet.

### 3 – La commande de stage à l'intersection d'un processus itératif et de la définition de ma posture de chercheur

#### 3.1 *La posture de chercheur :*

Dans la partie précédente, j'ai développé ma positionnalité au sein de la situation de recherche et comment cela a pu influencer mon accès aux données ainsi que l'interaction que j'ai pu avoir avec les acteurs rencontrés sur le terrain. Je vais maintenant décrire la posture de chercheur que j'ai adopté durant ce travail de recherche.

La recherche que j'ai menée à Bangkok entre avril et juillet 2018 est empreinte du bagage de mon identité disciplinaire provenant de mes quatre années de formation en Anthropologie. Même si depuis le début de mon stage au sein du G-EAU je me suis ouvert aux méthodes d'autres disciplines en vue de mener une thèse interdisciplinaire, l'ethnographie de terrain (passant par des moments d'observation participante et d'entretiens semi-directifs) reste la méthodologie avec laquelle je suis le plus familier et par laquelle je procède principalement pour aborder un terrain de recherche. D'une part l'ethnographie se pratique parfois en intrusion dans le quotidien des gens, de la rencontre à l'entretien, je soumets mes interlocuteurs à la confrontation à cet inconnu qui vient leur poser des questions sur leur vie. D'autre part, j'ai souvent eu recours à l'emploi du nom d'une personne de référence en guise de lettre d'introduction : « c'est untel qui m'a conseillé de vous parler ». Entre une ethnographie en intrusion, sans aucuns liens précédents avec la personne, et une ethnologie où je me glisse dans l'étoffe des relations sociales existantes localement (clientélistes, familiales, hiérarchiques, professionnelles, etc...), j'ai dû négocier ma place sur le terrain et me faire accepter dans mon éthos d'étudiant chercheur. Tel est le propre de l'ethnographie qui demande, de par son caractère immersif, de porter une attention particulière à la posture d'observant observé. « Nous ne sommes jamais des témoins objectifs observant des objets, mais des sujets observant d'autres sujets au sein d'une expérience dans laquelle l'observateur est lui-même observé » (Laplantine, 2012 : 23).

En n'ayant que trois mois à passer à Bangkok, je ne pouvais me permettre de rencontrer tous les acteurs ex-nihilo, j'ai donc essayé de tirer avantage de recommandations. Dès lors que je commence à échanger en confiance avec certains acteurs, ils me donnent plus de pistes, osent plus facilement me recommander (ou pourrait-on dire plus implicitement « m'autoriser ») d'interroger d'autres acteurs faisant partie de leurs réseaux de connaissance. Je dois beaucoup

mon entrée sur le terrain à la relation d'amitié qui lie François Molle à Pongkwan Lassus et son mari Antoine Lassus. Khun Pongkwan a réellement été une personne clé en ce qu'elle m'a ouverte plusieurs portes dans le milieu de la société civile, rien que mentionner son nom permet aux acteurs de la société civile de ne plus me considérer comme un *outsider*. Malgré cette entrée qui s'est faite au premier abord au travers de FOR et la société civile plus généralement engagée dans la contestation du projet, j'ai rappelé à plusieurs occasions à certains de mes interlocuteurs que je maintenais une posture de chercheur extérieur. Extérieur au sens où je n'étudie pas le projet au service d'un des groupes d'acteur de la configuration développementiste. Mon but étant de m'intéresser aux différentes rationalités autour du projet, je veille donc à ne pas étudier que les « développés » et les « marginalisés ». S'intéresser à ces personnes, correspondant dans le cas de ce projet aux communautés riveraines, nous implique dans une posture populiste, au sens de « la découverte du peuple par les intellectuels » (Olivier de Sardan, 1995 : 103).

Une des vocations de l'anthropologie consiste à « étudier les pratiques « d'en bas », les comportements des acteurs, les représentations populaires, et à tirer parti de cette compétence pour comprendre comment les actions de développement sont transformées, recomposées, détournées et réinterprétées par ceux auxquels elles s'adressent » (Olivier de Sardan, 1995 : 97). Le stage ayant lieu dans un centre de recherche, j'ai pu adopter une posture de chercheur extérieur, donc mandaté par aucun des acteurs impliqués dans le projet. En affirmant que je reste un chercheur extérieur, j'exprime que ma démarche s'inscrit dans une posture de « populisme méthodologique », c'est-à-dire avec un intérêt pour les champs de connaissance propre aux « oubliées et dominées » ainsi que leurs stratégies et marge de manœuvre vis-à-vis du projet, sans verser dans un « populisme idéologique », qui s'émerveillerait devant l'image romantique du peuple « d'en bas » tendant même parfois au misérabilisme (Olivier de Sardan, 1995). Étudier les communautés qui habitent le long des berges n'implique donc pas que je me mette d'office de leur côté pour les soutenir quoiqu'elles pensent.

Comme mentionné dans le cadre théorique en introduction du mémoire, je m'intéresse aux initiatives *bottom-up* mais également à celles qui sont *top-down* en menant mon enquête auprès des agents de la métropole également. J'ai donc dû maintenir une flexibilité psychologique entre les échanges avec les acteurs en position de pouvoir et ceux « d'en bas », c'est ce que Hortense Powdermaker appelle la « mobilité psychologique ». « The ability to be psychologically mobile is important in hierarchical situations where it is necessary to move easily between different levels in the power structure. Some field workers identify so

completely with the underdog that they are unable to make effective contacts with those on the top level of the social (or political) hierarchy » (Powdermaker, 1966 : 291 ; citée dans Nader, 1972 : 305). La mobilité psychologique a consisté sur mon terrain en la capacité à rester calme et ne pas s'indigner à l'écoute de certains propos venant aussi bien d'acteur « en haut » que ceux « d'en bas », notamment les plus violents qui sont diffamatoires envers une certaine catégorie d'acteur.

Le maintien de cette posture me demandait d'être précautionneux quant à mon image publique. Il m'est arrivé, par exemple, de décliner une invitation à faire partie des conférenciers lors d'un forum de discussion sur le projet organisé par l'Assembly of Green River (AGR). J'ai simplement fourni quelques notes de recherches à un autre conférencier et assisté au forum en tant que participant dans le public. J'avais pris ces précautions car je ne savais pas encore quelles étaient les intentions de ce nouveau collectif qui s'est monté en mai 2018 tout en sachant également qu'il était peut-être question d'adresser une lettre au Premier ministre à la suite du forum de discussion. J'estime avoir bien agi en rétrospective car l'évènement a été suivi par une équipe de journaliste de Thai PBS et pendant les deux jours qui ont suivi plusieurs journaux ont publié des photos de l'évènement, ainsi que des conférenciers qui ont parlé avec leurs noms, l'on retiendra cette discussion dans la sphère médiatique sous le nom de : « conférence de l'AGR « La promenade le long de la Chao Phraya : développement ou destruction ».

### *3.2 une commande provenant des acteurs du terrain*

Comme il a été mentionné précédemment, c'est la réunion de circonstances qui a amené le stage, celui-ci ne découle pas d'une demande spécifique ni d'un besoin dû à une situation mais plutôt de la volonté de certains acteurs de travailler ensemble : François Molle, Carl Middleton et moi-même trouvons chacun notre intérêt à collaborer ensemble durant cette année. La commande de stage restait une chose qui devait être définie ultérieurement. A la base avec François Molle nous étions convenus que le stage pouvait porter sur n'importe quel objet de recherche, le stage était considéré en tant que formalité pour valider le Master 2. Ensuite lorsque nous avons obtenu la bourse doctorale, l'étude du projet de la promenade semblait pertinente car en lien avec la future thèse. Ainsi c'est la réunion de circonstances qui a amené le stage. La commande de stage ne pouvait donc qu'être une série d'objectifs à définir avec les acteurs rencontrés. Mon tuteur a pris connaissance du projet de promenade son amie architecte, Pongkwan Lassus, qui suivait les activités de FOR depuis le début. L'objectif était alors d'étudier tous les discours produits sur le projet de la part des médias, des porteurs du projet

(via le site web Chao Phraya For All mis en place par KMITL et KKU) ainsi que des contestataires (notamment FOR via les publications sur leur page Facebook et leur site web). Au fur et à mesure du dépouillage des données j'ai pu identifier les positions de chacun et les moyens d'expressions des uns et des autres (articles, post facebook, rapport graphique, modélisation avec logiciel d'architecte, etc...).

La question de travail suivante a consisté à saisir les intérêts derrière le projet. Notre hypothèse de travail initiale était l'existence d'intérêts économiques de la part d'un réseau d'acteurs influents qui auraient à gagner à travers l'allocation de fonds publics pour le projet suivi d'une redistribution de ces flux financiers dans des circuits de la construction et de l'évaluation. Nous décrivons ici la formule usuelle des « triangles d'acier » (Blake, 2016), c'est-à-dire un triangle d'acteurs qui s'enrichissent mutuellement par l'entraide. Un politicien qui promeut un projet va gagner en pouvoir électoral et permettre un projet qui sera porté par des agences gouvernementales qui obtiennent des promotions en fonction des projets mis en œuvre et finalement c'est un marché pour les entreprises qui vont agir en consultant ou constructeur. Le lien au sein du triangle peut être d'autant plus renforcé lorsque les politiciens et les agences gouvernementales contractent des entreprises dont ils sont actionnaires pour réaliser un chantier. Ce qui nous avait amené sur cette piste c'est un des invariants du projet de la promenade : elle devait à tout prix être faite en béton. Bien qu'étant officiellement une piste cyclable donc bénéficiant d'une moindre rigueur quant à la nécessité d'une étude d'impact environnemental, faire la promenade en béton était justifié par le fait que la promenade devait pouvoir servir de voirie d'urgence pour les ambulances et voitures de pompiers. Ainsi d'un point de vue infrastructurel, le projet est celui d'une route. Une autre hypothèse de travail que nous avons gardé à l'esprit, sans savoir encore comment nous allons pouvoir l'interroger ou la vérifier, est l'intérêt foncier du projet.

C'est à partir de ce moment-là que j'ai décidé de négocier le rendu de mon mémoire avec François Molle. Je lui avais dit que même si nous parvenons à répondre à cette question en identifiant les acteurs intéressés et leurs motifs, nous n'apporterons rien de nouveau auprès des personnes qui travaillent sur les projets en Thaïlande en démontrant l'existence de triangles d'acier. Ainsi nous avons cherché à faire ressortir les spécificités de notre étude de cas et à rendre compte des spécificités thaïlandaises qui sont mises en scène à travers ce projet sur la Chao Phraya. Ainsi nous avons décidé de nous pencher sur la situation foncière le long de la Chao Phraya en espérant pouvoir faire ressortir la pluri-légalité du contexte par notre étude de cas. Plusieurs choses peuvent légitimer le droit à rester sur un terrain et ces choses peuvent être

en contradiction : les titres de propriété, l'ancienneté d'une communauté dans une localité, les relations clientélistes, etc ... Cette pluri-légalité pouvait être étudiée à travers le registre des revendications, l'histoire des communautés ou encore la mise en lumière des relations de pouvoir locales.

Mon séjour en Thaïlande a permis le début de la mise à l'épreuve de nos questions avec le terrain et ses acteurs. Lors de ma première discussion téléphonique avec Khun Pongkwan, celle-ci me livrait qu'elle avait parlé de ce projet à François Molle car elle souhaitait voir plus d'experts académiques<sup>29</sup> s'intéresser au projet de promenade. Je devinais déjà à partir de là que FOR souhaitait probablement avoir d'autres voix que celles d'architectes qui s'expriment sur le sujet. Yossapol Boonsom, fondateur de FOR, semblait confirmer cette idée lors de notre premier rendez-vous. Suite à la discussion au cours de laquelle nous avons échangé sur ce que nous savions du projet et les questions que je pensais creuser par mon étude, Khun<sup>30</sup> Yossapol a manifesté de l'enthousiasme pour l'étude de l'évolution des arguments, une étude de cas de plusieurs communautés ainsi que la comparaison d'aménagement des berges avec d'autres contextes légaux à l'étranger. Ce dernier point avait été proposé par lui à la fin de notre entretien, je lui ai précisé que je pouvais tenter de proposer une comparaison de situation d'aménagement des berges, mais que je serais incapable de mener une réelle comparaison juridique avec d'autres pays car ce serait une étude comparative, demandant donc plus de temps de terrain et moyens financiers et également parce que cela échappait à mes compétences. J'ai remarqué que les choses qu'il jugeait intéressantes à étudier pouvaient toutes constituer de potentielles ressources argumentaires pour justifier la contestation, je lui ai donc également précisé à la fin de l'entretien que bien que je sois d'accord avec lui sur le fait que le projet demande à être révisé mais ma posture officielle n'est pas celle d'un contestataire du projet. J'ai bien souligné que je souhaitais maintenir une indépendance en tant que chercheur qui me permettait d'être un interlocuteur aussi bien avec FOR que la métropole. J'ai promis à Khun Yossapol, que même si cela prendra du temps dû aux traductions, je tâcherai de rendre disponible un rapport faisant état de mes recherches en anglais. Khun Yossapol a insisté sur l'anglais plutôt que le thaï car FOR manque de rapport en anglais à fournir aux journalistes étrangers qui s'intéressent au projet de promenade. Le retour que je prévois de communiquer à FOR et aux personnes intéressées est un condensé en anglais de mon mémoire. Celui-ci

---

<sup>29</sup> Cf. lexique : *nak wicha karn*.

<sup>30</sup> Khun est une particule qui précède le nom d'une personne pour marquer le respect.

comprendra notamment : la chronologie du projet et des acteurs qui ont émergé à ses côtés, des cartes actualisées sur certains aspects du projet, une synthèse des aspects légaux du projet ainsi qu'une sorte de boîte à outils sur les lois concernant la gestion de la Chao Phraya et le droit des communautés, une cartographie des acteurs impliqués dans cette configuration développementiste, une comparaison (de l'histoire, des postures, des jeux d'acteurs locaux) entre trois communautés ainsi qu'une synthèse des controverses qui ont émergées et évoluées le long de l'élaboration du projet.

Durant le mois de d'avril, alors que le projet n'était pas encore validé, qu'il allait peut-être changer de forme et que les expulsions avaient déjà commencé : l'hypothèse de travail sur l'intérêt foncier du projet prenait à nouveau de l'importance. Que pensent les communautés, qui ont été expulsées, de la potentielle modification des plans ? Que va dire la métropole là-dessus ? Va-t-elle finalement dire que le projet était aussi l'occasion de régulariser la question foncière sur les berges ? Ainsi l'objet d'étude ne portait plus tant sur la promenade et ses controverses que sur ce que la proposition de ce projet a provoqué, comment elle a remué les relations existantes entre les acteurs et comment elle a créé des opportunités pour certains. Pour les architectes de l'ASA, le projet a été un moteur pour initier un débat dans l'espace public sur les espaces publics.

Durant ces mois où la confusion régnait sur le déroulement du projet, j'ai pu jouer le rôle de médiateur, relayant des informations entre certains acteurs. Auprès de Khun Hansa de la métropole, par exemple, qui voulait connaître l'avis des architectes du bureau d'étude UDDC (Urban Design and Development Center). J'ai également pu apporter des précisions sur les détails techniques du projet auprès de certains habitants riverains. J'ai pu donner des comptes rendus de réunions publics à Khun Pongkwan, lorsqu'elle ne pouvait s'y rendre ainsi qu'à Pa<sup>31</sup> Tim de la communauté de Wat Devaraj. Là où j'ai pu, j'ai partagé les informations que voulait connaître certains acteurs.

---

<sup>31</sup> Particule pronominale, cf. lexique.

## B – De la petite histoire du projet à la Grande Histoire de la rivière :

### 1 – De la route à la promenade

#### 1.1 1993-2014 : un projet pensé, les prémisses de l'opposition entre la métropole et les architectes.

La première version du projet a été proposée en 2536<sup>32</sup> (1993) par le général Winai Somphong du parti Palang Dhamma (littéralement, « pouvoir du dharma »). Il était le ministre des Transports (23/09/1992 – 25/10/1994) durant le gouvernement de Chuan Leekpai (20/09/1992 – 13/07/1995) et proposait à l'époque de développer une route le long de la Chao Phraya pour répondre au problème de trafic (embouteillages routiers). Le projet portait alors le nom de « route longeant la rivière Chao Phraya », *thanon liab mae nam Chao Phraya*. *Thanon* signifie « route » et *liab* est un adjectif qui renvoie au caractère longeant ou bordant de la route (cf. annexe 8 pour des visuels du projet). Il est intéressant de noter que la façon dont le projet a été conçu à l'époque prévoyait déjà de construire une route avec six voies de circulation au-dessus de la rivière qui longe les berges de la rivière. Ainsi la route aurait eu ses piliers de support en béton plongés dans la rivière. Par *thanon liab*, l'on devrait entendre une route sur les berges qui longe la rivière et non pas sur la rivière-même. Dès lors que le projet a été proposé, les architectes de Chulalongkorn ont manifesté leur opposition au projet, en critiquant notamment le fait que le gouvernement ne devrait pas présenter à la fois une idée (décongestionner le trafic dans la ville) et sa solution directement (une route sur la rivière). Cette contestation a empêché au projet de se réaliser en 2536 (1993)<sup>33</sup>.

Le plan a été mis à l'écart pendant quelques années, jusqu'à ce que le gouvernement actuel, le Conseil National pour la Paix et l'Ordre (NCPO) arrive au pouvoir suite à un coup d'Etat militaire. C'est alors le général Prayuth Chan-ocha, devenu Premier ministre, qui déclare

---

<sup>32</sup> En Thaïlande, le calendrier solaire thaïlandais est généralement utilisé pour tenir compte de la date. Celui-ci a été adopté par le Roi Rama V, Chulalongkorn, en 1888 en tant que version thaïe du calendrier grégorien que nous utilisons couramment en Occident. Le calendrier thaï décompte les années à partir de l'ère bouddhiste qui démarre avec la mort de Siddhartha Gautama (le Buddha principal auquel nous nous référons habituellement) en 543 a.v. JC. Le premier jour de l'année correspondait au moment où le soleil passe au niveau de la constellation du Bélier (première constellation du Zodiaque), c'est-à-dire le 11 avril, qui est aussi la date retenue pour le Nouvel An thaïlandais, *Songkran*. Le Roi Rama VI, Vajiravudh, a décalé le début du calendrier au 1<sup>er</sup> avril en 1912. Puis finalement, le Premier ministre Phibulsongkhram a fait du 1<sup>er</sup> janvier la date de début d'année en 1941. Ainsi l'année 2483 (1940) en Thaïlande n'a consisté que de neuf mois.  
Source : [https://en.wikipedia.org/wiki/Thai\\_solar\\_calendar](https://en.wikipedia.org/wiki/Thai_solar_calendar).

<sup>33</sup> Les détails concernant le projet en 1993 m'ont été livrés au cours de discussion avec Ajarn Marc, Khun Pongkwan, Khun Wichai et Khun Yossapol.

en mai 2557 (2014) lorsqu'il arrive au pouvoir qu'il souhaitait réaliser ce projet alors nommé « projet de développement des berges de la Chao Phraya » (« โครงการพัฒนาริมฝั่งแม่น้ำเจ้าพระยา »)<sup>34</sup>. Les premiers à proposer une étude depuis la première proposition faite par Winai Somphong est le bureau de planification du Transport et de la politique de communication (Office of Transport and Traffic Policy and planning, OTP). Ils auraient lancé une demande budgétaire de 40 millions de bahts<sup>35</sup> qui proviendrait du budget du Plan stratégique national des infrastructures de communication de base de 2558-2565 (2015-2022) en ayant prévu de recruter Panya Consultant pour mener l'étude. Cette demande n'a pas abouti à une allocation de budget. L'OTP a également un plus grand projet en vue, le « Chao Phraya River Rim », celui-ci s'étendrait sur 140 km de promenade le long des berges de la Chao Phraya. Ce dernier projet est supposé se réaliser entre 2016 et 2060.

Le 9 décembre 2014, le Cabinet<sup>36</sup> a autorisé le gouvernement à mener une étude de faisabilité qui déboucherait sur une conception (*design*) du projet qui sera sous la responsabilité du ministre de l'intérieur. Le projet est considéré, d'un point de vue infrastructurel, comme un pont survolant la Chao Phraya faisant 2,5m de hauteur et mesurant 19,5 mètres de largeur. Ce pont devait comprendre une piste cyclable également. Ajarn Marc, architecte à l'université de Sri Pathum et membre de l'ASA, m'a expliqué durant un entretien que le projet de 1993 avait probablement été mis de côté. Puis il a suffi de le ressortir et faire quelques modifications pour proposer à nouveau le projet en 2558. Selon ses dires, « il s'agit d'une façon de réserver le budget (*jong ngob*, « จองงบ »), ce qui est une pratique que je peux comprendre de la part de la métropole dans l'élaboration d'un projet. Ils avaient peur de laisser échapper ce budget. Il s'agit de le réserver avec une proposition temporaire à retravailler après son obtention ». Ainsi le plan qui a été soumis au Cabinet est celui pour une route alors que la métropole prévoyait déjà de mener une étude pour une promenade s'ils obtenaient le budget. Le Cabinet a effectivement

---

<sup>34</sup> Au cours de certains entretiens, mes interlocuteurs se remémore que le Premier ministre avait proposé ça comme un « cadeau au peuple » (ของขวัญให้ประชาชน) à son arrivée au pouvoir. Ajarn Marc m'a dit qu'au départ même la version récente du projet était désignée comme *thanon liab*, puis le terme *thanon* a été remplacé par *thang* (littéralement « chemin », signifie aussi promenade, le terme peut également désigner une ruelle) en juin.

<sup>35</sup> Cela correspond à peu près à un million d'euros, selon le taux de change en août 2018.

<sup>36</sup> Chaque fois que j'emploie le terme Cabinet, je désigne par là le conseil ministériel, c'est l'organe exécutif principal du gouvernement thaï. Il comprend les 35 membres les plus hauts placés du gouvernement thaï nommés par le Premier ministre et validés par le Roi de Thaïlande.

validé cette demande de budget lors du 12 mai 2015 en accordant 14 milliards de bahts<sup>37</sup> pour le projet qui devrait être construit en 18 mois avec la date de début de travaux anticipée aux alentours de janvier 2016.

Le comité directeur du projet de développement des berges de la Chao Phraya (« คณะกรรมการอำนวยการโครงการพัฒนาริมฝั่งแม่น้ำเจ้าพระยา ») a été fondé par le Premier ministre, il a pour président de comité le général Prawit Wongsuwan. Ensuite ce comité a mis en place quatre sous-comités. Le sous-comité responsable de la gestion du projet (« คณะอนุกรรมการด้านการบริหารโครงการ »), présidé par le ministre de l'Intérieur (MOI), le général Anupong Paochinda, a monté un groupe de travail (« คณะทำงาน »). Il est intéressant de noter que durant un entretien que j'ai mené avec Khun Pakorn, ingénieur (génie civile) au

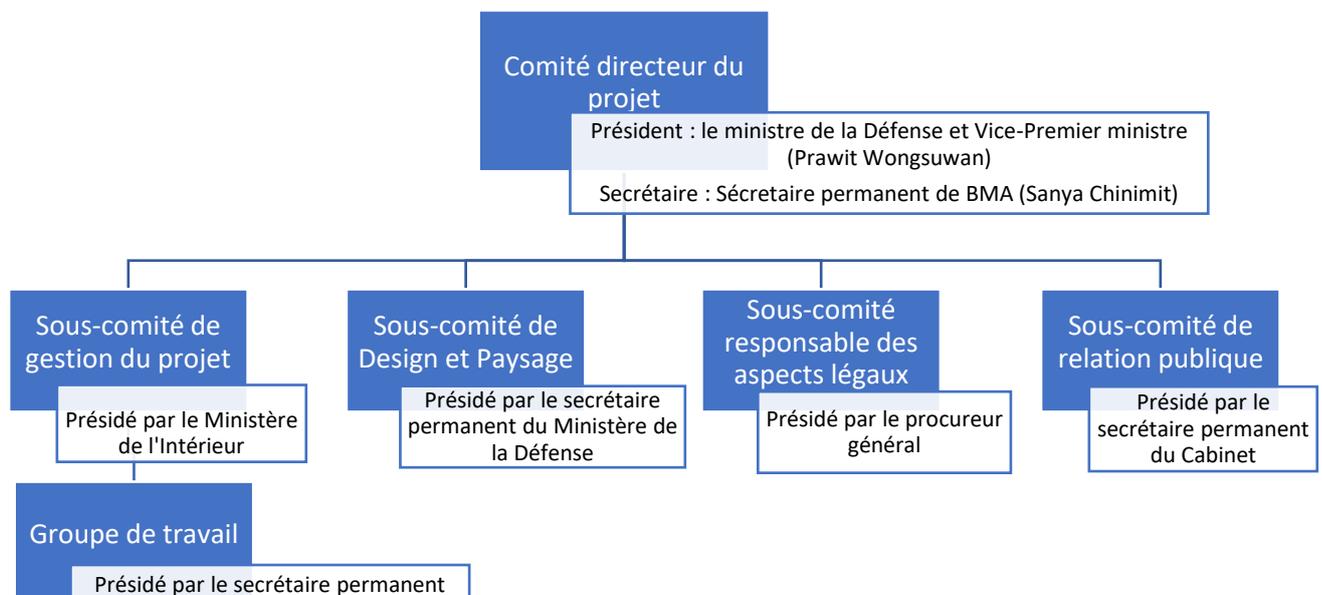


Figure 1 Organigramme des porteurs du projet tel qu'il a été décrété lors du 6 mars 2015, avec le groupe de travail qui a été créé le 16 avril 2015.

département des travaux publics de BMA (*Yotha*), celui-ci ignorait où se placer son équipe, l'équipe *Yotha*, dans l'organigramme présenté ci-dessus en Figure 1. Cela peut s'expliquer par le fait que Khun Hansa et Khun Pakorn, qui sont les responsables en relation publique au sein de BMA-*Yotha*, ne font qu'un travail exécutif quant à la conception de ce projet, ils sont les personnes à qui les supérieurs ont délégué la prise en charge du travail. Tandis que ce devrait

<sup>37</sup> Cela correspond à peu près à 369 millions d'euros, selon le taux de change en août 2018.

être les supérieurs qui se rendent aux réunions de comité et sous-comités. De plus, le projet d'aménagement des berges n'est qu'un projet sur lequel Khun Hansa et Khun Pakorn travaillent parmi plusieurs autres, ils ne sont pas sur ce projet précis à temps plein.

### 1.2 2015-2016 : un projet étudié

Parution du TOR et émergence de l'ONG FOR :

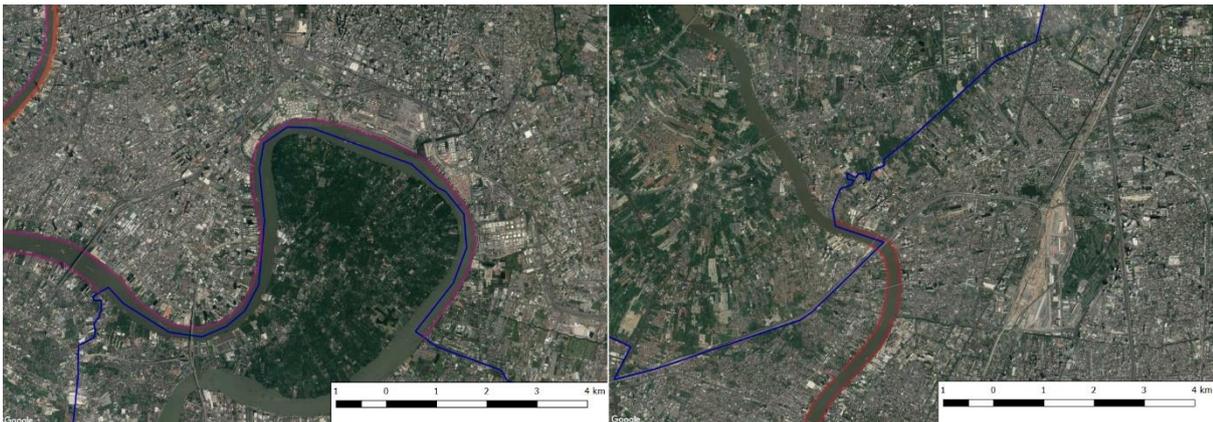


Figure 3 Zoom sur les extrémités du projet, le projet épouse les courbes des frontières de la métropole

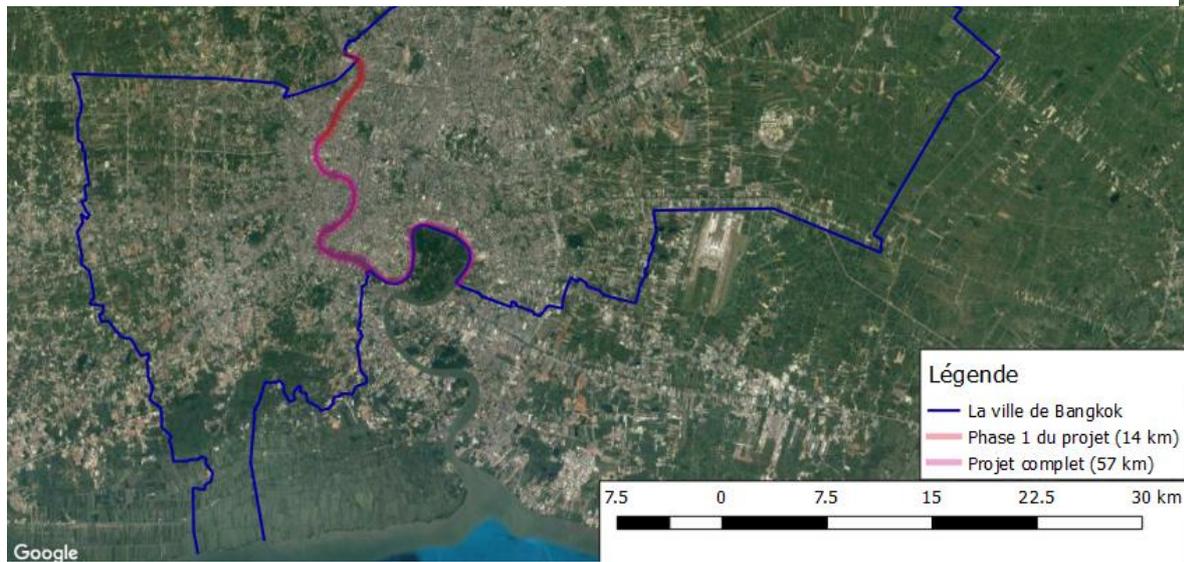


Figure 2 Grande carte de Bangkok et du projet

Lors du 2 juillet 2015, le BMA publie le cadre de référence du projet (Terms of References, TOR) avec l'aide de l'OTP, qui a contribué dans la rédaction des termes de références. Celui donne un premier cadre au projet d'aménagement : il est prévu de bâtir une route<sup>38</sup> longeant la Chao Phraya (*thang liab mae nam Chao Phraya*) sur 7 km de berges du

<sup>38</sup> *Thang* veut simplement dire chemin. Dans le TOR le nom du projet est *thang liab*, c'est-à-dire un chemin longeant la rivière, mais le corps-même du document traite d'une route (*thanon*). Quelques temps après la

pont Rama 7 au pont Phra Pin Klao. En comptant 7 km sur chaque berge, la promenade fera 14 km de longueur au total. Ces 14 km constituent le projet pilote, si le projet est mené avec succès, la promenade sera étendue sur les 57 km de berges qui correspondent à la totalité des berges des de la Chao Phraya à l'intérieur du territoire administratif de la métropole.

Au départ la métropole envisageait de demander 14 milliards de bahts<sup>39</sup> pour la première phase du projet (14 km) et demander 30 milliards<sup>40</sup> plus tard pour le projet total. Le Cabinet a finalement validé le budget demandé de 14 milliards dont l'usage devait être ainsi réparti :

- 500 millions<sup>41</sup> (2015) : pour les compensations accordées aux personnes subissant un impact à cause du projet, les démolitions d'habitations illégales et les organisations d'audiences publiques (*public hearing*) et enquêtes d'opinion (*survey*).

- 120 millions<sup>42</sup> (2015-2016) : pour l'étude de faisabilité et le design<sup>43</sup> du projet.

- 13,136 milliards<sup>44</sup> pour la construction et 250 millions pour la supervision (2016-2017).

L'ASA, ICOMOS<sup>45</sup> Thailand et le Thai Urban Designer Association (TUDA) sont les trois premiers groupes à s'être exprimés en avril 2015 sur le projet récemment proposé à

---

publicisation du TOR s'est effectué un glissement sémantique du mot *thang*. Comme le mot route suscitait beaucoup de réactions négatives, le mot *thang* est graduellement devenu un diminutif de *thang jakrayan* (« ทางจักรยาน », littéralement « chemin cyclable »). Ainsi à la fin de l'année 2015, l'on ne parlait plus de route mais de promenade (ce changement s'est manifesté dans les médias anglophones par l'usage des mots comme *walkway*, *riverside promenade*).

<sup>39</sup> Cela correspond à peu près à 369 millions d'euros, selon le taux de change en août 2018.

<sup>40</sup> Cela correspond à peu près à 792 millions d'euros, selon le taux de change en août 2018.

<sup>41</sup> Cela correspond à peu près à 13,2 millions d'euros, selon le taux de change en août 2018.

<sup>42</sup> Cela correspond à peu près à 3,17 millions d'euros, selon le taux de change en août 2018.

<sup>43</sup> Précédemment j'avais employé le terme « conception » pour traduire la phase de design d'un projet. A partir de maintenant, je n'emploierai que le terme design car il s'agit du vocabulaire employé par tous les architectes et urbanistes que j'ai rencontré et je ne suis pas sûr que le mot « conception » corresponde à cette étape dans l'élaboration du projet, de même qu'il n'englobe peut-être pas toutes les connotations que le terme a en anglais et en thaï : design se dit *ok baeb* en thaï.

<sup>44</sup> Cela correspond à peu près à 347 millions d'euros, selon le taux de change en août 2018.

<sup>45</sup> International Council on Monuments and Sites.

l'époque, à ce stade le mot « contester » n'était pas encore employé. Ajarn Khaisri Paksukcharern, assistante professeur et docteur au département de Planification et d'Urbanisme au sein de Chulalongkorn, avait convoqué des professeurs urbanistes et architectes de diverses universités pour un forum de discussion à Chulalongkorn qui s'est conclu par une conférence de presse. L'ASA envisageait d'envoyer une lettre au Premier ministre pour demander une reconsidération du processus d'élaboration du projet. C'est vraiment au cours du mois de mai que s'est formé les différents groupes de société civile qui se propose de réfléchir à l'aménagement des berges de la Chao Phraya. Le groupe Friends of the River (FOR) est fondé lors du 30 mai 2015 avec Khun Yossapol Boonsom à la tête du mouvement. Au cœur de celui-ci nous trouvons les architectes de l'entreprise Shma, dont le directeur est Khun Yossapol, toutefois tous les employés de Shma ne sont pas forcément impliqués dans les activités menées par FOR. FOR se proposait d'organiser des espaces d'échanges d'idées autour de l'aménagement des berges.

Au sein de l'ONG, il y avait un une équipe légale (aspects légaux du projet), une équipe travaillant sur les droits des habitants et la planification urbaine ainsi qu'une dernière qui menait des campagnes de sensibilisation et de participation auprès des communautés riveraines. Le bureau d'étude privé Pan Muang<sup>46</sup> était le plus grand contributeur à cette dernière équipe de travail. Pan Muang consiste en une équipe ayant déjà travaillé ensemble durant 7-8 ans qui ont décidé de monter ensemble (entre 2014 et 2015) ce bureau d'étude dès lors qu'ils ont appris que le gouvernement préparait un projet qui allait peut-être bouleverser le mode de vie des communautés riveraines. Leur posture officielle, qu'ils mettent en avant aujourd'hui, n'est pas celle d'un groupe de contestataire mais plutôt d'un groupe pour penser le développement avec les communautés<sup>47</sup>. Les membres de Pan Muang se composent de deux urbanistes, une sociologue, quatre architectes ainsi que d'autres consultants qui sont des membres non-permanents.

Entre mai et août 2015, FOR a organisé un concours de dessin pour développer les berges (River Sketch Challenge) ainsi que plusieurs conférences durant lesquelles ont été débattues les controverses et propositions alternatives. Entre Août et Novembre FOR a collaboré avec les départements d'Architecture de 10 universités pour réfléchir au

---

<sup>46</sup> Pan Muang veut dire littéralement « mouler la ville » (« ปั้นเมือง »).

<sup>47</sup> Cette posture n'est que performée dans leur demandes de subventions et la construction de leur image publique car la plupart des membres de Pan Muang sont opposés au projet.

développement autour de la rivière. Durant ce temps, FOR a lancé une pétition, nommée « Empêcher la construction de la promenade de 14 km le long de la Chao Phraya » sur ‘Change.org’, qui a récolté 29 124 signataires. FOR a continué depuis 2015 à communiquer sur les réseaux sociaux l’avancement de leurs réflexions en parallèle de l’avancement du projet<sup>48</sup>.

Le gouvernement proposait par ce projet de fournir un accès à l’espace public que constituait les berges de la rivière, ce qu’ils ont désigné par donner le droit à l’eau<sup>49</sup>. Selon Ajarn Marc, il y a eu un amalgame entre la solution (la promenade) et le principe (rendre les berges accessible). Le fait d’avoir regroupé l’étude de faisabilité et la conception de la promenade est une erreur qu’a immédiatement reproché l’ASA et les architectes de Chulalongkorn au BMA. Les architectes de ces deux groupes ont donc fait pression à plusieurs reprises pour séparer ces deux processus. Ce changement ne s’est pas fait et selon Ajarn Marc cela a éventuellement posé problème car lorsque ces deux étapes sont faites en même temps, le design se réalise alors au détriment de l’étude qui est vite faite donc sans rigueur. Les architectes de l’ASA auraient souhaité que la question de départ (principe d’accès aux berges ou le problème de trafic) mène d’abord à une étude durant laquelle plusieurs solutions peuvent être envisagées, plutôt que d’avoir un plan déjà conçu et le proposer comme solution. Le BMA a invité l’ASA à venir consulter les plans, mais l’ASA a refusé sachant qu’ils n’auront pas le droit de commenter ni leur mot à dire. Ajarn Marc faisait partie du comité exécutif de l’ASA à cette époque et m’expliquait que le président de l’ASA, Atchapon Dusitnanond, et toute l’association ont refusé car ils ont voulu éviter d’être instrumentalisés, ils craignaient que le BMA pourrait donner de la légitimité publiquement à leur plan en disant que l’ASA l’a consulté et validé.

Après les multiples demandes de l’ASA, le BMA a refusé de corriger les TOR, la seule chose qu’ils ont modifié est la largeur de la promenade, celle-ci est passé de 19,5m à 12m. L’énoncé 5.2.1.4 des TOR qui posait tant problème à FOR et aux contestataires est demeuré inchangé. Cet énoncé concernait le design détaillé ingénieriale, l’article « ง » dudit énoncé

---

<sup>48</sup> La chronologie des activités de FOR est tirée du 1<sup>er</sup> document « River’s Voice: เสียงของทุกคน อนาคตของแม่น้ำ » (« La voix de la rivière : la voix de tous, le future de la rivière »), pages 14-15.

<sup>49</sup> Non pas la ressource et son usage, mais l’aspect physique de l’eau, c’est-à-dire un accès à la rivière et ses berges.

dictait que « Le consultant devra concevoir les détails de l'infrastructure de la piste cyclable et la promenade piétonne ainsi que tout passage agissant comme pont surélevé et les jonctions avec d'autres routes [...] de telle sorte que l'infrastructure puisse soutenir le poids d'un réseau de transport public non-motorisé<sup>50</sup> pour pouvoir accueillir les activités touristiques dans le futur et/ou les véhicules d'utilité et de sécurité publique tels que les véhicules pompiers et les ambulances par exemple »<sup>51</sup>. FOR dénonçait qu'avec ces prérequis, la promenade ne pouvait que prendre la forme d'une construction en béton qui ressemble au design d'une autoroute avec ses piliers de béton qui doivent plonger dans l'eau. Ainsi, selon l'ONG, ce projet ne répondait pas à l'objectif du gouvernement d'ouvrir l'accès au bord de l'eau. Ajarn Marc me confie lors d'un entretien que la conception initiale prévoyait même une implémentation ultérieure d'un métro aérien (Sky train), ce qui en aurait fait un chemin de circulation de deux étages, selon les dires d' Ajarn Suchatvee Suwansawat, recteur de KMITL, avec qui Ajarn Marc avait eu une discussion avant que KMITL ne soit contracté pour mener l'étude.

La faculté d'ingénieur voyait ça comme une solution urbaine qui promet une grande rentabilité au niveau des avantages procuré par ce nouveau réseau de transport. Un conflit interne au sein du BMA commençait à émerger avec la proposition de ce projet. D'un côté, le département Yotha souhaitait voir le projet se réaliser tandis que de l'autre côté le département d'Urbanisme (avec le soutien du FAD<sup>52</sup>) voulait proposait la rivière CPR comme héritage mondial. Si le projet se fait, le FAD ne pourra faire cette demande car la valeur patrimoniale sur laquelle repose la candidature est l'utilisation de la rivière par ses communautés. Donc si une route vient séparer les gens de la rivière, cette valeur sera perdue.

#### [Etude du projet par KMITL](#)

En juillet 2015, le BMA lance un appel d'offre public pour l'étude et le design du projet. A la fin de l'appel d'offre, seul un candidat s'est présenté, sachant qu'il en faut trois pour qu'un appel d'offre public soit légitime, la démarche a donc échoué et le projet est resté en suspens depuis novembre 2015 jusqu'à ce que le gouvernement recommande au BMA de faire appel à une institution publique à la place. Un appel est donc lancé aux universités. Au départ le

---

<sup>50</sup> Tramway ou bus électrique par exemple.

<sup>51</sup> TOR : p. 17.

<sup>52</sup> Fine Arts Department, département des beaux-arts sous le ministère de la Culture.

gouvernement voulait faire appel à l'université de Chulalongkorn puis à celle de Thammasat pour être le consultant qui mènera l'étude. Les deux ont refusé car elles étaient en désaccord avec la forme du projet. En effet, j'ai découvert par mon interaction avec les architectes qu'il y a un réseau d'architectes, dont le noyau se condense au sein de l'ASA, s'étendant à travers plusieurs universités qui se soutiennent et partagent les mêmes idées. Ainsi lorsque le gouvernement a fait appel aux universités, quelques architectes de Chulalongkorn ont décidé de faire barrage face au gouvernement en boycottant le projet, ils ont donc téléphoné aux architectes dans les différentes universités pour être solidaire dans le refus de la proposition du gouvernement. Le département d'architecture de KMITL est contre le projet et ne voulait pas accepter de mener l'étude. Toutefois lorsque le recteur de l'université, Suchatvee Suwansawat, a été contacté par le général Surayut Julanon<sup>53</sup>, Suchatvee a accepté de conduire l'étude car il avait le support des architectes d'intérieurs au sein de KMITL. J'ai remarqué plusieurs fois chez des membres de l'ASA qu'ils emploient le terme « architecte » pour désigner un bon nombre de monde, mais lorsqu'ils me parlaient de ceux qui ont accepté au sein du KMITL, ils ne se référaient pas à eux en tant qu' « architectes ». Une personne de l'ASA me disait : « les architectes de [KMITL] étaient contre le projet, mais le département ne contient pas que des architectes en son sein, il y a aussi des architectes d'intérieur », pour elle ces architectes d'intérieur qui ont été formés au *universal design* et qui pensent à rendre le projet accessible à tous (aux personnes handicapées, de différents âges, de différents genres, etc...) le font pour tous sauf ceux qui habitent déjà les berges, « ils n'ont rien compris ».

L'acceptation tacite de KMITL pour mener l'étude se passe en janvier 2016, le contrat de 120 millions de bahts sera signé le 29 février 2016. Ils auront jusqu'au 29 septembre 2016 pour mener l'étude et soumettre leur design, c'est-à-dire 7 mois. Le cahier des charges du TOR que KMITL devait remplir consistait en une étude de tous les aspects du projet, la rédaction d'un plan directeur de développement (*Master Plan*), un design détaillé et élaborer le projet avec la participation du public. Ajarn Kai, un professeur de KMITL, ajoutera à ce cahier des charges une études des savoirs et des expertises locales. KMITL délèguera l'étude des impacts environnementaux à la Khon Kaen University (KKU) car KMITL ne possède ni de département, ni d'entreprise qui lui est lié qui peut mener une étude environnementale. Tandis que pour le design du projet, l'équipe de KMITL a fait appel à l'entreprise A7. Ils ont découpé

---

<sup>53</sup> Il avait d'abord contacté Ajarn Nam de Chulalongkorn qui a refusé de mener l'étude. Le général Surayut fait actuellement partie du Conseil suprême de l'Etat de Thaïlande, qui est le groupe de 18 membres qui avisent le Roi sur l'état des affaires du pays.

les 7 mois du projet en trois phases de travail, celles-ci sont marquées par les trois grandes réunions publiques qu'ils ont organisé pour tenir le public informé de l'avancée du projet et également avoir un retour des acteurs du projet. La première réunion a eu lieu lors du 22 avril 2016, la deuxième s'est déroulée le 08 juillet 2016 et la troisième faisant office de cérémonie de conclusion du projet s'est passée le 09 septembre 2016.

Khun Sakul Howanothayan de KMITL est le directeur d'étude (*manager*). Très vite l'équipe d'étude de KMITL a mis en place sa stratégie de communication, la page 'Chao Phraya for All' a été créée sur Facebook, le site web 'chaophrayaforall.com' a été mis en place pour permettre à n'importe qui de consulter les détails du projet ainsi que les dates d'audience publiques. KMITL a donné le nom de « Chao Phraya for All » au projet (« La Chao Phraya pour tous »), nous nous référerons à partir de maintenant au projet par l'abréviation CPA. Anthika Sawasri, doyenne de la faculté d'architecture, était *l'assistant manager*, et directrice de relation publique pour le projet, c'est donc elle qui est très vite devenue la figure principale des porteurs du projet. Avec son équipe, elle descendait elle-même sur le terrain pour rencontrer les communautés et c'est elle qui parlait lors des grandes conférences de presse, ainsi elle s'est graduellement vue assignée le rôle de traductrice pour le réseau que constituait l'équipe d'étude de KMITL.

Si aujourd'hui c'est à Khun Anthika que nous associons principalement l'élaboration du projet, cela ne s'est pas déroulé aussi simplement pendant l'étude. Certains habitants ont soulevé fait remonter une polémique aux médias lorsque des rumeurs ont circulé quant à la possibilité que les plans de design que KMITL montrait aux communautés ne correspondaient pas aux plans que le KMITL envoyait au BMA. En effet, deux versions du projet ont coexisté durant l'étude lorsque l'équipe d'Ajarn Kai et l'équipe d'Anthika ont commencé à mener le design selon des principes divergents. Ajarn Kai a travaillé durant la période de l'étude avec des archéologues pour mener une étude historique qui permettrait de mettre en valeur le patrimoine culturel aux bords de la Chao Phraya, le rapport qu'il produit conclue que la construction d'une route ou d'un chemin en longueur risque de couper la connexion qu'ont les communautés avec l'eau, telle qu'elle a perduré jusqu'à présent dans leur mode de vie. Ainsi lors des séances d'audience publiques. Ajarn Kai étudiait avec les communautés la possibilité de concevoir une promenade qui ne passerait pas sur l'eau mais qui passerait à travers la communauté. Il envisageait de lier ainsi plusieurs sites historiques et archéologiques par un la promenade à l'intérieur des berges. Ces propositions différaient de la version proposée par Anthika qui consiste en une promenade sur l'eau, continue sur toute la longueur des 14 km.

Ainsi une confusion est née chez habitants de Wat Devaraj, ils ne savaient quel était le vrai plan ni à qui ils pouvaient se fier. La perception des acteurs de KMITL varie donc grandement. Selon les dires de quelques habitants à Ban Pune, Ajarn Kai est « un charlatan », ses plans servent à convaincre les habitants, il ne ferait que « parler sans concrétiser ses paroles alléchantes ». Tandis qu'à Wat Devaraj, les habitants le considèrent comme un interlocuteur important avec qui ils peuvent discuter et réellement transmettre leur parole au BMA, une dame de Wat Devaraj m'a même confié que Khun Anthika les supportait dans leurs revendications et leur a donné des conseils sur comment négocier le projet, mais elle ne peut pas s'afficher publiquement ainsi car elle est la porte-parole principale du projet. A Mittakham 2, l'on m'a fait parvenir qu'Ajarn Kai faisait du favoritisme en proposant de mettre en valeur le patrimoine culturel de la communauté voisine (Mittakham 1) alors que la leur n'apparaissait pas sur les dessins d'Ajarn Kai, donc vouée à être expulsée du territoire. Du côté des architectes de l'ASA, chacun se fait son idée de la démarche d'Ajarn Kai également. Parmi ces personnes, l'une est ravie qu'Ajarn Kai ait pu mener une étude archéologique mais elle le trouve naïf car il se fait instrumentaliser, selon elle, par l'équipe d'A7 et le BMA.

Lors d'un entretien avec Ajarn Kai, il m'apprend qu'il a travaillé avec l'équipe d'Anthika et A7 pendant les deux premières phases d'étude. A la troisième phase, ils ne travaillaient plus ensemble. Il préférerait continuer de travailler sur sa proposition car il était persuadé que la proposition d'A7 serait rejetée par le MOI. Il m'a avoué que 7 mois c'est trop court pour mener une étude et faire le plan. Il était donc persuadé que la proposition d'A7 allait être soumise à la métropole afin de remplir le cahier des charges, mais de son côté il continuera de mener une étude plus approfondie pour proposer un projet plus abouti. Comme mentionné tout à l'heure, Khun Anthika reste la porte-parole principale, c'est ainsi que KMITL dévoile le Plan directeur, conçu par A7, du projet fin juillet 2016 après la deuxième grande réunion publique. Ainsi le projet CPA est constitué de 12 plans, décomposés en 238 projets à implémenter dans le territoire du projet<sup>54</sup> :

1. River Walks : aménagement d'espace piétons en bord de rive
2. Green Walls : plan d'amélioration du paysage des berges, notamment par l'augmentation de verdure sur les digues

---

<sup>54</sup> Les six premiers plans font partie de ce qui est appelé le *detailed design* par le KMITL et BMA. Tandis que les six derniers plans correspondent à des choses qui seront implémentées après la construction de la promenade et l'aménagement des berges sur les 14 km. Cf. annexe 1 pour avoir une planche du plan directeur avec lequel travaille actuellement le BMA.

3. Public Piers : développement des quais (port de bateau)
4. Sala Riverfronts : développement de salas<sup>55</sup> en bord de rive
5. Public Services : aménagement de services publics le long de la rivière (kiosk touristique, point d'eau, borne de vélos)
6. River Linkages : plan de développement des chemins d'accès au territoire
7. Historical Canal : développement des berges de canaux en lien avec la Chao Phraya
8. Community Conservation and Development Areas : les aires de développement et conservation des communautés
9. Religious Conservation Areas : plan de développement des lieux religieux
10. Green corridors : développement de parcs publics et d'espaces verts riverains
11. River Landmark : développement des monuments paysagers le long de la rivière
12. Pedestrian bridge : construction de quatre ponts piétons permettant de traverser la rivière

KMITL a soumis son design final du projet CPA le 26 septembre 2016 au BMA.

---

<sup>55</sup> Les *salas* sont des pavillons que nous trouvons près de temples ou monastères. Il s'agit d'une structure à toit sans murs qui sert d'espace de repos ou d'espace communale.



Lorsque FOR a gagné en visibilité, plusieurs personnes ont reproché au mouvement de n'agir que par conflit d'intérêt entre architectes. En effet le bureau Shma, qui est à l'origine de la fondation de FOR, a mené une étude avec l'Urban Design and Development Center de Thaïlande (UDDC)<sup>56</sup> sur les quartiers riverains de Talad Noi, Kudi Chin et Yannawa. Sur ce dernier quartier ils ont notamment proposé le projet Yannawa Riverfront en 2015 (cf. Annexe 2), qui prévoit d'aménager une promenade de 1.2 km qui possède des similarités dans le design par rapport à la promenade par CPA. Ainsi quelques personnes de KMITL et de BMA ont discrédité la contestation de FOR comme étant un conflit d'intérêt de la part d'un cabinet d'architecture qui aurait souhaité mener le contrat d'étude. La professeure d'architecture Ajarn Pongkwan et l'urbaniste Pi Jan ont donc recommandé à FOR, aux alentours de juin 2016, de créer un autre mouvement afin d'élargir le cercle des personnes concernées par le mouvement au-delà du cercle des architectes. C'est ainsi que va naître le collectif River Assembly (en thaï *Samacha Mae Nam*).

Le groupe FOR avait invité Pi Jan à se joindre à leur contestation auparavant, elle était venue participer à quelques réunions publiques mais a éventuellement de se joindre pleinement en groupe en argumentant qu'elle ne voulait pas combattre le projet uniquement sur la question du design. Pour elle c'est le processus d'élaboration du projet qui peut être amélioré et rester dans un cercle de stricte opposant risque de biaiser son positionnement selon elle. Celle-ci préférait contribuer à des scènes participatives où tous les « *stakeholders* » (acteurs concernés) pouvaient échanger au sein du même espace, architectes, environnementalistes, KMITL, BMA et les habitants riverains. Car il est vrai qu'au fur et à mesure que FOR organisait ses audiences publiques ou forum de discussion, les participants se voyaient restreindre de plus en plus à des contestataires. Khun Pongkwan me racontait que l'architecte Duangrit Bunnag, qui est connu sur les réseaux sociaux et possède une grande réputation dans son corps de métier, était venu s'exprimer durant les premières réunions publiques organisées par FOR. Ainsi par sa popularité il a contribué à publiciser le débat mais il a tendance à s'exprimer en critiquant trop ouvertement

---

<sup>56</sup> L'UDDC est un bureau d'étude qui propose un travail de consultant dans le domaine de l'Urbanisme et le Design Urbain. Ils ont plus d'une trentaine de centres à travers l'Europe, l'Amérique et l'Asie. Ils se proposent d'être une plateforme de collaboration entre le secteur public, privé et civile, en se basant sur une expertise multidisciplinaire et en mettant en avant l'accessibilité publique et l'ancrage dans la communauté de leurs Designs.

et sans retenue, ainsi pour éviter de perdre la face<sup>57</sup>, les porteurs du projet se rendaient de moins en moins aux activités organisées par FOR.

Ainsi la River Assembly allait permettre d'ouvrir le débat à d'autres collectifs : les associations de pêcheurs, les chauffeurs de bateau de transport sur la Chao Phraya, les groupes hôteliers, les communautés riverains ainsi que des citoyens concernés venant de provinces en dehors de Bangkok. Pi Jan a entamé une démarche encadrée par le bureau de la Commission nationale de Santé de Thaïlande (NHCO)<sup>58</sup>. La NHCO, par le biais de la loi sur la Santé Nationale offre l'opportunité à un collectif civile de se former avec le but de se concerter pour proposer une politique publique quant à une question qui touche à la Santé. Telle que conçue par la NHCO, la santé ne comprend pas que la santé d'une personne en opposition à la maladie, mais aussi tout promotion d'activité physique, l'environnement, la santé sociale, la santé spirituelle ainsi que la santé économique. La NHCO propose donc une plateforme, grâce à laquelle des subventions peuvent être demandées, aux collectifs qui souhaitent proposer une politique publique en passant par un processus participatif démocratique en aidant à faire circuler les documents d'un collectif porteur d'initiative dans les 77 régions de Thaïlande afin d'avoir l'avis de tous. Durant le mois de décembre de chaque année la NHCO invite alors certains porteurs d'initiatives sélectionnés parmi les différents collectifs candidats pour venir soumettre la politique publique au cours d'une grande réunion publique à la capitale. Pi Jan a donc rassemblé des personnes autour d'elle pour entamer une démarche au sein de cette procédure proposée par la NHCO et formé le collectif de la River Assembly qui veut aborder l'aménagement de la rivière Chao Phraya en tant que question de santé publique nationale. Ainsi le rapport qu'a soumis la River Assembly au NHCO propose d'évaluer l'impact des politiques publiques concernant le développement de la rivière de la Chao Phraya, ce rapport pourra ensuite être envoyé au Cabinet après la validation par la NHCO. Pi Jan a même veillé à entamer la démarche au sein du NHCO sans demander de subvention afin de pouvoir agir pour protéger la rivière en passant par un processus formel (« *formal channel* » dans ses mots), se différenciant ainsi de la pure contestation telle que portée par FOR. La raison pour laquelle elle a entamé la démarche sans demander de fonds de la NHCO qui est un organisme public, c'est

---

<sup>57</sup> Perdre la face, se dit en thaï *sia na* (« เสียหน้า »), renvoie à une humiliation, une perte de dignité, une perte de légitimité ou d'autorité.

<sup>58</sup> Se référer à l'annexe 3 « la genèse de River Assembly » pour un extrait d'entretien au cours duquel Pi Jan me raconte l'émergence de collectif.

afin de maintenir une neutralité dans la production du rapport, afin qu'ils soient libres de produire ce rapport sans avoir un cadre imposé par la NHCO (s'ils les avaient financés) qui craint en tant qu'agence gouvernementale d'être en train de financer une initiative de l'opposition.

### 1.3 2017-2018 : période de terrain, un projet à la fois arrêté et démarré

L'un des rôles de KMITL consistait également à diviser la promenade en plusieurs contrats afin d'éviter d'avoir une seule entreprise contractée pour construire l'ensemble de la promenade, ce qui risque de créer une polémique autour de la possibilité de corruption lors de l'appel d'offre. Ainsi le KMITL a chiffré le coût du projet à 8,4 milliards<sup>59</sup> de bahts en mars 2017. Cela diffère donc significativement du coût initialement débloqué par le Cabinet de 14 milliards<sup>60</sup> de bahts. Ainsi le projet coûte moins cher que la marge initialement prévue.

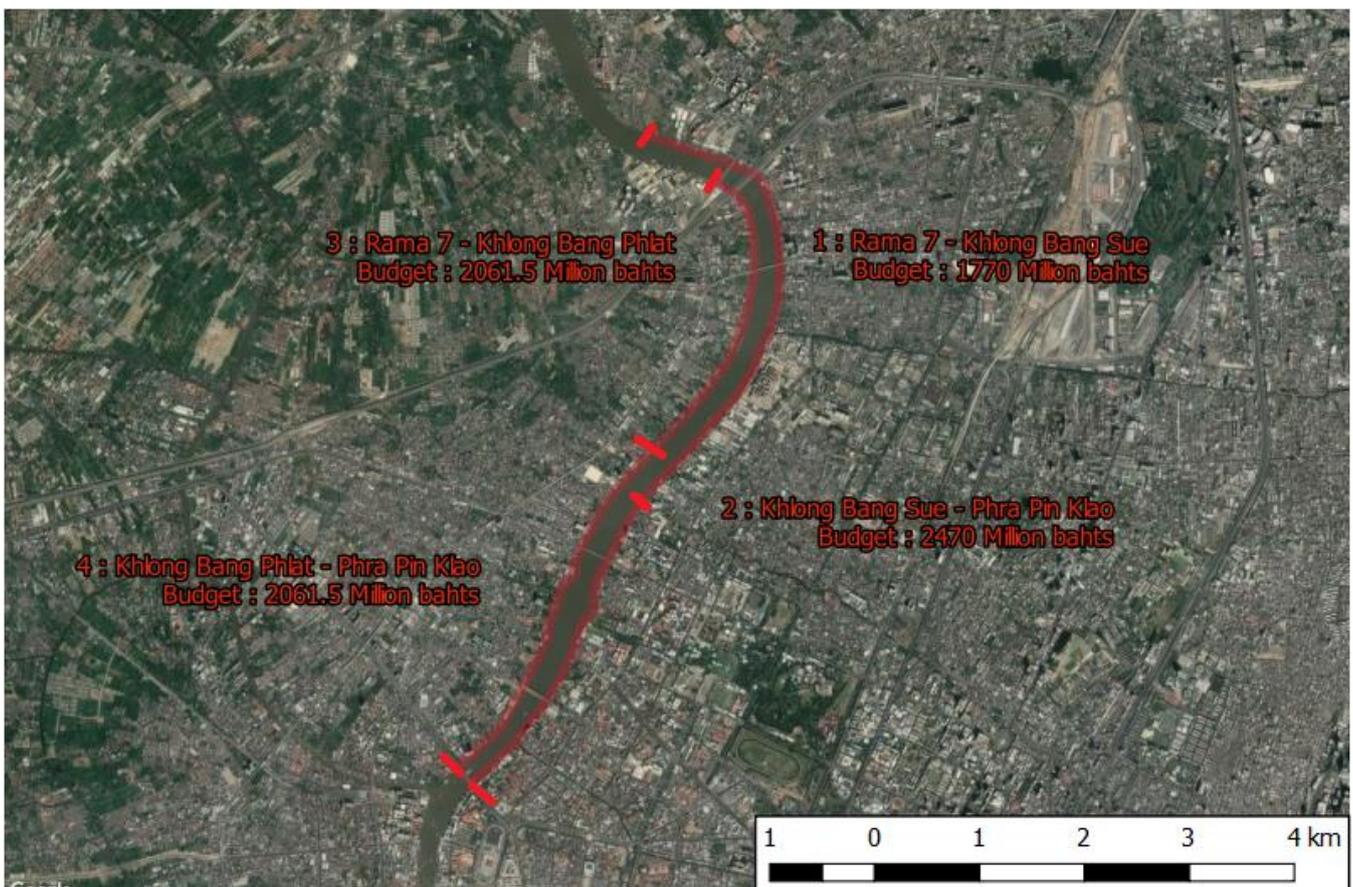


Figure 5 Carte présentant la répartition des 4 contrats de construction de la phase 1 du projet (14 km)

<sup>59</sup> Cela correspond à peu près à 221,6 millions d'euros, selon le taux de change en août 2018.

<sup>60</sup> Cela correspond à peu près à 347 millions d'euros, selon le taux de change en août 2018.

2017 a également été l'année où le Cabinet a validé le budget pour les frais de compensations à verser aux communautés affectées. 247 millions<sup>61</sup> de bahts ont été débloqué au début de 2017, ensuite le montant est monté à 495 millions<sup>62</sup> le 12 juillet 2017. Avec le temps qui s'est écoulé depuis la proposition du projet par le général Prayuth et aujourd'hui, de nombreux visages se sont succédés dans les médias quant à la communication sur le projet. Pirapong Saicheua, secrétaire permanent du BMA, était personnellement responsable du suivi du projet. Il a été remplacé par le nouveau secrétaire permanent, Patarut Dardarananda. A ses côtés, Jakkapan Phiwingam, le gouverneur adjoint de la métropole de Bangkok assurait également le suivi du projet. Nutt Sri Sukontanan s'est exprimé à plusieurs occasions sur l'avancement du projet en tant que directeur du département Yotha de BMA. Au sein de celui-ci, Jip Hunsa, en tant que chef d'équipe de la division infrastructurelle du département, avait le rôle de responsable de communication sur le projet CPA de la part de BMA. A un plus haut niveau dans l'administration de la métropole, Aswin Kwanmuang, en son rôle de gouverneur de Bangkok, a été l'annonceur de certaines grandes étapes du projet durant les conférences de presse.

Malgré l'attention portée médiatiquement sur la promenade-même, celle-ci ne reste qu'une partie du projet d'aménagement des berges de la Chao Phraya comme nous l'avons vu précédemment, le plan de KMITL pour le projet CPA comprend 12 plans de développement, 6 parmi ceux-là ont donné suite à un design détaillé<sup>63</sup>, il s'agit notamment de ce qui se trouve sur les berges-mêmes et la rivière, donc à l'extérieure des digues. Les 6 autres plans à développer ultérieurement concernent le territoire à l'intérieur des digues. Lors du 18 mars 2017, le ministre de l'Intérieur a donné le feu vert pour le projet CPA, il était alors estimé qu'avec les dernières autorisations qu'il restait à demander, la construction du projet devrait pouvoir commencer en juillet 2017 et finir en 2019. A ce stade le gouvernement confirmait avoir déjà évacué des habitations illégales, 285 ménages, dans 10 communautés<sup>64</sup>. Entre avril

---

<sup>61</sup> Cela correspond à peu près à 6,5 millions d'euros, selon le taux de change en août 2018

<sup>62</sup> Cela correspond à peu près à 13 millions d'euros, selon le taux de change en août 2018

<sup>63</sup> Cf. Annexe 1.

<sup>64</sup> C'est le Community Organizations Development Institute (CODI) assure l'accompagnement des personnes à expulser du territoire. Le CODI est une organisation publique née en 2000 sous le ministère du Développement Social et de la Sécurité Humaine, son but est d'accompagner les communautés à s'organiser en collectifs de sociétés civiles avec une vision de travail promouvant le *community empowerment*. Leurs chantiers principaux sont les politiques de logements sociaux. Dans la configuration développementiste autour du projet CPA, le

et mai 2017, FOR et la River Assembly se sont joint de vive voix pour protester le projet en menaçant de porter plainte au Tribunal Administratif car il ne respectait pas les lois de construction sur la rivière telles que contenues dans la Navigation in Thai Water Act. Hormis ces déclarations sporadiques, l'année 2017 a été une période où le projet a perdu en visibilité. FOR a continué d'organiser quelques forums de discussion jusqu'août 2017 puis le silence dans les médias s'est peu à peu installé autour du projet jusqu'à ce que tous les journaux annonce l'annulation du projet lors du 12 avril 2018 en se basant sur l'intervention d'Atchapon Dusitnanond, le président de l'ASA, durant la réunion du 16 mars du Rattanakosin and Old Cities Conservation and Development Committee (ROCDCC), groupe de conservation du cœur historique de Bangkok (Rattanakosin) présidé par le général Prawit. Le général avait demandé d'annuler les phases 2 et 4 du projet car celles-ci avaient un trop grand impact sur le patrimoine de la zone Rattanakosin, Khun Atchapon a ajouté à cela une demande de révision pour les phases 1 et 3. Le président de l'ASA a proposé de mener d'abord un projet pilote, mêlant promenade sur la rivière et promenade à l'intérieur des digues, sur une petite longueur avant de transposer le projet aux 7 km restant de la phase 1 et 3. Les personnes présentes à la réunion ont acté ces décisions. Le président de l'ASA a relayé cette information aux médias le 11 avril 2018 durant une conférence de presse, Jakkapan Phiwngam, le gouverneur adjoint de Bangkok, présent à la conférence, a annoncé que le BMA n'avait pas encore entendu parler de cette décision mais ils se plieraient aux ordres du gouvernement s'ils recevaient une lettre officielle (*nang sue jod maay*<sup>65</sup>).

Il est intéressant de commenter le rôle symbolique que joue le *nang sue jod maay* ici, tout le monde est au courant de la décision, mais celle-ci ne se traduit pas en injonction officielle tant que la parole n'est pas inscrite dans un *nang sue jod maay*. Bien évidemment, je prends le temps de commenter ce détail car c'est de là qu'a démarré la confusion dans les médias. Les journalistes<sup>66</sup> ont relayé l'information à partir du 12 avril en ne sélectionnant que

---

département Yotha du BMA a fait appel au CODI pour gérer l'accompagnement des populations qui doivent quitter le territoire après que Yotha ait ciblé les habitations illégales.

<sup>65</sup> Il s'agit d'un document officiel permettant d'officialiser toutes sortes de démarches. J'ai moi-même envoyé des *nang sue jod maay* pour prendre rendez-vous avec les agents du BMA. Même si ce n'est pas la lettre qui m'a permis d'obtenir un rendez-vous, mais plutôt le coup de téléphone directement aux responsables du projet au sein du département Yotha, la lettre m'a quand même été demandée après-coup pour garder officiellement une trace historique de cette démarche.

<sup>66</sup> Quelques articles annonçant l'annulation du projet publié le lendemain de l'article de Matichon :

<https://voicetv.co.th/read/Sk7WEsiz>

<https://www.posttoday.com/social/general/547550>

certaines phrases (certaines ont juste été copiées-collées sans effort de reformulation) de l'article initial<sup>67</sup> publié à la suite de la conférence de presse du 11 avril. Ce téléphone arabe médiatique a mené à la diffusion de cette information : le projet a été annulé ou du moins arrêté jusqu'à nouvel ordre.

J'ai été mis au défi lors de mon entrée sur le terrain pour plusieurs raisons : je suis arrivé à la période du Nouvel An thaï, en avril, donc il était difficile de prendre contact durant ce temps-là, Pi Pong était occupée avec un projet pendant les premières semaines de mon terrain et m'avait recommandé de prendre contact avec Khun Yossapol, celui-ci est parti à l'étranger une semaine après mon arrivée sans revenir avant le dernier mois de mon séjour puis enfin l'attention portée par le public au projet s'est calmée : il n'y avait pas de forum de discussion public de prévu, l'on ne parlait quasi-plus du projet dans la presse, la plupart des personnes ignorait où en était le projet. François Laplantine écrivait que c'est Malinowski « qui, l'un des tous premiers, nous a montré que l'on commence à s'intégrer et à comprendre la société que l'on se propose d'étudier « à partir du moment où [l'on se] trouve seul » (Malinowski, 1993 : 62) et où l'on partage les activités [...] et les peines de la population » (Laplantine, 2012 : 24). Laplantine cite encore un passage de Bronislaw Malinowski plus loin qui reflète une partie des émotions que j'ai ressenties en phase d'entrée sur le terrain : « Je me souviens fort bien [...] de ma sensation de désespoir et d'accablement après que plusieurs tentatives, obstinées mais vaines, pour entrer en contact réel avec les indigènes ou pour rassembler quelque matériau, eurent totalement échoué. Je connus des périodes de découragement au cours desquelles je me plongeai dans la lecture de romans, un peu comme un homme se à boire sous l'effet de l'ennui » (Malinowski, 1993 : 60). Durant le mois d'avril j'ai partagé la peine des riverains et des acteurs de la société civile qui restaient dans l'incertitude quant au devenir du projet dans cette période où le projet était comme suspendu. Profitant de ce laps de temps durant lequel je n'étais encore « pris » par le terrain, j'ai passé la période estivale à travailler avec Carl Middleton sur la publication d'un article au sujet de la recherche menée l'an dernier ainsi que de continuer les tentatives de prises de contacts avec les acteurs proches de FOR.

---

<http://www.khaosodenglish.com/featured/2018/04/15/chao-phraya-boardwalk-plan-dead-in-the-water-architects/>

<sup>67</sup> [https://www.matichon.co.th/politics/news\\_913317](https://www.matichon.co.th/politics/news_913317)

Le 9 mai 2018, un article de Matichon<sup>68</sup> annonce que le BMA a toujours le feu vert pour mener le projet. Il est prévu de construire la promenade entière sur la phase 1 et 3 du projet avec un budget de 4 milliards de bahts, les 4 milliards qui devaient être consacrés aux phases 2 et 4 du projet vont être reversés pour les frais de compensation et d'expulsion pour un autre projet, celui du pont de Kiakkai. Alors que ce projet est discuté depuis quatre ans, un nouveau collectif émerge autour de la question de l'aménagement des berges. Il s'agit du groupe Assembly of Green River (AGR), comprenant des professeurs de Chulalongkorn Kasetsart et Mahidol ainsi qu'un chercheur du Thailand Development Research Institute (TDRI), Khun Nipon Puapongsakorn, et le président de la Thailand Water Resource Association (TWRA), Apichart Anukularmphai. Le collectif AGR adopte une posture où ils ne se comportent pas « comme une ONG qui contestent tous les projets » a déclaré le président de l'AGR lors de la conférence du 4 juin 2018. Le collectif cherchait sans doute à se distinguer de FOR en se positionnant comme un collectif plus académique. Khun Nipon a proposé durant cette conférence de mettre en place un Trust, comme cela a été fait pour la rivière Thames à Londres, afin d'avoir un organisme qui gère un fonds pour développer l'écologie et protéger l'environnement. Selon l'opinion de Khun Nipon, les 14 milliards de bahts du gouvernement devraient être reversés à ce Trust pour un projet réellement démocratique et participatif.

Alors que ce collectif émerge, un autre s'efface. Le bureau d'étude Pan Muang a été actif au lancement de FOR pour orchestrer l'interaction avec les communautés. Les membres de Pan Muang se font de moins en moins voir aux réunions de FOR. Même si Pan Muang reste des contestataires du projet, ils préfèrent se consacrer pleinement au développement de projets de communautés. Ils travaillent actuellement avec 5 communautés dans le cadre d'un projet financé par le Thailand Research Fund (TRF)<sup>69</sup> : les communautés de Talad Noi, Ban Pune, Wat Devaraj, Bang Ao et Bang Lamphu. Pour Pan Muang, que le projet CPA ait lieu ou non, ils proposent indépendamment une réflexion sur l'aménagement du quartier pour les habitants de ces quartiers riverains. Tandis que du côté de la River Assembly, le mouvement peine à gagner en visibilité car il ne possède pas de porte-parole qui lui soit propre. Même si Pi Jan a co-fondé le collectif et parlé plusieurs fois en son nom, Khun Yossapol est celui qui a fini par représenter la River Assembly régulièrement. Khun Pongkwan m'a fait remarquer qu'il est dommage que personne n'ait voulu devenir le porte-parole de la River Assembly, avec Khun

---

<sup>68</sup> [https://www.matichon.co.th/local/quality-life/news\\_948520](https://www.matichon.co.th/local/quality-life/news_948520)

<sup>69</sup> Il s'agit de l'équivalent thaïlandais de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) en France.

Yossapol à sa tête, cela fait du mouvement juste une extension de FOR, ce qui contredit l'intention originale de créer un autre collectif qui devait permettre de refléter les personnes impactées au-delà du cercle des architectes.

Du côté des architectes contestataires, dont une partie importante fait partie de l'ASA, la stratégie d'opposition est révisée alors que le devenir du projet reste incertain. Un contestant a partagé, lors d'une réunion d'architectes<sup>70</sup>, un document du secrétariat du ROCCDC rendant compte d'une modification, faite le 4 avril 2018, du compte-rendu de la réunion du ROCCDC lors du 16 mars 2018. La décision actée d'annuler les phases 2 et 4 ainsi que de mener un projet pilote avant de mener le projet sur les phases 1 et 3 en proposant non pas une promenade continue mais un développement par *spot* d'espaces publics sur les berges (donc pas de continuité sur la rivière-même, mais les espaces peuvent être interconnectées sur le sol via des chemins derrière les digues). Le compte-rendu indique maintenant que le BMA devra retravailler les phases 2 et 4 avant de pouvoir repropose un développement par spot sur ces phases du projet qui touche le quartier de la vieille ville, Rattanakosin, et le BMA peut pour l'instant procéder avec le développement des phases 1 et 3 du projet de promenade. Alors que les contestataires se sont demandés si leurs actions ont un impact suite à la lecture de ce document, ils ont hésité quant aux actions qu'ils allaient entreprendre prochainement. Faut-il déposer un dossier contre le BMA au Tribunal Administratif avant qu'ils ne commencent le projet ? Des participants de la réunion disent qu'on va probablement leur rétorquer qu'il n'y a pas d'accusation à faire tant que rien n'a été construit encore. Ou alors faut-il attendre que le BMA fasse couler les premiers piliers de béton dans la rivière et porter plainte à ce moment-là<sup>71</sup> ? Plusieurs voient cela comme la seule solution bien que ça les gêne car selon eux, car si le projet atteint la phase de construction, c'est que les entreprises auront déjà signé le contrat

---

<sup>70</sup> J'ai pu participer à deux de ces réunions informelles en juin. Durant celles-ci, ce sont les contestataires principaux qui se retrouvent, je ne dévoilerais donc ni le nom des participants, ni le lieu de ces réunions, ni certains détails sur les stratégies de financement des actions de contestation du projet et je tiens à préciser que les personnes présentes viennent à titre individuelle, elles ne portent donc pas le point de vue des institutions dont elles font partie sur la question du projet CPA.

<sup>71</sup> C'est une attitude et un discours que j'ai eu l'occasion de témoigner à plusieurs reprises de la part de contestataires, fatigués d'avoir lutter contre le projet durant 4 ans et qui ne conçoivent plus que cette action comme unique recours possible pour arrêter le projet actuel et demander une plus grande période d'étude pour réduire les impacts. Certains me disent même que c'est un propre de la culture thaïe, la « culture du choc, il faut que quelque chose se passe ou qu'il soit déjà trop tard pour que les thaïs, notamment les citoyens de classe moyenne de Bangkok, commencent à s'alarmer ».

de construction et que les commissions (pot-de-vin) auront déjà été payées : « ils nous auront déjà grignoté l'argent de nos impôts ».

Un participant a alors rappelé durant la réunion que toute personnes dispose de 90 jours suivant l'évènement pour porter plainte contre cet évènement. Il a suggéré d'envoyer un dossier au Tribunal lorsque les contestataires arrivent à mettre la main sur un document du BMA faisant office de contrat à soumettre à l'appel d'offre, ce document sera alors une preuve de l'intention de construire le projet et les contestataires porteront plainte contre le non-respect des lois de construction sur l'eau dont le Marine Department (MD) est le principal garant. Nous étions donc en juin 2018 lorsque les contestataires ont ainsi prévu leurs actions pour les mois à venir. Premièrement, ils enverraient une lettre officielle (*nang sue jod maay*) au Premier ministre ainsi qu'au bureau d'accueil des plaintes et de demandes d'aide<sup>72</sup> (« ศูนย์รับร้องทุกข์ ร้องเรียน ขอความช่วยเหลือ », *soon rab rong thuk rong rian kho khwam chuay luea*). Cette lettre servira d'avertissement en ultimatum que si le projet ne change pas, les contestataires seront prêts à porter plainte, il était prévu de publiciser l'envoi de cette lettre lors d'une conférence de presse à la fin du mois de juillet pour attendre que l'engouement pour la Coupe du Monde de 2018 se soit apaisé. Entretemps ils prépareront le dossier à soumettre au Tribunal Administratif accompagné d'un résumé des démarches entamées par FOR et les contestataires jusqu'à présent. Ils enverront également un rapport à l'ONU afin d'attirer une attention internationale sur la polémique. Dernièrement, ils prévoient d'organiser une conférence de presse dans un lieu public (pour montrer qu'ils ne débattent pas du sujet que dans les enceintes des bâtiments de l'ASA ou FOR) en invitant un grand nombre de stakeholders au-delà du cercle des architectes ainsi que des journalistes thaïs et étrangers.

---

<sup>72</sup> Il s'agit d'un centre ouvert par le gouvernement militaire actuel, joignable au numéro 1111 en Thaïlande. Il s'agit de militaires à l'écoute de toutes déposition de plaintes, ils envoient alors une équipe enquêter sur cette plainte afin d'agir dans les plus brefs délais. C'est un mécanisme proposé par le gouvernement qui permet aux acteurs d'agir au-delà de la marge de manœuvre qu'ils ont avec les relations de pouvoirs locales.

## 2 – La Grande Histoire de l’aménagement des berges de la Chao Phraya

### 2.1 – Vivre au bord de l’eau : l’histoire de l’installation des communautés riveraines

Au début du XV<sup>ème</sup> siècle, Bangkok<sup>73</sup> était un village sur la rive ouest de la Chao Phraya, celui-ci agissait en comptoir commercial pour la ville d’Ayutthaya, alors capitale du royaume de Siam. C’est suite au siège birman de la capitale que le Roi Rama I, fondateur de la dynastie de Chakri, celle de la famille royale actuelle, installe la nouvelle capitale du royaume sur la rive est de la rivière Chao Phraya en 1782. C’est ainsi qu’est né Krung Rattanakosin, que nous appelons aujourd’hui Bangkok. Noppamas Chansiri (1999) distingue trois grandes phases dans l’histoire de l’aménagement des canaux (en thaï *klong*, « คลอง ») dans Bangkok. La première phase (Du règne de Rama I à Rama III : 1782 - 1851) voit la construction de la nouvelle capitale s’achever en 1785. Les canaux sont très rapidement devenus des éléments structurant de l’usage des terres dans la capitale. Ils n’étaient pas seulement creusés en tant que fossé pour servir de rempart de défense, mais ils ont également servi en tant que réseau de communication dans la ville et de transport de marchandises (Chulalongkorn University, 1994).

Les premiers résidents de Bangkok se sont donc installés le long des rivières et des canaux, en bâtissant même parfois des maisons flottantes sur radeau. Les cours d’eau permettaient alors aux riverains d’employer la ressource pour l’agriculture, la consommation, la cuisine, le lavage ainsi qu’en tant que source de pêche pour les poissons, crabes et crevettes (Chansiri, 1999). Le nombre d’habitants restait encore faible au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, les habitations étant majoritairement condensées linéairement en communautés le long des canaux et de la rivière de la Chao Phraya (Chulalongkorn University, 1994). Ces petites communautés riveraines installées tantôt en villages (*ban*, *bang*), colonies (*nikhom*), communes (*tambon*), quartiers (*chumchon*) ou districts (*yan*) composent la mosaïque pluri-ethnique de la jeune capitale (Van Roy, 2017 : 23).

En dehors des habitations, nous trouvons également d’autres lieux importants le long des berges des canaux et de la rivière : le palais de Tha Tian (qui servaient à la fois de lieu de

---

<sup>73</sup> *Bang* : « บาง », le mot désigne un village ou une bourgade. En l’occurrence Bangkok était le village des oliviers (« มะกอก », *makok*).

résidence pour la famille royale ainsi que de bureaux pour le gouvernement) et les temples qui constituaient des centres religieux, culturels, scolaires et sociaux. Ajarn Kai m'apprend que les temples étaient rarement adjacents aux bords de l'eau, ils se trouvaient derrière une certaine distance des digues naturelles (*natural levee*) qui constituaient alors une sorte d'embarcadère formée par l'entassement de la terre le long de la rive. Il m'a également précisé qu'en archéologie, les temples constituaient un repère facile pour discerner les digues naturelles, c'étaient alors les communautés qui étaient installées entre les temples et les bords de l'eau, ainsi les temples étaient généralement bâtis sur un terrain plus élevé, ce qui les protégeait des crues tandis que les communautés, situées sur un terrain inondable, construisaient des maisons sur pilotis grâce auxquelles elles s'adaptaient à la montée des eaux. Les circuits fluviaux constituaient donc à cette époque un élément qui liait, de par leur fonction de connectivité, les habitations aux temples et autres lieux publics (Chansiri, 1999 : 26).

La deuxième période d'aménagement des canaux et de la rivière qu'identifie Chansiri est celle de l'occidentalisation de la ville (entre Rama IV et Rama VI : 1851 - 1925). Les politiques publiques d'urbanisation, menées sous Rama IV et influencées par l'urbanisation en Europe, promouvait une évolution du transport sur l'eau au transport sur terre. L'aménagement de nouvelles rues sous Rama IV a mené à l'émergence de bâtiments, d'un ou deux étages, au style d'architecture européen le long de ces nouvelles rues. Ces bâtiments étaient tantôt des maisons tantôt des boutiques. Toutefois les canaux restaient plus populaires que les nouvelles rues car les gens avaient l'habitude de ce mode de transport, de nouveaux canaux ont donc continué d'être aménagés sous Rama IV et Rama V (Chansiri, 1999 : 28 - 29).



Figure 6 Ancienne photographie du transport fluvial à l'époque de Rama V. Source : page facebook "Chao Phraya for All"

C'est le Roi Rama V, Chulalongkorn, qui va entamer les grandes étapes de modernisation de la ville et du gouvernement en suivant le modèle occidentale, ce processus de modernisation est désigné en thaï par la formule *kabuan kansiwilai* (« ขบวนการศิวิไลซ์ », littéralement « processus de civilisation »). La modernisation du gouvernement se traduit par des réformes administratives entamées en 1888 afin de tendre vers une administration centralisée dont le siège se trouve à Bangkok. Tandis que la modernisation de la ville s'est effectuée par l'intermédiaire de subventions pour améliorer le réseau d'infrastructures de transports et ériger des districts commerciaux en encourageant par des aides financières la construction de boutiques, immeuble de location, marchés et lignes de tram<sup>74</sup>. L'urbanisation telle qu'elle a eu lieu sous Rama V fait tomber la barrière entre l'élite gouvernante et l'aristocratie vivant derrière les murailles de la cité de Rattanakosin et les marchands et roturiers vivant à l'extérieur des murs. En promouvant l'interconnexion entre l'intérieur et l'extérieur des murs, Rama V a placé le développement foncier au-delà de la séparation entre

---

<sup>74</sup> Cf. annexe 4

la classe dirigeant et les roturiers, marquée auparavant par les deux niveaux de murailles autour de Rattanakosin (Van Roy, 2017 : 36). Autour de 2000 ponts ont été construits pour relier les routes par-dessus les canaux.

Avec l'usage de nouveaux matériaux de construction (la fonte et le ciment), le Roi Rama V a implémenté un important réseau routier et ferroviaire au sein de Bangkok. Les routes ont été conçues pour l'usage de véhicules motorisés à la fin du règne de Chulalongkorn (1910). Les derniers canaux seront d'ailleurs construits en 1910 sous Rama VI. Ils ont beaucoup influencé la construction des routes, car celles-ci longeaient généralement les canaux pré-existants (Chansiri, 1999 : 29). Toutefois le Roi Chulalongkorn reconnaissait encore l'importance du rôle joué par les canaux dans la transportation, il a donc implémenté une série de politiques publiques pour développer et protéger les canaux en en faisant des espaces publics. Ainsi il était interdit d'y jeter des ordures et des régulations concernant le trafic fluvial ont été implémentées (Bunnag, et. al : 1982). Cette politique de régulation des cours d'eau s'est concrétisée en 1913 sous Rama VI par l'édiction de la loi sur la navigation dans les eaux thaïes de l'année 2456<sup>75</sup> ainsi que celle sur la préservation des klong publiée la même année. Cette attention portée aux canaux et à la rivière a valu à Bangkok le surnom de « Venise de l'Est ».

La dernière période dans l'aménagement des berges et des canaux telle que décrite par Chansiri correspond à l'époque contemporaine (Rama VII – Rama IX : 1925 - présent<sup>76</sup>). Avec l'avènement des automobiles et l'avènement des nouvelles technologies de transport, les rues et les routes remplacent peu à peu les canaux. Khun Pongswat Aksornsawat, avocat consultant pour FOR et ancien vice-président du SCONTE, me raconte qu'à l'époque de Rama IV, il y avait plus de 3000 *klongs* dans Bangkok, naturels et artificiels (ce nombre correspond à ceux dont nous avons gardé une trace selon les recherches archéologiques). Aujourd'hui il n'en reste plus que 1000 en très mauvais état ou en cours de dégradation pour la quasi-totalité<sup>77</sup>. La dégradation des canaux a commencé avec l'augmentation de la densité de population dans la capitale, certains *klongs* ont commencé à être utilisé comme égouts à ciel ouvert (Bunnag, et

---

<sup>75</sup> C'est ce texte juridique qui empêche toute construction dans ou sur l'eau qui peut gêner le trafic fluvial. La loi régule également les dimensions autorisées des maisons sur radeau et sur pilotis construite là où l'eau passe.

<sup>76</sup> Le présent correspondant à 1994 au moment où Chansiri écrit.

<sup>77</sup> 1000 selon Khun Pongswat, 1682 selon le BMA en 2012.

al. 1982). Les nouveaux arrivants ne s'installent plus à proximité des rives mais le long des rues également.

Au début des années 1960, le RID a plaidé pour la nécessité d'implémenter plus d'infrastructures hydrauliques, des digues et des fossés, afin de pouvoir transporter l'eau aux terrains agricoles. De plus le RID a démontré que les inondations se produisaient dû à l'eau qui débordait des rivières et parvenait à l'intérieur des terres à travers les systèmes de drainage. En se basant sur ces constats, le programme des Fossés et Digue a été proposé à l'International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) qui a accepté de faire un prêt de 5,6 millions de dollars pour financer le projet (Small, 1973 : 7). Afin de réduire le risque d'inondation dans les zones irriguées, le RID a donc fait construire des digues le long de la rivière Chao Phraya ainsi que ses tributaires. Depuis, les digues ont continué d'être érigées sur les berges de la Chao Phraya à Bangkok. Toutefois cela ne s'est pas fait sur toute la longueur des berges dans la ville et encore moins en même temps. Cela a valu le surnom de *khuan fan lo*<sup>78</sup> aux digues. Lorsque j'ai interrogé les riverains sur la date de construction des digues dans leur communautés, j'ai obtenu des dates différentes selon le territoire : 2538 (1995) pour Ban Pune, 2551 (2008) pour Payab, juste avant 2554 (2011) pour Charan 72 et 74, 2554 pour Soi Thong, après 2538 pour Bang Sue. La date de 2011 revient souvent car durant cette année a eu lieu l'inondation historique de Bangkok ayant causé d'énormes dégâts qui a réellement ramené à la question des inondations sa priorité dans les agenda politique et d'aménagement du territoire<sup>79</sup>. Plusieurs digues ont été érigées suite à cette inondation de 2011.

La plupart des communautés se sont adaptées à l'installation des digues. En certains lieux, où la digue vient barrer l'accès à la rivière, des escaliers en bois sont alors aménagés pour contourner ce nouvel élément du paysage riverain. En d'autres lieux, ce sont certaines activités qui cessent avec l'arrivée des digues et des bateaux aux plus gros engins : nager dans la rivière et le déplacement sur la rivière en barque. La pêche au poisson et aux crevettes n'est aujourd'hui plus qu'un passe-temps ou une activité permettant de générer complément de revenue, elle n'est plus une activité professionnelle comme elle l'a été auparavant. A Payab, un habitant qui a grandi dans le quartier, m'apprend qu'on y pêchait autrefois plusieurs kilos de barbeaux de Java (*Barbonymus gonionotus*, en thai : *Pla Ta-phian*), mais maintenant ils ne

---

<sup>78</sup> « La digue aux dents cassées ». *Fan lo* est une expression qui permet de désigner une rangée de dent à laquelle il manque des dents.

<sup>79</sup> Cf. l'annexe 6.

trouvent que des clarias (un genre de poisson-chat) et des *swai* (*Pangasianodon hypophthalmus*, couramment appelé en anglais et français *panga*). Ces deux dernières espèces font partie des poissons relâchés près des temples pour faire du mérite selon la tradition bouddhiste. Il accuse la dégradation de l'écosystème, par l'érection des digues et le relâchement des eaux non-traitées par les industries dans la rivière, pour la disparition des barbeaux et autres espèces qu'ils avaient l'habitude de pêcher.

Même si aujourd'hui les trajets en bateau sont devenus proportionnellement négligeables comparé aux trajets en bus, métro ou voiture personnelle, l'usage principale des bateaux de transport reste le déplacement pour se rendre au lieu de travail et non pas le tourisme, consultez l'annexe 5 pour un tableau présentant des statistiques sur le transport fluvial. Ainsi, la distance grandissante entre les citoyens de Bangkok et la rivière, celle-ci reste pour certains un élément important de leur quotidien qui ne se résume pas à une attraction touristique.

## 2.2 – La Chao Phraya une rivière hybride ou comment rompre le dualisme naturel-artificiel

L'une des notions qu'il m'est apparu important de mettre en question est celle des contours de la rivière. Le projet CPA prévoit d'expulser les riverains qui habitent des constructions illégales sur la rivière. Comment détermine-t-on alors ce qui est la rivière et à partir de quand il ne s'agit plus de la rivière ? Car, souvenons-nous de l'histoire de l'installation des communautés dans Bangkok. Elles se sont installées en villages en longueur aux bords de la rivière. Les embarcadères ont été façonnées et modifiées par des mains humaines. Lorsque j'ai demandé à Khun Pongswat comment les berges sont définies juridiquement, il m'a répondu que le mot employé dans les textes juridiques est la rive (« ชายฝั่ง », *chay fang*), *shore*, ou encore les berges (« ชายตลิ่ง », *chay taling*). Il m'expliquait qu'il y a ces espaces où l'eau monte et descend en fonction des crues, ces espaces sont considérés comme un endroit préservé pour l'intérêt collectif depuis le Code Civil et Commercial de 2468 (1925) édictée sous Rama VI. Dès lors que l'eau atteint un endroit, celui-ci perd toute légitimité à exister en tant que propriété privée. A l'époque du Roi Rama V, celui-ci avait créé des titres fonciers pour ses vassaux et courtisans car les terres de Siam étaient considérées comme un bien royal donc le Roi avait l'autorité de décider de ce qu'il en était. Ainsi, même si des personnes ont obtenu, sous le Roi Rama V, ou par le Roi lui-même, un titre de propriété pour un territoire ; dès lors l'eau atteint

ce territoire, le titre devient obsolète en raison du Code Civil et Commercial. Ce territoire ne demande alors plus qu'à être rendu à l'Etat, c'est-à-dire plus précisément *keun thi hai luang* : rendre au public. Comment faire sens de cette définition quand il s'agit d'une frontière délimitée par une entité supposée naturelle, l'eau, alors que par l'intervention humaine (avec les digues naturelles ou les digues en béton) la frontière entre ce qui est sec et humide ne semble plus relever du bon vouloir de la « Nature » ?

Rutgerd Boelens, Jaime Hoogestefer, Erik Swyngedouw, Jeroen Vos et Philippus Wester écrivent en 2016 que les territoires sont souvent considérés comme naturels, mais ils sont en réalité construits et produits historiquement à l'interface entre société, technologie et nature (Boelens et al., 2016). C'est ainsi qu'ils ont conceptualisé la notion de « territoire hydrosocial », inspiré par le courant de l'Ecologie politique. Ils définissent ainsi un territoire hydrosocial comme étant : « l'imaginaire contesté et la matérialisation socio-environnementale d'un réseau spatialement délimité au sein duquel les humains, les débits d'eau, les relations écologiques, les infrastructures hydrauliques, les moyens financiers, les arrangements légaux et administratifs ainsi que les institutions et pratiques culturelles sont interactivement définis, alignés et mobilisés à travers les systèmes de croyances épistémologique, les hiérarchies politiques et les discours naturalisant<sup>80</sup> (Boelens et al., 2016 : 2). Dans cet élan de conceptualisation hydro-social il est important de rappeler ainsi que la notion de territoires hydrosociaux nous amène à rejeter l'idée que les entités composant un territoire hydrosocial ont une identité indépendante et pré-existante, elles se constituent mutuellement dans leurs interactions (Linton et Budds, 2014 : 174-175).

Avec ces concepts en tête, nous pouvons alors repenser les digues de la Chao Phraya et les contours de celle-ci comme un exemple de co-constitution de ces éléments qui composent les berges de la rivière. Il ne s'agit pas de penser où s'arrête l'artifice humain et là où commence la nature. Société et Nature se rencontrent à cette interface et se co-produisent. Dans l'évolution historique de la gouvernance des berges, l'hydrologie du delta de la Chao Phraya a influencé les premiers pionniers qui s'y sont installés à développer un style architectural sur pilotis ou radeau permettant de s'adapter à la montée/descente des eaux à un territoire qui était tantôt sec

---

<sup>80</sup> A hydrosocial territory is conceptualized as « the contested imaginary and socio-environmental materialization of a spatially bound multi-scalar network in which humans, water flows, ecological relations, hydraulic infrastructure, financial means, legal-administrative arrangements and cultural institutions and practices are interactively defined, aligned and mobilized through epistemological belief systems, political hierarchies and naturalizing discourses » (Boelens et al., 2016 : 2)

tantôt humide. Puis ensuite les législateurs se sont appuyés sur ce cycle hydrologique pour définir jusqu'où s'étend la propriété (Code Civil et Commercial de 2468). Ainsi la « Nature », là jusqu'où l'eau monte, définie par l'Homme a fait d'une partie de ces berges un territoire public non privatisable. Les habitants se sont alors adaptés à cela. Le trop peu d'eau (besoin en agriculture) et l'excès (les inondations) ont alors poussé les humains à concevoir des infrastructures hydrauliques, tels que la construction des digues et des fossés par le RID en 1962, pour domestiquer la ressource aquatique. Par ces constructions ce que sont les berges et les contours de la Chao Phraya ont donc été de nouveau modifiés.

D'ailleurs, si juridiquement ce sont les zones inondables qui définissent les contours de la rivière, c'est-à-dire jusqu'où l'eau s'étend, aujourd'hui les digues en béton sont devenues les principaux indicateurs matériels des contours de la Chao Phraya. Le département Yotha au sein du BMA se réfère aux digues pour déterminer les personnes qui sont en droits et celles qui sont des *phu buk ruk* (« ฝูบูกรุก », littéralement des « envahisseurs »). Toutefois les digues ne sont que censées représenter la limite historique de la rivière. Ces délimitations deviennent plus floues en certains lieux comme à Mittakham ou Wat Devaraj. A Mittakham, selon Pi Jan, les communautés auraient pu faire valoir leurs droits en tant que communauté historique pour demander de rester sur le territoire car Mittakham est aujourd'hui probablement une victime du déplacement graduel de la limite de la rivière, ce qui leur vaut d'être stigmatisé de *phu buk ruk*<sup>81</sup>. Tandis qu'à Wat Devaraj le département Yotha et les riverains de cette communauté se disputent sur le statut de 33 habitations qui se trouvent à l'extérieur d'un mur contre les inondations construit par le temple. Yotha considère ce mur comme une digue délimitant donc les *phu buk ruk* dans la communauté et les habitants légitimes alors que les riverains affirment que le temple a fait construire ce mur d'enceinte pour protéger le temple contre la montée des eaux mais qu'il ne s'agit pas d'une digue au-même titre que celles construites par les agences gouvernementales.

---

<sup>81</sup> Cf. l'annexe 3 « la situation foncière à Mittakham » pour l'extrait d'entretien avec Pi Jan qui traite de cela.

### 3 – Le sens de la hiérarchie en Thaïlande

#### 3.1 – Respect de la hiérarchie et relations clientélistes

Lorsque nous étudions un projet de développement en Thaïlande, il est difficile de passer à côté des relations de pouvoirs qui structurent les interactions sociales. Le respect des codes de conduites sociales est exprimé dans cette formule en thaï : *ruchak kalathesa* (« รู้จักกาลเทศะ ») qui signifie littéralement « connaître le temps et le lieu ». Il s’agit de la conscience du contexte, savoir si le moment et le lieu est approprié pour agir d’une certaine façon. Cela englobe également la connaissance de sa position sur l’échelle sociale, reconnaître les hauts et les bas (Vorng, 2017 : 52). Vorng compare la notion de *kalathesa* au concept bourdieusien d’habitus (*ibid*). Là où, selon lui, l’habitus renvoie à la façon d’agir, voir et être dans le monde telle que structurée par la classe sociale, le *kalathesa* est contingent, non statique et dépend du contexte situationnel. Le *kalathesa* n’est pas strictement déterminé par le temps et le lieu, mais surtout par l’étiquette à adopter en fonction des personnes présentes dans le contexte, ainsi un supérieur doit agir en tant que tel, cela va de même pour une personne de statut inférieur. A titre d’exemple, voici comment a évolué ma relation à Khun Hansa du département Yotha de BMA. Au départ j’employais la particule pronominale *Khun*, qui est une marque de politesse, car c’est une personne que je n’ai jamais rencontrée et pour moi elle a une situation professionnelle qui la rend supérieure à moi. Cependant au cours de plusieurs discussions téléphoniques, elle a commencé à se désigner elle-même par *Pi*<sup>82</sup> et se référer à moi par *Nong*<sup>83</sup>. Même si nous avons descendu le niveau de formalité de notre interaction, une hiérarchie sociale est maintenue par le fait qu’elle est mon aînée car je suis un étudiant, donc cadet.

Ce principe de *kalathesa* structure la société thaïe en lui conférant des systèmes de relations clientélistes entre patron et client (Van Roy, 2017 : 19). Les figures de patrons peuvent être incarnées par un chef de village, les propriétaires d’un terrain, les employeurs, les créanciers, les moines de temple, les voyous d’une communauté (*nak leng*) ou encore les bosses politiques, c’est-à-dire des parrains (*chao pho*). De manière générale les personnes aînées que nous nous devons d’écouter et auprès de qui il est très mal vu d’aller à l’encontre de ce qu’ils

---

<sup>82</sup> « aîné », cf. lexique.

<sup>83</sup> « cadet » cf. lexique.

disent sont appelées *phu yai*<sup>84</sup>. Au cours de mon terrain j'ai été confronté plusieurs fois à des personnes me parlant explicitement de *phu yai*. Pi Kae de Ban Pune m'a raconté que lorsque des personnes de KMITL sont venu dans leur communauté ils ont annoncé que le projet bénéficiait du support de Mhom<sup>85</sup> Som. C'est le genre de nom de *phu yai* qui donne de la légitimité au propos. Pi Kae et quelques autres habitants de Ban Pune constituent l'un des groupes d'habitants les plus actifs dans la contestation. Cela leur a valu un commentaire des *phu yai* du district qui les décourageaient de contester le projet car il est trop tard et qu'il vaudrait mieux laisser le projet se faire. Pi Jan également m'a partagé son récit avec l'intervention de *phu yai*. Lorsqu'elle a produit le dossier avec la River Assembly, celui-ci a été envoyé au NHCOC et ne demandait plus qu'à être soumis au Cabinet pour être étudié en tant que politique publique. Pi Jan me dit que tout s'est très bien passé dans cette démarche formelle, mais ce qui a bloqué la démarche, c'est une intervention informelle : ce sont des *phu yai* du Cabinet qui ont demandé d'interrompre la démarche afin de ne pas relancer la polémique sur le sujet de la promenade.

Les *phu yai* et les systèmes de relations constituent également une ressource lorsqu'il s'agit de mobiliser ces connexions, que nous désignons en thaï *sen* (« เส้น »), afin de permettre d'agir au-delà de la marge de manœuvre rendue possible par notre statut. J'ai moi-même eu recours à ces connexions à plusieurs reprises sur mon terrain. La mention du nom de Khun Anthika et Ajarn Kai auprès de Yotha dans le BMA permettait de les assurer que je n'ai pas rencontré que des contestataires, qui m'auraient endoctriné avec leurs idées, les professeurs du KMITL sont des personnes avec qui Yotha a collaboré. De même, j'ai appris à un moment que les architectes contestataires allaient se retrouver, mais la personne qui m'a appris cela n'osait pas m'inviter car elle sentait que ce n'était pas une décision qui lui appartenait. J'ai donc appelé un autre architecte, qui n'était pas au courant de cette réunion, mais qui avait l'autorité pour se faire inviter en contactant directement l'organisateur avec la liste de mails des membres du groupe de travail informel sur la contestation. Ainsi en s'invitant à la réunion, cet architecte

---

<sup>84</sup> *Phu yai* : « ผู้ใหญ่ », littéralement « grande personne ». Ce mot dans le langage courant veut dire « adulte ». Il est employé de manière plus figurative pour se référer à des aînés qu'il faut respecter ou des supérieurs qu'il faut écouter. Dans un contexte plus élargi, en Anthropologie de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, l'on s'est intéressé aux figures nommées les *big men*, personnalités influentes. Ils peuvent être puissants financièrement ou par leurs connexions.

<sup>85</sup> Un titre, pouvant être l'équivalent de « duc » en français

m'a également invité à m'y joindre. Un autre cas qui mérite d'être mentionné est le moment où j'ai voulu joindre des personnes au sein de CODI pour assister à la démarche de prise en charge des populations expulsées. C'est Khun Yossapol qui m'a donné le numéro de Khun Athit de CODI, celui-ci partage les mêmes idées que FOR mais ne travaille pas lui-même avec les communautés impactées par le projet, il m'a donné le numéro de quatre personnes qui travaillent là-dessus en me disant que je pouvais leur dire que j'ai obtenu leurs numéros de Khun Palm et que c'était ce dernier qui m'a recommandé de leur parler. Sans savoir qui était Khun Palm à ce moment, c'est grâce à celui-ci que j'ai pu assister aux réunions publiques de CODI avec les communautés.

Aussi bien du côté des porteurs du projet que du côté des contestataires, les acteurs ont usé de leurs *sen* pour se donner un avantage dans cette configuration développementiste, voici quelques exemples. Pi Kae correspondait avec un cadet, qui est son subordonné (*luk nong*), au sein du MD qui lui rapportait l'évolution de la position du MD vis-à-vis du projet. Les architectes qui ont des amis au gouvernement qui leur rapporte la situation politique au sein du Cabinet. A Ban Pune les contestataires soupçonnent certains de leurs voisins d'avoir été « achetés », par l'intermédiaire d'un cadeau (une voiture) fait par un *phu yai* afin qu'ils disent du bien du projet et convainc les habitants de la communauté à supporter CPA. Ajarn Kai nous livre à François Molle et moi lors d'un entretien à trois qu'il est confiant qu'A7 et le BMA échouera dans leur proposition de projet car le général Anupong Paochinda, le ministre de l'Intérieur, ne semble pas supporter le design d'A7 et Ajarn Kai pense s'être rapproché assez du général pour l'avoir à ses côtés. Pareillement, les membres du ROCCDC ont joué sur le fait que le général Prawit Wongsuwan est le président de ce comité pour demander à celui-ci de reconsidérer le projet, cela s'est traduit par l'annulation de la phase 2 et 4 du projet CPA.

### 3.2 – Les *phu yai* du gouvernement militaire

Certains des généraux militaires du gouvernement incarnent parfaitement ce qu'est un *phu yai* influent. Le général Surayut Julanon que nous avons mentionné précédemment en est un bon exemple. Il est une grande figure d'autorité car il a été Chef Suprême des armées (2545 - 2546), Commandant en chef de l'armée de terre (2541 - 2545) Premier ministre (2549 - 2551), ministre de l'Intérieur (2550 - 2551). Il a fait partie du Conseil suprême de l'Etat entre 2546 et 2549, et en fait aujourd'hui partie depuis 2559 (2016). Alors qu'il n'est plus au gouvernement aujourd'hui, il est quand même venu en aide lorsque le gouvernement avait besoin d'une institution publique pour mener l'étude de CPA, ce qu'il est en mesure de faire en tant que *phu*

yai. Tandis que lorsque nous regardons le profil du général Prawit Wongsuwan, nous réalisons qu'il a occupé plusieurs postes importants comme le général Surayut et nous pouvons nous apercevoir qu'il cumule aujourd'hui plusieurs mandats : il est vice Premier ministre depuis 2014, ministre de la Défense depuis 2014, président du Comité National Olympique thaïlandais depuis 2017 et actuellement président du ROCCDC. Le général Prawit est un personnage clé du projet CPA car il a été confronté à une double injonction. D'une part il devait obéir aux ordres du général Prayuth, son supérieur hiérarchique, et superviser le projet afin qu'il soit mené à bon terme et d'autre part il doit respecter son rôle de supérieur auprès du ROCCDC qu'il représente en protégeant les quartiers historiques de Rattanakosin. Afin de ne pas perdre la face il a donc fait suspendre la phase 2 et 4 du projet seulement, ce qui constitue une sorte de compromis entre les deux injonctions auxquelles il doit répondre.

Plusieurs architectes ainsi que moi-même avons eu l'occasion d'entendre de la part des porteurs du projet qu'ils ne font qu'assurer le bon déroulement d'une politique du gouvernement. Pi Jan me livrait ce témoignage qui en dit beaucoup sur ce qu'implique une politique du gouvernement militaire qui peut être comparé à un ordre militaire : « Je crains que porter plainte contre le Tribunal Administratif se révèle être inefficace. Car nous allons perdre contre ce seul mot : « il s'agit d'une politique de l'Etat ». Nous avons déjà perdu contre cette phrase sur un autre projet. Le tribunal nous a dit que c'est une politique de l'Etat donc il faut aller renégocier l'EIA<sup>86</sup> et faire apparaître les impacts dans l'étude, si c'est l'étude qui est biaisé ». Sachant que le NCPO est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat et qu'il a renouvelé la Constitution le 6 avril 2017 après la Constitution intérimaire de 2014 au sein duquel l'article 44 a été préservé. Celui-ci permet au NCPO d'émettre n'importe quel ordre afin de préserver la promotion de l'amour et l'harmonie parmi le peuple et empêcher toute atteinte à l'ordre ou la sécurité nationale, la royauté, l'économie nationale ou l'administration publique. Les acteurs contestataires que j'ai rencontrés m'ont tantôt livré leur crainte que le gouvernement finisse par pousser le projet à sa complétion grâce à l'article 44 ou voient tantôt cet article comme espoir en se disant que le général Prayuth pourra annuler le projet en ayant recours à l'article 44 lorsqu'il se rendra compte que celui-ci est insensé.

Une des actions que revendique le gouvernement actuel est celle de *jad rabiab*, « จัดระเบียบ », c'est-à-dire organiser et régulariser. Rappelons que NCPO veut dire National Council

---

<sup>86</sup> L'évaluation d'impact environnementale (Environmental Impact Assessment).

for Peace and Order. *Jad rabiab* connote une pratique de modernisation qui permet de pouvoir se comparer aux pays occidentaux en tendant vers une société civilisée. Cela nous renvoie au *kabuan siwilai*, le « chemin vers la civilisation », autrement dit le processus de modernisation entamé au cours de l'époque de Rama V. Ce discours de la nécessité de se civiliser remonte donc au milieu du XIX<sup>ème</sup> où la stratégie de l'élite gouvernante pour éviter à la Thaïlande de se faire coloniser est de se montrer « civilisée », donc comme étant des pairs des pays occidentaux (Winichakul, 2000 ; cité dans Vorng, 2017 : 82). Ce besoin de tendre vers l'ordre tant mobilisé dans les discours du NCPO s'est traduit en actions de *jad rabiab*. L'un des exemples les plus marqué est la volonté du gouvernement actuel de régulariser le métier des marchands de rue ; désormais ils n'auront plus le droit de s'installer sur le trottoir pour vendre leurs marchandises et auront un espace dédié à cet usage ainsi qu'un horaire spécifique où ils auront le droit de vendre. Cette action de *jad rabiab* a beaucoup été décriée par certains qui trouvent que ces marchands de rue font partie du paysage culturel thaïlandais et ce pour quoi les étrangers aiment visiter la Thaïlande alors que d'autres trouvent qu'il était temps de s'attaquer à ce problème qu'on a laissé faire depuis toujours.

Lorsqu'il s'agit d'expulser des communautés de *phu buk ruk* le long des berges, les porteurs du projet (le KMITL, le BMA et le gouvernement) ont déclaré à plusieurs reprises qu'il s'agit de *jad rabiab* le long des berges. Plusieurs communautés riveraines habitent des maisons construites de manières précaires avec des planches de bois récupérées, ainsi une grande partie des communautés le long des berges est stigmatisée par les appellations dérogatoires de *slum* ou *chum chon ae ad* (« ชุมชนแออัด », littéralement « communauté entassée »). Ainsi le fait de régulariser la situation foncière le long des berges est également perçue comme une façon de *jad rabiab*, et d'éliminer l'image arriérée que renvoient les « bidonvilles » riverains en réinstaurant l'ordre et un paysage harmonieux le long des berges.

## II : Du problème de l'aménagement des rives de la Chao Phraya

### A – Comment gouverner la Chao Phraya ?

#### 1 – La rivière Chao Phraya, un bien du domaine public

##### 1.1 Pluri-légalité de la gouvernance de la Chao Phraya

Une question à laquelle j'ai cherché la réponse m'a accompagné pendant une bonne partie du terrain à Bangkok : qui décide de ce qui se fait sur, avec, autour de la Chao Phraya ? Comme cela a été précédemment présenté, depuis Rama V, les lois gouvernant la Chao Phraya ont beaucoup évolué, les responsabilités concernant la gouvernance de la rivière semblent être partagées entre plusieurs départements : le RID, le MD ou encore le FAD par exemple. Nous avons également vu comment la situation des 33 habitations de Wat Devaraj qui se trouvent à l'extérieur du mur d'enceinte du temple reste encore débattue. Il m'a semblé au bout de deux mois de terrain que les principes de gouvernance de la Chao Phraya n'étaient pas aussi clairs que ce que j'imaginai. Je commence à penser avoir affaire à une situation de pluralité juridique (Legal Pluralism). Joyeeta Gupta et Maarten Bavinck définissent cette notion comme étant une condition sous laquelle différents systèmes de règles s'appliquent à une même situation ou à un même groupe de personnes à travers les juridictions légales (Gupta et Bavinck, 2014 : 86). C'est au cours d'un entretien avec Khun Pongswat<sup>87</sup>, un avocat spécialisé dans le droit des communautés et le droit environnemental, que plusieurs réponses sont apportées quant aux interrogations ci-dessus.

Le Code Civil et Commercial de 2468 (1925) indique dans l'article 1304 que le cours d'eau naturel de la Chao Phraya est un *satharana sombat khong phaen din* (« สาธารณสมบัติของแผ่นดิน », littéralement « un trésor public de la terre [du pays] »), un bien du domaine public, donc quelque chose qu'il faut « préserver afin de l'utiliser collectivement » (« สงวนรักษาไว้ใช้ประโยชน์ร่วมกัน », *sa-nguan raksa wai chai ruam kan*, telle est l'expression qui est employée dans le texte juridique). Le Code Civil thaï est inspiré du Code Civil tel que pensé en Europe, ainsi quoiqu'il soit écrit dans le code juridique, le gouvernement doit être en mesure de l'appliquer.

---

<sup>87</sup> Un extrait d'entretien avec Khun Pongswat est consultable, cf. annexe 7.

La partie des berges qui peut être immergée sous l'eau est donc un bien du domaine public, il s'agit d'une sorte de *common property*.

Toutefois la loi distingue les parties « naturelles » de la Chao Phraya des parties « artificielles », c'est-à-dire là où il s'agit d'un canal creusé par le travail humain. La Chao Phraya se constitue des rivières Ping, Wang, Yom et Nan qui se rejoignent à la province de Nakhorn Sawan pour former la rivière principale de la Chao Phraya qui s'écoule du Nord au Sud en empruntant parfois des virages sinueux jusque l'estuaire de Samut Prakan. La Chao Phraya, à l'époque où Ayutthaya était la capitale du royaume de Siam, jouait un grand rôle dans les transports de marchandises avec les royaumes voisins. Ainsi c'est durant cette période que plusieurs canaux ont été creusés pour raccourcir le temps de parcours le long de la Chao Phraya. Ces canaux s'appelaient *klong lad*, qui signifiait simplement canal de raccourci. Le Roi Chairachathirat (1534 - 1546) a ordonné durant son règne la construction du premier *klong lad* : celui de Bangkok (cf. figure 7 ci-dessous, ne pas se fier aux dates sur la carte qui sont erronées) (Samnak Watthanatham, Kīlā læ Kānthōngthīeo, 2012 : 27). Les communautés qui s'étaient installées près de Bangkok avant qu'elle ne devienne capitale avaient déjà creusé un petit *klong* pour faciliter la circulation, le Roi Chairachathirat fera agrandir et rendre plus profond ce *klong* pour en faire un *klong lad*. Eventuellement le cours d'eau de la Chao Phraya a graduellement emprunté ce *klong* et cela a fini par en faire le cours d'eau principal de la rivière. L'ancien cours principal de la Chao Phraya est alors devenu Bangkok Noi sur sa partie supérieure et Bangkok Yai sur sa partie inférieure. Ainsi l'ancien *klong lad* de Bangkok qui est devenu la rivière principale aujourd'hui n'est pas régi en tant que bien du domaine public (*satharana sombat khong phaen din*) par l'article 1304 du Code Civil et Commercial de 2468, mais en tant que site historique sous la loi de 2505 (1962) dont la gestion repose sur le département des Beaux-Arts (FAD).

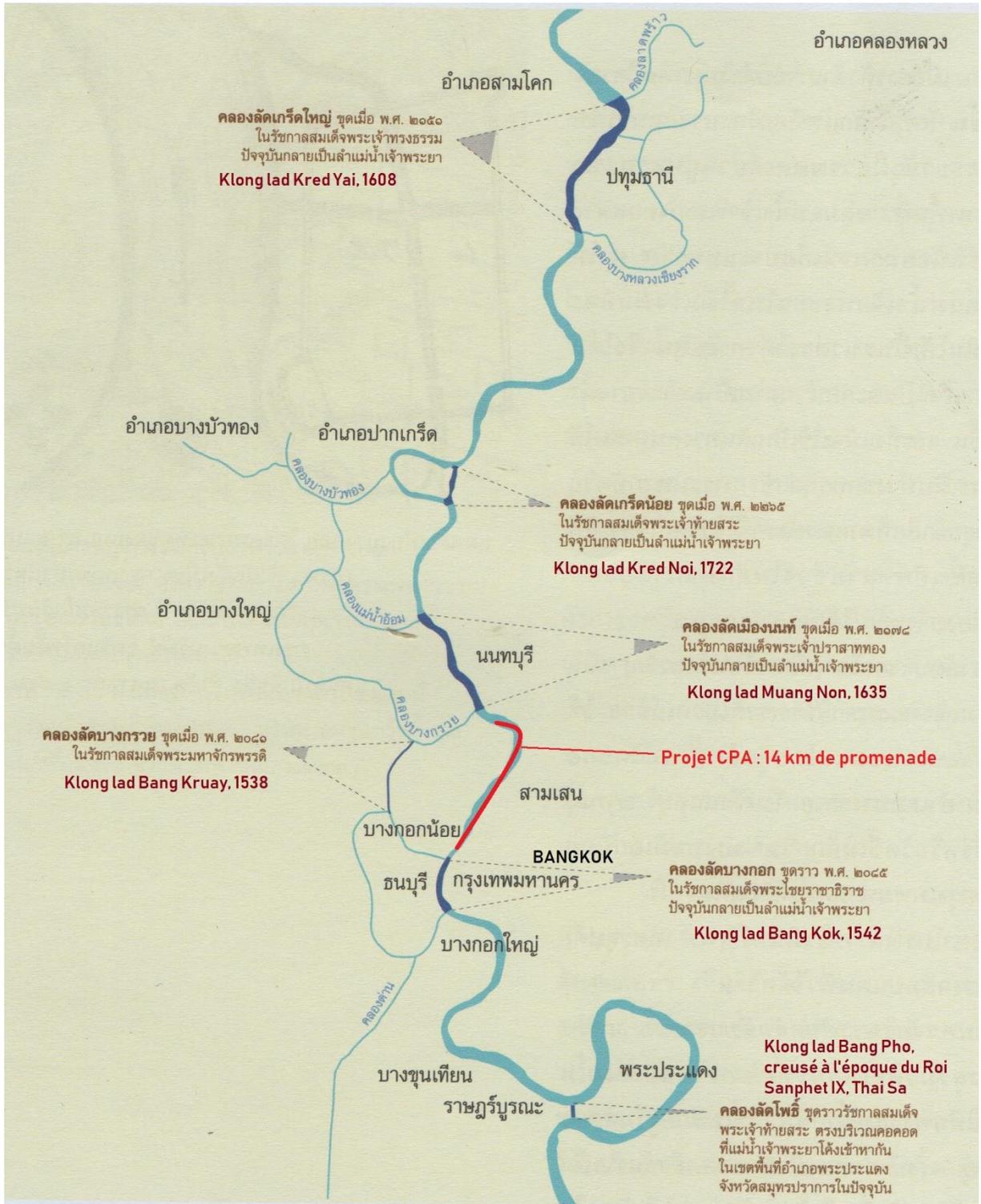


Figure 7 Carte de rivière Chao Phraya et ses klong lad. En magenta le nom et la date de construction du klong et en rouge l'étendue du projet CPA. Veuillez noter que les dates indiquées dans ce document sont problématiques car elles ne correspondent pas aux périodes de règne des rois souverains qui ont ordonné la construction de ces canaux.

Source : Sujit Wongthet [éditeur]. 2549. ก้าวรอลสมุทหรือก้าวรอลศรีปราชญ์เป็นพระราชนิพนธ์ยุคต้นกรุงศรีอยุธยา [titre français : « Le roi de l'océan ou la sagesse de Sri Prat, un récit royal du début de l'ère d'Ayutthaya »]. Bangkok : Matichon.

Le BMA est considéré comme une organisation d'administration locale (LAO), cela fait de celle-ci un représentant local du gouvernement. Ce statut ne confère à la métropole aucun droit sur la rivière de la Chao Phraya. Le département qui est réellement responsable de

la gestion et du développement des *klongs* et de la rivière c'est le Marine Department (MD), suite à une résolution du Cabinet en 2536 (1993). Le BMA a seulement obtenu certains pouvoirs par délégation de la part du MD concernant la gestion des *klongs*. De même, les quais, là où s'arrêtent les bateaux de transport fluvial, ne sont pas gérés par la métropole. Il est intéressant de noter que sur le site web du projet, les porteurs du projet s'appuient sur l'article 89 de la loi sur la métropole (Bangkok Metropolitan Administration Act) de 2528 (1985) afin de justifier leur légitimité à développer une promenade sur les berges. Cet article accorde au BMA la responsabilité de « mettre à disposition et assurer l'entretien de chemins (*thang*) terrestres, maritimes et de drainage », de « gérer et entretenir les espaces publics », « d'améliorer les espaces où sont placés les bidonvilles ainsi que d'assurer ce qui concerne les logements », « de mettre à disposition des espaces de repos » et « promouvoir les activités sportives ».

C'est le MD qui autorise des acteurs privés à bâtir un quai. Pour résumer, le MD gère la surface des cours d'eau alors que d'autres départements vont gérer la ressource aquatique ou les eaux souterraines. La loi sur l'irrigation par l'Etat (State Irrigation Act de 2485, ap. JC. 1942) confère la gestion de certains *klongs* au RID. Le département de la pêche également a certains droits en matière de gestion de *klongs* et rivière. Le MD gère ces cours d'eau en tant que voies de transport fluvial, telles que définies dans la loi sur la navigation dans les eaux thaïes (Navigation in the Thai Water Act) de 2456 (1913). Ainsi pour tout ce qui est construit qui touche la surface de l'eau (habitations de *phu buk ruk*, pont, promenade, quai, etc...), c'est le MD qui régule ces questions du bâti sur la rivière et les *klongs*. La loi d'Urbanisme de 2558 (2015) renforce également cette interdiction de construire sur la Chao Phraya en définissant la rivière Chao Phraya comme un espace ouvert et public.

Le MD est partagé entre l'injonction des supérieurs concernant la promenade et son devoir de garantir des droits de bâtir sur l'eau. D'un point de vue légal la promenade ne peut se faire telle qu'elle est proposée sans mener plus d'étude sur la nécessité économique et les impacts environnementaux du projet. L'OTP, ainsi que le Cabinet, souhaite faire réviser la loi de navigation dans les eaux thaïes de 2456 afin d'autoriser la construction de projet considéré comme un bien de l'intérêt public car pour l'instant le projet CPA ne respecte pas cette loi ? la promenade ne fait pas partie des infrastructures dont la construction dans l'eau est autorisée. Il a été question de faire cette modification lors de 2017, mais depuis nous n'avons plus entendu parler de la proposition de correction de la loi.

Les temples sont régis par un corpus juridique qui leur est propre, il s'agit de la loi sur la Communauté Ecclésiastique (la Sangha) de 2505 (1962). Les temples au bord de la Chao Phraya sont nombreux, nous considérons juridiquement ces endroits comme des terres de la Sangha. En ces lieux personne ne peut rien faire, il faut édicter une loi pour agir sur ces terres. Ainsi cela explique le pouvoir qu'a le vénérable moine (moine chef) du temple de Wat Devaraj sur les terrains du temple. Si aujourd'hui le BMA n'a pu expulser les 33 habitations qui se trouvent en dehors du mur d'enceinte du temple, c'est parce que les habitants louent et habitent les terres du temple qui sont intouchables par le BMA.

La pluralité juridique autour de la question du développement des berges existe de plusieurs façons. Premièrement, les textes juridiques régissant la possibilité de bâtir sur les berges ou sur l'eau sont nombreux et se font parfois concurrence. Le Code Civil et Commercial de 2468 transforme les titres fonciers créés par le Roi Rama V en bien du domaine public. Toutefois ces territoires du domaine public le long des berges sont devenus de plus en plus difficile à déterminer suite aux évolutions historique du paysage riverain. Ainsi, des territoires appartenant aux temples sont généralement intouchables, sans même avoir recours à l'appui juridique, il est tabou pour un laïc d'envisager réquisitionner des territoires du temple. De plus, nous verrons prochainement que les communautés peuvent faire valoir leurs droits, notamment grâce à la Constitution de 2017 et demander à rester sur un territoire pour préserver leur mode de vie. Deuxièmement, la gestion des berges et de la rivière reste une action complexe composée par l'autorité de multiples agences gouvernementales. Le FAD sous le ministère de la Culture gère les sites historiques. Le MD sous le ministère des Transports gère la surface des eaux, la rivière en tant que voie de navigation et les droits de bâtir sur les berges et au-dessus de la rivière. Le BMA sous le ministère de l'Intérieur est un opérateur local qui agit en obtenant les droits d'autres départements. Puis finalement le RID sous le ministère de l'Agriculture et des Coopératives a joué un grand rôle dans la construction des digues (celles-ci sont aujourd'hui gérées par le département du drainage et des égouts, placé sous BMA) et porte la responsabilité de la gestion de certains *klongs*. Ainsi le projet CPA est à l'intersection des intérêts de quatre ministères et leurs divers départements.

### *1.2 Réflexion sur le concept de bien du domaine public :*

Le cadre de la gestion des territoires sur les berges de la rivière nous amène à nous poser la question sur le concept même de bien du domaine public. Quel devrait être le mode de

gouvernance de ceux-ci ? Les deux réponses faciles seraient soit un mode par le haut (top-down) soit un mode par le bas (bottom-up).

Une gouvernance par le haut reconnaîtrait un bien du domaine public comme devant servir l'intérêt général et c'est à l'Etat d'assurer ce principe en pensant ce qu'il y a de mieux pour le peuple. C'est une vision que nous retrouvons dans les propos de Suthathip Wongwickij de la communauté de Samphraya : « Je suis complètement d'accord avec le projet de promenade. Il apportera le développement à notre communauté en y facilitant l'accès. Je veux pouvoir me déplacer à vélo dans les environs. Cela permettra également aux gens d'accéder à la rivière gratuitement sans devoir payer de fastes virés en bateau. Je ne suis pas inquieté par les problèmes de [perte] d'intimité et de sécurité, nous savons nous défendre. De toute façon, le peuple ne peut gagner contre une décision du gouvernement. Si quelque chose est bon pour le pays et ne cache pas la vue de la rivière, pourquoi nous n'en voudrions pas ?<sup>88</sup> ». Ce témoignage reflète une attitude d'attente envers un Etat paternaliste. La figure du père souverain ne date pas d'aujourd'hui, en effet le concept de gouvernance selon la relation père-enfants (*pho-luk*, « พ่อลูก ») a été inscrite sur une stèle en pierre de l'époque de Sukhothai, capitale de Siam avant Ayutthaya, par le Roi Ramkhamhaeng (1276 - 1317) de Sukhothai (Chaloemtiarana, 2007 : 111). C'est un modèle de relation qui perdure encore aujourd'hui dans l'imaginaire culturel thaïlandais, le Roi continue d'être appelé le « Père du pays ». Les leaders militaires qui ont été au pouvoir durant le XX<sup>ème</sup> siècle ont puisé de nouveau dans ce modèle pour construire leur image de père souverain du peuple, nous pensons alors notamment au maréchal Plaek Phibunsongkhram et au maréchal Sarit Thanarat qui ont fait du modèle *pho-luk* une philosophie de gouvernance (Chaloemtiarana, 2007 : 116).

La vision précédente contraste avec celle d'une société civile engagée et impliquée dans la mise en place de politiques publiques pour gérer ce qui relève des biens du domaine public. Ce mode de gouvernance par le bas fait écho aux affinités plus occidentales à l'engagement social qui passe notamment par la mise en place de dispositifs participatifs. Khun Nipon du TDRI avait proposé lors du forum organisé par l'AGR de fonder un Trust pour gérer la rivière, il

---

<sup>88</sup> « I totally agree with the promenade project. It will bring development to our community through easier access. I want to be able to ride a bicycle around here. It will also allow people to get close to the river for free without having to pay for fancy boat rides. I'm not worried about privacy or security, we can protect ourselves. Anyway, the people can't win against a government decision. If something's good for the country and doesn't obscure the river view then why wouldn't we want it? ». Source : Monrueedee Jansuttipan, « Why time is running out on the fight for the Chao Phraya's future ? ». <http://bk.asia-city.com/city-living/news/time-running-out-chao-phraya-river>.

s'agirait là d'une façon de rendre les citoyens souverains de la rivière et responsables de son développement.

Bien sûr, la gouvernance actuelle de la Chao Phraya ainsi que les positionnements soutenus par les acteurs sont rarement aussi dichotomiques. Le compromis que semble vouloir promouvoir des groupes comme FOR est un mode de gouvernance où les biens du domaine public sont de réels *common property*, donc qui n'appartiennent ni à l'Etat, ni à une société civile. L'Etat serait alors seulement garant de la loi qui régule l'usage et le développement de ces biens en s'assurant que les EIA soient bien menées et les plans d'urbanisme respectés. Le rôle des groupes civiles et privés consisterait alors à réfléchir au plan d'aménagement des berges et de la rivière. Bangkok River Partners est un groupe composé de plusieurs investisseurs qui réfléchissent avec des environnementalistes à un plan d'aménagement pour la rivière<sup>89</sup>. C'est le processus que nous observons avec la constitution de la River Assembly qui, à partir d'un collectif citoyen, s'est proposée comme penseurs d'une politique publique pour la rivière Chao Phraya en tant qu'espace public.

L'une des grandes questions qui divise autour du projet de CPA est celle de l'accès à la rivière. Le BMA souhaite faire de la rivière et ses berges un bien du domaine public accessible à tous en dépossédant une grande partie des riverains (habitants, restaurants et hôtel) de leur connexion directe avec la rivière. De l'autre côté les architectes contestataires argumentent pour le maintien de ce régime de possession du territoire en bords de rive en créant un accès au bien par la mise en place d'espaces publics ponctuels. FOR considère que le BMA propose un accès horizontal à la rivière, en ce que l'accès est continu et longe en parallèle les berges, tandis que les architectes tentent de proposer un accès vertical, celui-ci consistant en des chemins qui mènent perpendiculairement vers la rivière, il s'agit alors d'un accès discontinu. Alice Ingold opposait, dans configuration développementiste de l'enterrement des canaux à Milan, les ingénieurs municipaux prônant un aménagement du territoire visant à mettre tout le monde sur un pied d'égalité aux propriétaires prônant plutôt un concept d'équité où la singularité des biens est mise en valeur (Ingold, 2003 : 21). De la même façon le projet CPA dans sa visée égalitaire souhaite uniformiser la rivière à la fois dans son accès ainsi que dans

---

<sup>89</sup> Bangkok River Partners, un consortium formé récemment et constitué d'hôtels riverains, de galeries d'art et d'environnementalistes qui réfléchissent à un plan d'aménagement de la rivière. Ce groupe a consulté les Friends of the High Line, dont Joshua David était l'ancien président, pour un avis concernant l'aménagement et la préservation de la rivière de la Chao Phraya. Ces derniers ont proposé de lister la rivière sur la World Monuments Watch de la World Monuments Fund (WMF), liste qui rend compte des monuments patrimoniaux en danger. La rivière a été ajoutée sur la liste de 2018 avec le support de Joshua David, fondateur de la WMF.

l'harmonie paysagère. Lorsque les architectes de FOR et de l'ASA proposent un développement par spot, c'est-à-dire une promenade discontinue, il s'agit d'une vision d'équité dans la mesure où l'aménagement devrait tendre à épouser l'hétérogénéité du paysage des berges et ses pratiques : en certains lieux nous trouvons alors des monuments historiques, en d'autres des maisons au bord de l'eau, des restaurants, des temples à l'arrière desquels les bouddhistes viennent nourrir les poissons ou encore l'exclusivité du hangar des barges royales.

## 2 – Aux interstices de l'ordre : les bidonvilles et les bords de rive

### 2.1 L'appropriation des berges, entre le laisser-aller et la réprimande

L'acquisition du terrain sur les berges s'est faite au fur et à mesure que Bangkok s'est développé puis urbanisé. Certains terrains sont donc possédés par les temples, d'autres appartiennent aux bureaux gouvernementaux installés sur les berges (tel est le cas du RID, du MD ou de l'EGAT par exemple) et une partie importante est tenue par des propriétaires privés. Au sein des communautés, les habitants ne sont pas forcément tous propriétaires, à Ban Pune et Wat Devaraj, la quasi-totalité des habitants du quartier sont des locataires. En revanche à Mittakham, par exemple, nous avons affaire à un statut du foncier qui est plus varié dû à l'histoire de l'installation des personnes dans ce territoire. La communauté vietnamienne et la communauté portugaise se sont installées respectivement au XIX<sup>ème</sup> et au XVII<sup>ème</sup> puis il y a eu des personnes qui sont venues s'installer en bords de rive depuis ces 50 dernières années, il s'agit des communautés que nous appelons Mittakham 1 et Mittakham 2<sup>90</sup> correspondant à deux communautés voisines. Ainsi les habitants originels sont généralement distingués de ceux qui sont venus s'installer plus tardivement. Ces derniers étant parfois caractérisés comme des *phu buk ruk*.

Les habitants de Mittakham 1 comme dans Mittakham 2 ne possèdent pas de titres fonciers. Ils bénéficient pourtant d'une adresse, d'un accès à l'eau et l'électricité ainsi que le droit de vote (cf. figure 9 ci-dessous). Quelque part, le gouvernement les laisse donc habiter cet endroit car s'il en était autrement il lui suffirait de ne pas fournir l'accès à l'eau et l'électricité. Khun Pakorn et Khun Hansa de Yotha, BMA me disent que la domiciliation n'est pas une forme de reconnaissance de l'Etat ni de légitimation de ces communautés, mais qu'ils leur affectent une adresse afin de pouvoir les avoir dans le registre du district et mener les études statistiques et démographiques correctement. Ces riverains sont donc dans cet espace liminal entre une reconnaissance administrative et une non-reconnaissance juridique. Le

---

<sup>90</sup> Mittakham correspond au nom de la rue. Mittakham 1 est donc derrière les digues au bout de la rue Mittakham 1 et Mittakham 2 est derrière les digues d'un parking situé derrière la rue Mittakham 2 (cf. figure 9 et 10 ci-dessous).

gouvernement a donc été dans une sorte de posture de laisser-faire jusqu'à présent où le projet CPA vient rappeler l'illégitimité des communautés vivant derrière les digues.



Figure 8 Vue sur Mittakham 2

Source : photographie de Thanawat Bremard (02/06/18).



Figure 9 Compteurs électriques et ligne d'électricité alimentant les maisons de Mittakham 2.

Source : photographie de François Molle (02/06/18).



Figure 10 Rue Mittakham 2 débouchant sur le parking derrière lequel se trouve la communauté de Mittakham 2.  
Source : photographie de Thanawat Bremard (02/06/18).



Figure 11 Un des chemins d'accès à la communauté Mittakham 2. L'escalier en bois permet d'enjamber la digue en béton.  
Source : photographie de Thanawat Bremard (02/06/18).

Lors des audiences publiques conduites par le KMITL, les habitants de Mittakham 2 ont exprimé à la métropole leur désir de demeurer sur le territoire. Malgré le fait que les habitations soient précaires et que les perspectives d'amélioration sont faibles, il y a un certain sentiment de familiarité avec le territoire qui s'est développé chez les habitants riverains. Ils se sont attachés au quartier et au mode de vie qu'ils mènent. « Lorsque l'on aura bougé, dans notre nouvelle communauté l'on ne se réveillera plus en ayant la rivière sous nos yeux » me livre Khun Eat, le président de la communauté Mittakham 2. Avoir la rivière derrière sa maison est quelque chose qu'on exhibe avec fierté dans ces communautés riveraines. Lors de trois entretiens, mes interlocuteurs m'ont invité à nous installer près de la rivière pour mener l'entretien. Pi Kai a Ban Pune m'a invité à mener l'entretien sur un banc sous le pont Rama 8 pour avoir « l'ambiance de la rivière Chao Phraya », Khun Wichai qui habite une marina au bord de la Chao Phraya. Khun Eat est resté discuté avec François Molle et moi en plein soleil jusqu'à ce que je l'invite à nous mettre à l'ombre, ce à quoi il m'a répondu : « ok, je voulais juste que vous puissiez voir la rivière ». A la fin de l'entretien que j'ai eu avec un vieux marchand dans la communauté de Charan 72, il m'a invité à admirer une sala qu'il a bricolé derrière la maison (cf. figure 12 ci-dessous).



Figure 12 Sala aménagée derrière la maison du vieux marchand de Charan 72.  
Source : photographie de Thanawat Bremard (21/06/18).

C'est de ce « charme du rivage » que FOR parle lorsqu'il exprime que le projet CPA menace de faire disparaître la culture de l'eau en déconnectant la rivière de ses gens. Tandis que du côté de BMA, les porteurs du projet prônent une mise en valeur de la beauté des berges par la promotion de l'accès pour tous. L'éviction des « bidonvilles » présente alors selon eux le double avantage d'à la fois améliorer le paysage riverain, car il s'agit *de jad rabiab* le long des berges, ainsi que de mieux préserver l'écologie de la rivière en faisant partir les pollueurs que sont les habitants de « bidonvilles ». De l'autre côté FOR accuse le projet de promenade de risquer d'aggraver la pollution de la rivière par l'implémentation des piliers de béton dans l'eau qui deviendront des zones d'accumulation de déchets.

Malgré le stigmatisme qui est associé aux communautés riveraines, les « bidonvilles » ne sont pas les seuls à être considérés comme des *phu buk ruk*. Certains hôtels et restaurants sont soupçonnés d'empiéter illégalement sur la rivière, voir-même d'avoir fait l'acquisition de leur titres fonciers et leur permis de construire en ayant recours à la corruption. Les complexes hôteliers ne sont pas sortis s'exprimer durant des débats publics contre le projet au départ craignant d'être visés s'ils s'expriment contre le projet alors qu'eux-mêmes sont passés par des arrangements extra-légaux pour bâtir sur les berges. Ainsi, nous avons longtemps entendu FOR prétendre parler au nom de plusieurs catégories de populations et corps de métiers touchés par le projet sans avoir vu d'autres groupes hôteliers être venu s'exprimer que le groupe Bangkok River Partners. C'est à partir du moment où Kamala Sukosol a fait une intervention publique que le collectif silencieux des hôteliers a trouvé une voix. Kamala Sukosol est une entrepreneuse, chanteuse et philanthrope thaïe à la tête de la chaîne d'hôtel de luxe Sukosol et reconnue pour ses nombreuses œuvres de charité. Lors du 1<sup>er</sup> février elle est venue chanter une chanson à propos de l'amour pour la Chao Phraya et le besoin de la défendre lors d'un forum public organisé par FOR. Suite à cela, sa fille Marisa Sukosol est devenue une personne présente à toutes les réunions de la société civile pour représenter les intérêts hôteliers. Je l'ai aperçue au forum de l'AGR également où les conférenciers l'ont invitée à donner son avis en tant que propriétaire de plusieurs hôtels sur la rivière. Elle est peu à peu devenue la traductrice du réseau des acteurs du secteur hôtelier dans les scènes publiques.

## 2.2 Le travail de CODI

Suite à l'enquête menée par le KMITL, c'est le BMA qui a déterminé le nombre de *phu buk ruk* chez qui la métropole doit récupérer le terrain. La métropole propose alors deux options

en matière de compensation financière pour l'expropriation des lieux. Soit les anciens résidents des lieux peuvent obtenir une compensation de 5,000 bahts par mètres carré de leur maison ou alors ils peuvent être assistés par l'Etat qui leur achète un terrain et leur construit une maison qu'ils auront vingt ans pour rembourser. Dès qu'il y a un démantèlement d'habitation de prévu, c'est le département des travaux publics, Yotha, au sein du BMA qui envoie une équipe pour démanteler les habitations après que les habitants aient quitté les lieux. Ces lieux redeviennent alors un bien du domaine public, c'est-à-dire un *satharana sombat khong phaen din*. Les premiers à quitter les lieux sont les habitants qui ont les moyens de s'acheter un terrain ailleurs, ils prennent donc la compensation au mètre carré en une seule fois et s'en vont refaire leur vie ailleurs. D'autres communautés en revanche, sollicitent l'aide de l'Etat dans l'accès à un autre logement, qui est généralement moins précaire que leur logement actuel. C'est là qu'intervient CODI, ils accompagnent ces riverains qui se mettent en coopérative et déménagent la communauté ailleurs. Jusque-là le BMA n'a fait déplacer que des personnes habitant à l'extérieur des digues, pour les populations à l'intérieur des digues, le CODI ignore encore le type de démarche d'accompagnement qui est prévu.

Le 6 mai 2015, le site Nation TV annonçait que le projet CPA allait avoir un impact sur 268 maisons qui *buk ruk*, 19 sites historiques, 6 restaurants et écoles, 36 quais et 8 temples. Depuis cette date, la presse a annoncé différents nombres qui m'ont fait m'interroger quant à ce qui définissait les communautés impactées. Il a été question de 268 ménages à expulser, de 285 quelques fois et de 273 par d'autres ; l'on a dénombré le nombre de communautés impactées à 10, une fois on a annoncé 33 et une autre fois 14<sup>91</sup>. C'est seulement en avril 2018 que l'on commence à lire dans la presse des mentions de 138 *rai*<sup>92</sup> de terrain que le gouvernement doit récupérer car il s'agit de *buk ruk* de la part de maisons, hôtels ou restaurants. Lorsque j'ai demandé comment ces nombres sont calculés à Khun Pakorn du BMA, il m'a appris que les communautés affectées par le projet sont toute celles, des deux côtés des berges, qui sont comprises entre la rive et la route principale parallèle à la rive (cf. annexe 1, il s'agit de l'espace coloré en vert clair sur la carte). Le 25 juillet 2017, 53 habitations ont été démolies. Pour le projet CPA, le CODI prévoit quatre cas de figure de prise en charge du déplacement

---

<sup>91</sup> J'ai découvert plus tard que les « 33 communautés » font référence aux 33 habitations supposées être illégales à Wat Devaraj. Les auteurs des articles datant du 15 juillet 2017 qui annonçaient ces chiffres ont certainement confondu ménages (*household*) et communautés.

<sup>92</sup> Un *rai* est une unité de mesure de terrain en Thaïlande. Un *rai* correspond à 1,600 m<sup>2</sup> (40\*40 m).

des communautés : les appartements, les maisons *eua-arthon*<sup>93</sup>, les maisons *mankhong*. Pour les appartements il s'agit de logements sociaux proposés individuellement qui restent proches de la rivière, les maisons *eua-arthon* sont des logements sociaux auxquels il faut candidater avec un accompagnement des habitants dans la mise en place de projets de quartier. Les maison *mankhong* consistent à refonder une communauté sur un nouveau territoire, cela requiert de former un collectif prêt à s'engager financièrement dans ce projet.

J'ai eu l'occasion de suivre une réunion de travail entre CODI et les habitants de Mittakham 1 concernant leur déplacement. Ils sont 53 au total à adhérer au programme de maisons *mankhong* (« มั่นคง », « durable »). CODI fournit pour la construction de chaque maison une aide de 45,000 bahts (2,385,000 au total), 25,000 bahts de subventions par ménage (1,325,000 au total) et 119,250 bahts de frais organisationnels (réunions de travail par exemple) pour la communauté. Pour résumer les étapes, le CODI va acheter le terrain à l'extérieur de Bangkok avec de l'argent public (le budget débloqué par le Cabinet pour les compensations des personnes affectées par le projet CPA). Un ingénieur dessine le plan des rangées de maisons selon la taille des maisons choisies individuellement par les habitants<sup>94</sup>. Le terrain sera aménagé avec la construction d'une route, l'accès à l'électricité rendu disponible et dernièrement la construction des maisons. Les habitants rembourseront alors sur 20 années l'argent qu'aura dépensé CODI pour mener le projet. Celui-ci se faisant de manière collective, les habitants de Mittakham 1 ont donc dû former une coopérative. Si quelqu'un venait à manquer à repayer CODI sur cette durée de 20 ans, le CODI va réclamer cette dette avec la coopérative. La dette individuelle devient donc un problème collectif. Le projet demande donc une rigueur dans la façon de faire ses économies afin que tous dans Mittakham 1 puisse alimenter le compte de la coopérative sans tous se mettre dans un embarras financier.

Le cas de Mittakham 2 nous renseigne sur le déroulement du projet et les défis rencontrés car Mittakham 2 a 6 mois d'avance sur les démarches par rapport à Mittakham 1. Khun Eat, président de Mittakham 2, m'explique au cours d'un entretien que sa communauté aussi s'est structurée en coopérative pour accéder à des maisons *mankhong*. CODI leur a affecté

---

<sup>93</sup> Les baan eua-arthon font partie d'un projet, démarré en 2003, de la NHA (National Housing Authority) de développement de logements de qualité destinés aux personnes de faible revenu (moins de 22000 bahts par mois).

<sup>94</sup> Ils ont le choix entre des maisons de 4x7m pour 324,234 bahts, 4.5x7m pour 344,324 bahts, 5x7m pour 362,898 bahts).

un terrain à Bang Yai, c'est-à-dire à 20 km de Mittakham. Le président de la communauté a 40 ménages de sa communauté à reloger, lui-même inclu, ainsi qu'une vingtaine de ménages d'une autre communauté affectée par le projet qui ont décidé de former une coopérative avec Mittakham 2. Le CODI a assigné Khun Palm pour superviser les projets de déplacements des communautés de Mittakham. Khun Palm a travaillé pendant deux ans avec ces communautés, temps durant lequel il a passé un an à partager de nombreux jours et repas avec les habitants de Mittakham 2 au point de cultiver une certaine proximité. Toutefois Khun Eat me révèle que Khun Palm a été muté avant l'aboutissement du projet. D'autres personnes de CODI ont donc été affectées au dossier, mais n'ayant pas suivi le projet depuis le début ou étant des stagiaires sans expérience, la communauté de Mittakham 2 a eu du mal à travailler efficacement avec CODI après le départ de Khun Palm. Lorsque les nouveaux agents n'arrivent pas à s'adapter, CODI les remplace. Aujourd'hui ils travaillent avec une équipe qui paraît compétente et au courant du dossier selon Khun Eat. Malgré cela, le projet n'avance pas comme il faut. En 6 mois, ils ont réussi à monter une structure en deux étages mais Khun Eat soupçonne le maître de chantier de réclamer de l'argent pour un plus grand nombre d'heures que ce qui est réellement fourni. Khun Eat se rend au moins deux fois par semaine à Bang Yai pour suivre la progression du chantier, donc il a une idée du décalage entre les dires du maître de chantier et l'avancement des travaux.



Figure 13 Projet de maisons mankhong à Bang Yai. L'herbe a poussé car les travaux ont été arrêtés depuis deux mois.  
Source : photographie de Khun Eat (partagée le 06/06/18)

Lorsque le BMA a confié la charge du déplacement des communautés à CODI, celui-ci a l'entière responsabilité de la prise en charge des communautés, la métropole a simplement donné une date butoir pour que le CODI mène à bon ces déplacements. Ces 6 mois qu'avait le CODI sont arrivés à échéance en avril 2018, la métropole a donc beaucoup de retard sur son calendrier de projet. A Mittakham 2, Khun Eat est en dispute avec le maître de chantier. Tandis qu'à Mittakham 1, les habitants restaient fermes au départ sur le refus du projet, ils n'ont donc laissé personne de la métropole rentrer dans la communauté. Peu à peu ils se sont résignés à accepter le déplacement, ils ne font donc que commencer les démarches en ce sens.

### 3 – La participation du public dans l'aménagement des berges de la Chao Phraya

#### 3.1 Le dispositif participatif prévu par KMITL (comparaison avec UDDC)

Nous avons jusque-là étudié les problématiques que pose l'aménagement de la rivière de la Chao Phraya ainsi que décrit les rôles joués par certains acteurs dans cette configuration développementiste. Afin de mieux saisir la marge de manœuvre que possède les acteurs face au projet nous allons maintenant nous pencher sur la forme qu'a concrètement pris la participation du public dans l'élaboration de la CPA.

Au départ de l'étude le KMITL a annoncé qu'il allait organiser des *focus group* (audiences publiques et entretiens approfondis confondus) 6 fois par communauté avec 32 communautés (192 fois au total) et 3 fois par groupe pour d'autres groupes (400 fois au total à peu près). Ces groupes comprenaient 10 associations professionnelles, 15 agences gouvernementales, 30 temples et sites historiques (majoritairement des sites archéologiques), 6 groupes civiles, des habitants riverains (logement individuel ou en immeuble) dans 30 lieux, 50 personnes exerçant une activité professionnelle sur les berges et 5 associations d'autres nature. Ces chiffres concernent la promenade de 14 km, ainsi les 32 communautés proviennent de 4 districts bordant la rive (Bang Sue, Bang Phlat, Dust et Phra Nakhon). Pour les 43 km additionnels du projet de promenade sur 57 km, le KMITL a prévu de mener des scènes participatives similaires avec des communautés de 13 districts. Durant les sept mois de l'étude le KMITL a seulement prévu de prendre contact avec les représentants des communautés en dehors des 14 km afin de préparer les futures réunions de participation. En attendant, les communautés en dehors des 14 km de la phase 1 du projet CPA auront le temps de prendre connaissance du projet et d'exprimer leurs attentes. En plus de ces *focus group*, le KMITL a prévu 3 principales réunions publiques sur le projet. Les deux premières sont des réunions de concertation de l'avis public sur le sujet. La dernière réunion (*pajim nithet*) est un séminaire de conclusion présentant alors le design final avec les perspectives de développement pour le projet.

Lorsque j'ai visité plusieurs des communautés riveraines, le premier constat que j'ai eu c'est que le KMITL a contacté les chefs de districts qui ont à leur tour contacté les présidents de communautés présentes dans le district. Lorsque le président d'une communauté convie les

habitants à une réunion<sup>95</sup>, c'est à lui de rassembler et ramener les personnes, ensuite c'est au bon vouloir des habitants de venir participer ou non. Ainsi le nombre d'interlocuteurs qu'avaient les équipes de travail du KMITL variait significativement selon les communautés (cf. figure 14, 15 et 16).



Figure 14 Audience public à Mittakham 2. Le président de la communauté avec la chemise bleue est assis sur un banc en bois.

Source : photo (13/03/16) de la page facebook Chao Phraya for All



Figure 15 Fin d'une audience publique à la communauté de Tha Nam Samsen.

Source : photo (13/07/16) de la page facebook Chao Phraya for All



Figure 16 Audience publique derrière le temple de Bang Pho.

Source : photo (14/03/16) de la page facebook Chao Phraya for All

---

<sup>95</sup> Les présidents de communautés font cela soit par l'intermédiaire de hautparleurs installés dans la communauté à travers lesquels ils peuvent communiquer ou alors avec un mégaphone à la main en parcourant la communauté à pied. Ainsi, avec François Molle, nous avons observé le président de Mittakham qui faisait l'aller-retour sous le soleil de midi pendant une demi-heure pour supplier les habitants de venir participer à la réunion de travail de CODI en rappelant qu'il est « important de participer », que c'est « pour le bien du groupe »



Figure 19 Ajarn Kai (à gauche) assis par terre au même niveau que les habitants de Mittakham 1.  
Source : photo (03/05/16) de la page facebook Chao Phraya for All



Figure 18 Carte du district présentée à Mittakham 1  
Source : photo (03/05/16) de la page facebook Chao Phraya for All



Figure 20 Au premier plan, les membres de l'équipe de KMITL. En arrière-plan, les habitants de Mittakham 1.  
Source : photo (03/05/16) de la page facebook Chao Phraya for All



Figure 17 Un habitant de Mittakham 1 qui inspecte le plan de développement présentée sous forme d'une planche consacrée à l'implémentation du projet CPA sur ce territoire particulier (quartier de Samsen)  
Source : photo (03/05/16) de la page facebook Chao Phraya for All

Le compte-rendu<sup>96</sup> de la dernière grande réunion de concertation qui a eu lieu le 9 septembre 2016 nous renseigne bien sur la façon dont le projet était perçu à la fin de l'étude par KMITL ainsi que la façon dont le retour fait par les habitants et autres acteurs qui sont *stakeholders*<sup>97</sup> a été pris en compte par KMITL. A la fin de l'étude, le KMITL s'est rendu dans 34 communautés en ayant pu mener 118 réunions participatives (192 étaient prévues au départ). De plus ils ont ouvert mis à disposition des citoyens cinq plateformes d'expression de leur opinion : une adresse postale, une adresse mail, un numéro de téléphone, un site web et une page facebook. 26 communautés sont favorables envers le projet « car il s'agit d'un projet du gouvernement qui est fait pour l'utilité[/intérêt] public [...] toutefois il existe encore un groupe qui exprime un avis négatif »<sup>98</sup>. Il s'agit là de la seule phrase reflétant si les gens sont pour ou contre le projet. C'est lors de la phase de discussion que nous pouvons en apprendre plus sur le positionnement des habitants vis-à-vis du projet.

Le représentant du village Conception<sup>99</sup> s'est exprimé en disant qu'au départ il contestait le projet car il croyait qu'il s'agissait d'une route, mais après visionnage des images projetées par vidéo, il est prêt à supporter et collaborer pleinement pour le projet. De plus, selon lui, malgré les reproches que font d'autres partis à KMITL pour ne pas avoir mené une étude approfondie et dans les temps, il y a réellement eu un travail de terrain effectué par KMITL durant ces sept mois. Tandis que le président de la communauté Trok Wang Lang a jugé que le processus de participation public n'a pas été suffisant. Il comprend que le projet est bon, mais selon celui-ci, c'est l'équipe de travail qui est mauvaise. Le KMITL a invité les habitants au district, mais peu s'y sont rendus, les documents présentés étaient incomplets, les équipes de KMITL ne sont pas réellement venues dans les communautés, il n'y a pas réellement eu de

---

<sup>96</sup> « รายงานการประชุมสัมมนารับฟังความคิดเห็นของประชาชน ครั้งที่ 3 (ปัจฉิมนิเทศโครงการ) », auparavant consultable sur le site [www.chaophrayaforall.com](http://www.chaophrayaforall.com). Aujourd'hui le site n'est plus accessible, le nom de domaine a expiré et a été racheté.

<sup>97</sup> Les stakeholders tels que définis par KMITL sont : les personnes impactées (positivement ou négativement) par le projet, les meneurs d'étude (KMITL et KKU), les évaluateurs de l'EIA (ONEP et le MONRE, cf. table des signes pour les acronymes), les agences gouvernementales, les groupes de société civile environmentalistes, les bureaux d'étude, les chercheurs/experts (*nak wicha karn*), les ONG, la presse et les citoyens plus généralement.

<sup>98</sup> Citation extraite du compte-rendu de cette 3<sup>ème</sup> réunion.

<sup>99</sup> Tel est le nom donné à la communauté de l'église de l'Immaculée Conception. Il s'agit de la communauté portugaise qui habite l'intérieur des digues, à l'extérieur desquelles se trouve la communauté de Mittakham 2.

participation selon lui. Il suggère par exemple d'inviter le cercle des professionnels et marchands lors de leurs prochaines réunions car jusque-là ils étaient absents.

Du point de vue de l'intégration du feedback public dans la conception du projet, cela s'est fait sur deux aspects : les dimensions du projet et la possibilité d'un design alternatif proposant une promenade hors de l'eau. Pour ce qui est de la réduction des dimensions, la largeur de la promenade a été réduite à 7-10 m et la hauteur a été fixée à 1,3 m en-dessous de la hauteur des digues en béton le long des berges afin que la promenade ne fasse pas obstruction au paysage. Le KMITL a prévu d'envoyer, lors du 26 septembre 2016, un design unique pour la promenade excepté pour les portions de la promenade passant au niveau de la communauté de Wat Devaraj, de Mittakham 1 et la communauté Si Kham.

A Wat Devaraj, les trois options sont : une promenade qui contourne la communauté en passant devant elle, une promenade qui passe dans la communauté et/ou la construction d'une digue contre les inondations. Le deuxième choix résulte du design sur lequel la communauté a travaillé avec Ajarn Kai<sup>100</sup>. Cependant Khun Steve de la communauté fait remarquer que ce design n'a pas été montré durant la réunion, il n'a été qu'évoqué. Khun Anthika de KMITL a répondu au commentaire en expliquant que le développement et la préservation des communautés fait partie des objectifs de la deuxième phase du projet car le développement à l'intérieur des digues va au-delà de ce que le TOR requiert, récupérer les 138 *rai* de foncier qui ont été *buk ruk* pour en refaire un bien du domaine public demandera notamment beaucoup de temps. La promenade est menée en premier car il est possible de construire immédiatement sur du terrain considéré comme un bien du domaine public.

Dans la communauté Si Kham, l'option de faire un détour avec la promenade afin de préserver les maisons historiques en bois qui ont plus d'un siècle est considérée. En ce qui concerne la communauté Mittakham 1, trois options sont à l'étude : une promenade sur l'eau, éloignée des berges et de la communauté, une promenade sur l'eau qui passe dans la communauté (option proposée suite à la concertation des habitants) et une promenade collée à la digue. Khun Eat, président de Mittakham 2, ne s'est pas exprimé publiquement durant la réunion mais il est allé voir Ajarn Kai à la fin de celle-ci afin de lui demander en tête-à-tête pourquoi Mittakham 2 n'existe pas sur le plan. C'est là qu'Ajarn Kai lui a répondu que ce n'est

---

<sup>100</sup> Cf. annexe 10 pour les plans proposés par Ajarn Kai pour le projet au niveau de Wat Devaraj.

pas dans les supports visuels utilisés lors de la réunion mais qu'il a noté le changement à faire sur le plan sur lequel travaille KMITL.

### 3.2 *Quelle participation pour un projet objet-orienté ?*

Au cours du premier entretien que j'ai effectué avec Ajarn Marc, professeur d'architecture à l'université Sri Pathum et membre de l'ASA, celui-ci m'a partagé le problème principal qu'il reprochait au projet CPA. La conception du projet CPA suit un modèle de développement qui est orienté sur l'objet promenade. Normalement, selon lui, il aurait fallu décider d'une politique de développement (en l'occurrence, l'accès aux espaces publics en bord de rive, selon ce que propose le BMA), étudier les problèmes qui sont posés, explorer les solutions possibles puis finalement concevoir un design. Cependant le souci avec le projet CPA c'est que le NCPO a proposé la politique de développement avec sa solution déjà toute prête : la promenade. Il est vrai que la question de l'accès à la rivière mérite d'être soulevée, car pour profiter d'un bon moment sur les berges il faut généralement payer un café, prendre un repas ou même payer une nuit d'hôtel, autrement dit, il faut consommer cet accès au bord de l'eau et en payer le prix. En revanche, la promenade, qui peut être une solution certes, n'est pas une proposition émergeant d'une réflexion sur la question. Elle a été posée comme objet à développer et cela réduit considérablement la marge de liberté dans la redéfinition de ce que peut être le projet. Lorsque KMITL et la KKU interrogent les habitants lors de réunions participatives sur leur opinion concernant l'aménagement des berges, le questionnement auquel les incitent KMITL et KKU se limite à ce que les habitants pensent de la promenade.

Ajarn Marc ainsi que plusieurs architectes avec qui j'ai pu discuter du projet semble penser que l'inspiration pour la promenade vient de l'étranger. Tantôt l'on me dit que c'est Khun Kobkan Wattanawarangun, la ministre du Tourisme et du Sport (MOTS), tantôt que c'est le général Prayuth, le premier ministre lui-même, qui a vu l'aménagement du Cheonggyecheon à Séoul et que cela a inspiré l'idée de développer similairement les berges de la Chao Phraya en espace récréatif. Avant même d'évoquer la promenade, Ajarn Marc est revenu sur la proposition de départ du gouvernement. Fin 2014 et dans le TOR il était encore question d'une « route ». Au départ, ils proposaient ce projet pour décongestionner le trafic. Depuis le départ, ils parlaient de *thang* (chemin), mais il s'agissait d'un *thang* routier, non pas piéton. Proposer un *thang* a commencé à figer cette idée que l'objet du projet devait être continu le long des berges. Lorsque le général Prayuth lance cette proposition, c'est un énoncé qui catalyse et remet en action un assemblage qui est resté figé, glacé depuis 1993. Ainsi la proposition de Prayuth

vient insuffler cette chaleur qui dégèle l'assemblage des acteurs qui ont été enrôlés dans une configuration développementiste avec l'idée de construction d'une route sur la Chao Phraya.



Figure 21 Images des berges du Cheonggyecheon à Séoul.  
Source : publication sur la page facebook de Chao Phraya for All

Ainsi il s'est passé plusieurs choses. Le BMA a repris des plans d'étude qu'ils avaient déjà sous la main, ceux de la route, pour proposer la promenade. Les architectes de Chulalongkorn étaient prêts à se re-mobiliser contre le projet de nouveau en anticipant un projet de route qui devait se cacher derrière ce que proposerait le BMA. Ajarn Marc semble certain que le BMA avait repris des éléments du projet de route proposé par Khun Winai en 1993 afin d'avoir des éléments pouvant constituer rapidement un dossier pour « réserver » un budget du Cabinet. Une fois le budget bloqué, ils mèneront alors de nouveau une étude pour corriger le plan et soumettre un nouveau design. Selon lui, le recyclage d'anciens projets pour demander des fonds serait un mode d'opération habituel au sein du BMA : « Ils ont toujours fait comme ça. Ce que je comprends d'ailleurs car jusque-là personne ne s'en est plaint. Ils le font pour les ponts, les arrêts de bus, [...] Le Cabinet est bien trop loin des considérations à avoir lors de la conception d'un projet urbain pour l'espace public ». Toutefois lorsque le budget est réservé, ils ont une échéance limitée pour utiliser ce budget, d'où l'impératif qui les oblige à passer directement au design de la promenade car ils n'ont pas le temps d'envisager d'autres solutions. C'est pour cela que des études de faisabilité et de design ont été menées durant une seule et même étape.

Ingold écrivait par rapport au projet de recouvrement des canaux de Milan « [qu'il] constitue donc un projet composite, en faveur duquel des motifs anciens se sont combinés avec des rationalités urbaines postérieures » (Ingold, 2003 : 42). Elle racontait, dans ce cheminement de pensée, comment les fonctions historiques des canaux se sont peu à peu effacées (défense,

navigation, irrigation, industrie) et ont fait du projet de recouvrement une évidence, sur laquelle est venue se superposer des principes d'urbanisme moderne voulant mettre en avant de nouveaux espaces publics. De la même manière, la non-régulation puis le laisser-aller en matière d'aménagement des berges a peu à peu rendu évident la nécessité de restaurer les berges (récupérer les terres possédées illégalement et préserver la rivière d'une détérioration éventuelle par la pollution domestique). Ensuite c'est comme si l'objet promenade a été proposé, puis celui-ci a cristallisé les réflexions sur son utilité : promenade qui vient préserver l'écologie, projet pour atténuer ou résoudre les problèmes liés à l'inondation par le renforcement des digues, opportunité de création de nouveaux espaces publics, moyen de réaffirmer la culture de l'eau en donnant l'accès à la rivière pour tous.

Dans les plans qu'utilise le BMA, il n'y a pas un dessin par territoire mais la conception de la promenade est présentée de façon modulaire. C'est-à-dire qu'il existe un certain nombre d'options différentes pour chaque composante de la promenade (le matériau de la rambarde, l'espèce de la plante bordant les chemins, la largeur de la piste cyclable et de la zone piétonne, le motif de la chaussée etc...), puis ils ont un plan (dans le chapitre réalisé par les paysagistes) qui montre la promenade par tranche de 15 mètres sur toute l'étendue du projet avec les indications précisant les options choisies pour chaque composante à cette endroit. Les détails concernant les composantes individuelles sont dans les derniers chapitres concernant les plans architecturaux. Lorsque KMITL venait présenter le projet dans les communautés, les habitants n'avaient accès qu'à la planche de design qui concernait le territoire. Le plan directeur de développement n'était pas communiqué. Ainsi les personnes enquêtées n'ont donc pu discuter que d'aspects techniques (longueur, largeur, hauteur, par où la promenade passe) au lieu de pouvoir mener une réflexion sur le problème auquel la promenade se propose de répondre. Par exemple, la promenade prévoyait dès le départ, en 2015, une piste cyclable, les 20 m de largeur initialement prévus devaient permettre l'organisation de compétition de cyclisme (20 m étant la largeur standard minimum pour une piste de compétition). Toutefois en principe de directeur, développer une zone de sport à haut niveau est très différent de la mise en place d'espaces publics, tous deux étant encore radicalement différents de l'ouverture d'une route pour décongestionner le trafic. La largeur de la promenade a été réduite depuis, mais cela contribue à démontrer en quoi l'objet promenade perdure et c'est finalement les justifications, le principe de développement, les problèmes auxquels la promenade est une solution, qui vont changer pour se conformer au nouveau design technique.

Khun Hansa, du BMA, m'avait demandé à la fin de notre premier entretien mon avis sur le processus participatif de KMITL car elle ne comprenait pas pourquoi ils subissent autant de critiques alors qu'ils se sont inspirés du processus participatif mis en place par UDDC pour leur projet d'aménagement des berges à Yannawa, Kudi Chin et Talad Noi qui proposent aussi une promenade de 1,2 km à Yannawa. De plus elle m'indiquait que les habitants n'avaient pas l'air d'être tant impliqués que cela. Je lui ai répondu qu'il fallait distinguer les nuances derrière le mot « participation », il y a bien une première phase de communication durant laquelle on informe sur le projet puis une autre phase de travail avec les personnes engagées. Durant la première, il convient de toucher le plus de monde que cela intéresse les gens ou non. Ensuite il faut inclure les personnes qui veulent collaborer dans le processus de design. Il s'agit en effet d'une des grandes différences avec le projet de UDDC, celui-ci est mené sur des territoires où UDDC ont 5 ans d'expérience de collaboration. Le public est donc familier avec le *design thinking*, c'est-à-dire partir des attentes et demandes du quartier, faire émerger des propositions de la part des habitants puis ensuite en retenir un certain nombre pour les étudier. Khun Hansa reconnaît pourtant elle-même cette cruciale différence lorsqu'elle me dit « il y a peut-être juste ça de différent, nous avons déjà l'objet du projet à développer alors que le UDDC n'en avait pas au démarrage ». Elle semble minorer cette différence à une simple variance d'ordre d'étapes d'élaboration du projet.

### *3.3 La participation publique : entre le droit de décider et l'engagement citoyen*

Indépendamment de la légalité de leur situation foncière, les communautés possèdent tout de même plusieurs droits en ce qui concerne la gouvernance de la Chao Phraya. Les droits des communautés ont été inclus pour la première fois dans la Constitution en 2540 (1997)<sup>101</sup>. L'article 46 de celle-ci leur donnait le droit de gérer la préservation de leurs coutumes et des ressources naturelles auxquelles elles ont accès. L'article 67 de la Constitution de 2550 (2007) réitère ce droit en précisant que les communautés possèdent au même titre que l'Etat le droit sur la gestion des ressources naturelles. En matière de participation dans la préservation ou restauration d'héritage culturel et environnemental, la Constitution de 2560 (2017) accorde aux communautés par l'article 41 le droit d'accès aux informations et communiqués de presse sous

---

<sup>101</sup> La référence aux textes juridiques régissant les droits des communautés me provient d'un livre publié par la Siam Society Under Royal Patronage (Euachukiat, 2017).

la possession d'agences gouvernementales, le droit d'exprimer une plainte et recevoir une réponse rapide ainsi que le droit de porter plainte contre une agence gouvernementale pour une action ou inaction de la part d'un employé ou d'un fonctionnaire mettant en péril un héritage.

Les communautés de Mittakham 1 et 2 ont donc le droit, accordé par la loi, de décider concernant l'aménagement des berges de la Chao Phraya. Malgré leur manque de titres fonciers les rendant non-reconnus juridiquement comme propriétaires des terres<sup>102</sup> sur lesquelles les riverains habitent, ils peuvent prétendre au droit de gestion sur la Chao Phraya et ses berges en tant que communauté historique, qui est un statut sous lequel ils existent juridiquement. Toutefois, malgré les options proposées à la fin de la 3<sup>ème</sup> grande réunion publique, les habitants de Mittakham 1 et 2 ont accepté de quitter le territoire car ils reconnaissent l'irrégularité de leur situation et préfèrent accéder à un logement reconnu. Cette décision s'est faite avec l'exercice d'un rapport de pouvoir qu'a le BMA sur ces deux communautés. Si les communautés avaient voulu procéder à la vérification de leur légitimité, il aurait fallu entamer un processus de vérification avec des historiens, des archéologues et des avocats qui auraient demandé un investissement financier et temporel. C'est là qu'existe un rapport de pouvoir inégal. Il s'agit du travail professionnel des agents du BMA que de fournir un effort sur le projet, cela fait partie des tâches dans leur poste pour lequel ils sont rémunérés 35 heures par semaine. Lorsque le KMITL et KGU ont mené leur première enquête d'opinions, c'était des étudiants de License payés au nombre de questionnaire rempli qui ont fait circuler les questionnaires dans différentes communautés. Tandis que pour les habitants, l'effort accordé à l'élaboration du projet voir, l'argumentation d'une légitimité de leur présence sur le territoire, se fait en dehors des obligations professionnelles et personnelles quotidiennes. Les habitants n'ont pas la même disponibilité (de temps, d'effort, d'attention) que le BMA ou les ONG (qui souhaitent pousser les communautés à revendiquer leurs droits) ont pour ces questions. La disponibilité à participer est donc un facteur important à prendre en compte, notamment lorsque les habitants n'ont que 7 mois pour s'informer, se saisir du projet puis soumettre leurs avis et propositions.

---

<sup>102</sup> Nous parlons bien de terre, même si elles sont sous l'eau. Cela permet de décrire les maisons qui ont obtenu un titre foncier (généralement durant le règne du Roi Rama V) pour des terres qui se trouvent aujourd'hui sous l'eau, à l'extérieur des digues donc supposées être devenues des biens du domaine public (cf. annexe 7 : entretien avec Khun Pongswat au cours duquel je discute l'un de ces cas (à partir de 22 min 05) et voir l'annexe 8 et 9 pour des photographies de maisons dans ce cas-là).

Un deuxième facteur est à prendre en compte dans la participation publique, il s'agit de l'expérience que les communautés ont de la participation. C'est ce constat qui motive les groupes comme FOR et Pan Muang à former les habitants à la participation car, selon eux, le droit de décider que donne KMITL aux populations est différent d'une réelle participation. Ajarn Aed (la sociologue de Pan Muang) m'explique qu'ils ne forment pas les communautés à la contestation mais qu'ils informent les communautés sur les détails et les implications du projet et leur apprennent à « se poser les bonnes questions » avec toutes les informations en main. Autrement, la participation est biaisée selon Pan Muang, car KMITL n'aurait présenté que les avantages du projet et de belles images en demandant aux communautés s'ils sont d'accord pour que la promenade soit construite. Pan Muang et FOR se sont donc donné l'objectif dès 2015 de faire prendre conscience aux citoyens de Bangkok l'enjeu que constitue le développement des berges. Pour ce faire, ils ont organisé les réunions publiques et forums d'échange dont nous avons parlé plus haut mais ils ont également organisé des ateliers de travail et réflexions dans les universités avec les étudiants afin que ceux-ci apprennent également à travailler avec les communautés en prenant en compte l'inexpérience en matière de participation de certaines communautés. L'expérience de la participation constitue aux yeux de ces acteurs une acquisition de compétence et non pas juste l'acte de « prendre part à ». Le projet de Yannawa Riverfront propose donc une promenade qui découle du processus décrit par Ajarn Marc : proposition de politique de développement d'un quartier, identification des besoins et expression des attentes, proposition de solutions puis choix de solutions à étudier. Après tout cela seulement vient le design des solutions choisies.

La question des degrés de la participation a été beaucoup discutée dans les milieux académiques. Plusieurs modèles identifiant des degrés de participation ont été proposés depuis le modèle de Sherry Arstein (1969), aussi bien par des chercheurs comme André Thibault, Marie Lequin et Mireille Tremblay (Thibault et al., 2000) ou des organisations qui en font un outil de travail comme l'iap<sup>2</sup> (International Association for Public Participation, 2007). Notre but ici n'étant pas de dialoguer sur cet aspect avec la littérature, nous allons donc simplement nous intéresser au modèle proposé par Arstein qui nous permet essentiellement d'interroger le degré de délégation de pouvoir aux participants. Son modèle se compose de huit degrés de participation : manipulation – thérapie – information – consultation – implication – partenariat – délégation de pouvoir – contrôle direct. Selon Arstein les deux premiers niveaux reflètent une absence de participation, la manipulation consistant en l'évocation des citoyens présents dans le processus d'élaboration d'un projet comme preuve d'un projet participatif et la thérapie

consistant à accompagner psychologiquement les douleurs vécues par un changement, l'on s'intéresse alors à la personne en laissant intact le projet sans remise en question de ce dernier. Les trois niveaux du milieu, selon elle, renvoient à une participation symbolique allant donc de la simple information, bienveillante car annonçant aux citoyens leurs droits et responsabilités mais unidirectionnelle ; à l'implication qui donne l'impression aux habitants de participer en leur offrant une place au sein de comités tout en réservant le pouvoir de juger de la pertinence des apports des habitants aux porteurs de projet. Finalement les trois derniers niveaux sont considérés comme étant de la participation effective car dans ces niveaux un réel pouvoir décisionnel pouvant influencer le projet est accordé aux habitants.

Même si Pan Muang et FOR argumenteraient qu'il s'agisse de manipulation, nous pouvons dire qu'au mieux KMITL, contracté par la métropole, a entamé un processus participatif qui relève de la consultation. Les habitants sont informés durant des réunions de l'avancement du projet et à la fin de chaque grande réunion participative ils sont mis au courant de la façon dont le feedback et les propositions des habitants ont été prises en compte. Les habitants ne sont jamais conviés aux bureaux des meneurs de l'étude pour collaborer sur le design, il n'y a pas de mise en place d'un jury citoyen ni de désignation de représentant des habitants pour les inclure dans les équipes de travail sur le projet. Finalement nous avons pu voir comment l'avis sur certaines caractéristiques techniques du projet ont été pris en compte mais il n'y a pas eu d'adaptation de la part de la métropole adressant les critiques des contestataires sur l'existence d'une proposition d'objet de développement unique et sur le processus d'étude. Rappelons d'ailleurs que l'annulation des phases 2 et 4 du projet ne sont pas le résultat d'une demande citoyenne de prendre plus de temps pour étudier le projet avant la construction, mais cela s'est fait suite à la demande d'un *phu yai*, Khun Prawit de la part du ROCCDC. Les arguments étaient pourtant les mêmes, il s'agissait de préserver le patrimoine et éviter une promenade homogène qui n'épouse pas la spécificité de chaque lieu dans son design. Toutefois c'est l'autorité, la légitimité de s'exprimer, qui diffère entre les *phu yai* du ROCCDC et les contestataires de la société civile.

### 3.4 Les communautés et le NIMBY

Pi Kae de Ban Pune distingue les contestataires riverains des contestataires vivant à l'intérieur des digues réellement concernés par l'environnement. Les riverains à l'extérieur des digues ne seraient concernés que parce que le projet menace leur environnement proche. Il

s'agit là d'une manifestation de ce qu'on appelle le NIMBY (Not In My Back Yard<sup>103</sup>). C'est un terme employé dans le champ du développement depuis les années 1980 pour caractériser les personnes opposant un projet qui sont simplement motivées par l'impact qu'elles subissent, sans se soucier de ce que le projet peut provoquer ailleurs. Lors de mon premier entretien avec Pa Tim de Wat Devaraj, elle me dit que la communauté de Wat Devaraj évite le mot « contestation » car les personnes se sentant concernées par le projet sont toutes « âgées et trop fatiguées pour contester ou participer à des manifestations ». Ainsi tous les échanges avec Ajarn Kai ont surtout permis de penser à l'implémentation du projet dans la communauté. Une autre habitante de la communauté m'a livré ce témoignage : « Ils ne devraient pas faire la promenade car les impacts seront trop considérables pour les hôtels, restaurants, le hangar des barges royales et les quais de Tha Wasukri<sup>104</sup>, en revanche l'autre rive<sup>105</sup> est plus propice, du côté de Ban Pune et les autres ». Du côté de Mittakham 1 et 2 également, les habitants sont plus préoccupés par l'accès à un nouveau logement en tant que « *phu buk ruk* » dans le quartier de Samsen que par le projet CPA lui-même en tant que citoyen de Bangkok. La première identité est prescrite par le BMA et les citoyens d'un niveau de vie plus élevé et prend alors le dessus sur la deuxième identité, citoyens de Bangkok, que les habitants ne se sentent pas légitime de porter. Pan Muang et FOR continuent tout de même de fournir des informations sur le projet et la rivière aux communautés même si elles ne sont pas engagées dans la contestation<sup>106</sup>.

Ban Pune et Bang Ao restent les deux communautés principales à avoir des habitants engagés avec FOR dans une démarche d'opposition au projet. Dans ces deux communautés, personne n'est en statut irrégulier à l'extérieur des berges, les habitants sont à la fois préoccupés par ce que la promenade va apporter comme changement dans la communauté mais également par l'impact qu'aura la promenade sur l'écologie de la Chao Phraya à une plus grande échelle. Pi Jan me rappelle que les discussions concernant ce projet et l'aménagement des berges plus généralement ne concernent pas que la métropole, c'est-à-dire le BMA et ses habitants, mais cela concerne tous les thaïs qui se sentent concernés pour l'avenir de la Chao Phraya ainsi que

---

<sup>103</sup> « Pas dans mon arrière-cour » en français.

<sup>104</sup> Il s'agit des quais où le Roi et sa famille viennent faire leurs mérites en lâchant des poissons dans la rivière.

<sup>105</sup> Wat Devarj se trouve sur la rive Est, la rive Ouest est celle du côté de Thonburi.

<sup>106</sup> Voir l'annexe 3, l'extrait de l'entretien « Le NIMBY selon Pi Jan » pour une discussion sur l'engagement de la société civile à Bangkok dans les questions de projet urbain.

les personnes habitant le bassin de la Chao Phraya. Ainsi lorsque la River Assembly a été montée, des communautés d'autres provinces sont également venues manifester à Bangkok. Toutefois il s'agit du genre de groupe que FOR et la River Assembly ne peut solliciter souvent dû aux frais d'organisation (déplacement et accueil en ville), de compensation pour l'absence au travail et de gestion du risque éventuel d'emprisonnement<sup>107</sup>. C'est pour cela qu'aux yeux de Pi Jan ou Khun Yossapol, le mouvement n'a pas atteint une masse critique permettant d'opposer le projet sur le seul constat du nombre d'opposant. Khun Pongkwan déplore le manque d'attention accordé à la valeur du patrimoine : « Ce n'est pas de la participation publique si ce sont les ONG qui poussent les gens à patrimonialiser leurs communautés et leurs quartiers ».

---

<sup>107</sup> Les rassemblements de FOR prennent la forme de forum de discussion pour éviter que cela soit labélisé de rassemblement de manifestants, car ce dernier genre de réunion publique est illégal et condamné par le gouvernement actuel pour éviter de troubler la paix dans le pays.

## B – Dialogue avec la société civile

Nous allons à présent étudier les débats qui ont émergés sur la promenade. Nous commencerons par lister les enjeux principaux avant de nous intéresser sur la façon dont FOR a mené une contre étude et ses propositions d’alternatives à la promenade.

### 1 – Les points de controverses

#### 1.1 Enjeux environnementaux

Parmi les enjeux environnementaux, ce qui fait principalement débat c’est l’impact qu’auront les piliers sur le débit et le niveau de l’eau. Avec des piliers de béton, de 80cm de diamètre, sur 14 km, les environnementalistes de FOR craignent une augmentation du niveau de la rivière qui peut aggraver les dégâts d’inondation. De plus, si l’eau monte, ce n’est plus que les dimensions des piliers qu’il faut prendre en compte mais également le volume de la promenade-même qui risque de faire monter encore le niveau de l’eau en période d’inondation. La largeur de la rivière dans Bangkok varie entre 200 m et 300 m et la promenade entre 7 m et 10 m. La largeur de la promenade risque de réduire l’espace navigable également. FOR craint également l’impact qu’auront les piliers sur l’écologie aquatique et la qualité de l’eau. Des déchets ainsi que du lichen et de la mousse risquent de s’accumuler sous la promenade. Un autre facteur qui risque d’aggraver la qualité de l’eau et le développement de lichen sous la promenade est l’obstruction des rayons du soleil par celle-ci.

Il est important de noter également que l’EIA n’était pas requise pour l’étude du projet car dès lors qu’il s’agit d’un *thang* à vélo, ce qui correspond au vocabulaire employé pour le projet, cela ne requiert pas la conduction obligatoire d’une EIA. Le KMITL a toutefois décidé d’en mener une par bienveillance pour démontrer que les impacts étaient moindres. Au cours d’un entretien avec Ajarn Kai, il me révèle d’ailleurs que l’EIA n’a pas été conduite en approfondi car les 120 million de bahts dans le contrat d’étude obtenu par KMIL ne prévoyaient pas la conduction d’une EIA initialement. En étudiant l’EIA produite par KKU, pour chaque forme d’impact, trois quarts de ce qui est écrit concerne les impacts pendant la période de construction, un quart (généralement un paragraphe) détaille les impacts du projet une fois réalisé. Tous les paragraphes concernant les impacts du projet après réalisation informent que les impacts du projet sur ces aspects sont négligeables, excepté de l’aspect hydrologique. Il

s'agit du seul aspect de l'EIA concernant les impacts environnementaux du projet post-réalisation qui fait plus d'un paragraphe. Trois paragraphes sont dédiés à l'aspect hydrologique, ceux-ci contiennent des calculs avec deux impacts quantifiés : le niveau de la rivière et le débit de la rivière. Le niveau de la Chao Phraya ne montera que de 3 cm et le débit de la rivière ne sera ralenti qu'autour de la zone où se trouvent les piliers. Il sera ralenti à 0.82 % là où la promenade reposera sur 2 piliers et de 1.64 % là où il s'agit de 4 piliers. En ce qui concerne la qualité de l'eau, Khun Pakorn du BMA, m'a expliqué que suite aux inquiétudes, les ingénieurs ont intégré des grilles au dessin. Certaines zones de la promenade posséderont donc des grilles pour laisser passer l'air et la lumière.

Du côté des porteurs de projet, ils argumentent que CPA devrait avoir des impacts positifs pour l'environnement car le projet réduirait le taux de pollution domestique. Le projet devrait permettre de mieux gérer les inondations en maîtrisant le flux de la rivière en retirant les retenues d'eau illégales ainsi que les communautés qui *buk ruk*. De plus il est prévu d'aménager beaucoup d'espaces verts le long des berges (dans les plans « Green Walls » et « Green Corridors » parmi les 12 plans du projet). Le BMA a publié dans un article du 7 juin 2018<sup>108</sup> qu'il n'y aura ni qu'un pilier (jugé trop dangereux par les critiques) ni quatre (ayant trop d'impact sur l'environnement selon les critiques) sur toute la promenade, le nombre de piliers variera entre deux et quatre en fonction de la largeur de la promenade qui varie selon son emplacement sur les berges.

### 1.2 – Enjeux sociaux et patrimoniaux

FOR affirment que la promenade risque d'effacer la beauté et l'identité des lieux en imposant une structure homogène longeant toutes les berges. De plus la promenade risque également de cacher le paysage des berges pour les personnes en bateau et le paysage de la rivière pour les personnes sur terre. Les contestataires s'inquiètent pour des enjeux sécuritaires également. La promenade donnerait un accès pour n'importe quelle personne malveillante pour s'infiltrer dans les communautés, de plus la promenade ne sera accessible qu'en certains lieux sur toute sa longueur. Ainsi entre deux points d'accès qui sont distants, 500 mètres par exemple, la promenade risque d'offrir un lieu propice aux regroupements de voyous et délinquants durant des heures où peu de gens circulent sur la promenade. Ils redoutent également une utilisation

---

<sup>108</sup> Cet article a été publié 3 jours après le forum de discussion de l'AGR en réponse aux critiques et questions posées durant cette conférence.

<http://prbangkok.com/index.php/2017-06-19-08-10-41/2017-06-19-08-03-22/4818-2018-06-07-13-21-11>

de la promenade par des voyous en moto, *dek van*, qui rouleront à toute vitesse en faisant du bruit, voir même qui viendraient faire des courses de moto entre gangs. Sans parler des potentiels voyous, la promenade en elle-même génèrera du bruit constant de la part de ses usagers, surtout la nuit où la promenade reste un lieu récréatif mais un chemin adjacent aux maisons des gens qui ont l'habitude du calme dans le quartier à la tombée de la nuit. Cela soulève également des questions sur les relations de voisinage qui vont s'ensuivre, les habitants sur les berges auront un vis-à-vis permanent sur la promenade et ses usagers.

Pa Tim me livrait ces paroles : « Le développement ne devrait pas consister en l'expulsion des pauvres, l'expulsion du vieux, de l'ancien, mais plutôt en la rénovation, aider à développer. Utiliser de l'argent pour du plaisir ludique ce ne vaut pas le réel bonheur d'un mode de vie ». Comme d'autres, elle se sent préoccupée par la perte de l'accès vertical (par un chemin perpendiculaire à la rivière), remplacé par un accès horizontal (la promenade longeant parallèlement la rivière). De plus Pa Tim m'a partagé qu'il n'y a pas eu d'étude de l'impact du déplacement des communautés en fonction des tranches d'âges : par exemple les enfants qui doivent changer d'école ou les adultes (35-45 ans) actifs qui auront du mal à retrouver un nouvel emploi.

En réponse au discours nostalgique que les architectes et les habitants expriment concernant la « culture de l'eau », « l'identité thaïe » qui est liée à l'eau, les porteurs du projet leur renvoient un discours fonctionnaliste et modernisateur. Selon ces derniers, le mode de vie au bord de l'eau n'existe plus, la rivière et ses berges ne constituent plus l'avant de la maison comme cela l'était auparavant<sup>109</sup>. En revanche, la promenade se propose de réinstaurer une culture de l'eau non-anachronique, faisant du *jad rabiab*, en créant de nouveaux *landmark* (monument marquant le paysage) sur les berges ainsi qu'en construisant une promenade qui est imprégnée de l'esthétique occidentale (les exemples généralement cités sont les berges de la Seine, de la Tamise ou encore du Cheonggyecheon). Parmi les nouveaux *landmarks*, le BMA souhaite faire ériger : le Wiman Phra Indra devant accueillir le nouveau Musée de Bangkok au niveau du pont Rama 7 au bout de la promenade au nord de Bangkok (cf. figure 23 et 24) et le musée de la culture portugaise au sein d'un galion au niveau de Mittakham 2 (cf. figure 22). Le design du musée Wiman Phra Indra a suscité de nombreuses critiques des architectes,

---

<sup>109</sup> Comme nous l'avons vu précédemment, avant Rama V et le basculement vers un mode de transport terrestre, c'était la rivière qui connectait les habitants de Bangkok avec les autres lieux importants (marché, temple, ports, palais, etc...). Ainsi les habitations en bords de rive étaient érigées de telle manière à avoir le devant de la maison face à la rivière.

notamment de la part de Duangrit Bunnag, accusant KMITL d'avoir plagié un design du cabinet d'architecture Foster + Partners. Un historien, sympathisant de FOR, a déclaré que le musée portugais est mauvais sur plusieurs principes : ce genre de galion n'a jamais navigué dans les eaux de la capitale, cet emplacement fait partie du point de départ du défilé des barges royales<sup>110</sup>, les portugais qui sont arrivés étaient des esclaves de guerre donc ils ne sont pas arrivés par bateau<sup>111</sup>. L'anthropologue Srisak Valipodom, s'est exprimé Durant une reunion de FOR pour critiquer le design imprégné de symbolisme se référant aux nagas<sup>112</sup> en déclarant qu'il s'agit d'une croyance liée au riverains Mekong et déconnectée de la Chao Phraya. La polémique sur le plagiat s'est clôt par le KMITL qui abandonne ces dessins tout en défendant l'intégrité de ses architectes en décidant de ne mener d'enquête sur ces allégations.



Figure 22 Design du musée du galion portugais diffusé à la télévision\*.

\*Le gouvernement diffuse tous les jours à 18h sur toutes les chaînes un discours du Premier ministre suivi d'un reportage du NCPO sur un sujet donné.

Source : Image diffusée durant l'émission du NCPO.

<sup>110</sup> Il n'est pas concevable d'avoir un autre navire à l'arrêt là où défilent les barges royales.

<sup>111</sup> Il est vrai que les premiers portugais de Bangkok ne sont pas arrivés par bateau, toutefois il ne s'agissait pas d'esclaves de guerre, mais d'une faction qui a été exilée de la communauté portugaise d'Ayutthaya et s'est installée à Samsen. La prochaine grande vague consistait en des portugais chrétiens réfugiés de la guerre qui a marqué la chute d'Ayutthaya qui se sont joint au Roi Rama I, Taksin, dans une campagne contre les birmanes. Suite à cette victoire, le Roi a accordé des terrains bien situés à Kudi Chin aux portugais qui ont combattu à ses côtés, et les esclaves de guerre Khmer qui ont été sauvés ont été installés à Samsen pour repeupler la communauté (Van Roy, 2017 : 61).

<sup>112</sup> Entité sacrée ou divinité sous la forme d'un serpent d'eau. Cf. figure 24, nous pouvons en apercevoir la tête sur la sculpture.



Figure 23 Dessin par le cabinet britannique Foster + Partners pour la Crystal Island Tower à Moscou.  
Source : [www.fosterandpartners.com](http://www.fosterandpartners.com)



Figure 24 Dessin par KMITL pour le musée Wimand Phra Indra dans le projet CPA à Bangkok.  
Source : Design révélé lors du 9 septembre 2016.

### 1.3 – Polémique sur le processus et le coût du projet

La question du coût du projet a soulevé de nombreux soupçons de détournement de fonds. Le fait le plus marquant étant le budget initial de 14 milliards de bahts pour 14 km de promenade. Khun Wichai, président de TUDA en 2016, donne plus de poids à l'argument en explicitant ainsi le prix durant un entretien : le projet allait coûter un milliard par kilomètre, c'est-à-dire un million de bahts<sup>113</sup> par mètre de promenade. La même interrogation a été soulevée pour l'utilisation du budget d'étude accordé à KMITL d'un montant de 120 millions de bahts<sup>114</sup> pour 7 mois. Khun Nipon durant un forum de l'AGR indiquait que le plus grand budget avec lequel il a travaillé au sein du TDRI était 50 millions de bahts et qu'ils ont dû l'utiliser en 3 ans. Durant la même conférence, Khun Jarit Tingsaphat, économiste de Chulalongkorn, se questionnait sur la rentabilité économique du projet car il n'y a pas eu d'étude d'impact et d'étude de rentabilité économique. Ce point a également été exprimé par les Bangkok River Partners.

Le BMA a adressé la question du coût du projet en indiquant qu'il correspondra au coût des matériaux, donc pas les 14 milliards tel qu'il est souvent annoncé dans les médias. Le coût des matériaux nous amène à un des problèmes principaux du processus d'élaboration du projet : celui de la transparence. De plus la métropole a déclaré dans son communiqué du 7 juin 2018 que le projet est rentable économiquement car il va faire monter le nombre de touristes et le prix du terrain sur les berges. Le projet aura également ses bénéfices plus difficilement quantifiables tels que : l'économie sur le temps et le coût du trajet pour ceux qui prendront le vélo à la place de la voiture, la réduction des subventions que l'Etat doit procurer aux hôpitaux pour les soins grâce à la bonne santé que les gens auront en faisant du sport sur la promenade, le projet incitera les propriétaires de terrain à ne pas laisser leurs terrains bordant la promenade en friche, ainsi ils investiront sur le terrain, ce qui va générer des transactions financières et la création d'emplois pour ces investissements. Le NPV (Net Present Value) du projet est positif, il est estimé que le retour sur l'investissement sera de 11.89 % par an et que le coût du projet sera remboursé en 10 ans et 8 mois.

---

<sup>113</sup> Ce qui correspond à 26,160 euros selon le taux de change en août 2018.

<sup>114</sup> Ce qui correspond à 3,140,000 euros selon le taux de change en août 2018.

Khun Jarit a commencé son intervention durant la conférence de l'AGR du 4 juin 2018 en déclarant que la récolte de données sur ce projet est très compliquée, peu de documents sont publiquement accessibles, il faut recouper les informations trouvées dans la presse. En effet, sur le site web du projet, qui depuis fin juin 2018 n'est plus opérationnel, nous ne trouvions que les posters préparés pour les réunions ainsi que le compte-rendu de certaines d'entre-elles. Le BMA ne communique pas le design que leur ont soumis KMITL pour éviter de biaiser l'éventuel appel d'offre qu'ils vont lancer pour le projet. Si les entreprises avaient accès au plan détaillé, elles pourraient jouer sur le choix des matériaux pour présenter une offre plus avantageuse à l'appel d'offre. KMITL ne montre donc que les plans qui concernent la communauté visitée lorsqu'ils sont sur le terrain, les habitants ont le droit d'accéder au plan détaillé. Pour ce faire, ils doivent se rendre à l'hôtel de ville de Bangkok suite à l'envoi d'une lettre demandant l'autorisation de consulter les documents. Toute personne de la société civile a le même droit pour consulter le plan directeur de développement ainsi que l'EIA produite par KKU. En revanche pour accéder aux comptes-rendus des réunions de travail des différents comités supervisant le projet, il faut écrire une lettre de demande à Khun Prawit, président du comité directeur du projet.

Le BMA continue de mentionner le site web [chaophrayaforall.com](http://chaophrayaforall.com) et la page facebook Chao Phraya for All comme étant des plateformes sur lesquelles tout le monde peut consulter les détails du projet, toutefois le site n'est plus actif depuis septembre 2016 et la page facebook depuis juillet 2017. J'ai réalisé en juin que le site web n'était plus accessible et redirigeait sur un domaine japonais. Je l'ai signalé à Khun Hansa du département des travaux publics à BMA, qui a directement appelé quelqu'un pour s'en occuper car personne n'était au courant. Au téléphone elle disait : « Apparemment le nom de domaine a atteint sa date d'expiration car nous ne l'avons acheté que pour un an, il a déjà été racheté par un site japonais [...]. Si tu peux t'en occuper au plus vite, au moins monter une page temporaire, sinon ça va encore nous faire des histoires si les gens s'en rendent compte ». Fin août, le site est toujours japonais, donc aucune information n'est téléchargeable concernant le projet.

Suite à mon premier entretien avec Khun Hansa et Khun Pakorn du BMA j'ai demandé si je pouvais avoir des plans et des documents relatifs au projet. Khun Pakorn qui maniait l'ordinateur sur lequel il projetait les plans, se tournait à chaque fois vers, sa chef, Khun Hansa pour savoir s'ils pouvaient me donner tel ou tel fichier sur une clé USB. Ils m'ont donné le plan, sur une page, avec les 238 projets compris dans CPA (cf. annexe 1) ainsi qu'une vidéo de 15 minutes présentant le projet. Je leur ai demandé si j'allais trouver la modélisation

hydrologique de l'impact de la promenade sur le cours d'eau ainsi que les détails techniques du projet dans la vidéo, ce à quoi ils m'ont répondu « oui ». N'ayant guère été satisfait par ce que j'ai trouvé dans ces documents (cf. figure 25 et 26) j'ai demandé un deuxième rendez-vous. C'est cette demande au téléphone qui m'a valu la remarque de Khun Hansa qui trouvait que je me posais les mêmes questions que les contestataires.



Figure 25 Coupe transversal du design de la promenade. Les trois niveaux indiqués à droite correspondent au niveau le plus haut du cours d'eau (+2,13 m par rapport au niveau moyen de la mer), niveau moyen du cours d'eau (+0,63 m) et niveau le plus bas du cours d'eau (-0,77). Source : capture d'écran sur la vidéo de présentation du projet.

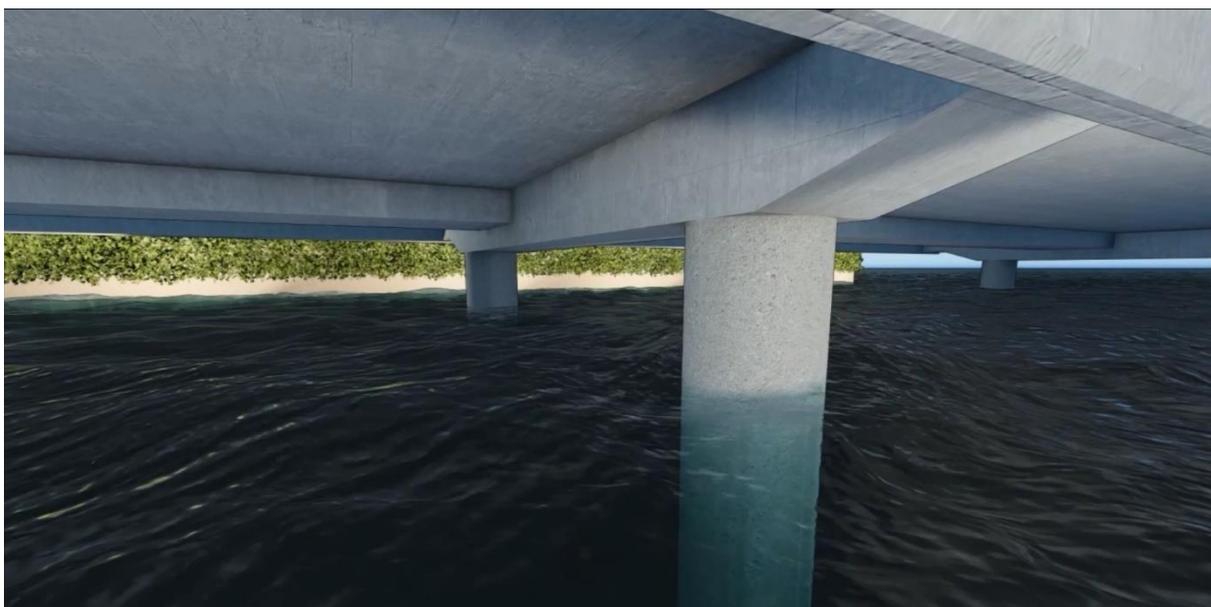


Figure 26 Modélisation de la promenade et son impact sur le cours d'eau. Il est mentionné que les piliers sont conçus pour limiter l'impact sur le cours d'eau et ne feront monter le niveau de l'eau que de 3cm, qui sont négligeables. Source : capture d'écran sur la vidéo de présentation du projet par KMITL.

Khun Hansa ne comprend donc pas pourquoi les architectes contestataires critiquent le manque de transparence car ils peuvent venir voir les plans sur place et ne le font pas. En plus de la question de transparence, l'instrumentalisation de la loi sur la navigation dans les eaux thaïes pour expulser les riverains en bidonvilles mais autoriser la construction de la promenade fait polémique. En plus de cela, une autre question avait fait polémique lorsque KMITL a signé le contrat d'étude, les contestataires ont souligné que le KMITL ne possédait pas de licence permettant de mener un projet d'ingénierie accordée par le Conseil des ingénieurs de Thaïlande.

## 2 – Alternatives et contre-études de la part de FOR

FOR a mené dès 2015 en parallèle de la métropole des démarches participatives proposant d'autres visions du développement des berges. Le concours de sketch pour le développement des berges fait partie de ces initiatives (cf. annexe 9). En alternative à la promenade, FOR propose d'exploiter les espaces verts déjà existants ou les terrains en friches qui peuvent être convertis en espaces publics à l'intérieur des terres. La promenade serait alors réimaginée en chemin permettant de relier ces espaces publics avec certaines portions qui longent la rivière. Les espaces verts riverains pourraient proposer de redévelopper un système écologique en mangrove, type de forêt adapté à l'eau saumâtre dont les racines sont adaptées à l'action des vagues. Les mangroves sont réputées être efficaces en tant que zones tampon permettant de réduire l'impact d'un fort débit d'eau sur l'affaissement des berges. Ainsi la vision d'espaces publics sporadiques sans promenade continue incite FOR à proposer le développement des accès à la rivière (cf. annexe 10).

Restant critique sur le processus participatif et les résultats de l'étude de KMITL, FOR a mené plusieurs contre-étude pour contester la vision du développement promu par KMITL. Il s'agit là d'une stratégie de contestation de la légitimité par la production de savoir. FOR a ainsi mené une enquête d'opinion sur le terrain. Ils ont interrogé 218 personnes, parmi celles-ci, 15% (32 personnes) sont d'accord avec le projet, 21% (46 personnes) sont contre et 64% (140 personnes) se questionnent encore sur certains aspects du projet. Parmi les 140 personnes qui se posent encore des questions, les deux diagrammes ci-dessous présentent le profil des questions et des personnes se les posant (cf. figure 27).

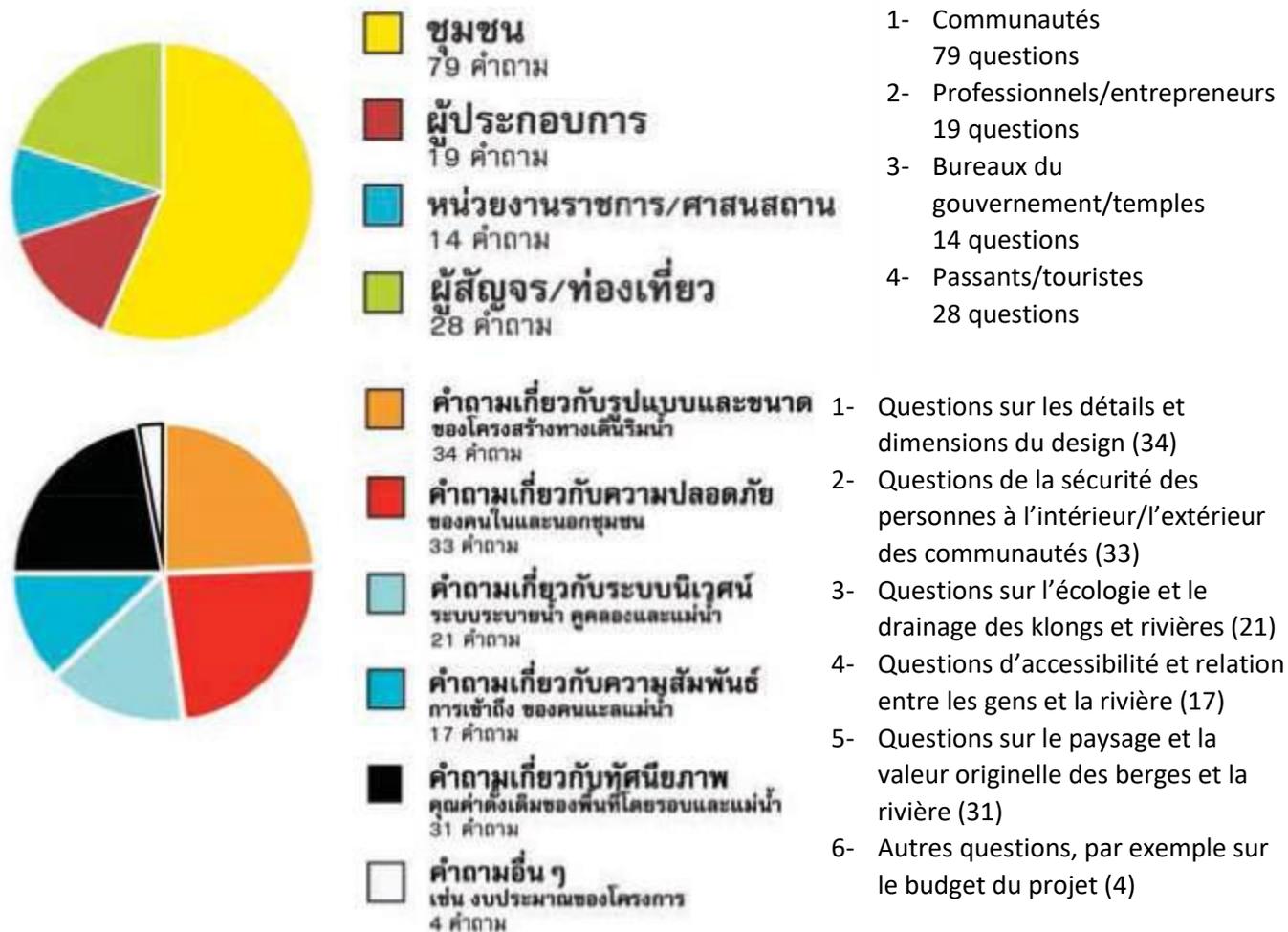


Figure 27 Le diagramme du haut présente le profil des personnes exprimant un doute/questionnement quant au projet. Le diagramme du bas présente la nature des interrogations.

Source : « River's Voice : ประเด็นข้อทักท้วง และข้อเสนอ » [Titre français : « La voix de la rivière : les points de controverse et les propositions »]. Document produit par et disponible sur le site de FOR.

Les communautés ainsi que FOR ont demandé l'avis des cyclistes sur le projet. Il s'agit d'un groupe d'acteurs au nom de qui parle beaucoup le BMA. La représentativité du général Prayuth ainsi que des porte-paroles du BMA et KMITL en ce qui concerne l'intérêt des cyclistes est remise en question par FOR. Dans les mots de Michel Callon, traduction devient trahison (Callon, 1986 : 199) alors lorsque la représentativité des porte-paroles se voit remettre en question. En effet, Pa Tim de Wat Devaraj et Pi Kae de Ban Pune m'affirment que les cyclistes qui passent dans leurs quartiers préfèrent l'authenticité des rues labyrinthiques le long des berges qu'une promenade homogène. Ces cyclistes sont tantôt des thaïlandais qui se réunissent via un événement publicisé sur des réseaux sociaux ou tantôt des *farangs*<sup>115</sup> qui se suivent en file indienne selon les témoignages des habitants à Ban Pune, Wat Devaraj et la

115 Rappel : voir le lexique.

communauté de l'église de l'Immaculée Conception. Certaines associations de cyclistes sont venues s'exprimer lors de réunions organisées par FOR pour démentir les propos des porteurs du projet justifiant le projet par une demande de la part des cyclistes de Bangkok. Ainsi FOR contre le point de vue de la métropole en faisant appel à des personnes supposées représenter le collectif des cyclistes, les associations de cyclistes. De la même manière nous pouvons nous questionner sur la représentativité de ces groupes car lorsque l'on sort du cercle des contestataires, le point de vue des citoyens de Bangkok sur le projet est généralement positif car il s'agit de faire une belle promenade, ils ne voient pas les raisons de contester un tel projet. C'est donc un projet qui peut plaire aux cyclistes de Bangkok qui ne sont pas forcément représentés par les associations de cyclistes. Ajarn Thongchai, un des participants de la conférence de l'AGR, exprimait qu'il nous fallait distinguer trois catégories d'utilisateurs du vélo : les cyclistes professionnels faisant de la compétition (« นักจักรยานแข่ง », *nak jakrayan khaeng*), les amateurs de cyclisme (« นักจักรยาน », *nak jakrayan*) et les usagers du vélo au quotidien (« ผู้ใช้จักรยาน », *phu chai jakrayan*). Les premiers s'entraînent sur des circuits sans trafic automobile et piéton, généralement dans la province de Mae Hong Son. Pour les amateurs de cyclisme, le circuit de la promenade est bien trop petit, même pour les amateurs qui font du vélo comme activité décontractée ce n'est pas pratique car il leur faut apporter le vélo en voiture (ce qui va demander au BMA de construire plus de parking<sup>116</sup>). Finalement Khun Thongchai reconnaît que la promenade ne sera utile que pour la dernière catégorie d'utilisateur, les personnes utilisant le vélo comme moyen de déplacement. La troisième catégorie ne regroupe alors que les usagers habitant le territoire riverain, ceux-là sont beaucoup moins nombreux que les cyclistes de toute la métropole et les habitants n'ont pas l'air selon Khun Thongchai d'être les premiers demandeurs d'une piste cyclable.

---

<sup>116</sup> Les parkings en bord de rivière risquent de manquer cruellement car les terrains où ils peuvent être bâtis sont peu nombreux. Lorsque j'ai consulté l'EIA, l'aménagement des parkings ne semble pas être discuté dans le design du projet non plus. L'on ne se déplace pas en ville à vélo à Bangkok comme nous pouvons en avoir coutume en Europe. Les cyclistes sont une catégorie d'utilisateur de la route extrêmement vulnérable dans la capitale, car n'étant pas pris en compte par les autres usagers de la route, les cyclistes ont souvent des accidents sur les routes de Bangkok. Il est donc difficile d'envisager d'amener son vélo sur la future promenade sans l'apporter par voiture.

### 3 – Le numérique comme support de controverse : l'interaction porteurs-contestataires

#### 3.1 – Diffusion et altération de l'information à travers les médias

Une chose que j'ai découvert dans toutes les communautés dans lesquelles j'ai interrogé les habitants à propos du projet CPA, c'est qu'aucune communauté n'a appris l'existence du projet pour la première fois via KMITL mais soit par les médias soit par des étudiants qui ont fait un travail de terrain. La plupart de ces étudiants viennent de la faculté d'architecture à de Chulalongkorn. Dans la communauté de Wat Soi Thong, les habitants ont une idée floue du projet, quand il va commencer, qui est concerné, jusqu'où il va s'étendre. Lors de ma première visite de la communauté avec François Molle, si nous avons obtenu des discours divers, parfois contradictoires, quant aux caractéristiques du projet, une chose était exprimée avec certitude par tous : aucune expulsion n'a eu lieu dans la communauté. Il nous avait pourtant semblé en nous approchant de la communauté qu'il restait bien des traces de pilotis à l'extérieur des digues qui ne supportaient plus aucunes structures. C'est en revenant ultérieurement sur les lieux que des chauffeurs de moto-taxi m'apprennent qu'une expulsion avait bien eu lieu il y a près d'un an, en 2017, cela avait pris un mois. C'est il y a près d'un an également que des agents du BMA ont organisé une audition publique avec les présidents des communautés. Compte tenu de l'expulsion et de l'audition publique qui se sont produites dans leur communauté, nous pouvons nous attendre à ce que les habitants de Wat Soi Thong soient informés au sujet du projet par des personnes qui seraient venues leur en parler ; pourtant, nous découvrons que la plupart des personnes n'ont pas été informées sur le projet par l'intermédiaire d'une personne physique mais ont pris connaissance du projet par les médias.

Les médias ont joué un rôle important dans cette configuration développementiste, principalement en tant que vecteurs d'information, concernant aussi bien l'avancement du projet que pour le partage des opinions sur le sujet. A plusieurs reprises, ces diffusions d'informations ont dépassé l'acte de partage de connaissances, elles ont changé le projet et les acteurs impliqués (stakeholder) dans cette configuration développementiste. Nous pouvons rappeler le message de Duangrit Bunnag à propos du design du musée de Wiman Phra Indra, repris par d'autres architectes, qui a provoqué le retrait du dessin de ce musée des plans de CPA. Les nouveaux monuments de la Chao Phraya faisaient au départ partie des plans principalement mis en avant dans les poster de communication de BMA et KMITL, ils sont désormais relégués à l'arrière-plan du projet de développement CPA. La promenade est devenue la priorité et ce qui se développera sur les terrains alentours demeure une incertitude

qui sera « étudiée après la phase 1 du projet », tel que me l'affirme Khun Pakorn lorsque je le questionne sur le terrain en friche réservé au musée Wiman Phra Indra et sur la possibilité que les terrains des habitants à l'intérieur des digues puissent un jour être réquisitionnés pour développer les berges. Nous avons également vu un autre exemple d'une parole qui oblige à agir lorsque le BMA publie sur son site un article adressant les questions soulevées par les conférenciers de l'AGR. C'est probablement pour ne pas perdre la face que les porteurs du projet ont agi suite aux commentaires de Khun Duangrit en 2016 et à ceux de l'AGR en 2018.

Lors de la réunion du ROCCDC le 16 mars 2018, Khun Prawit a décidé d'annuler les phases 2 et 4 du projet pour l'instant, la sélectivité des informations retransmises par les médias a suscité une célébration chez les opposants qui se sont désengagés sur la question jusqu'à ce que le projet soit annoncé comme étant toujours en cours. Un désengagement de la part de la société civile s'est également produit suite au départ de la communauté du Fort de Mahakarn de leur territoire. Il s'agit d'une communauté historique qui s'est installée près du Fort de Mahakarn au début de l'aménagement de la ville de Rattanakosin. Le gouverneur de Bangkok, Aswin Kwanmuang, demandait aux gens de quitter le territoire avec l'appui d'une loi qui interdit aux gens d'habiter sur des sites historiques. C'est une volonté ancienne du BMA que d'expulser les habitants de ce quartier pour faire un parc public autour du site historique de Mahakarn. La communauté a lutté pendant 25 ans avec le soutien de plusieurs ONG. La loi étant floue sur le territoire considéré inhabitable, les habitants n'étaient pas contraints légalement de quitter le territoire, certains architectes engagés dans la préservation du patrimoine poussaient même les habitants de Mahakarn à continuer de résister au projet car la politique de conservation des sites historiques peut être changée. Au final, ce n'est pas par la loi que le gouverneur a contraint les habitants à quitter les lieux, mais en offrant un budget de compensation : 12 maisons ont été démolies, ensuite les 37 restantes ont abandonné la cause et sont parties le 25 avril 2018. Cela a eu un impact considérable sur la société civile thaïe, les petites communautés, voyant que même le combat de Mahakarn tant publicisé nationalement et internationalement finit par une défaite de la part des habitants, se découragent à l'idée de lutter contre la métropole pour tout autre projet.

Ces échanges passant par la scène médiatique sont informels mais performatifs. Il ne s'agit pas d'une démarche formelle passant par une lettre officielle, les *jod mai nang sue*, mais de paroles performant une action, des paroles qui demandent à l'entendant d'agir s'il veut préserver sa face. De plus l'espace médiatique transmet des messages, contenant parfois une forte symbolique comme celui de la « défaite de la communauté de Mahakarn », avec un temps

de retardement. Il y a un décalage entre ce qui est décidé au sein du ROCCDC, du BMA, des comités de travail et le moment où l'information est communiquée. La décision de Khun Prawit de reconsidérer les phases du projet qui touchent Rattanakosin a été prise le 16 mars 2018 et cela a été communiqué dans les médias lors d'une conférence de presse le 11 avril avant d'avoir le plein retentissement à partir du 12 avril quand tous les journaux ont relayé l' « annulation » du projet CPA. Lorsque le KMITL apporte un changement par rapport à un détail technique de la promenade, cela crée comme une autre existence pour le projet qui existe parallèlement à ce que le projet était auparavant. Par exemple, nous voyons encore certaines personnes sur les réseaux sociaux qui relayent des informations concernant une promenade large de 20 m, tandis que ceux qui sont le plus au courant parlent des dimensions actuelles qui sont 7-10 m. En parallèle de ces personnes-là, d'autres s'expriment à l'égard d'un projet de promenade quand il était encore prévu à une largeur de 12 m.

Avec la date de commencement du projet qui a été reculée à plusieurs reprises, la promenade est devenue un projet dont on a beaucoup parlé dans les médias au cours de ces quatre dernières années, tantôt parmi les sujets principaux tantôt reléguée à l'arrière-plan médiatique, phases durant lesquelles les gens se demandent si le projet est toujours d'actualité. Il est donc devenu typique au cours de quatre ans d'existence du projet dans les médias que certains acteurs, se saisissent du sujet tardivement et confondent les faits de 2015/2016 avec les faits plus récents. Ça a été le cas aussi bien chez les journalistes (Nyack News & Views<sup>117</sup>) que chez les académiques, nous pensons alors aux conférenciers de l'AGR qui étaient sans cesse repris par des participants voulant mettre à jour certaines informations. Certains des conférenciers n'avaient encore jamais entendu le nom de FOR quelques jours avant la conférence. Plusieurs architectes contestataires m'ont confié qu'ils ne se sont pas rendus à la conférence car il s'agit de nouveaux acteurs de la contestation et que personne ne savait vraiment ce qu'ils avaient comme plan.

Il a également été intéressant pour moi de constater quelles rumeurs et discussions faisaient surface dans les médias et lesquelles restaient confinées aux cercles de discussion restreints : les réunions du ROCCDC, des réunions entre *phu yai* ou encore les réunions informelles entre les principaux contestataires. J'ai eu l'occasion d'entendre à plusieurs

---

<sup>117</sup> Ce journal en ligne a publié en mars 2018 un article concernant la promenade, en se référant aux 19,5 mètres prévus en 2015. <http://nyacknewsandviews.com/2018/03/the-changing-face-of-bangkoks-chao-phraya-river/>

reprises que telle ou telle décision a été prise avec un *phu yai* et que l'on devrait s'attendre à ce que cela soit annoncé bientôt. Certains acteurs entretiennent donc ce rapport décalé avec ce qui est publicisé, pour Ajarn Kai par exemple, ce qui est annoncé dans les médias n'est que le projet en surface. Il est persuadé que le projet ne réussira pas et préfère travailler dans les coulisses sur une version du projet qu'il pense parvenir à rendre canonique avec le soutien de certains *phu yais*.

### 3.2 – *Le jeu des images*

Quand les images constituent la seule base sur laquelle les personnes peuvent se projeter par rapport au projet, les dessins, plans et modélisations prennent alors une importance démesurée dans l'espace de controverse. Les images modélisant la promenade véhiculent un imaginaire brodé par un lexique visuel évoquant la complaisance. Cet effet transparait à travers l'absence de quelques encombrements qu'il soit, les couleurs vives, les espaces ouverts, la propreté de la chaussée et des murs ainsi que la paisible surface de la rivière resplendissante dans sa bleuté. Les plans de la promenade sont agréables à contempler. Cela s'applique aussi bien aux plans de KMITL (cf. figure 28) que ceux de FOR (cf. figure 29). Le vieux marchand à Charan 72 que j'ai interrogé me racontait ainsi son premier visionnage des plans apportés par KMITL : « ils sont venus organiser une réunion publique au temple d'Awut. Ils nous ont diffusé quelques images sur Powerpoint, c'était beau à voir, ils veulent faire comme à Singapour (le lion qui crache de l'eau), mais faire un Naga pour Bangkok. Peut-être qu'ils ne veulent pas partager tous les détails du projet car ils craignent que les personnes critiquent ce qu'ils ont dessiné ».



Figure 29 Modélisations de la promenade produites par KMITL.  
 Source : capture d'écran sur la vidéo de présentation du projet par KMITL.



Figure 28 Proposition de développement de la promenade de 14 km par FOR.  
 Source : « The River Project 14 km » document produit par FOR résumant le travail de réflexion sur l'aménagement des berges mené par FOR et 10 facultés d'architecture.

Les images, aussi bien celles produites par les porteurs du projet que par les contestataires, semblent évoquer une rivière et ses berges imaginées au-delà de l'espace-temps dans lequel nous connaissons Bangkok. Ce qui n'apparaît pas dans les images sont les déchets, la couleur marronne et parfois noire de la Chao Phraya (cf. figure 30 et 31) ainsi que les vagues créées par la circulation permanente sur la rivière.



Figure 31 Sortie d'égout à la bouche du tunnel de Lad Prao à la jonction du district de Bang Sue et Dusit.  
Source : photographie (29/05/18) de François Molle.



Figure 30 L'eau à la bouche d'un klong (entre le Supalai River Resort et le Tridhos City Marina) donnant sur la Chao Phraya. Nous pouvons observer la différence de couleur entre l'eau noire du klong et celle de la Chao Phraya.  
Source : photographie (10/06/18) de Thanawat Bremard

Malgré le décalage entre les images et la réalité, celles-ci restent plus efficace pour donner une idée de ce qu'est la promenade qu'un texte qui en décrit les caractéristiques techniques. Ainsi lorsque le débat fait évoluer les caractéristiques de la promenade, tant que ces changements ne sont pas performés à travers les images communiquées au public, l'imaginaire de ce qu'est la promenade demeure le même. Je n'ai vu la mention des grilles laissant passer la lumière sous la promenade sur aucun texte et aucune image avant que Khun Pakorn du BMA m'en parle. C'est pourquoi aux yeux du public la promenade reste un objet faisant obstruction à la lumière du soleil, alors que ce débat est clos pour les ingénieurs du BMA qui ont réalisé les nouveaux dessins incluant ce changement. Toutefois ces dessins ne circulent qu'en interne au sein du département Yotha au BMA. Khun Pakorn m'a expliqué que c'est le plan réalisé par KMITL en septembre 2016 que le BMA a envoyé au MD et au Rural Highway Authority pour les demandes d'autorisation de bâtir. Tandis que Khun Pakorn et les autres ingénieurs et architectes du BMA travaillent sur une autre copie du plan qui circule en interne, sur lequel ils annotent les modifications au crayon.

Les images sont également un vecteur de connotations que KMITL veut donner à la promenade. Sur la page facebook du projet CPA, des images de berges aménagées à l'étranger ayant une promenade sont parfois publiées sur le page ainsi que des photos de personnalités connues qui aiment faire du vélo (cf. figure 32). Les images de promenade à l'étranger sont généralement accompagnées d'un texte incitant à nous inspirer de pays occidentaux. Plusieurs fois nous retrouvons des allusions faites aux berges de Cheonggyecheon, celle qui auraient inspiré le général Prayuth et sa femme lors d'un voyage en Corée.

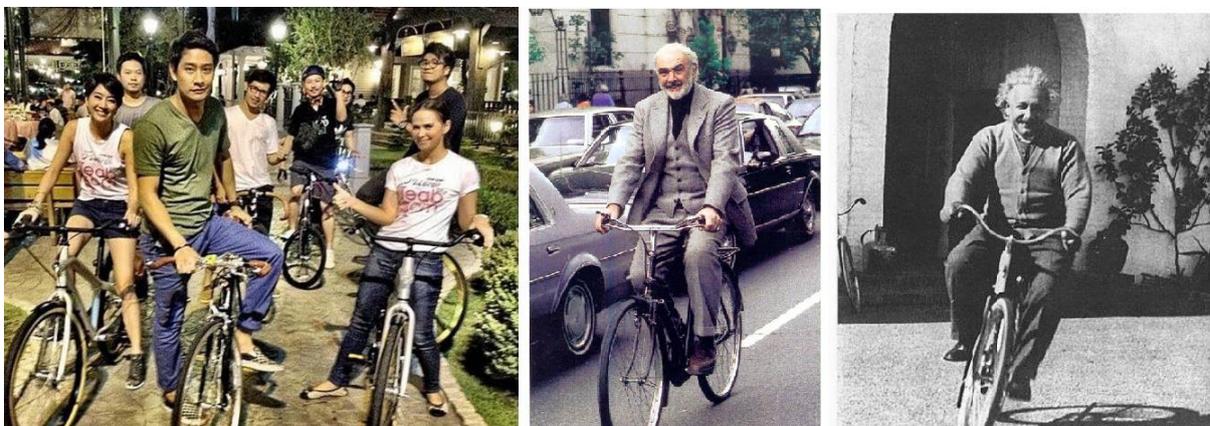


Figure 32 Divers photo de personnalités connues à vélo.  
Source : Publications sur la page facebook de Chao Phraya for All

Les images représentent aux yeux des acteurs architectes de réels outils de communication. Les contestataires en font une arme pour lutter contre le projet. Car si leurs propositions pour des formes alternatives de développement reproduisent l'aspect idyllique des images de KMITL. FOR a également utilisé les images pour inviter les habitants riverains et plus généralement les citoyens de Bangkok à penser à la vraie forme que prendra le projet de promenade (cf. figure 33 et 34).

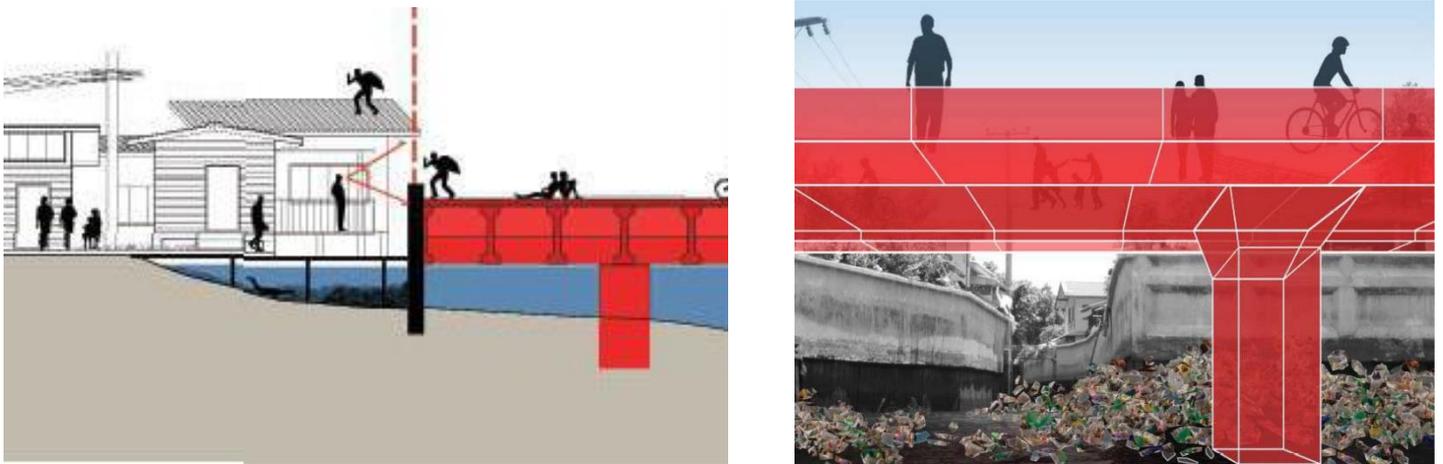


Figure 34 Images présentant la perte de sécurité provoquée par la promenade (gauche) et l'accumulation potentielle de déchets aux bouches de klong (droite).

Source : « River's Voice : ประเด็นข้อทักท้วง และข้อเสนอ » [Titre français : « La voix de la rivière : les points de controverse et les propositions »].

Document produit par et disponible sur le site de FOR.



Figure 33 A gauche, l'état actuel des berges, près de Ban Pune, à droite modélisation d'une promenade et ses piliers qui recouvrent la vue des berges.

Source : document produit par FOR communiqués au sein de Ban Pune pour « informer » les habitants, voir les inviter à se joindre à la contestation.

Un autre exemple notable d'utilisation de l'image comme outils influençant la représentation que l'on peut avoir de la promenade est l'idée suggérée par Khun Pongkwan lors d'une réunion de l'ASA de faire ériger un modèle 1 : 1 d'une portion de promenade, c'est-à-dire un modèle taille nature de la promenade. Il s'agit ici non pas d'une image sur un plan 2D mais de l'aspect visuel d'un modèle réel autour duquel les gens peuvent circuler et appréhender la promenade dans l'espace. Cette idée a été proposée en juin en prévision de l'arrivée proche de la Biennale de Bangkok. Celle-ci s'organisant sur les berges de la Chao Phraya cette année, Khun Pongkwan a donc suggéré de demander l'autorisation au MD pour monter cette exposition temporaire, la promenade sera évidemment créée avec des matériaux peu coûteux, de façon à être facilement démontée et sur une petite portion de 5 – 10 mètres sur les berges. L'idée a plu à tous les membres de l'ASA qui étaient présents à cette réunion.

## Partie III : La rivière et ses gens : quel jeu d'acteur sur le territoire métropolitain ?

### A – Promenade comme catalyseur du jeu d'acteur préexistant à l'assemblage CPA

#### 1 – Un territoire traversé par une idée : portraits des communautés

Olivier de Sardan rappelle dans ses écrits que l'interaction qui prend lieu dans une configuration développementiste n'est pas juste une interaction entre les développeurs et les développés mais entre un projet et son milieu également (Olivier de Sardan, 1995 : 127). Les personnes auxquelles est destiné le projet de développement sont influencées dans sa réception par des facteurs caractérisant le milieu où ils habitent. Ces facteurs internes correspondent aux dynamiques des relations sociales locales, les profils et les attentes des riverains. Dans cette partie, je dresserai un portrait des communautés de Wat Devaraj, Ban Pune ainsi que de Mittakham 1 et 2.

##### 1.1 Mittakham

###### Histoire, profil de la communauté et tenue du foncier

L'histoire des communautés de Mittakham 1 et 2 commence avec l'installation de *boat people*, personnes vivant sur un bateau, le long des berges. En 1960, 10 bateaux de marchands se sont amarrés à Mittakham 1, puis ces personnes ont transitionné vers un habitat plus sédentaire à partir de 1965 pour diverses raisons : la baisse du marché de charbon (transporté par voie fluviale), la tendance générale des échanges commerciaux en baisse et l'augmentation du coût d'entretien d'un bateau (Sutheerattanaphirom, 2016 : 80). Les anciens *boat people* ont donc bricolé à partir des pièces de leurs bateaux désassemblés des maisons sur pilotis le long des berges. À partir de là, ils ont commencé à travailler en tant qu'employés de bureau, sur des chantiers de construction ou en tant que marchand de rue. Un incendie historique a grandement impacté les rapports dans la communauté. Plusieurs des habitants originels sont morts et beaucoup ont quitté le territoire pour s'installer ailleurs suite aux dégâts sur les bâtiments. Actuellement, Mittakham 1 comprend près de 60 ménages dont 60 % sont catholiques et 40 % bouddhistes (*Ibid*). Les métiers pratiqués se sont encore diversifiés jusqu'aujourd'hui, cependant les métiers originels de la communauté continuent d'être transmis comme la pêche et la plongée à la recherche d'antiquités dans la rivière. De par leur mode d'installation, les

habitants de Mittakham 1 et 2 ne possèdent pas de titres fonciers mais sont propriétaires de leurs maisons.

Mittakham 2 est délaissé dans le rapport d'étude produit par l'équipe d'archéologue de KMITL<sup>118</sup> au sein de laquelle Ajarn Kai a mené ses recherches. A partir des discussions avec les habitants de Mittakham 2 j'ai pu déterminer qu'ils seraient arrivés entre 20 et 30 ans après les premiers habitants de Mittakham 1, c'est-à-dire dans les années 1980-90. Aujourd'hui le nombre de ménages est de près de 40 à Mittakham 2. Si la communauté Yuan (vietnamienne) et catholique qui a fondé l'église de Saint-François s'est mélangée avec la communauté de Mittakham 1, les habitants de Mittakham 2 semblent rester distingué de la communauté portugaise de l'église de l'Immaculée Conception. Ils ne participent pas à la messe avec leurs voisins catholiques. Ces deux communautés sont toujours désignées de façon exclusive, tandis que Mittakham 1 et la communauté Yuan sont parfois désignés communément en tant qu'habitants Yuan de Samsen.

Figure 35 Photographie aérienne des communautés de Mittakham 1 (à gauche) et Mittakham 2 (à droite).



Source : Sutheerattanaphirom, 2016 : 67.

---

<sup>118</sup> La chef de projet était l'assistante professeure Kanika Sutheerattanaphirom.

Au départ les habitants de Mittakham 1 étaient critique envers le projet, par la suite ils se sont ouverts à Ajarn Kai et ont commencé à collaborer dans les plans pour leur communauté. Ainsi ils attendaient la création d'un musée de la culture Yuan, mais cela n'a pas donné suite. Le président de Mittakham 1 me racontait la période où Ajarn Kai était intervenu ainsi : « Il est venu avec toute une politique de développement de la communauté, ils nous ont apporté des images à regarder et ont fait plein de propositions diverses ; mais ils n'avaient pas de budget pour soutenir ces projets<sup>119</sup>. Depuis toutes ces paroles, on n'a pas vu un seul clou ». Suite à cela le BMA leur demandait de nouveau de quitter les lieux. Réticents au départ, ils n'ont pas collaboré avec CODI et leur barraient le passage dans la communauté. Toutefois, depuis l'incendie, la communauté n'est plus aussi soudée qu'elle l'était auparavant, le président de Mittakham 1 ayant eu du mal à faire émerger un projet commun. Finalement ils ont accepté de partir. Tandis que du côté de Mittakham 2, les habitants ont négocié à plusieurs reprises avec Ajarn Kai pour se retrouver sur les plans, mais se voyant dénier leur requête en pratique (sur les plans diffusés par le KMITL) derrière les promesses vaines en parole, ils se sont résignés à partir et ont commencé très tôt à discuter avec CODI pour s'installer ailleurs.

Lorsque les habitants de Mittakham 1 et 2 ont appris que la phase 2 (celle sur laquelle se trouvent leurs communautés) du projet a été annulé, la nouvelle les a rendus dépités. Mon entrée sur le terrain à Mittakham s'est passée à ce moment-là. Un agent de CODI m'a partagé le numéro d'une habitante de Mittakham 1 nommée Pa Sophi. Je l'ai donc appelé et elle a réagi de cette sorte lorsqu'elle a appris que je voulais venir poser des questions aux habitants de Mittakham sur le projet : « Ça y est les gens sont partis [expulsés] alors que le projet, nous ne savons toujours pas si au final il va se faire ou non, on dirait que non, si vous voulez poser des questions sur le projet et ses impacts allez voir la métropole ! Le projet a des conséquences, et alors ? Qu'est-ce que nous y pouvons ? Contester, nous l'avons déjà fait, mais au final nous

---

<sup>119</sup> Précisons ici un autre souci qui vient s'ajouter aux nombreux problèmes de communication sur le projet que nous avons déjà mentionnés précédemment. Pour l'instant le budget est consacré à trois choses dans le projet CPA : la construction de la promenade, la compensation pour les personnes expulsées de leurs habitations et le budget d'étude du projet. Ainsi les projets à développer avec les communautés vont demander une réflexion sur la façon de les financer car cela n'est pas assuré par le budget du projet CPA. Un moine de Wat Chat Kaew avait ainsi exprimé à un architecte de KMITL : « Vos dessins sont bien beau et nous serions heureux de bénéficier de la restauration des berges avec la construction des salas. Par contre vous allez vraiment nous construire cela ? Car au temple nous n'avons pas d'argent », ce à quoi l'architecte a répondu qu'ils ne faisaient que dessiner le design mais que la charge de construction des salas reviendraient au temple. Le moine

sommes obligés d'accepter<sup>120</sup>. Les étudiants, les ONG et le département des Beaux-arts sont venus, ils sont venus demander plein de choses, mais au final nous n'y avons rien gagné, rien n'est ressorti de ces échanges, nous abandonnons et perdons toutes nos maisons, toutes les maisons se font démolir ». Lorsque j'ai demandé au président de Mittakham 1 s'ils ne voulaient pas rester maintenant que le projet a été annulé sur leur territoire, il m'a répondu qu'ils n'étaient plus expulsés sous le prétexte de la promenade mais pour améliorer le paysage des berges. Il comprend et accepte ce motif à condition d'être compensé pour le déplacement. Ils auront du mal à développer et rendre leur communauté plus esthétique sans les fonds pour le projet d'Ajarn Kai tout en sachant qu'ils ne touchent pas le budget gouvernemental accordé à toutes les communautés pour le développement des communautés. Cela est dû au fait qu'ils sont sur un territoire faisant partie des biens du domaine public, donc, non éligibles à recevoir ces subventions. De plus les communautés Mittakham 1 et 2 se sont déjà engagées dans les démarches de déplacement avec CODI donc ils sont persuadés qu'il est bien trop tard pour revenir sur leurs décisions alors que le projet est annulé en avril 2018 (Mittakham 2 travaille sur ce projet avec CODI depuis 2 ans).



Figure 36 Entrée de la communauté (haut, gauche), maisons dans la communauté (haut centre et droit). Réutilisation du bois des bateaux démontés (bas gauche et droit).

Source : photographies prises par KMITL avant les démolitions (Sutheerattanaphirom, 2016 : 81)

<sup>120</sup> « ยอม », *yom*, veut dire : se résigner à, laisser, abandonner, admettre sa défaite, accepter.



Figure 37 En haut : ce qui reste après la démolition d'une maison à Mittakham 1. Bas gauche : maison vidée à Mittakham 2. Bas droit : intérieur de Mittakham 1, nous voyons en arrière-plan sur la droite une ancienne maison dont les murs ont été retirés. Source : photographies (02/06/18) de François Molle (celles du dessus) et Thanawat Bremard (celles d'en-dessous).

## 1.2 Wat Devaraj

Histoire, profil de la communauté et tenue du foncier

Le temple de Devaraj<sup>121</sup> existe depuis la période où Ayuttahaya était la capitale du Siam (1351 - 1767) il portait le nom de Wat Samokhraeng. C'est le Roi Rama 4, Mongkut (1804 - 1868), qui a donné le nom de Wat Devaraj Kunchon Wiharn à l'ancien temple<sup>122</sup>. C'est durant le règne de Rama 4 que certains seigneurs ont obtenus des terres du temple afin d'y

<sup>121</sup> *Wat*, « วัด », signifie « temple ». Le terme est réservé aux temples bouddhistes, peu importe l'école. Il ne s'emploie pas pour désigner les temples d'autres confessions.

<sup>122</sup> Tel est le nom complet. J'emploie la formule « Wat Devaraj » qui est la forme utilisée couramment.

habiter. Aujourd'hui encore certains nobles vivent sur ces terres. Avec les seigneurs se sont installés aux alentours les servants et domestiques de la seigneurie de Wat Devaraj<sup>123</sup>. Tous les habitants de Wat Devaraj vivent sur des terrains du temple, personne n'étant propriétaire foncier localement mais locataires.

Au fur et à mesure que les nobles ont quitté le territoire, les familles de servants ont continué de transmettre le savoir faire qu'ils avaient acquis au sein du palais. Ce sont ces familles qui constituent la majorité des habitants originels de Wat Devaraj aujourd'hui, les autres habitants, qui sont venus s'installer, venaient apprendre les métiers de Wat Devaraj et étaient assurés de trouver du travail. Parmi les savoirs qui se sont transmis jusqu'à présent, l'art de la décoration florale et de la cuisine du palais sont les plus notables. C'est surtout cette dernière compétence qui constitue le métier principal de la communauté, valant à celle-ci la réputation d'être d'excellents cuisiniers. Aujourd'hui les habitants de Wat Devaraj emploient toujours les recettes qu'ils ont apprises à l'intérieur du palais pour la restauration. La communauté possède deux restaurants, celui de Ka Long et la cuisine de Khun Steve ; les autres sont principalement traiteurs et organisent des repas lors de cérémonies durant lesquelles ils sont invités. Pa Tim m'a présenté la communauté comme un groupe sans conflit qui ne pratique pas la concurrence dans leur profession. Dès lors qu'une maison a trop de clients, elle fait appel aux autres pour lui venir en aide. N'ayant que deux restaurants ouverts dans la communauté, les autres maisons trouvent leur clientèle ailleurs et selon Pa Tim il y a toujours « assez de clients », donc, assez de demandes pour tout le monde.

Pa Tim, Khun Steve et les personnes qui contribuent à l'écriture de l'histoire de la communauté mobilisent beaucoup la formule *phum panya* pour se référer aux savoirs locaux. *Phum*, du pali/sanskrit *bhumi*, « ภูมิ », renvoie à la « terre », tandis que *panya*, « ปัญญา », veut dire sagesse/connaissance ; *phum panya* renvoie donc aux sagesse locale. Il s'agit d'un terme très employé dans les *grassroot studies* et *community studies* en Thaïlande. Ces études menées avec la communauté ou seulement par les chercheurs de la communauté renvoient à un courant de production de savoir en Thaïlande qui se veut par « le bas » en faisant des sagesse locale une connaissance valant celles des *nak wichan karn*, experts-chercheurs. Souvenons-nous que Wat Devaraj fait partie des communautés avec lesquelles travaille le bureau d'étude Pan Muang

---

<sup>123</sup> Informations obtenues suite au premier entretien avec Pa Tim et dans un document produit par les habitants de Wat Devaraj sur leur histoire et traditions.

financé par le TRF, qui soutient ces initiatives de communautés dans ses agendas de financement.

#### Attitude face au projet

Lorsque les premiers porteurs de projets sont arrivés, les habitants de Wat Devaraj étaient relativement critiques à leur égard car ils contestaient le projet aux côtés des communautés de Ban Pune et Bang Ao avec le soutien de FOR. Les habitants ont été d'autant plus suspicieux lorsque l'équipe d'Ajarn Kai a commencé à proposer un projet différent de celui de l'équipe d'Anthika, faisant ainsi exister de multiples versions du projet simultanément. Peu à peu, les habitants de Wat Devaraj ont pris de la distance avec la posture de contestataire pour mener une conception du projet adapté à leur communauté avec Ajarn Kai et son équipe. Le BMA a pu expulser un petit groupe d'habitations adjacent au restaurant Ka Long. Pendant un certain temps l'équipe de Yotha a revendiqué cet acte comme une réussite de régularisation de la situation foncière à Wat Devaraj, l'information ayant circulée dans la presse. Toutefois ces maisons étaient effectivement illégalement sur des terres appartenant au Crown Property Bureau<sup>124</sup>, mais elles n'étaient pas sur le chemin de la promenade. L'expulsion de ces maisons n'a donc rien à voir avec le projet CPA. Ainsi le BMA n'a pas réussi à expulser les 33 habitants qui habitent derrière l'enceinte du temple du côté de la rivière, là où ils veulent faire passer la promenade. Lorsqu'ils ont enquêté et éclairci les droits par rapport aux titres fonciers, le BMA a donc réalisé qu'il s'agissait bien de terres du temple. La décision de donner ce territoire au BMA pour en faire une promenade revient alors au moine vénérable, moine en chef, du temple de Wat Devaraj car il faut rappeler que les habitants ne sont que locataires et c'est le propriétaire des terres qui décide de céder ou non ses terres au BMA pour un projet d'intérêt public.

Michel Dobry dans son analyse de la construction du consensus sur la défense du programme d'armement nucléaire de la France nous livre des clés de lecture intéressantes sur la façon dont un consensus se consolide et nous rappelle que « consensus ne veut pas dire accord » (Dobry, 1986 : 48). Le cas de Wat Devaraj nous donne à voir un intéressant jeu de consensus. Avant que le projet ne soit proposé, le moine vénérable, avait exprimé le souhait de

---

<sup>124</sup> Il s'agit de l'agence responsable des propriétés de sa Majesté le Roi de Thaïlande. Le bureau est considéré comme une personne juridique et non une agence gouvernementale. Le bureau était dirigé par 6 directeurs assurant une gestion collégiale des propriétés de la monarchie en tant qu'institution et non des propriétés comme biens privés du Roi. Son fonctionnement a changé en 2018.

recupérer du terrain loué par les habitants pour étendre celui du temple. Les habitants voulant rester, le moine vénérable était obligé d'attendre l'échéance des contrats de location avant de pouvoir réclamer par autorité ces terres. Toutefois lorsque le BMA a commencé à démarcher avec la communauté de Wat Devaraj, les habitants se sont mis d'accord pour s'unir contre le projet, dans sa version qui demande l'expulsion de certains habitants. Selon Pa Tim et les personnes engagées de la communauté, rester soudé en tant que groupe était important car ils craignaient que si quelques habitants les plus proches de la rive concédaient leurs terrains, le BMA risquait de réclamer plus de terres derrière les digues plus tard afin de poursuivre le développement des berges. Ainsi ils ont demandé au moine vénérable de les protéger, en tant que père<sup>125</sup> de la communauté. Le moine vénérable a alors changé de posture : il ne demandera pas les terrains aux habitants tant qu'ils sont menacés par le projet et a fait savoir au BMA que « tant qu'il habite ici [dans ce monde] il ne cèdera aucune terre au BMA ». Ainsi le leader monastique assure d'un point de vue pratique son devoir spirituel de protéger la communauté.

Pa Tim m'a dit au cours de notre premier entretien que j'ai bien fait de la contacter avant de venir dans la communauté car les habitants se sont mis d'accord pour avoir le même discours avec toute personne qui vient parler du projet : ils ont fabriqué un consensus. Les conflits d'intérêts précédents sont effacés pour préserver l'intégrité d'une communauté soudée et alliée, de même que les points de vue divergents sont discutés lors de réunions du conseil communautaires afin de décider de la posture de la communauté. C'est ainsi que de la critique ils sont passés à la collaboration avec KMITL pour s'assurer que le projet ne se développe pas contre leurs intérêts. Pa Tim me révélait que cette fabrique du consensus allait jusqu'à la consigne reçue par tous les habitants de signaler toutes personnes posant des questions sur le projet ou prenant des photos du mur d'enceinte du temple ou des bords de rive. Ils avaient aussi pour consigne d'éviter toute discussion avec des gens venant de l'extérieur de la communauté sur le projet tant qu'ils ne savent pas d'où ces personnes viennent.

---

<sup>125</sup> Le terme pour désigner ou s'adresser à un moine est *luan pho*, « หลวงพ่อ », « vénérable père ».

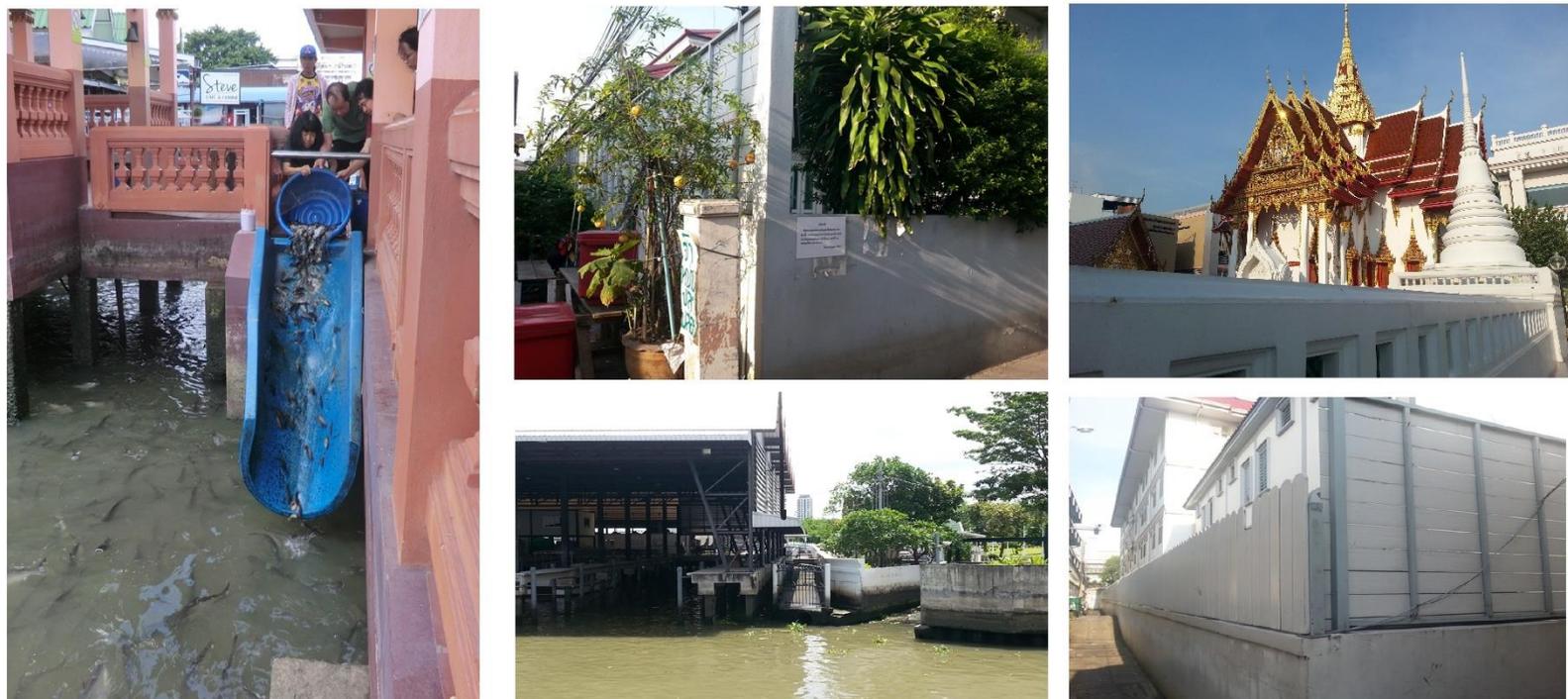


Figure 38 A gauche : une famille lâchant des poissons dans la rivière pour faire des mérites sur les quais du temple de Devaraj.  
 Au centre en haut : mur d'enceinte du temple construit pour prévenir les inondations dans le temple. A gauche c'est le terrain des habitants et à droite avec les arbres celui occupé par le temple.  
 Centre bas : à gauche le hangar des barges royales et à droite les quais de Tha Wasukri, là où la famille royale vient faire ses mérites et là où Roi monte à bord d'une barge royale lors de la cérémonie du défilé des barges royales.  
 En haut à droite : temple de Devaraj  
 En bas à droit : Mur d'enceinte, les bâtiments blancs derrière le mur appartiennent au temple.  
 Source : photographie (10/05/18 et 02/06/18) de François Molle (celle de gauche) et Thanawat Bremard (les quatre de droite).

### 1.3 Ban Pune

#### Histoire, profil de la communauté et tenue du foncier

La communauté tient son nom de la profession originelle des habitants, ils produisaient de la noix de bétel (*pune*, « ๒๒๓ ») à mastiquer. Ils sont installés sur la berge de Thon Buri (en face de la communauté de Wat Devaraj) depuis la chute d'Ayutthaya en 1767. Toutefois la production de noix de bétel a cessé durant la seconde guerre mondiale sous le régime du général Phibunsongkhram. Celui-ci a fait cesser cette production pour deux raisons : la consommation de noix de bétel était considérée comme une coutume arriérée contrastant donc avec l'image

d'une Thaïlande civilisée<sup>126</sup> et la lumière des fours risquait d'attirer l'attention des bombardiers durant la guerre (Sutheerattanaphirom, 2016 : 226).

Les habitants de Ban Pune sont majoritairement thaïs et certaines familles vivent encore sur le territoire depuis plusieurs générations. Au fur et à mesure, les grandes familles de Ban Pune se sont enrichies et ont déménagé ailleurs, tout en gardant la propriété des maisons à Ban Pune qu'ils font louer aux personnes le désirant. Ainsi à Ban Pune, il n'y pas que des thaïs de la région centrale mais également beaucoup de personnes venant de l'Isan (Nord-Est thaïlandais, plus proche de la culture lao) qui sont locataires. Les personnes venant de province s'installent à Ban Pune comme d'autres communautés similaires car le loyer y est peu cher et ils sont bien situés par rapport au réseau de transport de la ville. En 1998, les loyers étaient généralement de 300 bahts par mois<sup>127</sup>, aujourd'hui en moyenne c'est 600 bahts par mois, certaines montant jusque 1,000 bahts par mois selon Pi Num, un habitant de Ban Pune.

Les deux grandes familles de la communauté sont celle de Thanabhumi et Sukhumphand, c'est elles qui sont les plus grands propriétaires des terrains de Ban Pune. La plupart de leurs membres vivent ailleurs et délèguent la mise en location et la collecte du loyer à des résidents comme Pi Num. Pi Kae m'explique que la communauté a la réputation d'être une communauté de voyous (*nak leng, gangster*<sup>128</sup>). Cela est suraccentué par le fait que les jeunes viennent généralement se battre près de la communauté même s'il s'agit de jeunes venant d'ailleurs. En revanche Pi Kae reconnaît une vérité historique au fait d'être *nak leng*, auparavant les habitants de la communauté ne se laissaient pas faire si l'on s'attaquait à des personnes de leurs communautés, notamment les jeunes, mais ils n'attaquaient jamais d'autres communautés. Aujourd'hui, Pi Kae m'apprend que les relations de voisinage entretiennent un semblant d'amicalité au quotidien mais qu'il n'y a pas réellement de solidarité entre les habitants. Cela s'est vu lors de la collecte de fonds pour rénover l'autel des ancêtres au centre de la communauté. Durant les réunions tout le monde a exprimé l'envie de le rénover, mais ensuite peu de monde s'est engagé à verser des fonds pour le projet. Pi Kae et les habitants concernés par le patrimoine finissent donc souvent de financer par leurs propres moyens

---

<sup>126</sup> Voir la partie I.B.2.1 et I.B.3.2 sur le kabuan siwilai.

<sup>127</sup> Ce qui correspond à 7,88 euros selon le taux de change en août 2018.

<sup>128</sup> Voir la partie I.B.3.1

l'entretien des monuments historiques de la communauté car le budget de développement de communauté accordé par le district ne suffit pas.

De plus le conseil communautaire est divisé entre deux factions de la communauté aux idées opposées. Pi Kae m'expliquait ainsi qu'elle et 6 autres membres du conseil communautaire se considéraient comme des personnes intègres. Le conseil communautaire, à l'époque où elle en faisait partie comprenait 10 membres, opposés à ces 7 membres dits « intègres », il y avait les 3 autres membres du conseil qualifiés par Pi Kae comme étant des « mafieux ». Le président de la communauté était du côté des 3 membres mafieux. Ceux-ci obéissent aux intérêts des *chao pho* (parrain<sup>129</sup>) locaux. Par exemple sur la question de l'utilisation du budget du district pour le développement de la communauté, les 7 membres majoritaires du conseil souhaitaient voir l'argent être utilisé à bon escient en montant des projets avec la communauté. Le groupe minoritaire, avec le soutien du président de Ban Pune, voulait plutôt se répartir ce budget équitablement entre les membres du conseil afin que chacun puisse y trouver son utilité personnelle sous le prétexte que le budget du district est trop faible pour mener un réel projet avec et que la communauté est composée d'habitants non engagés et non porteurs de projet. Dû à ces différences croissantes entre les membres du conseil, Pi Kae et les 6 membres de son côté ont donc quitté le conseil. Cela s'est passé avant le projet CPA.

#### Attitude face au projet

La scission au sein du conseil communautaire est une dynamique déjà existante qui se voit performée sous un nouveau jour par le projet CPA. Celui-ci trouve une résonance locale de par le fait que le président et les 3 membres du conseil qui lui sont proches cautionnent le projet alors que Pi Kae et les 6 autres membres du conseil sont contre le projet. Ces derniers n'étant plus au conseil municipal, ils n'ont plus le même pouvoir pour rallier les habitants de Ban Pune à la contestation du projet ni pour négocier avec le district. Ainsi au sein de la communauté, les contestataires sont minoritaires, mais de par leur engagement actif, ils ont donné à Ban Pune une réputation de contestataires plus généralement dans la configuration développementiste. Les habitants ne sont pas menacés d'être expulsés, les contestataires comme Pi Kae s'engagent pour protéger la rivière et son écologie. Ils n'évitent pas le conflit avec BMA ou KMITL, les ayant même provoqués au début de l'étude menée par KMITL en posant des questions pointues sur les impacts environnementaux du projet. Pi Kae me relatait

---

<sup>129</sup> Voir la partie I.B.3.1 et voir le lexique, « *chao pho* ».

ainsi les évènements : « Je leur posais tellement de questions sur les impacts auxquelles ils ne savaient répondre qu'ils en ont perdu la face. Ils ne sont pas revenus faire leurs réunions publiques à Ban Pune ».

La communauté de Ban Pune a une certaine familiarité avec le « langage-projet » (Olivier de Sardan, 1995), il s'agit de tout le vocabulaire relatif aux projets de développement : les termes techniques et administratifs, les expressions propres au projet, etc... En 1971, plusieurs routes sont développées pour permettre l'accès à la communauté, cela se faisant durant un élan de transition du transport fluvial vers le transport routier. Plusieurs canaux sont donc recouverts, la culture des fruits dans les vergers devient donc de plus en plus difficile, Ban Pune perd donc tout ses habitants qui travaillent dans les vergers. De plus en 1995, le BMA a réquisitionné une grande partie du territoire de la communauté de Ban Pune pour bâtir le pont Rama 8 permettant de connecter la rive Est à la rive Ouest en ce point. Avec le pont, le BMA a également fait ériger un parc public dédié au Roi Rama 8. Le nombre d'habitants de Ban Pune a été réduit de moitié suite à ce projet, toutes les familles sino-thaïes de Ban Pune ayant quitté le territoire. Les habitants de Ban Pune ont été ravis de pouvoir accueillir un projet royal dans leur quartier toutefois ils ne sont pas prêts à revivre les impacts durant la construction (bruit, poussière, pollution) pour un projet de promenade, dont l'utilité est purement « récréative » selon eux. « Tout projet intervient aujourd'hui dans un milieu qui a déjà subi de nombreuses interventions précédentes et en a gardé trace, bien que 'la tendance naturelle dans un projet (soit) toujours de considérer que l'histoire démarre avec le projet, de sous-estimer systématiquement tout ce qui s'est fait auparavant et de surestimer l'impact du projet' (Gentil et Dufumier, 1984 : 25) » (Olivier de Sardan, 1995 : 127).

## 2 – La promenade comme créatrice d’opportunité

Les projets de développement apportent avec leur élaboration une fenêtre d’opportunité pour des actions à travers la disponibilité de ressources, la mise en lien de certains acteurs sur un sujet ou encore la réunion de conditions rendant possible d’autres façons d’agir. Une dérive possible d’une analyse socio-anthropologique pensant des assemblages ou des systèmes d’acteurs-réseaux serait de découper ce système de relation en l’extrayant du contexte permettant d’en situer les entités qui le compose. Les acteurs de la configuration développementiste ne naissent pas ex-nihilo avec un projet de développement. Avant CPA, le BMA avait déjà une façon de procéder avec les projets urbains (la demande de subvention avant l’étude), les communautés riveraines avaient déjà des enjeux de développement auxquels ils devaient faire face (par exemple le projet CPA qui devient un élément dont se saisissent les habitants afin que le moine vénérable ne fassent pas de leurs terrains des terres du temples) et les architectes de l’ASA, Pan Muang et Shma avaient déjà des représentations à propos du patrimoine et l’espace public à Bangkok. Pour ces derniers nous verrons dans la prochaine partie comment les contestataires situent le projet CPA dans la continuité d’une histoire relatant la séparation des citadins de Bangkok avec l’eau, l’histoire d’une progression vers le sec, c’est-à-dire l’impératif de se mettre à l’abri de l’eau<sup>130</sup>.

### 2.1 Les opportunités permises par le projet urbain

Pour Ajarn Kai, le projet CPA est une source de financement pour mener des recherches archéologiques sur les communautés historiques le long de la Chao Phraya. Même si ses dessins ont été écarté du plan du projet soumis au BMA en septembre 2016, Ajarn Kai a pu constituer une équipe de travail étudiant l’histoire d’un point de vue archéologique des riverains de la Chao Phraya. Le rapport produit sous la direction du chef de projet, Kanika Sutheerattanaphirom, comprend 271 pages sur le patrimoine culturel de la Chao Phraya. Khun Kanika, de la faculté d’archéologie de l’université de Silpakorn, a publié le livre intitulé *Structurer et construire la ville des communautés de Bangkok jusqu’à la ville de Rattanakosin : nouvelles données à partir de preuves archéologiques*<sup>131</sup> en 2018. Ainsi malgré le fait que les actions de l’équipe de KMITL ayant travaillé sur l’histoire des communautés aient peu modifié

---

<sup>130</sup> Voir partie III.A.2.2.

<sup>131</sup> « ก่อร่างสร้างเมืองจากชุมชนบางกอกสู่กรุงรัตนโกสินทร์ : ข้อมูลใหม่จากหลักฐานทางโบราณคดี »

le plan de CPA, le projet leur a permis de mener des recherches leur procurant matière à publier académiquement.

Ajarn Kai a vu l'obtention du contrat d'étude par KMITL d'un bon œil car il l'a considérée comme une possibilité de faire un projet important qui peut beaucoup apporter aux thaïs. Il est persuadé que l'ASA, FOR et tous les architectes universitaires contestent le projet en faisant du jeu politique. Ajarn Kai perçoit les contestataires comme des académiques du versant politique socialiste, les anciens chemises rouges<sup>132</sup> qui sont contre les formes de gouvernance (démocratie ou autocratie) élitiste, en l'occurrence dans le contexte actuel : le NCPO. Ainsi Ajarn Kai profite de sa position et ses connexions pour mener un projet sans faire de politique. Il a sa propre idée de la préservation du patrimoine, qui diffère de la démarche de FOR. Il a consulté l'avis de Richard Engelhardt, ancien membre de l'unité culturelle de l'UNESCO, celui-ci étant aujourd'hui consultant pour les nominations à la liste des patrimoines mondiaux (*World Heritage*). Parmi ses connexions, *sen*, Ajarn Kai pense s'être attiré les bonnes faveurs du général Anupong Paochinda suite à un épisode anecdotique qui mérite d'être cité ici. Lors d'une réunion du comité directeur pour le projet CPA, le général Anupong a remarqué qu'Ajarn Kai possédait la même coupe de cheveux que lui et a invité Ajarn Kai à prendre place près de lui en disant qu'ils étaient amis par cette qualité. C'est ainsi qu'Ajarn Kai s'est rapproché du général et compte aujourd'hui sur le général, ministre de l'Intérieur, pour guider le projet CPA dans « la bonne direction » selon lui.

Du côté des contestataires, pour la patrimonialisation de la Chao Phraya, FOR a fait appel à Joshua David, fondateur de la WMF, qui a rajouté la Chao Phraya à la liste de patrimoine en danger. Aujourd'hui sur le site de la WMF, il est écrit que suite au classement de la rivière sur la liste de WMF, le ROCCDC a décrété que le projet aura des impacts négatifs sur les sites historiques et qu'il vaut mieux développer des espaces ouverts par spot plutôt qu'une promenade continue sur toute la longueur de la berge<sup>133</sup>. Ainsi la brève interaction qu'a

---

<sup>132</sup> La crise politique en Thaïlande de 2005-2006 a vu s'opposer deux camps : les chemises jaunes et les chemises rouges. Les premiers, « l'alliance du peuple pour la démocratie », constituée principalement des classes moyennes et supérieures, portaient la couleur jaune en hommage au roi souverain qu'ils soutenaient inconditionnellement. Tandis que les chemises rouges, le « front démocratique national d'opposition à la dictature », constitué majoritairement des classes populaires urbaines et rurales, se revendiquaient partisan de l'ex-premier ministre Thaksin Shinawatra. Ces événements ont rendu visible les clivages de la société thaïe et depuis, de nombreuses personnes sont devenues politiquement actifs et engagés (Baker et Phongpaichit, 2014 : 275-278).

<sup>133</sup> Rappelons que ceci a été annoncé durant les publications dans la presse en avril 2018 sans s'être concrétisé par une prise de mesure effective du BMA dans ce sens.

eu Joshua David avec le projet CPA et FOR leur a permis de se mettre en avant en tant qu'ONG légitime qui apporte des résultats de par ses actions.

Le projet a été l'évènement fondateur de Pan Muang qui s'est constitué en bureau d'étude spécialisé dans la création de projet mettant en valeur le patrimoine culturel des communautés. Aux yeux de Pan Muang, les *community studies* sont un outil académique apolitique qui permet de dépasser les relations de pouvoirs locales. Ainsi ils peuvent accompagner les habitants à mener des initiatives bottom-up sans être sous l'emprise d'un projet top-down qui présente le risque d'être récupéré par des *chao pho* locaux comme à Ban Pune par exemple.

Là où FOR et la River Assembly pouvaient attendre de la part des communautés qu'elles prennent un rôle actif dans la défense de leurs communautés et du patrimoine dont ils sont détenteurs, il convient de rappeler que les stratégies adoptées par les acteurs d'une configuration développementiste obéissent à de multiples rationalités, tantôt économiques ou culturelles, elles ne sont pas mutuellement exclusives (Olivier de Sardan, 1995 : 41). La perspective d'accès à un meilleur logement (meilleur par éligibilité aux subventions du district pour le développement de la communauté et l'acquisition de titre fonciers régularisés, donc transmissible par héritage) a primé sur les rationalités culturelles, l'attachement au territoire notamment, des habitants de Mittakham 1 et 2. CODI avait proposé 12 appartements aux habitants de Mittakham comme option de relogement, aucun n'a été pris. Comme le travail de CODI consiste en un projet de développement pour la communauté, ces appartements ont été reproposés à d'autres communautés, comme Wat Devaraj par exemple. L'on sort donc du cadre de CPA, il s'agit alors de développer les communautés indépendamment du projet CPA. Là où CPA mettait à disposition des appartements comme forme de compensation pour Mittakham, ceux-ci sont devenus des opportunités d'investissement immobilier pour les habitants de Wat Devaraj, qui ne sont que locataires des terres de Wat Devaraj.

## *2.2 La promenade comme nouvelle occasion de remettre en cause les digues*

Lorsque nous sommes au beau milieu de la Chao Phraya, derrière la promenade se faufile sur les berges en arrière-plan les digues de béton. C'est à la fois ce qui est littéralement prévu et ce qui est figurativement en jeu. Le développement des rives de la Chao Phraya proposé par le projet du gouvernement a fait ressortir le débat sur les digues en béton de

Bangkok<sup>134</sup>. Ceci n'est pas anodin étant donné que la rénovation des digues fait partie d'un des plans du projet CPA. Le département du drainage et des égouts a prié le BMA pour eux-aussi participer dans le projet CPA afin de contribuer dans la rénovation des digues. Plusieurs des architectes à qui j'ai eu affaire en 2018 semble être sceptiques envers le mode de développement urbain fondé sur la nécessité des digues le long de la Chao Phraya. Comme nous l'avons mentionné au début de la partie III.A.2, Bangkok s'est urbanisé en distinguant le sec de l'humide. Les bâtiments érigés dans la ville ne sont plus adaptés à l'immersion dans l'eau, ainsi le système de drainage dans la ville prévoit une évacuation des eaux en dehors des limites de la métropole, Bangkok ne possède quasi-plus de zone de retenue d'eau. Ce modèle de développement entraîne un cercle vicieux au sein duquel les actifs investis par les propriétaires immobiliers, demandent un renforcement des digues pour les protéger d'inondations. Ainsi à mesure que les digues sont renforcées, la sécurité en termes d'investissement immobilier croît et cela génère conséquemment une nécessité de bâtir plus de digues, plus hautes. Le département de prévention et mitigation des risques de désastres (DDPM) ont établi un indicateur (*Key Performance Indicator*) évaluant la performance des digues contre les inondations afin de valider chaque année le budget permettant de continuer de financer leur développement.

Le retour à un aménagement de la rivière et des canaux sans digue est une réelle tendance qui existe au sein des architectes de Bangkok. « La vie pour l'Homme est dure dans un environnement aussi 'amphibie'. Durant la saison des pluies, il n'y a pas de terre sèche ; durant la saison sèche, il n'y a pas d'eau à boire... »<sup>135</sup> (Takaya, 1987 : 7). Les architectes de l'ASA ont publié un ouvrage intitulé *Liquid Perception* (Isavorapant et al., 2012), au sein duquel est prôné un retour à une relation en harmonie avec la nature, « vivre avec l'eau ». Le Dr. Sumet a rendu populaire la notion d'architecture amphibie (*amphibious architecture*) dans son ouvrage *Water: The Origin of Thai Culture*<sup>136</sup>. Ces architectes prônent une vision de la ville qui s'adapterait aux saisons, capricieuses selon le géographe japonais Takaya, au lieu d'aller contre-nature en cherchant à maintenir Bangkok au sec selon le mode d'urbanisme actuel qui isole les habitants de l'eau. L'anthropologue et historien Srisak Valipodom, cité en

---

<sup>134</sup> Voir partie I.B.2.1. pour l'histoire de l'érection des digues sur les berges de la Chao Phraya.

<sup>135</sup> « Life for man is hard in such an 'amphibious' environment. In the rainy season, there is no dry land; in the dry season, there is no drinking water... » (Takaya, 1987 : 7)

<sup>136</sup> Cf. annexe 9 pour voir un dessin les dessins de Khun Sumet et d'autres architectes qu'il a inspiré.

entretien dans *Liquid Perception* (Isavorapant, 2012 : 51 - 71), considère que les digues empirent les dégâts de l'inondation : les cours d'eau deviennent plus forts et violents et en certains lieux sans bon système de drainage, la digue devient une barrière retenant l'eau dans les communautés.

Le scepticisme vis-à-vis des digues semble être une tendance partagée par plusieurs acteurs opposés au projet CPA, j'ai notamment repéré au travers de lectures et entretiens cette affinité auprès de Khun Srisak Valipodom, Khun Niramom Kulsrisombat (directrice de l'UDDC), les architectes de Shma, Ajarn Kai, Ajarn Thiwa et Khun Pongkwan Lassus. Les trois premiers ont beaucoup contribué dans l'ouvrage *Liquid Perception*. Ajarn Kai prône une vision du développement des berges de la Chao Phraya directement inspirée par la notion d'architecture amphibie de Khun Sumet. Kun Pongkwan et Ajarn Thiwa pensent tous les deux que le problème de l'aménagement des berges ne montre aujourd'hui à travers CPA qu'un symptôme du problème latent qui remonte aux digues qui ont scellé une politique d'aménagement erronée de la rivière. Le scepticisme des digues n'est pas que l'affaire de visions personnelles, cette tendance retrouve une résonance dans des réseaux d'acteurs qui agissent au nom de cette vision. Nous pensons alors à Srisak Valipodom qui est très engagé dans la fondation Lek-Prapai Viriyahpant et Khun Pongswat à travers SCONTE qui a permis à Khun Sumet de gagner un procès contre le BMA et empêcher la poursuite de construction d'une digue à Bangkok Noi<sup>137</sup>. SCONTE est un réseau qui lie des acteurs comme Khun Pongswat à Khun Pongkwan, Ajarn Thiwa ainsi que FOR.

Ajarn Kai de son côté connaît par ses *sen*, des personnes à Chulalongkorn impliquées dans la 4<sup>ème</sup> révision du plan d'urbanisme de Bangkok. Par leur intermédiaire, il veut inclure un volet sur la cohabitation avec la Nature dans le plan directeur d'urbanisme de Bangkok, son espoir étant de faire passer cela par le ministre de l'Intérieur. Il souhaite également faire réformer les textes juridiques interdisant quiconque de vivre sur l'eau afin de mettre en place des polders inondables et inciter des personnes, entre la digue interne et la berge de la rivière, à vivre sur un territoire inondable. Cela n'est pas directement visible sur les plans, mais le design d'Ajarn Kai pour CPA prévoit de faire reculer les digues et les retirer, les digues ainsi que les *floodgates* (vanne et porte écluse à l'entrée des *klong*), là d'où c'est possible.

---

<sup>137</sup> Voir annexe 11 pour des photos d'érection d'une digue à Kandejeen.

## B – Porter le combat au-delà des berges :

### 1 – Le combat pour l’espace public

#### 1.1 La réinvention des berges en espaces publics

Alors que les idées abondent sur comment utiliser et développer l’espace le long des berges, elles restent disparates sans être régies par un schéma directeur sur le développement des berges de la Chao Phraya. Le Plan d’Urbanisme de Bangkok contient des éléments épars sur la Chao Phraya mais aucune section qui lui soit dédiée, il n’y a donc pas de cohérence dans les projets de développement de la rivière. Entre les investisseurs privés qui veulent développer des terrains riverains en friche (Icon Siam étant l’exemple le plus ostentatoire) et des agences gouvernementales aux grand projets (CPA, Chao Phraya River Rim), les divers acteurs semblent développer la Chao Phraya à leur guise. Les projets CPA et celui de la River Rim ont déjà été mentionnés dans ce mémoire, le premier prévoyant 14 km de promenade et le deuxième, proposé par l’OTP, 140 km de promenade continuant celle de Bangkok jusque Pathum Thani. En ce qui concerne l’Icon Siam, il s’agit d’un projet de complexe commercial de 50 milliards de bahts<sup>138</sup> sur 80,000 m<sup>2</sup> de terrain. Le plus gros investissement privé réalisé



Figure 39 Modélisation de ce à quoi ressemblera le complexe Icon Siam à la fin de la construction.  
Source : Image tirée de <http://www.bangkok.com/shopping-mall/icon-siam-shopping-mall.htm>

<sup>138</sup> Ce qui correspond à 1 milliard 313 millions d’euros selon le taux de change actuel (août 2018).

jusqu'à présent en Thaïlande est entrepris par les trois groupes d'investisseurs Siam Piwat Group, Magnolia Quality Development et Charoen Pokphand Group (cf. figure 39 et 40).



Figure 40 L'Icon Siam en cours de développement. Le poster fait appel au surnom de Bangkok : « La Venise d'Orient ». Source : photographie (02/06/18) de Thanawat Bremard

Entre un accès vertical à l'eau (principe d'équité) et un accès horizontal (principe d'égalité)<sup>139</sup>, entre une vision fonctionnaliste des berges et canaux et une vision nostalgique<sup>140</sup>, entre une gouvernance par l'Etat souverain et une gouvernance par le public<sup>141</sup>, la question des espaces publics est au cœur du sujet : comment les développer, par qui et pour qui ? Les espaces riverains à Bangkok font l'objet d'une reconversion en espaces publics depuis que le nombre de canaux dans la ville ainsi que leur utilité en tant que réseau de communication a baissé considérablement. Tel a été le cas du jardin royal de Saranrom qui était auparavant un palais et du parc de Rommaneenart qui était auparavant une prison

---

<sup>139</sup> Voir la partie II.A.1.2.

<sup>140</sup> Voir la partie II.B.1.2.

<sup>141</sup> Voir partie II.A.1.2.

(Chansiri, 1999). L'île de Rattanakosin a donc vu des sites historiques reconvertis en parcs et des allées et promenades développées le long des berges de canaux. Chansiri écrivait déjà en 1999 que l'un des obstacles principaux à la reconversion des canaux en voie de transport et des berges en espace public était la mauvaise qualité de l'eau. La plupart des canaux de Bangkok fonctionnent en tant qu'égouts dû à l'efficacité lacunaire des systèmes de traitement des eaux usées dans Bangkok (Chansiri, 1999 : 49). Ces canaux se jettent dans la Chao Phraya et contaminent à leur tour l'eau de la rivière. Aujourd'hui encore tous les districts de Bangkok ne possèdent pas une station de traitement d'eaux usées opérationnelles, car la politique publique devant prendre cela en charge a du mal à s'implémenter dû à la question de la taxe des pollueurs qui reste une mesure largement débattue au sein du BMA et de la Metropolitan Waterworks Authority sous le ministère de l'Intérieur (MOI).

Ce que proposent FOR, la River Assembly et les architectes de l'ASA n'est pas un retour à une culture de l'eau qui serait inadaptée dans le contexte contemporain. Il s'agit plutôt de réinventer les espaces publics selon les besoins actuels. Il s'agit de ce qu'Emilie Hache désigne par le terme *reclaiming*. « La notion intraduisible de *reclaim* utilisée par certains protagonistes exprime bien ce rapport vivant au passé. *Reclaiming* n'appelle pas un (impossible) retour en arrière mais plutôt la création de nouvelles possibilités de vie collective dont nous avons aujourd'hui besoin » (Hache, 2011 : 214). La question de la gouvernance de ces espaces publics et biens du domaine public trouve une résonance avec le débat sur la gestion des *commons*. Hache résumait ainsi la posture de Garrett Hardin (1968), auteur de la *Tragédie des biens communs*, « l'accessibilité à tous d'un espace donné amènerait inéluctablement à sa destruction, chacun cherchant à maximiser son gain quitte à épuiser les ressources pour autrui » (Hache, 2011 : 207). D'autres auteurs comme, Susan Jane Buck Cox (1985), soutiennent au contraire que la privatisation, posture que défend le constat de Hardin, est l'écueil des biens communs comme cela a été le cas avec les *enclosures* en Angleterre. Hache, en commentant les cas qu'elle a étudiés, met en avant l'importance d'un public qui doit se proposer de dépasser les clivages traditionnels entre bien public et bien privé : « Rappelons que les espaces communs réinventés par les *Reclaim the streets* ou les créateurs de logiciels libres ne sont pas plus ouverts à tous que ne l'étaient les communaux, contrairement à la lecture qu'en fait Hardin. Ils désignent chaque fois quelque chose qui importe à un public donné, intermédiaire entre l'individuel et l'universel » (Hache, 2011 : 208).

C'est donc sur cette piste de réflexion que FOR et la River Assembly vont peut-être devenir des contributeurs cruciaux à l'émergence d'un public sur la question des espaces

publics, en essayant de concilier le principe d'équité (respect des droits des riverains comme ayant autant de légitimité dans la gouvernance de la Chao Phraya que les autorités actuelles : le BMA, le MD, le ROCCDC et le FAD par exemple) et le principe d'égalité (accorder un droit de décider aux acteurs extraterritoriaux également). Pi Jan, plus impliquée à faire émerger une réflexion sur les espaces publics au sein des débats publics (espace public médiatique) que par la contestation du projet, me partage sa vision sur l'initiative de la River Assembly : « même si nous perdons ce combat, il ne faut pas voir cela comme une défaite. Si nous perdons et que le projet se fait, cela nous donnera des leçons pour éviter que ces erreurs se reproduisent. Peut-être qu'il s'agissait de la stratégie d'opposition au gouvernement [qui nous a fait perdre], [en revanche] si c'est le Tribunal Administratif qui a été défaillant, ce projet devrait nous servir de leçon pour améliorer le fonctionnement législatif de notre pays ».

### *1.2 Ralliement des différents groupes de société civile pour penser l'espace public ensemble*

Alors que le projet CPA a perdu de son engouement médiatique suite à l'annonce de l'« annulation » du projet dans la presse, les contestataires se retrouvent dans une temporalité d'action chargée d'évènements qui peuvent venir bouleverser l'action. Le mois de juillet 2018, les gens n'allaient avoir l'attention que sur le couronnement du nouveau Roi lors de son anniversaire. C'était donc en août qu'ils devaient agir car ils anticipaient une précipitation des évènements autour du projet CPA avant les élections prévues en février. La temporalité des élections est une dimension qui influence largement la temporalité d'élaboration des projets en Thaïlande car les élections signifient une reconfiguration des relations d'acteurs au pouvoir. Les connexions (*sen*) et relations clientélistes peuvent alors perdre de leur capacité d'augmentation de la marge de manœuvre des porteurs de projets. Lors d'une réunion de membres de l'ASA lors du 29 juin 2018, Ajarn Tu, une des participantes, a suggéré qu'ils devraient justement attirer l'attention des médias avant les élections pour redonner de l'importance aux politiques environnementales, afin que les électeurs puissent garder cela en tête lorsqu'ils considèrent les parties se présentant aux élections. Peut-être que cela incitera même les parties à présenter un agenda politique qui accorde également une importance aux politiques environnementales et aux espaces publics.

Afin d'apporter la question des espaces publics dans la scène médiatique, Ajarn Tu a proposé l'idée de réunir sous un nouveau collectif les acteurs engagés sur plusieurs sujets actuels ou passés dont les gens parlent encore : la démolition de l'ancienne gare de train de

Makkasan pour construire une station de l'Airport Rail Link, la reconversion du Bangkok Arts and Culture Center (l'un des seuls centres culturels de Bangkok subventionné par l'Etat) en bureau de *co-working space*, la démolition de la communauté du Fort de Mahakarn pour faire un parc public, les expulsions de riverains pour construire le pont de Kiakkai (dont les contestataires remettent en cause la nécessité et l'emplacement), le combat des ONG contre les mines (plus particulièrement l'ouverture d'une nouvelle mine de charbon proposée en 2017) ou encore la politique de développement de l'Eastern Economic Corridor en Thaïlande pour répondre au projet One Belt One Road de la Chine visant à développer une route de commerce maritime parallèle à la route de la Soie terrestre<sup>142</sup>. L'idée étant donc de faire émerger une société civile qui porterait le problème de toutes ces scènes de débats par l'intermédiaire d'une réflexion commune sur les problèmes publics et les espaces publics. Les architectes de l'ASA ont bien reçu l'idée d'Ajarn Tu en proposant d'éviter de reproduire l'erreur de la River Assembly, qui elle aussi voulait ouvrir le débat sur CPA au-delà des cercles d'architectes mais a fini par avoir la même figure comme porteuse du mouvement FOR, Khun Yossapol. Ainsi les membres de l'ASA étaient d'accord sur le fait qu'il leur fallait une autre figure pour porter le débat sur ces projets, afin d'éviter que les militaires au gouvernement ne les étiquettent comme étant « les contestataires habituels qui se plaignent de tout »<sup>143</sup>.

Une idée a alors été proposée et a immédiatement suscité un retour favorable à la table de réunion : diffuser une série télévisée sur le thème de l'aménagement d'une rivière durable. Cette série ou film se proposera notamment d'être une façon d'éduquer la population sur l'importance de la Chao Phraya. Ce qui pourra donner suite à des workshops étudiants, des concours de dessins, voir même un concours de court métrage. Le gagnant bénéficiera d'une diffusion de son film en salle. Ils pourraient profiter de la rentrée scolaire, prenant lieu en juillet en Thaïlande, et avoir les professeurs dans différentes universités proposer ça comme projet à réaliser aux étudiants. Je leur ai suggéré d'organiser des cinéma-débat, avec le réalisateur et quelques personnes impliquées dans la préservation de la rivière pour discuter avec l'audience à la fin de la projection en racontant mes propres expériences que j'ai pu avoir à Lyon lors de diffusions de films portant sur des débats sociaux. Khun Pongkwan a explicité au cours de cette

---

<sup>142</sup> Je ne prendrai pas le temps de développer ici ce que chacun des sujets impliquent. Il faut simplement considérer chacun de ces sujets comme autant de configurations développementistes présentant des réseaux d'acteurs et jeux d'acteurs aussi complexes que ce que j'ai présenté pour le projet CPA.

<sup>143</sup> Formule employée par un des membres de l'ASA durant cette réunion.

réunion que ce nouveau mouvement doit être une plateforme de réflexion sur la préservation de la Chao Phraya, indépendamment de la question du projet CPA, donc sans redévelopper les positionnements qu'ils ont déjà eu à cet égard. Elle a également lancé l'idée que ce mouvement pourrait remonter à l'histoire de l'aménagement de la Chao Phraya, ce qui permettrait de remettre en question la pertinence d'avoir des digues en béton le long de la rivière<sup>144</sup>.

Ces réflexions coïncident également avec la volonté du département d'Urbanisme de BMA d'entamer une quatrième révision au plan d'urbanisme<sup>145</sup> de la métropole car depuis le plan de 2013 d'importantes nouvelles infrastructures ont été aménagées et rendent obsolète le schéma directeur proposé dans le plan d'urbanisme de 2013. Le travail actuel de l'Assemblée de Pilotage de la Réforme Nationale (NRSA) sur l'édiction de la loi sur la ressource nationale de l'eau entend simplifier la collaboration des agences gouvernementales encastrées dans la mosaïque bureaucratique de l'administration thaïlandaise travaillant sur les questions de l'eau. Au sein de cette loi, il est prévu de consacrer une clause du texte juridique à l'implémentation d'un *Water Plan*, « plan de l'eau » qui devrait tracer les passages de l'eau et qui sera pris en compte dans le plan d'urbanisme. Ainsi toute personne voulant bâtir toute construction devra étudier le *Water Plan* et argumenter que leurs constructions ne gêneront pas les passages de l'eau, ce qui empêcherait le cas échéant à l'eau de s'évacuer correctement (c'est cela qui pose actuellement problème dans Bangkok avec les zonages qui n'ont pas été respectés durant l'urbanisation de Bangkok au cours de ces 20 dernières années). Lors du 29 août 2018, plusieurs des opposants au projet CPA ont participé à une réunion recueil des avis du public sur la question du « développement des espaces publics pour le bonheur et le développement durable » organisé à l'hôtel de ville de Nonthaburi par la Health Assembly du NHCO<sup>146</sup> (cf. figure 41). Ainsi la volonté de placer les réflexions sur les espaces publics au cœur des débats actuels commence à se concrétiser pour les membres de l'ASA qui vont peut-être faire émerger un nouveau collectif suite à cette réunion.

---

<sup>144</sup> Voir partie III.A.2.2.

<sup>145</sup> Bangkok a eu son premier plan d'urbanisme en 1993 (année de proposition du projet de route sur la Chao Phraya par Winai Somphong), la version actuelle date de 2013 et représente la 3<sup>ème</sup> révision.

<sup>146</sup> Cf. l'annexe 3 « La genèse de River Assembly », Pi Jan explique dans cet extrait d'entretien le rôle de la démarche, proposée par le NHCO, de proposition d'une nouvelle politique publique à soumettre au Cabinet.



*Figure 41 Réunion sur la question du développement des espaces publics. Je reconnais sur les photographies (celle-ci et d'autres du même évènement) Pi Jan, Ajarn Marc, Khun Pongkwan et des membres de l'ASA dont j'ignore le nom. Il me semble également apercevoir Khun Yossapol.  
Source : publication sur la page facebook de la Health Station du 29 août 2018.*

## 2 – La lutte politique au-delà du combat contre les porteurs du projet :

### 2.1 Quelle perception de l'Etat ?

Il n'est pas étonnant de constater à plusieurs reprises des acteurs qui personnifient l'Etat dans leurs discours, surtout lorsque nous étudions un projet qui est une « politique du gouvernement », comme l'on me l'a souvent rappelé sur le terrain. Je pense moi-même ne pas y avoir échappé au cours de la rédaction de ce mémoire. Là où, en langue française, nous faisons usage des termes « Etat » et « gouvernement » pour désigner deux choses différentes. En thaïlandais, le premier se traduit par « รัฐ » (*rate*) et le second par « รัฐบาล » (*rattaban*). *Rate* n'est que la première syllabe de *rattaban* et nous induit généralement à l'employer comme diminutif pour désigner le *rattaban*, brouillant ainsi la distinction entre Etat, la nation en tant qu'institution, et gouvernement, l'organe gouvernant cette institution. Ainsi, dans le langage courant, *rate* et *rattaban* sont quasi employés de manière interchangeable.

Cela devient intéressant lorsque nous reprenons les titres des journaux annonçant en avril 2018 que l'Etat (*rate*) a annulé le projet ou recule face à ce dernier<sup>147</sup>, une question simple m'a traversé l'esprit : qui est l'Etat ? Qui a parlé en son nom ? Lorsque j'ai consulté ma cartographie d'acteurs, j'ai identifié plusieurs acteurs mais aucun ne devait représenter l'Etat à lui tout seul durant cette situation en avril : le MD n'avait pas encore validé le projet, l'ASA a proposé un développement en spot du projet plutôt qu'un développement continu, le ROCCDC a validé cette décision et la métropole n'ayant été tenue au courant de cette décision menait encore le projet ses 14 km. A aucun moment l'Etat ne s'est exprimé sur le sujet, sa position présumée ne pouvait qu'être traduite par la voix d'autres acteurs. Le fait que nous avons pu lire à un moment dans la presse que l'Etat annule le projet provient d'une mécompréhension quant aux responsables du projet<sup>148</sup>. En se référant simplement à l'Etat, la presse ne prend pas en compte l'hétérogénéité des opinions et positions vis-à-vis du projet parmi les agences du gouvernement qui sont porteuses du projet. L'ASA et le ROCCDC avec le soutien du FAD, sous le ministère de la Culture, souhaitent reporter la date du début du projet afin d'en reconsidérer le processus de conduction et le design. Tandis que du côté de BMA qui est sous le MOI, le projet est toujours d'actualité. C'est très certainement la décision du ROCCDC actée

---

<sup>147</sup> Voir la partie I.B.1.3.

<sup>148</sup> Revoir l'organigramme (figure 1) en partie I.B.1.1

par le président du comité, le général Prawit, qui a été interprétée comme un signe de recul de la part de l'Etat sur le projet car le général Prawit est également vice-Premier ministre et président du comité directeur du projet CPA. Il est intéressant de noter que lorsque Prawit a été confronté à cette double injonction, en tant que président du ROCCDC (qui souhaite reconsidérer ou retarder le projet) et en tant que président du comité directeur du projet, c'est sa position en tant que président du ROCCDC qui a été relayée par les médias comme étant la posture du gouvernement (*rattaban*), de par son poste de vice-Premier ministre, reflétant donc la position de l'Etat (*rate*).

Le gouvernement est perçu de plusieurs façons. Il est parfois perçu comme le représentant de l'intérêt général comme dans le témoignage de Suthathip Wongwickij<sup>149</sup>, rôle que le BMA avec le soutien des gouvernement successifs semble avoir pris l'habitude d'assumer selon Ajarn Marc. Quelquefois il prend un teint autoritaire, c'est le cas lorsque les contestataires de CPA lui reprochent de vouloir modifier le texte de la loi sur la navigation dans les eaux thaïes à sa faveur afin de pouvoir construire la promenade alors que c'est au nom de la même loi que le BMA a demandé l'expulsion des communautés riveraines à l'extérieure des digues. Khun Pongswat me rappelle durant un entretien qu'il est « couramment entendu que c'est le gouvernement qui a l'autorité [sur la gestion des *common property* en Thaïlande], mais en réalité il s'agit d'une chose utilisée collectivement par les citoyens. Mais nous avons tendance à dire que le gouvernement a le pouvoir d'agir. Alors que non. Le gouvernement est seulement garant de la loi ». L'Etat connote donc aux yeux de certains acteurs certaines valeurs. L'Etat est alors comme un masque, peu importe les acteurs (le gouvernement) qui le portent, le jeu d'acteur restera le même.

## 2.2 Soupçons de corruption et combat politique

Parcourons rapidement l'histoire de la corruption en Thaïlande afin de mieux saisir ce à quoi elle renvoie aujourd'hui. De l'ancien régime féodale thaï (la *sakdina*), ne persistent aujourd'hui que des survivances d'un système clientéliste avec ses rapports hiérarchiques<sup>150</sup>. Auparavant les fonctionnaires du royaume étaient placés au pouvoir par des nobles supérieurs,

---

<sup>149</sup> Voir la partie II.A.1.2.

<sup>150</sup> Voir la partie I.B.3

sans rémunération de la part de ces derniers, l'on attendait d'eux qu'ils se rémunèrent eux-mêmes sur les taxes qu'ils collectaient dans leur domaine de juridiction (Phongpaichit et Piriyarangsan, 1996 : 6). Le peuple gouverné accusait alors son gouverneur de *gin muang* (« กินเมือง », littéralement « manger l'état ») lorsqu'il s'enrichissait anormalement en exploitant son poste de pouvoir. Ce mode de détournement des recettes de l'Etat a perduré jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, la pratique s'est faiblit avec les réformes administratives sous le Roi Rama V Chulalongkorn à partir de 1880 qui ont introduit l'idée d'une bureaucratie centralisée avec un système de recrutement basé sur des compétences standardisées et l'implémentation d'un système de salaire pour les fonctionnaires (Phongpaichit et Piriyarangsan, 1996 : 8).

Avec la révolution de 1932, le rôle de la noblesse dans la bureaucratie s'est considérablement effacé dû à la séparation de la monarchie et de l'Etat, laissant alors émerger le concept de service public qui entraîne ainsi une régularisation et le contrôle des fonds publics. Le XX<sup>ème</sup> siècle voit le détournement de fonds, précédemment prélevé sur les recettes du gouvernement, transitionner vers un prélèvement sur les dépenses car les opportunités dans ce domaine sont grandissantes avec la croissance du nombre de projets de développement. A partir des années 1980, dû à des contraintes fiscales, le gouvernement se voit forcer de soustraire un nombre important de projets d'infrastructure routières et de la télécommunication « en continuant de contrôler le processus d'appel d'offre et en maintenant un contrôle sur le projet par l'intermédiaire de participation partielle dans le capital. Les nouvelles politiques de privatisation ouvrent plus de voies pour de l'argent corrompu sous la forme de ristourne ou frais de commission »<sup>151</sup>. Le domaine des bâtiments et travaux publics est donc une cible usuelle de soupçons de détournement de fonds. Les acteurs influents *gin*, « se nourrissent » alors généralement sur les projets d'infrastructure en détournant une partie des fonds soit au moment de l'allocation des fonds publics pour un projet ou lors de la redistribution de ces fonds dans les circuits contractuels pour la construction ou l'étude de projet. Nous décrivons ici la formule usuelle des « triangles d'acier » (Blake, 2016), c'est-à-dire un triangle d'acteurs qui s'enrichissent mutuellement par l'entraide. Un politicien qui promet un projet va gagner en pouvoir électoral et permettre un projet qui sera porté par des agences gouvernementales qui obtiennent des promotions en fonction des projets mis en œuvre et finalement le projet est un

---

151 « While still controlling the bidding process and retaining control of the project via partial equity participation. The new privatization policies open up more avenues for corruption money in the forms of kickbacks and commission fees » (Phongpaichit et Piriyarangsan, 1996 : 11-12).

marché pour les entreprises qui vont agir en consultant ou constructeur. Le lien au sein du triangle peut être d'autant plus renforcé lorsque les politiciens et les agences gouvernementales contractent des entreprises dont ils sont actionnaires pour réaliser un chantier.

Les contestataires ont soulevé à plusieurs reprises la possibilité d'intérêts économiques sous-jacent au projet. Khun Duangrit Bunnag a déclaré durant une réunion publique de FOR que le projet allait coûter le prix affolant d'un million de bahts<sup>152</sup> par mètre de promenade (Elinoff, 2017). Le projet va demander une gigantesque quantité de béton afin d'être réalisé, certains acteurs situent l'intérêt latent dans ce matériel de construction. Ajarn Kai m'informe que son design a été mis de côté car l'entreprise A7, celle qui a dessiné les plans pour Khun Anthika de KMITL, tient à construire une promenade en béton. Ce serait alors des phu yai, qui exerceraient leur influence sur le département des travaux publics de la métropole (Yotha au sein du BMA) pour s'enrichir via des arrangements avec les entreprises de construction. Ces soupçons sont davantage accentués par l'échec du premier appel d'offre lancé par le BMA en juillet 2015. Selon Khun Wichai, il y avait bien effectivement 3 répondants à l'appel d'offre, mais deux d'entre eux se seraient retirés, selon ses dires, car ils savaient que le troisième répondant était déjà présélectionné. Le conseil des architectes avait déjà soupçonné un appel d'offre truqué à ce stade d'élaboration du projet.

Le projet CPA n'est pas apolitique. Être engagé dans cette configuration développementaliste s'accompagne forcément d'une dimension politique qui dépasse le projet-même. Selon Ajarn Kai, les jeunes étudiants, Khun Yossapol et Khun Duangrit Bunnag mènent un combat politique contre un gouvernement qui est arrivé au pouvoir par Coup d'Etat. C'est pourquoi Ajarn Kai m'affirmait vouloir développer le projet honnêtement sans faire de jeu politique (« เสนอการเมือง », *len karn muang*). Il me confie même que l'architecte de Chulalongkorn qui a appelé les autres architectes des diverses universités lui a explicitement dit que les architectes faisaient coalition pour refuser l'offre du BMA pour l'étude de CPA car ils prévoyaient de faire tomber ce gouvernement par la critique de ce projet. Durant une réunion informelle des contestataires, une personne dont j'ignore le nom a proposé de rallier tous les acteurs de la société civile engagés sur différents sujets à leur combat car dit-elle : « nous ignorons qui est à l'initiative de chacun de ces projets, mais ce qui est certain c'est que nous trouvons le même politicien derrière tous ces projets. Nous devrions rallier les différents

---

<sup>152</sup> Ce qui correspond à 26,266 euros selon le taux de change actuel (août 2018)

groupes, l'énergie, le Bangkok Arts and Culture Center, la mine de charbon, afin de lutter contre ce gouvernement. Cherchent-ils donc à *gin muang* juste avant les élections ? Derrière tous ces combats nous nous retrouvons tous face au même adversaire ».

## Conclusion :

Dans quelle mesure le projet de développement des berges de la rivière Chao Phraya met en lumière les enjeux existants autour de l'aménagement du territoire, habité par ses acteurs aux divers intérêts et stratégies, et comment amène-t-il le débat sur la question des espaces publics dans la métropole ?

Afin de répondre à la problématique du mémoire, nous avons commencé par resituer la rivière de la Chao Phraya dans le contexte du développement de Bangkok. Nous avons ainsi décrit le rôle joué par la rivière et les canaux dans la ville et comment ce rôle a été redéfini au fur-et-à mesure de l'urbanisation de Bangkok. Nous avons également posé les jalons contextuels pour comprendre la façon dont les berges de la rivière sont un hybride à l'interface entre technologie, humain et environnement. Nous avons également eu l'occasion d'étudier l'historique du projet et comment l'assemblage qu'est la configuration développementiste depuis 1993 a peu à peu enrôlé des acteurs en son sein et a modifié les dynamiques d'interaction entre ces acteurs. Ainsi nous avons vu comme s'est développé un jeu de prescription d'identités : FOR voulant se défaire de son identité d'architecte en formant la River Assembly, ou encore comment le fait d'être *phu yai* au ROCCDC et au comité de direction du projet CPA a confronté le général Prawit à une double injonction qu'il devait porter de par les responsabilités conférées par ses multiples identités.

Ensuite nous avons passé en revue les textes juridiques qui encadrent la gouvernance de la Chao Phraya et la façon dont elle se répartit au sein de différentes agences et départements du gouvernement. Nous avons donc fait ressortir la pluralité légale de la gouvernance de la rivière, facteur sur lequel peuvent jouer les acteurs pour altérer leurs marges de manœuvre. Le MD, le MOI, le département de Silpakorn deviennent alors des leviers d'actions pour d'autres acteurs. Le MD, par exemple, est à la fois sollicité par FOR pour faire respecter l'interdiction de bâtir une promenade selon la loi sur la navigation dans les eaux thaïes et par le BMA pour faire changer ce texte juridique. Les contestataires ne trouvant pas le processus d'élaboration du projet et le dispositif de participation public satisfaisant, ont organisé une contre-étude et leurs propres scènes de participation. Cela a notamment permis de contester la vision du développement de la Chao Phraya prônée par les porteurs du projet. Le projet CPA a également permis aux acteurs soucieux de la conservation du patrimoine de poser les bases d'un débat sur la gestion des espaces publics à Bangkok.

En dernière partie, nous avons finalement étudié comment le projet CPA a performé, au sens de rendre saillant, le manque de vision cohérente du développement de la Chao Phraya dans les plans d'urbanisme de Bangkok. Ainsi le projet CPA a permis l'émergence d'un collectif qui se propose d'être une plateforme de débat sur la question de la préservation de la rivière. Nous avons également vu à travers le cas des communautés de Mittakham, Wat Devaraj et Ban Pune que la préservation des habitations sur les berges ne possède pas aux yeux de tous, la même priorité. Les acteurs de la configuration développementiste sont confrontés à de multiples rationalités, comme à Mittakham où la perspective d'accès à un meilleur logement, reconnu par l'Etat donc éligible pour des subventions publiques, a fini par prévaloir sur la volonté de patrimonialisation de leurs communautés riveraines.

Au final la promenade n'a été qu'un catalyseur, déclenché par la proposition du général Prayuth, à la réactivation de dynamiques sociales locales dans les communautés et de postures défendues parmi les architectes universitaires. Au fur-et-à-mesure que les acteurs se sont engagés dans la configuration développementiste, les intérêts et revendications se sont cristallisés au-delà des berges de la rivière sur les espaces publics plus généralement ainsi que la remise en question du caractère autoritaire du gouvernement dans sa façon de mener des projets urbains.

Le travail effectué au cours de ma recherche pourrait être approfondi par une étude de la trajectoire d'engagement des acteurs contestataires, cela permettrait notamment de déterminer le rôle des affinités politiques dans la réunion de certains acteurs en collectif engagé sur les débats autour des projets urbains actuels. Etudier la possibilité de l'émergence d'un public autour de la question des espaces publics demanderait également une étude de la genèse de ce terme et du concept d'espace public en Thaïlande afin de comprendre comment l'on a modifié son sens au travers d'évolutions de textes juridiques ou des discours symboliques à leurs égards. La comparaison constante avec l'esthétique occidentale mériterait également une comparaison de projet d'aménagement des berges dans des contextes différents, ainsi il serait possible de faire ressortir la spécificité du contexte thaïlandais d'installation des habitants le long des berges qui peut contraster avec des projets en Europe où des zones riveraines non-habitées ont été réinventées en promenade le long de cours d'eau.

J'aurai l'occasion de recroiser plusieurs des acteurs dont j'ai fait la connaissance cette année au cours de mes trois prochaines années de thèse. Le stage de 2018 m'a ainsi permis de sonder la diversité d'institutions impliqués dans la gestion des cours d'eau urbain, de

l'élaboration de projets urbains et plus précisément d'infrastructures hydrauliques. J'ai donc pu me familiariser cette année avec la façon dont un ordre du gouvernement se traduit en injonction via différentes institutions qui vont la porter et comment celle-ci sera ensuite réinterpréter par les agences gouvernementales concernées. J'ai donc pu développer au cours de ma mission de stage un réseau d'acteur avec qui j'aurai l'occasion de travailler durant la thèse. Khun Pakorn du BMA m'expliquait ainsi comment ont été conçus les digues en béton sur la Chao Phraya et que le Drainage Department va bientôt proposer un projet de rénovation de celles-ci pour corriger certains défauts dans leur conception. Khun Pongswat également semble avoir encore beaucoup d'éléments à m'apporter quant à l'histoire de la répartition des responsabilités institutionnelles des agences de l'eau en Thaïlande. J'espère pouvoir tirer leçon de la recherche cette année afin de documenter la nécessité de réforme des politiques publiques de l'eau en Thaïlande : d'où vient cette nécessité, par quel processus sont élaborés ces nouvelles politiques (émergeant comme des paquets du grand projet d'édiction de la loi sur l'eau) et quelle place vont avoir les acteurs non-étatique dans la question de la gestion du bien commun qu'est l'eau. Je suis persuadé que le travail de cette année m'a permis d'avoir une longueur d'avance sur ces questionnements et j'espère que le récit de ce projet puisse apporter une pierre à l'édifice pour les personnes étudiant l'élaboration de projet urbain en Thaïlande.

## Bibliographie

- Arstein, S. 1969. A Ladder of Citizen Participation. *JAIP* 35(4) : 216-224.
- Baker, C.J. et Phongpaichit, P. 2014. *A history of Thailand*. Third edition. Cambridge ; Port Melbourne, Vic: Cambridge University Press.
- Bichsel, C. 2016. Water and the (infra-)structure of political rule: A synthesis. *Water Alternatives* 9(2) : 168-181.
- Blake, D.J.H. 2016. Iron Triangles, Rectangles or Golden Pentagons? Understanding Power Relations in Irrigation Development Paradigms of Northeast Thailand and Northern Cambodia, in Blake, D.J.H. and Robins, L. (Eds). *Water Governance Dynamics in the Mekong Region*. Petaling Jaya, Selangor, Malaysia: SIRD, Strategic Information and Research Development Centre.
- Boelens, R.; Hoogesteger, J.; Swyngedouw, E.; Vos, J. et Wester, P. 2016. Hydrosocial territories: a political ecology perspective. *Water International* 41(1): 1–14, <https://doi.org/10.1080/02508060.2016.1134898>.
- Buck Cox, S.J. 1985. No Tragedy of the Commons. *Environmental Ethics* 7(1) : 49 – 61.
- Bunnag, P.; Duangporn N. et Suwattana T. 1982. *Canals in Bangkok: History, Changes and their Impact (1782 A.D. - 1982 A.D.)*. Bangkok: Chulalongkorn University Press. Cité dans Chansiri, N. 1999. *The Historic Canal System in Bangkok, Thailand: Guidelines for Reestablishing Public Space Functions*. Master thesis. Virginia Polytechnic Institute and State University.
- Callon, M. 1986. Éléments pour une sociologie de la traduction : La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. *L'Année sociologique (1940/1948-), Troisième série* 3 : 169–208.
- Chansiri, N. 1999. *The Historic Canal System in Bangkok, Thailand: Guidelines for Reestablishing Public Space Functions*. Master thesis. Virginia Polytechnic Institute and State University.
- Chulalongkorn University. 1994. *Canal*. Bangkok: Chulalongkorn University Press. Cité dans Chansiri, N. 1999. *The Historic Canal System in Bangkok, Thailand: Guidelines for Reestablishing Public Space Functions*. Master thesis. Virginia Polytechnic Institute and State University.
- Dobry, M. 1986. « Le jeu du consensus ». *Pouvoirs* 38 « L'armée » : 47 - 66.
- Eaton, M. 1971. « An Ethnographie of BBB Oakland: One Consumer's View ». Unpublished undergraduate thesis. Department of Anthropology, University of California, Berkeley.
- Elinoff, E. 2017. Concrete and corruption: Materialising power and politics in the Thai capital. *City* 21(5): 587–596, <https://doi.org/10.1080/13604813.2017.1374778>.

- England, K.V.L. 1994. Getting Personal: Reflexivity, Positionality, and Feminist Research. *The Professional Geographer* 46(1): 80–89, <https://doi.org/10.1111/j.0033-0124.1994.00080.x>.
- Euachukiat, V. (Ed). 2017. ทนายวัฒนธรรม: ใช้กฎหมายเพื่อคุ้มครองมรดกวัฒนธรรมชุมชน [titre français : L'avocat culturel: l'utilisation de la loi pour defender l'héritage patrimoniale des communautés]. Parbpim.
- Gupta, J. and Bavinck, M. 2014. Towards an elaborated theory of legal pluralism and aquatic resources. *Current Opinion in Environmental Sustainability* 11: 86–93, <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2014.10.007>.
- Hardin, G. 1968. The Tragedy of the Commons. *Science, New Series* 162(3859) : 1243 – 1248.
- Hastrup, K. 1992. *Writing ethnography: State of the art*. In, J. Okely & H. Callaway (eds.), *Anthropology and Autobiography*. London and New York: Routledge, 116-33 ; cité dans England, K.V.L. 1994. Getting Personal: Reflexivity, Positionality, and Feminist Research. *The Professional Geographer* 46(1): 80–89, <https://doi.org/10.1111/j.0033-0124.1994.00080.x>.
- Hervé, C. 2010. Analyser la position sociale du chercheur : des obstacles sur le terrain à l'anthropologie réflexive. *Les Cahiers du CIERA* 7–26.
- Hirsch, F. 1976. *Social limits to growth*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Ingold, A. 2003. *Négocier la ville: projet urbain, société et fascisme à Milan*. Civilisations et sociétés 113. Rome: Ecole française de Rome.
- International Association for Public Participation. 2007. *Spectrum of Public Participation*. [https://c.ymcdn.com/sites/www.iap2.org/resource/resmgr/files/iap-006\\_brochure\\_a3\\_internat.pdf](https://c.ymcdn.com/sites/www.iap2.org/resource/resmgr/files/iap-006_brochure_a3_internat.pdf)
- Isavorapant, C.; Roongarun, S.; Kunawong, C. ; Amornsomboonsak, S. ; Nanta, P. et Puengsunthorn, V. 2012. *Liquid Perception in Thai Urbanism and Architecture*. Bangkok : The Association of Siamese Architects under Royal Patronage and PTT Group ; Sarakadee Press.
- Jumsai na Ayudhya, S. 1986. น้ำ บ่อเกิดแห่งวัฒนธรรมไทย [Titre anglais : *Water: The Origin of Thai Culture*]. Bangkok : Thai Watana Panich.
- Laplantine, F. et Singly, F. de. 2012. *La description ethnographique*. Paris : A. Colin.
- Latour, B. 2007. *Changer de société, refaire de la sociologie*. Poches. Paris: La Découverte / Poche.
- Linton, J. and Budds, J. 2014. The hydrosocial cycle: Defining and mobilizing a relational-dialectical approach to water. *Geoforum* 57: 170–180, <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2013.10.008>.
- Malinowski, B. 1993. *Les Argonautes du Pacifique occidental*, Paris : Tel/Gallimard ; cité dans Laplantine, F. et Singly, F. de. 2012. *La description ethnographique*. Paris : A. Colin.

- Müller, M. et Schurr, C. 2016. Assemblage thinking and actor-network theory: conjunctions, disjunctions, cross-fertilisations. *Transactions of the Institute of British Geographers* 41(3): 217–229, <https://doi.org/10.1111/tran.12117>.
- Nader, L. 1972. Up the anthropologist: perspectives gained from studying up. *Reinventing Anthropology*, Pantheon Books.
- Olivier de Sardan, J.-P. 1995. *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*. Collection “Hommes et sociétés.” Marseille : Paris : APAD ; Karthala.
- Olivier de Sardan, J.-P. 2001. Les trois approches en anthropologie du développement. *Tiers-Monde* 42(168): 729–754, <https://doi.org/10.3406/tiers.2001.1546>.
- Phongpaichit, P. et Piriyaangsan, S. 1996. *Corruption and democracy in Thailand*. 2. ed. Chiang Mai: Silkworm Books.
- Polanyi, K. 1983. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris : Gallimard (1<sup>ère</sup> éd. angl. 1944). Cité dans Olivier de Sardan, J.-P. 1995. *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*. Collection “Hommes et sociétés.” Marseille : Paris : APAD ; Karthala.
- Powdermaker, H. 1966. *Stranger and Friend: the Way of an Anthropologist*. New York: W. W. Norton & Co ; citée dans Nader, L. 1972. Up the anthropologist: perspectives gained from studying up. *Reinventing Anthropology*, Pantheon Books.
- Sack, R. D. 1974. Chorology and spatial analysis. *Annals of the Association of American Geographers* 64(3): 439-452.
- Samnak Watthanatham, Kīlā læ Kānthōngthīeo [Département de la culture, du sport et du tourisme] (Ed). 2012. *Khlōng kao lao prawat mīang* [Titre français : Ce que nous raconte les vieux klongs de l’histoire de la ville]. Bangkok: BMA : Samnak Watthanatham, Kīlā læ Kānthōngthīeo.
- Small, L.E. 1973. Historical Development of the Greater Chao Phya Water Control Project: An Economic Perspective. *The Journal of Siam Society* 61(1): 1–24.
- Star, S.L. 1999. The Ethnography of Infrastructure. *American Behavioral Scientist* 43(3): 377–391.
- Sutheerattanaphirom, K. 2016. “รายงานผลการศึกษาโครงการศึกษาวิจัย มรดกเจ้าพระยาด้านโบราณคดี การสำรวจมรดกวัฒนธรรม บริเวณริมฝั่งแม่น้ำเจ้าพระยาตั้งแต่สะพานพระราม 7 ถึง สะพานสมเด็จพระปิ่นเกล้า” [Titre français : « Rapport des résultats du projet de recherche « Les héritages de la Chao Phraya d’un point de vue archéologique » : exploration du patrimoine culturel le long des berges de la rivière Chao Phraya du pont Rama 7 jusqu’au pont Phra Pin Klao»]. Bangkok: Faculty of Archeology, Silpakorn University.
- Takaya, Y. 1987. *Agricultural Development of a Tropical Delta: A Study of the Chao Phraya Delta*. University of Hawaii Press. Monographs of the Center for Southeast Asian Studies, Kyoto University 17. Honolulu.

- Thibault, A.; Lequin, M. et Tremblay, M. 2001. *Cadre de référence de la participation publique (démocratique, utile et crédible): proposé pour avis aux citoyens actifs du Québec*. Québec, Conseil de la santé et du bien-être.
- Van Roy, E. 2017. *Siamese melting pot: ethnic minorities in the making of Bangkok*. Singapore : Chiang Mai, Thailand: ISEAS Yusof Ishak Institute ; Silkworm Books.
- Vorng, S. 2017. *A meeting of masks: status, power and hierarchy in Bangkok*. Nordic Institute of Asian Studies monograph series no. 135. Copenhagen: NIAS Press.
- Winichakul, T. 2000. The quest for siwilai : a geographical discourse of civilizational thinking in the late 19<sup>th</sup> and early 20<sup>th</sup> century Siam. *Journal of Asian Studies* 59(3) : 528-49. Cité dans Vorng, S. 2017. *A meeting of masks: status, power and hierarchy in Bangkok*. Nordic Institute of Asian Studies monograph series no. 135. Copenhagen: NIAS Press.

## Annexe

### Table des annexes

<a href="#">Annexe 1</a> .....	156
<a href="#">Annexe 2</a> .....	158
<a href="#">Annexe 3</a> .....	160
<a href="#">Annexe 4</a> .....	164
<a href="#">Annexe 5</a> .....	165
<a href="#">Annexe 6</a> .....	165
<a href="#">Annexe 7</a> .....	166
<a href="#">Annexe 8</a> .....	176
<a href="#">Annexe 9</a> .....	179
<a href="#">Annexe 10</a> .....	181
<a href="#">Annexe 11</a> .....	182
<a href="#">Annexe 12</a> .....	183

# ผังแม่บทพื้นที่ 1 สะพานพระราม 7 - สะพานสมเด็จพระปิ่น



## DETAIL DESIGN - CHAO PHRAYA PROMENADE : รวม 6 แผนงาน

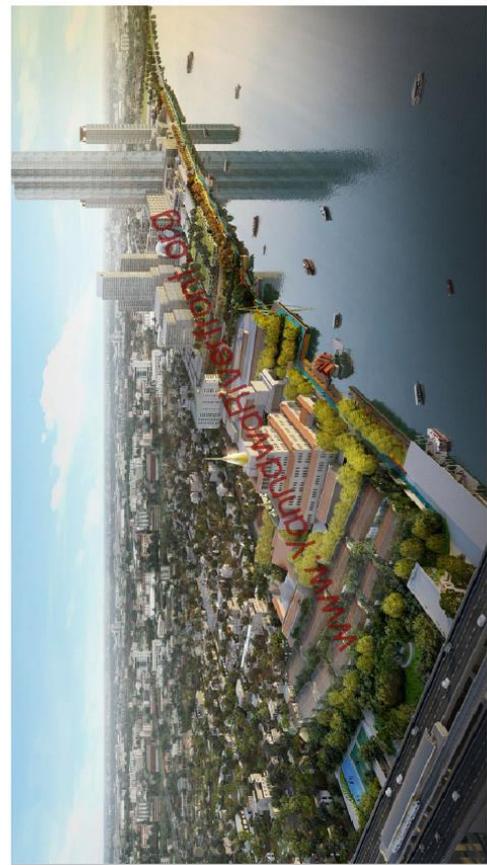
แผนงานที่ 1 : ภูมิทัศน์ริมน้ำเจ้าพระยา (River Walks)	แผนงานที่ 2 : ฝั่งริมน้ำเจ้าพระยา (Green Walks)	แผนงานที่ 3 : ที่จอดรถสาธารณะ (Public Piers)	แผนงานที่ 4 : ท่าเรือ (Riverfront Sals)	แผนงานที่ 5 : อนุสาวรีย์และพื้นที่สาธารณะ (Public Services)	แผนงานที่ 6 : โครงการเชื่อมโยงเส้นทางจักรยานริมน้ำเจ้าพระยา (River Linkages)
<p><b>CHAO PHRAYA RIVER 14 KM.</b></p> <p>● ระยะทาง : 3.30 Km. ● ระยะทาง : 3.64 Km. ● ระยะทาง : 1.70 Km. ● ระยะทาง : 6.57 Km. ● ระยะทางรวม : 15.21 Km.</p> <p><b>รวม : 10 ฝัสนงาน</b></p>	<p>● ระยะทาง : 1.10 Km. ● ระยะทาง : 1.10 Km.</p> <p><b>รวม : 10 ฝัสนงาน</b></p>	<p>● ระยะทางรวมที่ 1 รวม 110 คัน ● ระยะทางรวมที่ 2 รวม 64 คัน</p> <p><b>รวม : 22 ฝัสนงาน</b></p>	<p>● ระยะทางรวมที่ 1 : 1 กม. ● ระยะทางรวมที่ 2 : 8 กม. ● ระยะทางรวมที่ 3 : 1 กม. ● ระยะทางรวมที่ 4 : 1 กม. ● ระยะทางรวมที่ 5 : 2 กม.</p> <p><b>รวม : 23 ฝัสนงาน</b></p>	<p>● ระยะทางรวมที่ 1 : 1 กม. ● ระยะทางรวมที่ 2 : 7 กม. ● ระยะทางรวมที่ 3 : 1 กม. ● ระยะทางรวมที่ 4 : 1 กม. ● ระยะทางรวมที่ 5 : 2 กม.</p> <p><b>รวม : 22 ฝัสนงาน</b></p>	<p>● ระยะทางรวมที่ 1 : 1 กม. ● ระยะทางรวมที่ 2 : 7 กม. ● ระยะทางรวมที่ 3 : 1 กม. ● ระยะทางรวมที่ 4 : 1 กม. ● ระยะทางรวมที่ 5 : 2 กม.</p> <p><b>รวม : 24 ฝัสนงาน</b></p>

Annexe 1 Plan directeur du projet CPA soumis par le KMITL au BMA, première moitié contenant les 6 premiers plans.





54



50



Annexe 2 Dessins du projet Yannawa Riverfront. Source : <http://yannawariverfront.org/>

## Annexe 3

Entretien avec Pi Jan :

### La genèse de River Assembly

« Comme je travaille en libéral et que j'ai un ami qui est engagé dans la société civile sur plusieurs questions et par le biais de la loi sur la Santé National (Sukaphap haeng chat), que nous appelons « Health Assembly », donc l'assemblée de la Santé. Il s'agit donc d'une procédure sous la loi qui permet aux citoyens, aux réseaux de proposer une politique publique (*public policy*) sous le principe, régulé, de la participation. Ce processus propose donc aux personnes d'être accompagnées par un réseau / groupe de société civile pour se concerter et proposer une politique publique, qui est réellement soumise à un processus participatif, le document produit est envoyé aux 77 régions afin de faire participer tout le monde. Tous les mois de décembre la Health Assembly, fait venir donc certains porteurs d'initiatives. C'est pourquoi j'ai donc suggéré de former la River Assembly (Juin 2016). Yossapol était d'accord avec ça, même si je trouve que c'est bien gentil de sa part d'accepter tout ce qui peut faire grandir un mouvement, mais je pense qu'aujourd'hui encore il n'a pas réellement saisi le but de cette initiative. Proposer ce travail à travers ce processus permet de réfléchir sur ce qu'on veut faire de nos rivières à un niveau national, en quoi la Chao Phraya est importante, quels désastres peuvent être encourus avec quel impact. Si nous laissons le projet se faire comme ça, il va se produire une crise dans le développement de la rivière qui traverse la capitale du pays. Sous la National Health Commission Office of Thailand = NHCO ([สำนักงานคณะกรรมการสุขภาพแห่งชาติ \(สช.\)](#)), il y a donc cet outil mais aussi le Health Impact Assessment. Pas juste la maladie et la santé, mais le physique, l'environnement, la santé sociale, santé spirituelle, la santé économique... Donc nous avons soumis un rapport pour proposer l'évaluation des impacts au niveau des politiques publiques concernant le développement de la rivière de la Chao Phraya sous la procédure de la loi sur la Santé Nationale. FOR devait donc organiser des scènes au cours desquels des discussions peuvent avoir lieu sur ce sujet. Ainsi nous avons donc réalisé ce rapport et l'avons soumis à la NHCO qui devait le faire parvenir au Cabinet ministériel. Donc il s'agit là d'une procédure formelle. Lorsque nous avons soumis ce papier, *paper*, nous avons été interrompus en plein élan. Ce n'est pas une agence gouvernementale qui a interrompu la démarche, mais ce sont des *phu yais* du Cabinet qui nous ont demandé de retirer ce sujet du dossier. En plus nous avons bien veillé à demander d'utiliser simplement l'outil du NHCO, sans demander de financement pour demeurer neutre et libre de produire notre rapport sans que

le NHCO, agence du gouvernement, ne se soucie d'être en train de financer une initiative de l'opposition ».

### **La situation foncière à Mittakham**

« La classe moyenne n'est pas contre ces expulsions car ces habitations, stigmatisées de bidonvilles, représentent à leurs yeux un nettoyage des berges. La lutte contre le projet est donc motivée par des communautés anciennes. Les maisons de personnes plus aisées ne sont pas tant concernées, ils ont peut-être bâti des constructions qui s'étendent dans la rivière, mais ils ne subiront pas de grands impacts suite au projet.

L'Etat ferme quelques fois les yeux sur ces questions et ne met pas en œuvre ces réglementations. Donc les premiers à venir s'opposer au projet sont les pauvres qui sont dans l'embarras. KMITL et BMA utilisent aussi de la psychologie en venant proposer de déplacer les communautés vers de meilleures habitations, celles-ci acceptent car elles étaient illégalement installées. Ils ont commencé à Kiakkai, car là-bas ce sont des *phu buk ruk*.

Par contre il y a des communautés qui n'ont pas *buk ruk*, mais dont nous avons défini qu'elles le sont en se basant sur la propriété, les titres fonciers. Le BMA argumente que la ligne de la rivière se trouvait à l'origine ici (*trong ni*). Les limites de la rivière se sont déplacées puis la communauté est venue s'installer et avec la limite qui a été déplacée, cela fait d'eux des *encroachers (phu buk ruk)*. Comme à Mittakham. Pourtant les archéologues ont produit une étude qui démontre que ce *settlement* (cet hameau), est un *settlement* qui est dans la rivière depuis le début. Il s'agit d'une communauté historique [elle indique par-là qu'ils peuvent faire valoir leur droit d'existence en tant que communauté historique]. Il faudrait donc mener une étude pour savoir quel est le nombre de communautés originelles et le nombre de communautés *buk ruk*. Ensuite vous pourrez agir avec ces recherches à l'appui, mais là non ! Ils sont en train d'expulser sans fondement.

L'un des arguments du projet est de régulariser la situation foncière sur les berges. Mais nous pouvons voir avec les lois actuelles, que même sans faire la promenade, ils ont déjà les outils juridiques pour s'occuper de ces communautés qui *buk ruk*. La promenade n'est donc pas une solution au *buk ruk* mais une action-même de *buk ruk*. [Je lui indique à 46 : 50 de l'enregistrement que le cas de Devaraj est très intéressant car Yotha se réfère à la digue construite par le temple pour déterminer la ligne de partage entre les maisons légales et

illégales]. Oui, Yotha trace le contour d'une façon (en se basant sur la digue) et la communauté trace le contour d'une autre façon (en fonction des titres fonciers qu'ils ont) ».

### **Le NIMBY selon Pi Jan**

« Par exemple durant un forum de discussion, certaines personnes peuvent ressentir que l'on y discute de problèmes qui ne les concernent pas, donc ils ont le sentiment d'y perdre leurs temps. Si nous discutons de l'économie touristique, si nous invitons des habitants riverains, ils ont l'impression de perdre leurs temps. Et lorsque nous invitons des gens de l'industrie touristique aux forums où nous discutons des sujets concernant les habitants, eux aussi ont l'impression de perdre leur temps. Tout le monde envisage encore cette lutte dans leur propre perspective, c'est une des raisons qui fait que le mouvement ne prend pas. Il n'y a pas encore d'agenda commun, dans la façon d'envisager le processus de développement, le Master Plan. Tout le monde se dit encore, tant que j'arrive à faire dégager le projet de devant chez moi, c'est ok, les autres histoires ce sont des choses qui vous concernent vous autres.

[Thanawat] - Ça a toujours été un problème ça. C'est ce que nous appelons NIMBY.

- Oui exactement. Lorsque j'ai affaire à des communautés NIMBY, je vais employer le terme BIMBY, '*based in my back yard*' [...], ce n'est pas juste s'occuper du devant de la maison et laisser le derrière en désordre. C'est un genre d'activité que j'ai mené plusieurs fois, nous prenons les personnes dont les *backyards* se touchent, nous les faisons se rencontrer, nous créons une bonne connexion, des personnes qui ne se rencontrent jamais, ils deviennent des gens avec une relation et c'est généralement les enfants qui mènent ces activités, une « façon de réduire le conflit. Je pense que monter un système relâché, non-rigide, sans régulations trop strictes ça fonctionne bien, il faut prendre en compte les différentes coutumes, ceux qui ont des coutumes différentes, il faut comprendre celles-ci, sans exclure ces personnes du système ».

« Personnellement je pense que tant qu'ils ne sont pas dans l'embarras, ils restent chez eux, puis s'ils sont dans l'embarras, ils viendront *fight* avec FOR. Ce que je comprends tout à fait [...] ils négocient à la fois avec l'autre côté [Ajarn Kai et KMITL] et obtiennent des infos de notre côté [FOR et River Assembly]. »

« Par exemple il y a plusieurs communautés qui ressentent que leurs maisons sont bloquées par le développement de la ville par les immeubles de 20 étages qui entourent un terrain de 20 maisons, l'air ne rentre pas, la lumière est reflétée par les vitres ; mais les habitants ont tout de même l'impression qu'ils peuvent juste continuer de cohabiter comme ça, jusqu'à ce qu'ils obtiennent une

maison en dehors de la ville. Nous ne pouvons pas laisser la ville se développer ainsi. Les gens de Bangkok ne sont pas prêts à se battre, et si tout d'un coup nous voulons réveiller cette cause chez eux, j'ai l'impression que... je ne cautionne pas cela. Par contre s'il y a certains sujets que je considère personnellement comme un sujet à débat, je vais *voice* (le publiciser, en parler), puis un petit groupe de gens viendront s'exprimer avec nous. C'est comme ça qu'il faut procéder avec les gens de Bangkok [...] Je pense que les citoyens de Bangkok n'aiment pas les ONG. Ils préfèrent combattre des partis politiques. »

« Premièrement, il ne s'agit pas d'un sujet sur le *Front Yard*, deuxièmement ce n'est pas une question de vie ou de mort [...] donc c'est quelque chose qui est caractéristique des citoyens dans la capitale, ce n'est pas le genre de question sur laquelle ils s'engagent, ils sont plutôt actifs sur des questions politiques, ne s'engageant sur ces questions que si ça se passe devant chez eux. »

Annexe 4

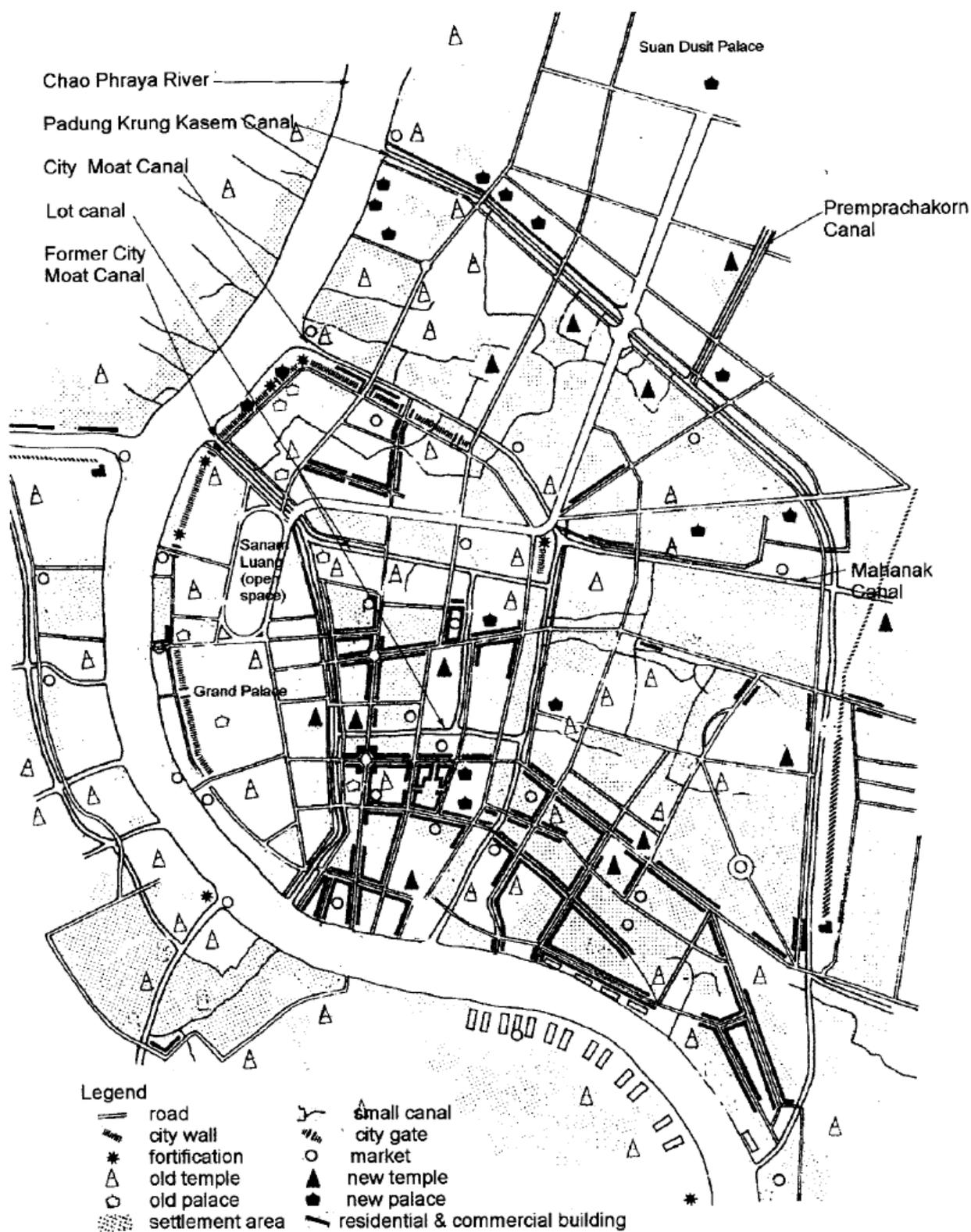
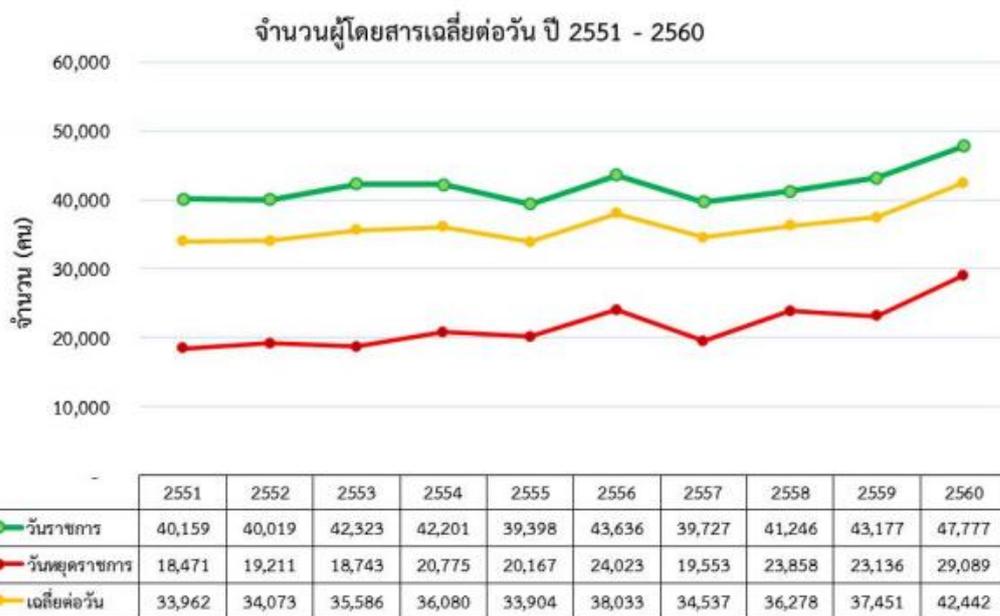


Figure 4.7: The influence of the canal system on settlement patterns in the westernization phase, 1851 – 1925 (source: Chulalongkorn University 1991).

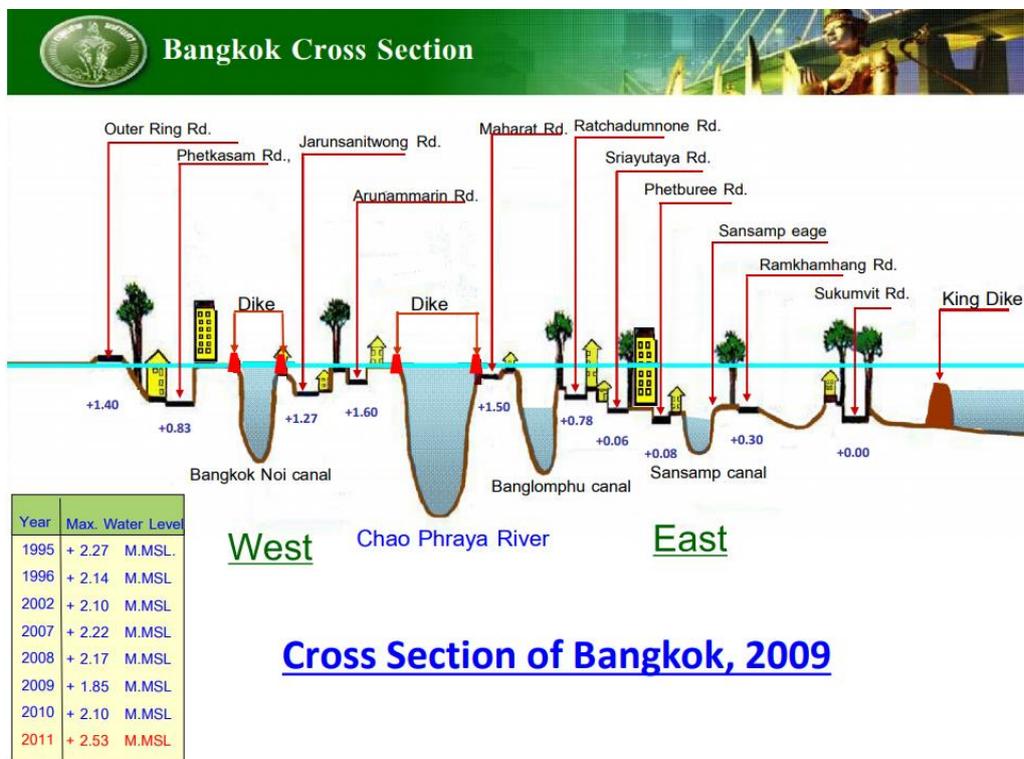
Annexe 4 Carte présentant l'influence des canaux sur le développement des routes et l'installation des habitants le long de ces nouveaux axes. Source : Chansiri, 1999 : 35.

Annexe 5



Annexe 5 Tableau présentant l'évolution du nombre de passagers à bord d'un bateau par jour (2008 - 2017). A gauche nous avons le nombre de passagers par jour. La courbe verte représente le nombre de passagers durant les jours normaux, la courbe rouge durant les jours fériés et la courbe jaune la moyenne des deux.  
 Source : Enquête de 2017 du Marine Department sur les usagers des bateaux rapide de la Chao Phraya.  
[http://md.go.th/stat/images/pdf\\_report\\_stat/2560/express\\_boat60.pdf](http://md.go.th/stat/images/pdf_report_stat/2560/express_boat60.pdf)

Annexe 6



Annexe 6 Coupe transversal de Bangkok montrant le niveau moyen de la mer (MSL) selon les différents endroits de Bangkok. Le tableau à gauche présente les niveaux d'eau maximum atteint par année. Nous pouvons remarquer qu'une grande partie de la ville de Bangkok se trouve bien en-dessous de ces niveaux. Ce qui explique les dégâts importants subis par la métropole lors de l'inondation historique de 2011 (2554).  
 Source : Department of Drainage and Sewerage du BMA. [https://www.unescap.org/sites/default/files/S3b4\\_Thailand.pdf](https://www.unescap.org/sites/default/files/S3b4_Thailand.pdf)

## Annexe 7

Entretien avec Khun Pongswat

### **0:00 (début de l'enregistrement)**

P : Comment avez-vous su que j'étais une personne à rencontrer ? Vous avez été en contact avec Khun Pongkwan ? [T : Oui] Vous connaissez Khun Pongkwan ?

T : Au début Khun Pongkwan a contacté la personne qui supervise mon travail

P : Quel est le nom de cet Ajarn ?

T : François [P : Ajarn François, oh...]. Vous ne l'avez peut-être pas encore croisé car il n'est passé qu'une semaine à Bangkok récemment.

P : Excusez-moi, êtes-vous en License ou en Master ?

T : C'est un diplôme de Master.

P : Ahhh un Master. Dans cette discipline (j'ai mentionné précédemment que j'étais en Socio-Anthropologie) c'est ça ?

T : Oui, j'étudie en Anthropologie, mais appliquée au développement, les projets de développement, développement social. Donc généralement je m'intéresse aux questions de la participation des communautés dans un projet.

P : Les communautés, vous voulez dire les communautés en France ?

T : Non non, il s'agit de la Thaïlande. Depuis l'an dernier je suis déjà intéressé par un travail ici [P : Ohhh je vois]. L'an dernier j'ai suivi un projet d'irrigation, le projet Khong Loei Chi Mun [P : Ohh oui oui je vois]... en Isan.

P : Vous avez pu rentrer là-bas... vous avez pu vérifier les faits... ?

(T acquiesce de la tête)

T : J'ai beaucoup été sur le terrain effectivement. J'ai rencontré un Ajarn à Chula qui avait travaillé sur...

P : De quel Ajarn s'agissait-il ?

T : Euhhh... alors j'ai vu Khun Naruemon, Ajarn... euh ! Khun Naruemon Thabchumporn, Ajarn Carl Middleton, qui, lui, a contacté Ajarn Kanokwan. Ajarn Kanokwan c'est elle qui est très au courant à propos de Khong Loei Chi Mun, Rasi Salai.

P : Et excusez-moi, à propos des droits des communautés, vous voulez faire quelle sorte de travail avec quelle sorte d'orientation ? (J'ai dû lui dire que je travaillais sur ça au téléphone pour le rencontrer) La défense des droits des communautés ?

## 1:21

T : Vous voulez dire l'an dernier ?

P : Non, je parle de ce à quoi vous vous intéressez cette année.

T : Cette année je m'intéresse au proj... à la politique de gouvernance et de développement de la Chao Phraya. C'est pour ça que les questions que je me pose... [P : Quelles sont-elles ?] Alors, le proj... à propos de la rivière dans la métropole de Bangkok, qui a le droit de décider des perspectives de développement [P : Uhun], est-ce qu'il y a un lien avec la loi sur l'urbanisme (กฎหมายผังเมือง) [P : Ahhh], la loi sur la navigation dans les eaux thaïes [P : Hmm], est-ce la seule qui protège... Donc voilà, la première chose c'est à propos de la rivière. Ensuite la deuxième chose c'est à propos de l'empiètement sur la rivière (การรุกล้ำแม่น้ำ) et les droits des communautés (สิทธิชุมชน). J'ai beaucoup de questionnements car j'ai vu que dans certaines zones, ils ont annulé le projet et ont pourtant envoyé CODI (พ.อ.ช.) s'occuper des communautés qui doivent être déplacées. Je me suis donc demandé, ... [P : Est-ce qu'on peut déplacer les communautés ?] les communautés qui ont... est-ce que certaines communautés sont dans une faille juridique ? Ou alors... les communautés que nous appelons les bidonvilles (ชุมชนแออัด), les 'slums', ont-elles une 'existence' véridique dans le domaine juridique ? [P : Hmm, wohh...]. Et dernièrement, c'est...

P : ça c'est vous qui l'avez formulé ? C'est vous qui avez formulé cette problématique ?

T : Oui. Bien... ça vient aussi du fait que j'ai déjà passé deux mois ici, j'ai donc suivi...

P : Du coup c'est en plein dans le sujet. Moi-même je travaille sur le droit des communautés, à [inaudible], [T : Oh....] j'avais fait ma thèse. Mais j'ai fini. J'avais formulé ma problématique comme ça aussi [T : Ah...]. C'est pour ça que je me demandais, dans quelle mesure la loi thaïlandaise prend en compte les droits des communautés. Est-ce que vous avez la Constitution de l'an 60 (2017) ?

T : Non je ne l'ai pas. [P : Ce n'est pas grave, pas grave] J'ai essayé de parler avec Pi Yossapol du groupe 'Friends of the River' [P : de 'Friends of the River' ? Alors il a dit quoi ?]. Il expliquait, qu'avec la Constitution actuelle a été ajouté beaucoup de droits des communautés, mais ceci n'a pas donné suite à des lois (พ.ร.บ.)<sup>153</sup> ...

P : Commençons par le premier point, non ? Est-ce que vous pouvez répéter la première question ?

T : Okay, je vais donc...

---

<sup>153</sup> Les *pho roh boh*, sont en Thaïlande des loi publiés dans la gazette royale du gouvernement thaï suite à une validation par le Parlement et le roi de Thaïlande.

P : Procédons par points, c'est mieux comme ça non ? Ensuite nous referrons le point globalement.

T : Oui, là je '*present*' juste ce dont on va discuter. Puis... [P : Très bien.]. Euh... donc le premier point que je veux aborder, c'est à propos de la rivière de la Chao Phraya. Euh... la loi sur la navigation dans les eaux thaïs (พรบ. การเดินเรือในน่านน้ำไทย), c'est quelque chose que je vois souvent. Est-ce la seule loi qui... qui vient... superviser la protection... la gouvernance... la préservation [P : de la rivière ?]de la rivière, oui.

### 3:38

P : Je vais d'abord commencer par vous donner une image... la rivière Chao Phraya, c'est une rivière naturelle, elle n'est pas le résultat d'un creusement . C'est une rivière qui naît des rivières Ping, Wang, Yom et Nan qui se rencontrent dans la province de Nakhorn Sawan [T : Oui]. Elles se rassemblent pour former la Chao Phraya qui arrive jusque l'estuaire (ปากน้ำ) de Samut Prakan. Maintenant, la partie où elle traverse la métropole (*Phra Nakhorn*, พระนคร). Ça va si je l'appelle '*Phra Nakhorn*' ? [T : Biensûr]. Lorsque je parle de *Phra Nakhorn* je parle du côté Est. Si je l'appelle cotê '*Thon*', ce sera une autre ville, regardez une carte [T : J'ai une carte]. Oui comme ça, ce sera plus pratique. Ah super ! [T : donc là c'est la zone du projet]. Celle-ci convient très bien, elle est précise. Prenons celle-ci, peu importe. Donc lorsque la Chao Phraya, lorsqu'elle... ça c'est bien le côté *Phra Nakhorn* ? Où est le stade royal (Sanam Luang) [T : Sanam Luang est ici (je lui montre que c'est en dehors de la carte), cette carte vous montre l'étendue du pont Rama 7 à Phra Pinklao]. Regardons une carte avec Sanam Luang plutôt alors, comme ça ce sera plus facile.

T : (je fouille dans ma liasse de cartes) Attendez, peut-être que celle de Friends of The River l'indique. [P : Cela ira très bien]. Parce que mes cartes sont focalisés autour de la zone du projet.

### 4:25

P : Si nous parlons de la rivière de la Chao Phraya. Là la ligne jaune, nous sommes déjà dans la zone de *Phra Nakhorn*. En jaune, c'est donc Bangkok, au-dessus nous devrions avoir Pathum Thani, euh... Nonthaburi puis Pathum Thani. Puis de ce côté c'est Thon Buri. Donc la question c'est : la rivière Chao Phraya elle a quelle lois (กฎหมายฉบับใด) qui gère l'eau de la Chao Phraya (บริหารจัดการน้ำเจ้าพระยา). En vérité, le cours d'eau naturel a le Code Civil et Commercial (ประมวลกฎหมายแพ่งและพาณิชย์), en avez-vous entendu parler ? [T : Oui j'ai déjà entendu...] L'article 1300...4, l'article 1304, quand vous irez chercher. Il indique que c'est un '*satharana sombat khong phaen din*' (domaine public, littéralement trésor public du pays, สาธารณสมบัติของแผ่นดิน) [T : D'accord]. S'il y a des mots qui ne sont pas clair, vous (cadet étudiant, น้องนักศึกษา) pouvez me demander, pour les mots que vous ne comprenez pas... [T : Il est vrai qu'avec ce mot, je...]. Un *satharana sombat khong phaen din*, c'est ce qu'on appelle le '*public domain*', [T : Hmmm] donc le domaine public c'est une chose qu'il faut préserver, conserver afin de l'utiliser collectivement (สงวนรักษาไว้ใช้ประโยชน์ร่วมกัน) [T : Oui]. Il y a le mot préserver (สงวน), vous voyez, '*conserve*' n'est-ce pas, '*conservation*' [T : '*conservation*', '*preservation*'], conserver pour pas que... avec le Code Civil et de Commerce (ประมวลกฎหมายแพ่งและพาณิชย์), vous ne pouvez pas

empiéter sur la rivière Chao Phraya (เข้าไปรุกล้ำแม่น้ำเจ้าพระยา). Cela vaut aussi pour le gouvernement, avec le Code Civil et de Commerce.

## 6.21

T : Alors, laissez-moi vous poser cette question [P : Bien sûr, je vous en prie]. Lorsque je tombe sur le terme '*satharana sombat khong phaen din*', nous appelons ça du '*public domain*', mais devrions-nous entendre cela au sens de '*common*' ? Quelque chose qui doit être géré coll...

P : Exact. Un '*common*', c'est exact. Il y a le mot conserver, conserver afin d'utiliser collectivement (สงวนรักษาไว้ใช้ประโยชน์ร่วมกัน). C'est un '*common property*'.

T : En Europe, au niveau juridique, plusieurs réflexions sont faites concernant les '*commons*', n'est-ce pas ? [P : Oui oui]. Mais maintenant, lors de l'application, en réalité lorsque nous parlons de gestion d'un point de vue pratique, comment cela se met en place. S'agit-il encore réellement d'un commun ? Ou alors c'est encore géré par le gouvernement ?

P : Uhm oui oui. En fait, vous êtes français et étudiez à Lyon, là-bas vous utilisez un système de code juridique (ระบบประมวล), '*written law*' n'est-ce pas. En ce qui concerne l'Angleterre, ils utilisent le '*common law*'. Chez nous, c'est le '*civil law*', c'est pareil, pareil que... [T : l'Angleterre]. Euh non, Thaïlande et France. Ainsi, quoiqu'il soit écrit dans le code juridique, le gouvernement doit être en mesure d'appliquer ce qui est écrit. Maintenant, le Code Civil et de Commerce est un code général, '*general law*', '*public*'... [T : Public ?], '*public*' et '*general law*'. N'importe quelle chose qui relève du domaine public, doit être conservé afin d'être utilisé collectivement. C'est un type de '*common property*'. Maintenant, quand il s'agit de '*common property*', en Thaïlande, je précise bien la Thaïlande, il est couramment entendu que c'est le gouvernement qui a l'autorité [sur ces questions], mais en réalité il s'agit d'une chose utilisée collectivement par les citoyens. Mais nous avons tendance à dire que le gouvernement a le pouvoir d'agir. Alors que non. Le gouvernement est garant de la loi. Comme le Code Civil et de Commerce déclare que la conservation doit se faire en vue de l'intérêt général. Nous devons donc ainsi conserver et préserver. Mais si nous voulons faire quoi que ce soit, il faut... nous appelons ça... [T : fonder une organisation pour gérer collectivement]. Fonder une organisation et demander l'avis de la population aussi [T : Oh Ok.]. Le terme population, je l'emploie pour désigner tout l'ensemble, le pays entier. Et, lors de ma présentation auprès de Friends of River, je l'ai dit explicitement, j'ai déclaré que la rivière Chao Phraya n'appartenait pas au citoyen de Bangkok de la rive côté Thon, mais à tous les thaïlandais [T : Hmm]. C'est pour ça que, dire qu'ils vont faire ça (le projet) pour l'intérêt des citoyens de Bangkok seulement, ce n'est pas correct ainsi. Et seulement... vous savez n'est-ce pas que ce projet a été confié par le gouvernement à Bangkok, afin que ce soit la métropole qui s'en occupe [T : Oui]. La métropole qui veut construire...

## 8.32

T : Bah, c'est le Ministère de l'Intérieur, ensuite le Ministère de l'Intérieur... [P : Ce n'est pas le Ministère de l'Intérieur en plus] a contracté la métropole [P : la mét...], la métropole a ensuite contracté le département des travaux publics [P : Exact. C'est correct, c'est correct]. Haha.

P : En fait, Bangkok, la métropole, est une LAO (Local Administration Organisation, ‘องค์กรปกครองส่วนท้องถิ่น’), c’est un ‘local government’ [T : Oui]. N’est-ce pas. En plus, en faisant partie d’une LAO, moins l’on peut aller à l’encontre de l’opinion publique. (pause). Laissez-moi vous dire un peu... la Thaïlande... le pouvoir du côté du gouvernement est important, le pouvoir du gouvernement est vraiment important. Ce n’est pas le peuple... après avoir voté qui se fait écouter. Si un jour ils décident d’utiliser leur pouvoir... ils ont le pouvoir de faire ce qu’ils veulent... Vous savez, aujourd’hui, n’est-ce pas que ce pont est un grand sujet de controverse [T : Oui]. Est-ce que vous avez déjà récolté des données auprès de l’ASA ? L’association des architectes, l’association des architectes de Siam.

## 9.25

T : L’autre jour, j’ai pu participer à la réunion durant laquelle ils se sont retrouvés [P : Voilà. Il y a quelques jours-là, n’est-ce pas ?]. Oui oui oui.

P : A Siam (un quartier en centre-ville) n’est-ce pas ?

T : Oui, je m’y suis rendu avec Phi Pongkwan.

P : Oui voilà. Deux de mes collègues y étaient présents.

T : Au restaurant See Fah. Oui, j’ai reconnu leurs visages (en entrant dans le cabinet de Mr. Pongswat).

P : Actuellement, il y a une lutte entre... En fait, la société civile (ภาคประชาชน) ne dit pas que nous ne devons pas développer la rivière. La rivière Chao Phraya en rouge là (il pointe les zones du projet que j’ai représenté en rouge sur une carte qui nous sert de support de discussion). Nous pouvons développer, mais cela doit se faire ensemble (de manière inclusive). Et non pas le gouvernement qui annonce, je veux faire comme ça (“ฉันจะทำอย่างนี้”). Je poursuis [T : Oui]. Nous avons donc le Code Civil et de Commerce n’est-ce pas ? Il y a... mais je n’aborde pas encore la loi de Navigation dans les eaux thaïes hein... Il y a la Constitution de 2017, la nouvelle Constitution hein. Celle-ci donne trois droits principalement aux citoyens. En premier lieu, concernant la participation des citoyens dans la mise en place des politiques décisives [pas sûr d’avoir bien entendu] de l’Etat.

(Je note. Puis acquiesce afin qu’il poursuive)

## 10.22

P : Deuxièmement, la participation dans la gestion des ressources naturelles et les biens du domaine public, y compris la rivière de la Chao Phraya aussi. Troisièmement, cette Constitution donne directement le droit aux communautés de gérer la rivière de la Chao Phraya en coopération avec l’Etat.

(Une des collègues qui était présente à la réunion de l’ASA entre et nous sert du thé).

P : Ensuite, pour rentrer dans le sujet, lorsque vous avez posé la question à propos de la loi sur la navigation dans les eaux thaïes de l’année 2456.

T : Qui a d'ailleurs déjà vu 17 corrections.

P : Oui, oui. Lors de l'époque du roi Rama 6, la loi indiquait que la rivière est une voie de transport fluvial. Cette loi est née en même temps qu'une autre : celle que nous appelons la loi sur la préservation des klong (พรบ. รักษาคลอง).

T : Ahh. J'avais préparé une question là-dessus pour tout à l'heure aussi.

P : C'est environ dans ces années. *Rho so* 121 (il s'agit de la référence de la loi, il a prononcé ร.ศ. mais je pense qu'il a voulu dire ศ.ก.). Ensuite vous irez convertir ça en *pho so* (calendrier bouddhiste), l'année deux trois, deux cinq six, quelque chose comme ça (Il a dû dire 2356 en pensant à 2456).

T : Ah mais je pensais que la loi sur la préservation des klong venait de... deux trois, donc elle serait venue avant ?

P : Regardez, regardez. C'est dans ces eaux-là. Laissez-moi vous donnez un peu le contexte, si vous allez faire des recherches et collecter des données sur les klong, tout autour de la capitale... A l'époque avant le roi... à l'époque du roi Rama 4, là où nous avons pu garder des traces... 3000 klong. Aussi bien ceux qui sont creusés que ceux qui sont naturels, 3000 klongs. Actuellement, il en reste 1000... et ces 1000 klong sont des klongs qui commencent à se dégrader et pourrir pour la quasi-totalité (pause). Ces klong là, nous pouvons dire, qu'ils relient toute la Chao Phraya. C'est pour ça qu'avec la loi sur la préservation des klong, l'on doit également préserver la Chao Phraya. D'autant plus que certains klongs sont régis par un autre texte juridique encore, celui sur les sites historiques et archéologiques. La loi de 2505, ainsi certains klongs sont déclarés comme des sites historiques même. Si vous étudiez le sujet... vous êtes déjà passé à Thammasat, l'université de Thammasat au quai de Tha Prachan ?

## 12.44

T : Euh... je n'ai que visité...

P : Vous avez déjà visité, bien. Là-bas, en face de Thammasat, il y a l'hôpital de Siriraj. Le klong à cet endroit est né d'un creusement de la rivière Chao Phraya à ce niveau-là (il essaie de me montrer sur une carte). Dîtes-moi, où se trouve Sanam Luang sur la carte ?

(Nous passons un moment à essayer de trouver une carte qui montre les klong et sur laquelle il reconnaît ses repères)

P : Ce n'est pas grave, celle-ci fera très bien l'affaire.

T : Ici, c'était Bangkok Noi avant, c'est ça ?

P : Oui, oui, oui !

T : Et c'est là qu'ils ont creusé ici (je lui montre sur la carte le raccourci creusé artificiellement).

P : A Bangkok Noi, devant Thammasat, ils ont creusé ça à l'époque d'Ayutthaya. Il s'agit d'un klong... (il me demande une feuille pour dessiner). De Nonhaburi, la Chao Phraya coule

comme ça, puis devant Thammassat elle forme un virage comme ça. Le raccourci qu'ils avaient creusé à l'époque d'Ayutthaya s'est élargi au fur et à mesure avec l'érosion. C'est devenu la Chao Phraya d'aujourd'hui, Bangkok Noi s'est donc rétréci. Ce qui a été creusé, c'est considéré comme un site historique, car ce n'est pas une formation naturelle.

T : J'allais justement vous poser la question, pour les parties artificielles de la Chao Phraya [P : Oui], si c'est les mêmes lois qui les régissent.

P : Comme il s'agit d'un site historique, c'est le Fine Arts Department (sous le ministère de la Culture) qui s'en occupe. Maintenant à propos de la loi sur la navigation dans les eaux thaïes... si c'est pas clair n'hésitez pas à m'interrompre pour me poser des questions. Nous avons encore jusque 11h00 pour discuter, après j'ai une réunion, sinon une prochaine fois nous... vous êtes encore sur Bangkok pour plusieurs jours n'est-ce pas ?

T : Encore à peu près 3 semaines.

P : Vous pouvez toujours revenir, après avoir mené vos recherches, vous pouvez me téléphoner pour discuter [T : D'accord]. Ce serait avec plaisir. La loi sur la navigation dans les eaux thaïes, le Marine Department en est le principal garant. La métropole n'a donc aucun droit sur la rivière Chao Phraya. Vous voyez l'image ? [T : Oui]. Mais, mais ! La métropole a obtenu le pouvoir, en ce qui concerne la gestion des klongs, de la part du Marine Department. Donc le vrai pouvoir, il est avec le Marine Department. Au niveau des lois, je m'arrête là. Le Marine Department, c'est avec le ministère du Transport. Vous voyez l'image ? La métropole tout à l'heure on disait, c'est quel ministère ?

T : La métropole c'est sous...

P : le Ministère de l'Intérieur. Voilà déjà deux ministères. Les pouvoirs sont déjà en confrontation. Si cela vous intéresse, il y a le contexte politique thaïlandais, qui est peut-être... relativement difficile à comprendre.

(Petite parenthèse sur le lien entre Sciences Humaines et Droit)

P : Vous voyez l'image, la loi du département de la Marine. Actuellement, le gouvernement a ordonné au département de la Marine de corriger un texte juridique pour que la métropole puisse venir gérer la zone des berges des côtés de la rivière.

T : Ah ça oui... j'ai eu l'occasion de lire (des journaux) à ce propos. Donc finalement, ça a déjà été fait ?

P : Pas encore, on est encore incertain si la loi du ministère va changer...

T : Ils en parlaient en 2016...

P : Oui oui, donc en fait si vous voyez les ports, les ports pour les bateau express, etc... les ports n'appartiennent pas à la métropole. Le département de la Marine autorise des acteurs privés à faire un port. La surface de l'eau (แม่น้ำ), c'est le département de la Marine qui s'en occupe, au cas où il y a des personnes qui construisent, envahissent... Donc lorsque la métropole veut construire la route là en rouge (telle que représentée sur ma carte qu'il montre du doigt), s'il se passe quelque chose, le département de la Marine aura du mal à venir s'en

occuper, parce qu'il y aura la route qui bloque. **Nous ne pourrions plus accéder à la rivière.** Donc la navigation ainsi que tout sur la surface de l'eau va subir directement des influences. Puis il y a encore une autre loi, je n'en viens pas encore à celle qui concerne l'urbanisme et le zonage (ผังเมือง), mais la loi du département de l'irrigation (RID).

T : Ah oui, ils sont impliqués là-dedans aussi ?

## 18.08

P : Non en réalité, ce n'est pas l'irrigation mais la loi de la pêche, il y a un certain texte juridique... Le département de la pêche aussi hein, eux aussi ils ont un droit de gouverner/s'occuper de l'eau. Il y a donc cette loi, ce n'est pas celle sur les klongs... mais... il y a une loi qui confère au RID la gestion de certains klongs. Elle date de... aux alentours de 2485. Elle a un nom... non mais il ne me revient pas.

T : ça me dit quelque chose 2485, je l'ai vu plusieurs fois ce nombre.

P : Donc voilà une responsabilité pour le RID. Le RID c'est quel ministère ?

T : Euh... (je cherche le nom en thai), *Agriculture* et... agriculture et coopératives.

P : Trois départements, ok ? Donc là c'est pour résumer hein. Ah et puis, tout à l'heure, le Fine Arts Department, quel ministère ? Celui de la Culture. Donc là ça nous fait 4 départements déjà hein. Vous avez remarqué ? Vous avez déjà enquêté ? Les communautés, combien y en a-t-elle ? Vous en avez déjà parlé avec Yossapol ? [T : Oui bah...]. Lui il a déjà enquêté dessus. Plus d'une trentaine de communautés.

T : Je m'interroge encore là-dessus car, des fois ils comptent... ils les différencient en sous-groupes donc des fois on se retrouve avec 18 communautés, d'autres fois 30...

P : Ce n'est pas grave, que ce soit 18 ou 30, ce sont des communautés... nous les appelons les communautés originelles de Bangkok [T : Oui]. Elles vivent là depuis... l'époque d'Ayutthaya, Sukhothai. Plus particulièrement en Anthropologie, nous avons des archéologues qui ont étudié cela depuis longtemps. Ces communautés originelles ont préservé la Chao Phraya depuis. Donc lorsque les communautés subissent un impact, c'est aussi considérable que ce qui est mentionné dans la Constitution, dont nous avons parlé tout à l'heure. Il y a la Constitution de 2560, mais nous devons aussi parler d'un autre texte, la déclaration universelle des droits de l'Homme (ปฏิญญาสากลว่าด้วยสิทธิมนุษยชน) des Nations-Unies, 1948. Vous l'avez étudié ? [T : Euhh...] C'est quelque chose que j'aimerais que vous étudier. UN *Declaration of...*

T : Ah la *Universal Declaration of Human Rights* ? (je n'avais pas reconnu quand il l'a cite en thai).

P : Dans ce cas-là, cela concerne aussi les droits des communautés. Elles ne sont pas propriétaires, mais elles ont le droit de bénéficier de l'usage de la Chao Phraya et gérer collectivement la préservation et la conservation de toute la rivière. Donc le pouvoir de la métropole seulement, ne répond pas à cet énoncé, la rivière n'appartient pas qu'à la métropole. Maintenant venons-en à l'importante loi que vous avez mentionné tout-à-l'heure, la loi

d'Urbanisme de 2558. Selon cette loi, la rivière de la Chao Phraya est considérée comme un espace ouvert, un espace public, aucune politique urbaine ne peut donner le droit de construire un bâtiment sur la Chao Phraya. Vous voyez l'image ? [T : Oui]. Mais vous pouvez construire un pont qui traverse la rivière.

T : Donc attendez... vous ne pouvez pas construire le long de...

P : Pas le droit de construire ici (il me montre sur un schéma le long des berges).

T : Mais, d'après ce que je comprends, il y a une façon de... *regulate* la hauteur des bâtiments lorsque l'on construit [P : Oui oui, il y a ça]. Il y a les zones rouges, oranges, jaunes (qui autorise une certaine hauteur du bâti)...

P : Maintenant peut-être que vous vous demandez pourquoi y-a-t-il donc des maisons ? Vous vous demandez cela ?

T : Bien je... [P : Vous vous interrogez là-dessus n'est-ce pas ?]. Ben, en fait voilà une question que... je reste confus quant à... [P : ça ce sont les communautés] la façon dont nous traçons les contours de la rivière de la Chao Phraya, comment savons-nous où se trouve la Chao Phraya, j'ai vu en certains endroits...

## 22.05

P : Il y a un mot pour ça, *offshore*, la rive (ชายฝั่ง), en thaï nous disons les berges (ชายตลิ่ง).

T : Parce que, lorsque nous regardons l'histoire de Bangkok, les gens sont arrivés, ils ont amarrés leurs bateaux... il s'agit d'un mélange de *nature* et de *society*, du coup des fois... [P : Oui tout à fait, il s'agit d'un usage commun]. Lorsque le département des travaux publics vient mesurer, ils utilisent la digue comme indicateur pour déterminer qui...

P : Vous avez déjà vu des anciennes photos ? [T : Oui]. A l'époque de Rama 5, il y avait des radeaux. L'*offshore*, naturellement, elle... Prenons par exemple la rivière Chao Phraya, voici la rive, selon la loi, nous appelons cet endroit les berges (ชายตลิ่ง). Ici en noir c'est la rivière, l'eau peut monter également, ainsi que descendre. Il y a donc cet espace où l'eau monte et descend, cet endroit est considéré comme un endroit préservé pour l'intérêt collectif.

T : Mais est-ce qu'il s'agit d'un endroit dont nous pouvons acquérir le titre de propriété en l'achetant ?

P : Attendez, je vais continuer d'expliquer... pas tout de suite, pas tout de suite...

T : Parce qu'en fait j'ai déjà vu une maison [P : Je comprends], qui disait qu'avant ils... [P : Mais normalement, ce genre de titre ne doit plus être valable]. Ahh...

P : Car à l'époque, si l'eau n'atteignait pas cet endroit, donc à l'époque de la loi, sous Rama 5 qui créer les titres de propriété. Les terres de Siam sont considérées comme un bien royal. *King* en est le propriétaire, pour tout. Le Roi est celui qui créer les titres fonciers pour ses vassaux et ses courtisans. Il y a donc une maison, celle que vous avez probablement vue, au niveau de Thewet je pense [T : Oui exactement, à Thewet]. Avant elle avait un titre de propriété. Mais

selon le Code Civil que je mentionnais tout à l'heure, si l'eau atteint cette endroit, le titre devient obsolète, il ne demande plus qu'à être rendu à l'Etat (rendre au public plus précisément, *คืนที่ให้หลวง*). Dès lors que l'eau atteint un endroit, il perd toute légitimité à exister en tant que territoire privé. *Private property* va disparaître immédiatement.

#### 24.09

T : Permettez-moi de résumer. Les terrains qui sont inondables, nous les appelons des... [P : berges (*ชายตลิ่ง*)], des berges. Cet endroit appartenait à... [P : la propriété de...] la royauté.

P : la royauté. Ensuite il a créé des titres fonciers pour [*ออกโฉนดให้*], à l'époque de Rama 5, il y a près d'un siècle.

T : Effectivement. Ensuite la loi qui est venu annuler la propriété privée dans ces zones là...

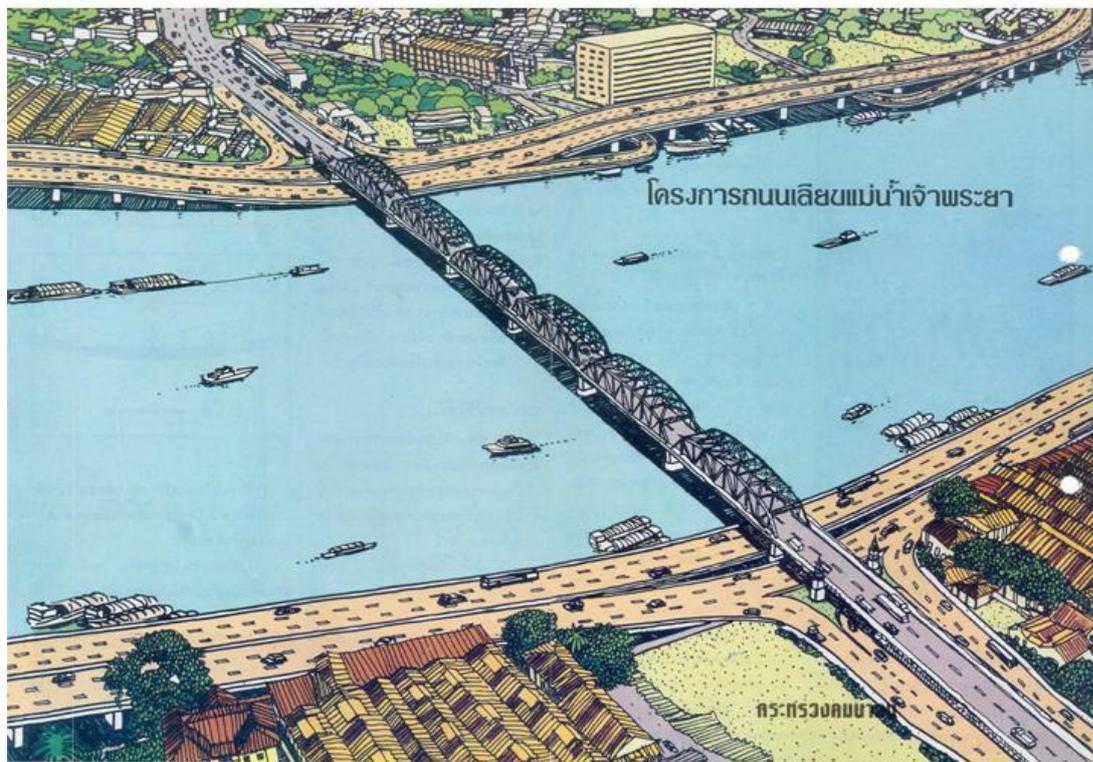
P : Près du rivage [T : Près du rivage oui]. Le Code civil [T : Ahhh, le Code Civil et Commercial dont nous avons parlé tout à l'heure]. Ce Code date de 2468 hein. Durant Rama 6. Maintenant vous voulez me demander... Vous voyez du côté Thon ? Là c'est le côté Thon (rive ouest), et là Phra Nakhon (rive est). Le côté Thon possède beaucoup d'espaces verts, il s'agit d'espaces communautaires. Ce sont d'anciens vergers. Du côté de Phra Nakhon, nous avons plutôt des bâtiments et immeubles (*ตึกรามบ้านช่อง*). Pour les maisons avec un titre de propriété qui ne sont pas atteinte par l'eau (les crues), elles conservent leurs titres. Et ce qui est important, c'est qu'il y a aussi les temples. Les temples aussi possèdent leur loi, il s'agit de la loi sur la Communauté Ecclésiastique (la Sangha) de 2505 (*พระราชบัญญัติคณะสงฆ์*). Les temples au bord de la Chao Phraya sont nombreux, nous appelons ces endroits, des terres de la Sangha (*ที่ธรณีสงฆ์*). Ici personne ne peut rien faire, nous ne pouvons qu'édicter une loi pour agir sur ces terres.

T : Par exemple, le temps de Devaraj que j'ai visité, là-bas ils ont du mal à expulser les riverains car le vénérable du lieu (*เจ้าอาวาส*, autrement dit, le moine en chef du lieu)...

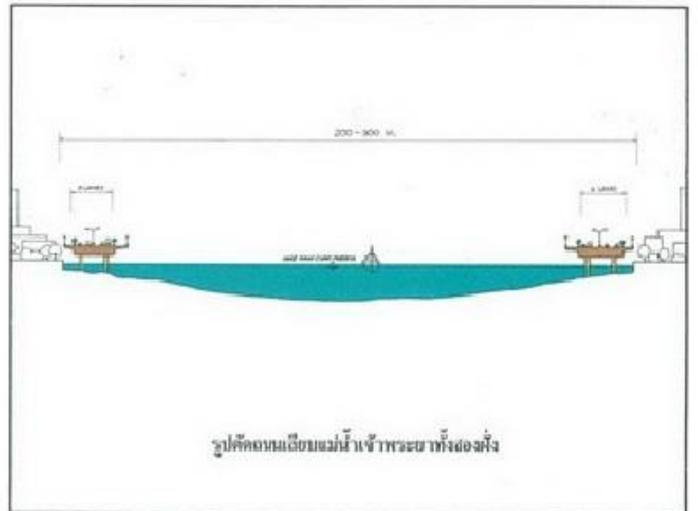
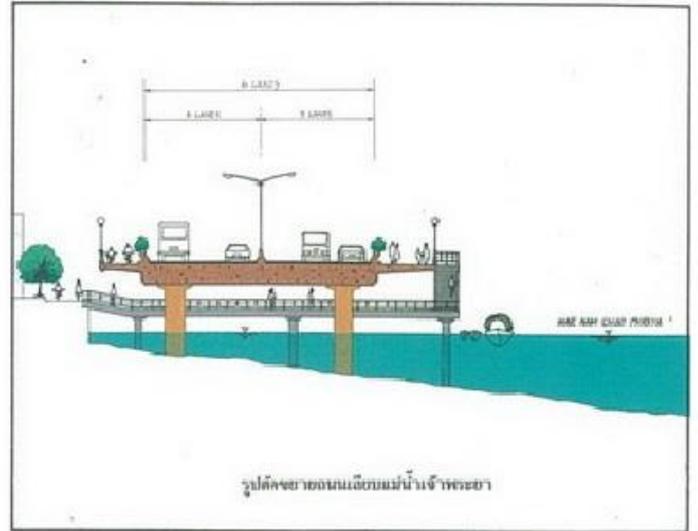
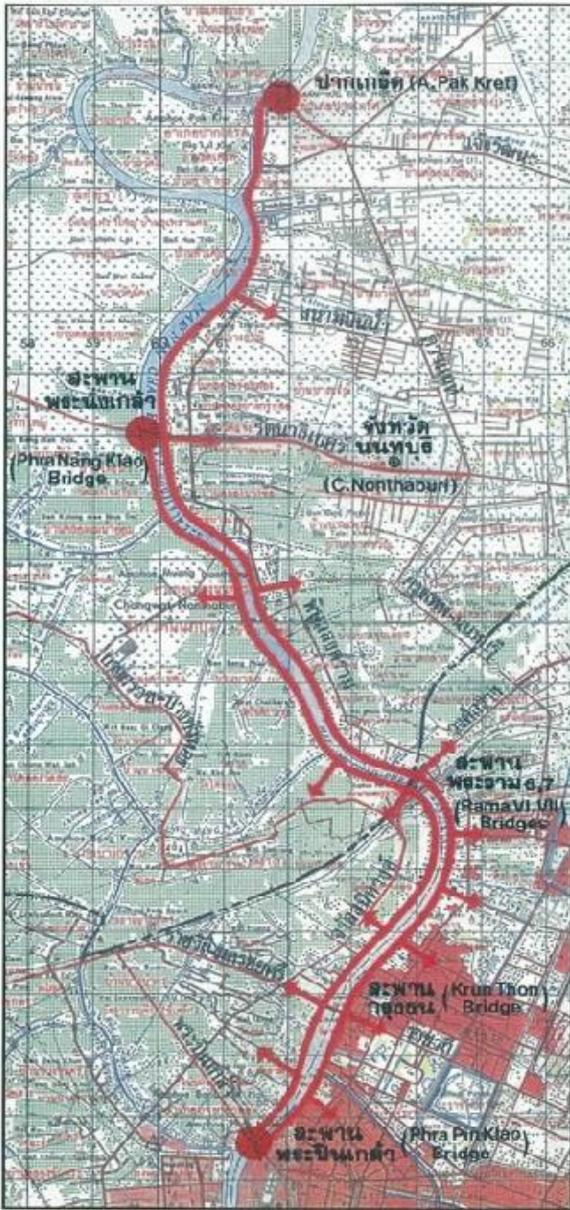
P : Ah non, certainement pas... il faut absolument édicter une nouvelle loi. Si la métropole vient expulser des personnes sur ce genre de terrain, c'est absolument illégal.

#### 26.00

Annexe 8



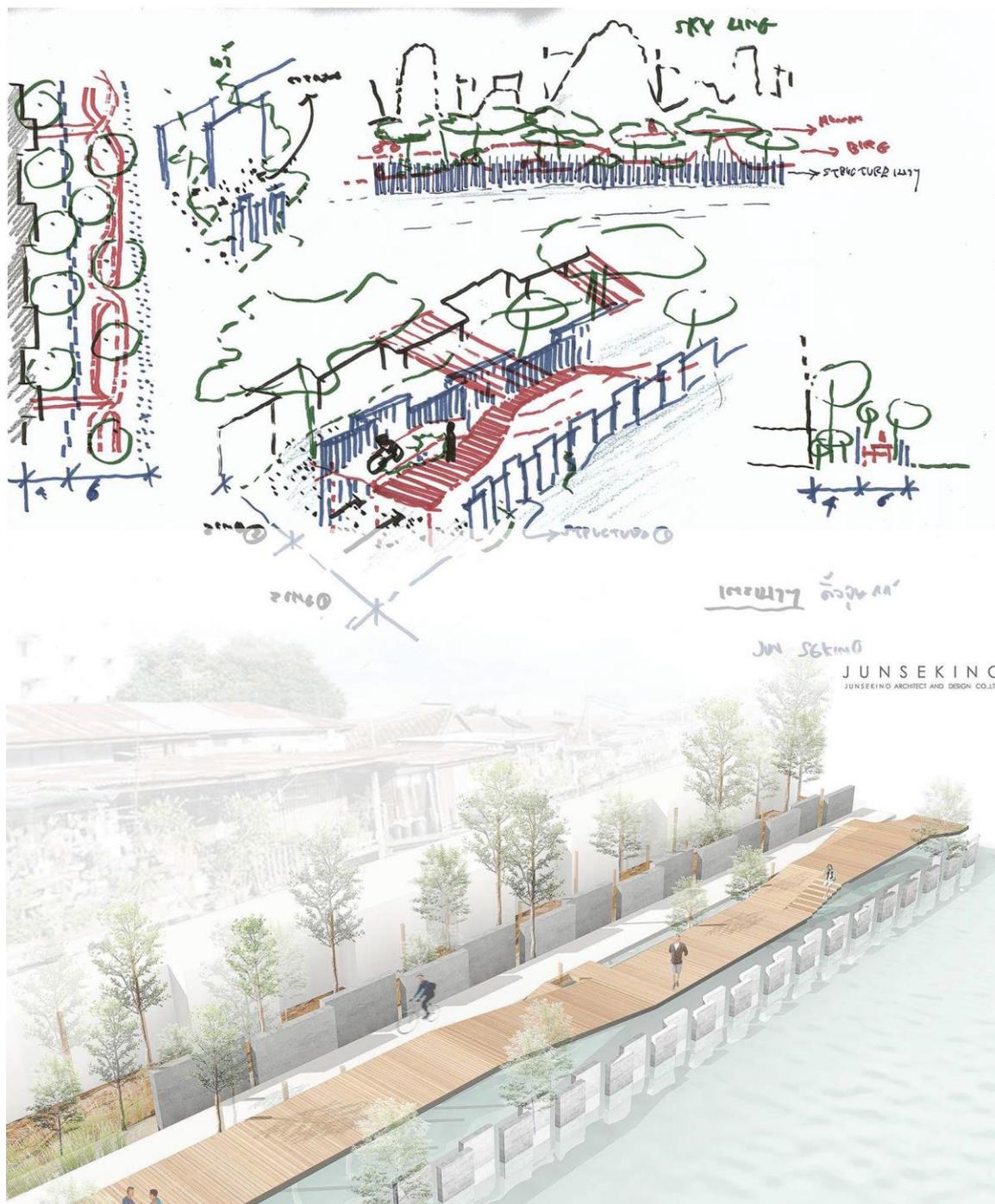
Annexe 8 Dessin du projet de route sur la Chao Phraya.



Source : images provenant d'un rapport de l'OTP sur le projet de route proposé en 1993.

*Annexe 8 Carte du projet de route (35 km) sur la Chao Phraya (gauche). Coupe transversale de la route faisant 23m de largeur (droite).  
Source : images provenant d'un rapport de l'OTP sur le projet de route proposé en 1993.*

Annexe 9



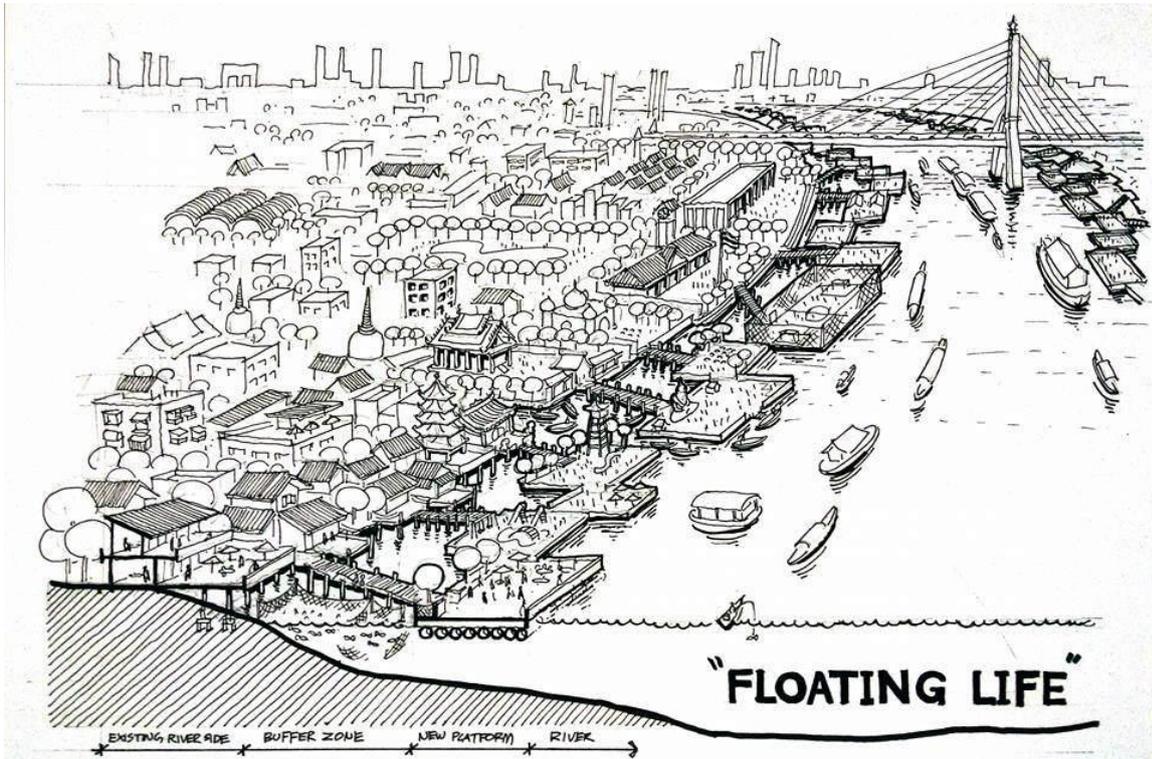
Annexe 9 Design de Khun Jun Sekino proposant une promenade à l'extérieur d'une digue retenant l'eau et entre deux digues qui permettent de briser la force des vagues et retenir les sédiments pour restaurer l'écologie en plantant des arbres dans cette zone.

Source : « Sketches for River challenge », document produit par et disponible sur le site de FOR.



Annexe 9 Dessin du Dr. Sumet Jumsai Na Ayudhya lors d'une publication en 2009 d'un ouvrage proposant des perspectives de rénovation des berges aux alentours de Rattanakosin. Il ne s'agit pas d'un des sketches proposés lors du concours de FOR, mais de par la renommée de son créateur, c'est un design qui inspire encore beaucoup d'architectes aujourd'hui. Le dessin ci-dessus présente la rénovation des quais de Tha Maharaj. La promenade et les plateformes consistent en une structure en bois sur des plateformes de béton flottant.

Source : Jumsai Na Ayutthaya, 2009 : 64-65



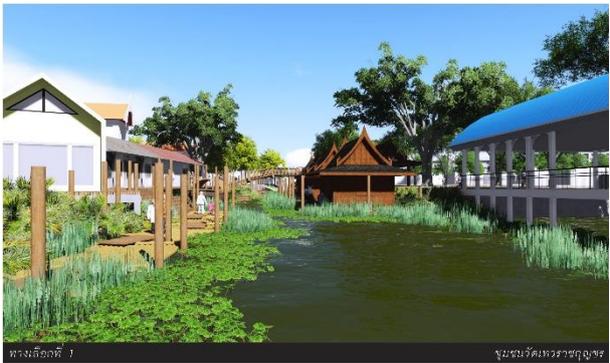
Annexe 9 Design proposé par Khun Wara Jitprathak s'inspirant des structures flottantes de Khun Sumet pour les adapter à la conception d'espaces et parcs publics flottants.

Source : « Sketches for River challenge », document produit par et disponible sur le site de FOR.

Annexe 10



Annexe 10 Quatre propositions pour une promenade qui passe dans la communauté, présentées respectivement dans cet ordre : de gauche à droite puis de haut en bas.  
Source : Plans de l'équipe d'Ajarn Kai dont les dessinateurs ont demandé de rester dans l'anonymat.

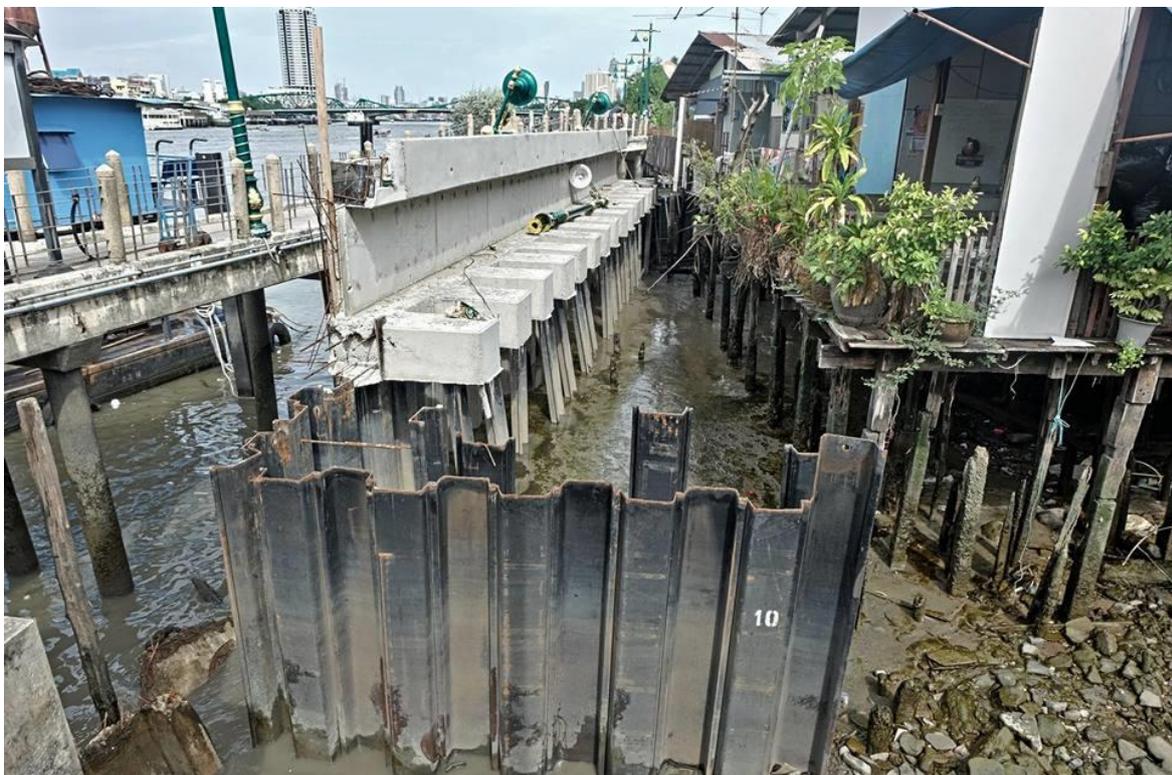


Annexe 10 Ibid

Annexe 11



Annexe 11 Construction d'une digue en béton sur la rive Ouest de la Chao Phraya à Kandejeen.  
Source : photographie d'Antoine Lassus (2018).



Annexe 11 Construction d'une digue en béton sur la rive Ouest de la Chao Phraya à Kandejeen.  
Source : photographie d'Antoine Lassus (2018).

## Grille de question pour Ban Pune :

### *Engaging with riverbank community:*

- Get in touch with *phu yai baan*.
- History of the community (เรื่องราวของชุมชน)
  - o Installation in the neighborhood
  - o Languages spoken
  - o Interaction with the Chao Phraya River (CPR) ?
  - o Ancestor's interaction with the CPR ?
  - o History of the CPR through their eyes
- Community's identity (ความเป็นของชุมชน)
  - o What are the occupations ?
    - Daily activities
    - Festivities
    - Mobility (where do people get around ? For holiday or visiting family)
  - o What are the sources for food, water, money ?
  - o Who do the people here marry ?
- Land tenure (สิทธิ์ที่ดิน)
  - o Which documents do they possess ?
  - o What kind of extra-legal arrangements ?
- Narrative of the CPRP (ความเห็นเรื่องโครงการ)
  - o Their version of the story
  - o What are the impacts of the CPRP for them ?
  - o What about the impact for other people ?
  - o What are the arguments to resist the project ? Resist the expropriation ?
  - o Is the contestation is shared by all ? Any alternatives point of view ?
  - o What do religious communities think of it ?
- For the expropriated (กลุ่มที่โดนรื้อบ้านและย้ายถิ่น)
  - o Their version of the story
  - o What is the affective dimension of moving out (regret, nostalgia, joy)
  - o What to think of the project's uncertainty ? Might be modified, cancelled. Is the expropriation viewed as contribution to the project or as abiding to the law.
- Activity: (กิจกรรมที่อยากจะเสนอหรือมีส่วนร่วม)
  - o Walk me through a community
  - o Any ceremonies ?

*Specific questions :*

- Project proponents :
  - Who's putting this money to get supporters for project ? (Vigo car and large sums)
  - Who's [REDACTED] ? What are his interests in the promenade project ? Land grabbing ?
- Alternatives for development :
  - What versions of the project did you hear about ?
  - What would be the form of development you wish ?
  - What is it you hope to achieve with Pan Muang and TRF ?
  - Who's engaged in this process ?
- Gentrification:
  - Any houses renovated recently ?
  - When leases expire, is it same the same class of people that become new occupants ?
  - Any fear that with the developments to come, you won't belong here anymore ?
- Community's economic profile (is it determinable by ภาวะ 2 ค or must be through community interviews ?)
  - Cost of rent ?
  - Is your income sufficient for the rent ?
  - Any loans ? Or borrowing money from friends & relatives ?
  - Ask nicely : What do they do with their money ? Building the family heritage, investing in a project, saving for buying a house elsewhere ?
  -

How did you determine the bicycle path running within the community of Ban Pune ?

## Questions pour Ajarn Kai:

### Regarding CPA project :

- When did you first hear about the project ?
- How did you become involved with it ?
- Who proposed the project ?
- Who contacted KMITL ?
- Who are your main interlocutors in BMA, Chao Phraya for All, others ?
- What was the mission of KMITL ? (following questions depending on the mission)
  - o With what tools to assess impacts ?
  - o With what tools to design project ?
- Organization of study team :
  - o Team constitution
  - o Division of labor
  - o Usage of budget
  - o How did you define the area of study ?
- Tell me about the study report submitted by the end of 2016
- Are you still doing anything related to the CPA since then ?

### Engagement with the communities :

- How many communities visited ? How did you choose them ?
- Which one did you personally visit ?
- Did you show them any plan of the project ?
- How do you inform the people about it, because everyone surely isn't aware about it ?
- How are people impacted in different communities ? Just the riverside or more inland ?
- Anything to prevent/protect บึงกัน ? Anything to solve afterwards แก้ว ?
- Did the State start removing encroachers (รื้อพวกที่ล้นน้ำ) before, during, after the study ?
- Did everyone come to participate ?
- What were the reactions and concerns ?
- Did anyone propose anything ?
  - o In Wat Devaraj community, I heard plans for community tourism and community learning center or museum ?
  - o Was there different teams of KMITL in charge of different aspects of the project ?
  - o CPA : Any specificities in some locations or is it a general design for now ?
- What interactions with Pan Muang, Friends of the River ?

### Sum it up or satellite questions :

- What do you think of the project ? Budget-wise, design-wise ?
- How would you like it to turn out ?

Question à Khun Pongswat :

Chao Phraya River :

- Is the Navigation in the Thai Water Act (พรบ. การเดินเรือในน่านน้ำไทย) the only law that governs the preservation of the river ?
- How is the Chao Phraya River governed ? In Bangkok ?
- Is the riverbank governed by Navigation Act (เดินเรือในน่านน้ำไทย) and Klong by its law ?
- How is public space regulated in Thailand ? Is it a commons, a resource governed by the State or another type of governance ?

Encroaching and community rights :

- How do we legally determine the limits of the river ?
- What defines encroachers ?
- Slums ?
- Do riverside communities exist in a legal rift ?
  - o How can late encroachers both not exist legally but at the same time be granted electricity and ทะเบียน like in Mittakham ?

CPA :

- To present days, did the project do anything barely legal ?
  - o Regarding community evictions (like reclaiming land that in the end up won't be use)
  - o Regarding the process :
    - To propose a project without studying the needs and problems first
    - No EIA
    - Lack of transparency
    - Incomplete public participation
    - Lack of authorization (ใบอนุญาต) by KMITL to conduct study
  - o Regarding construction the river (Navigation Act)
  - o The use of public space (พื้นที่สาธารณะ)
- So who's taking responsibility for CPA ? NCPO, MOI, BMA, BMA Yota, KMITL ?

## Table des signes :

AGR : Assembly of Green River

ANR : Agence Nationale de la Recherche

ASA : Association of Siamese Architects

BMA : Bangkok Metropolitan Administration

CIRAD : Centre de cooperation Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

CODI : Community Organizations Development Institute

CPA : Chao Phraya for All

CSDS : Center for Social Development Studies

DDPM : Department of Disaster risk Prevention and Mitigation

DoUbT : Delta's dealings with uncertainty: Multiple practices and knowledges of delta governance

EGAT : Electricity Generating Authority of Thailand

EIA : Environmental Impact Assessment

FAD : Fine Arts Department

FOR : Friends Of the River

G-EAU : Gestion de l'Eau, Acteurs, Usages

GRED : Gouvernance, Risque, Environnement, Développement

GREEN : Gestion des Ressources Renouvelables et Environnement

IBRD : International Bank for Reconstruction and Development

IRASEC : Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine

IRD : Institut de Recherche pour le Développement

IRSTEA : Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture

KKU : Khon Kaen University

KMITL : King Mongkut's Institute of Technology Ladkrabang

KNOTS : Fostering multi-lateral Knowledge Networks Of Transdisciplinary Studies to tackle global challenges

LAO : Local Administrative Organization

MD : Marine Department

MOI : Ministry of Interior

NCPO : National Council for Peace and Order

NHA : National Housing Authority

NHCO : National Health Commission Office of Thailand

NRSA : National Reform Steering Assembly

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

RID : Royal Irrigation Department

ROCCDC : Rattanakosin and Old Cities Conservation and Development Committee

SADL : Socio-Anthropologies appliquées au Développement Local

SCONTE : Society for the Conservation of National Treasure and Environment

TDRI : Thailand Development Research Institute

TOR : Terms of References

TRF : Thailand Research Fund

TWRA : Thailand Water Resource Association

UDDC : Urban Design and Development Center

UMR : Unité Mixte de Recherche

UNESCO-IHE : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization - International Institute for Hydraulic and Environmental Engineering

## Lexique :

*Ajarn* : « อาจารย์ », en français littéralement « professeur », particule pronominale honorant le statut de professeur chez une personne ainsi désignée. Cette appellation connote la sagesse, la légitime expertise, l'érudition académique, le respect exprimé envers une personne éduquée.

*Bang* : « บาง », le mot désigne un village ou une bourgade. En l'occurrence Bangkok était le village des oliviers.

*Buk ruk* : « บุกรุก », ce terme signifie attaquer et dans le contexte des berges, l'acte d'envahir. Ainsi le terme « ผู้บุกรุก » renvoie donc au qualificatif d'envahisseur.

*Chao pho* : « เจ้าพ่อ », le terme renvoie généralement à une déité ou un esprit ancestral envers qui l'on exprime son respect devant un autel qui lui est dédié. "Dans le context contemporain, le terme désigne également une personne influente pouvant utiliser sa richesse et son pouvoir informel (par des relations de patronage, la corruption, la violence ou d'autres moyens) pour agir en dehors de la loi ou protéger des personnes de manières extra-légales » (Phongpaichit et Piriyarangsan, 1996 : 59).

*Farang* : « ฝรั่ง », terme vernaculaire renvoyant à un étranger qui vient généralement d'Europe ou qui a la peau blanche, quoiqu'aujourd'hui le terme peut s'appliquer aussi à des touristes à la peau plus mate qui peuvent provenir de l'Amérique du Nord ou du Sud également. Le terme ne s'applique pas aux étrangers venant des pays frontaliers, ni aux étrangers chinois ou japonais qui peuvent avoir la peau blanche également. Le terme *farang dam* (ฝรั่งดำ), « farang noir » est quelque fois utilisé pour désigner les personnes chez qui nous devinons une origine africaine. On pense généralement que le terme *farang* vient du mot *farangsaet* (ฝรั่งเสถ), « français », toutefois il est beaucoup plus probable que le terme vienne de l'hindi *firangi* (फिरंगी), « étranger », qui était employé par les indiens pour désigner les occidentaux à l'époque où l'Inde était sous le protectorat britannique ou du perse *farangi* (فرنگی), désignant le peuple « franc ».

*Kalathesa* : « กาลเทศะ », mot du sanskrit qui signifie littéralement « temps et lieu ». Il s'agit d'une expression exprimant la conscience du contexte approprié. Quelqu'un qui connaît le *kalathesa* par exemple, saura si c'est le moment et le lieu pour agir ainsi.

*Khun* : « คุณ », particule pronominale servant de marque de politesse lorsque nous nous adressons à une personne de manière formelle.

*Klong* : « คลอง », désigne les canaux.

*Liab* : « เลียบ », qui longe ou qui borde.

*Lung* : « ลุง », littéralement « oncle [aîné de notre père] », particule pronominale placée devant le nom de personnes qui pourraient être plus âgées que notre père.

*Muang nok* : « เมืองนอก », littéralement « les cités extérieures ». Terme désignant les pays étrangers, à l'exclusion des pays voisins de la Thaïlande (sous-entendu).

*Na* : « น้า », littéralement « tante ou oncle [cadet de notre mère ou père] », particule pronominale placée devant le nom de personnes qui pourraient être moins âgées que nos parents.

*Nak wicha karn* : « นักวิชาการ », littéralement « celui qui maîtrise le domaine ». Ce terme désigne un chercheur académique ou un expert. Ce statut est souvent connoté d'un point de vue légitimisant sur les questions étudiées par le chercheur.

*Nong* : « น้อง », littéralement « petite frère ou petite sœur », particule pronominale placée devant le nom de personnes moins âgées ou considérées comme un cadet (en tant que statut sociale non déterminée par l'âge).

*Ok baeb* : « ออกแบบ », littéralement « produire le plan », désigne la phase durant lequel un projet est conçu.

*Pi* : « พี่ », littéralement « grand frère ou grande sœur », », particule pronominale placée devant le nom de personnes plus âgées ou considérées comme un aîné (en tant que statut sociale non déterminée par l'âge, un chauffeur de taxi peut nous appeler Pi alors qu'il est plus âgé que nous).

*Pa* : « ป้า », littéralement « tante [aînée de notre mère] », particule pronominale placée devant le nom de personnes qui pourraient être plus âgées que notre mère.

*Phu yai* : « ผู้ใหญ่ », littéralement « grande personne ». Ce mot dans le langage courant veut dire « adulte ». Il est employé de manière plus figurative pour se référer à des aînés qu'il faut respecter ou des supérieurs qu'il faut écouter. Dans un contexte plus élargi, en Anthropologie de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, l'on s'est intéressé aux figures nommées les *bigmen*, personnalités influentes. Ils peuvent être puissants financièrement ou par leurs connexions.

*Sala* : « ศาลา », pavillon proche d'un temple. Il s'agit d'une structure à toit sans murs qui sert d'espace de repos ou d'espace communale.

*Sia na* : Perdre la face, se dit en thai « เสียหน้า », renvoie à une humiliation, une perte de dignité, une perte de légitimité ou d'autorité.

*Ta* : « ตา », littéralement « grand-père », particule pronominale placée devant le nom de personnes qui pourraient être de notre grand-père maternel.

*Tang Prathaet* : « ต่างประเทศ », littéralement « différent pays ». Terme désignant les pays à l'étranger.

*Thang* : « ทาง », littéralement « chemin », signifie aussi promenade, le terme peut également désigner une ruelle.

*Thanon* : « ถนน », route.

*Yay* : *Pa* : « ยาย », littéralement « grand-mère », particule pronominale placée devant le nom de personnes qui pourraient être de l'âge de notre grand-mère maternelle.

# L'aménagement des berges de la Chao Phraya : analyse du jeu d'acteur autour d'un projet urbain

## Abstract :

Le présent mémoire est le résultat d'une étude du projet de développement des berges de la Chao Phraya à Bangkok en Thaïlande. Ce récit est raconté à travers un angle d'analyse socio-anthropologique sur la façon dont un territoire se saisit d'un projet urbain. L'analyse est complétée par des apports historique, géographique et juridique. Le mémoire met en lumière les enjeux existants autour de l'aménagement des berges, habité par ses acteurs aux divers intérêts et stratégies en resituant la rivière de la Chao Phraya dans son contexte historique de développement aux côtés de l'urbanisation de Bangkok. L'étude souligne comment le caractère pluri-légal du projet vient jouer sur la marge de manœuvre de chacun des acteurs impliqués dans le projet. En s'appuyant sur une comparaison de trois communautés riveraines, la recherche permet de faire ressortir les multi-rationalités qui régissent la prise de décision et de positionnement de la part des riverains dans cette configuration développementiste qui oppose la métropole aux contestataires du projet. Finalement le projet de la promenade donne à voir au-delà de ses aspects techniques, l'émergence d'un public autour de la question d'espaces publics ainsi que des enjeux plus globaux de l'aménagement des berges de la Chao Phraya.

**Mots-clés :** configuration développementiste, projet urbain, aménagement des berges, Chao Phraya, jeu d'acteur, espace public.

**Auteur :** Thanawat Bremard ([thanawat\\_bremard@outlook.com](mailto:thanawat_bremard@outlook.com))